Cahiers de l'Afrique de l'Ouest

Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest

OCDE

Secrétariat du Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest

Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest

Sous la direction de Marie Trémolières,
Olivier J. Walther et Steven M. Radil

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

Secrétariat du Club
DU SAHEL ET DE
L'AFRIQUE DE L'OUEST

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE/CSAO (2021), *Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, *https://doi.org/10.1787/80c03df7-fr*.

ISBN 978-92-64-51432-4 (imprimé)
ISBN 978-92-64-88497-7 (pdf)

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest
ISSN 2074-3564 (imprimé)
ISSN 2074-3556 (en ligne)

Crédits photo : Couverture © Delphine Chedru.

Les corrigenda des publications sont disponibles sur : *www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm*.

© OCDE 2021

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : *http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation*.

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est une plateforme internationale indépendante. Son Secrétariat est hébergé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Sa mission est de promouvoir des politiques régionales à même d'améliorer le bien-être économique et social des populations du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. À cette fin, il se fixe pour objectifs de produire et de collecter des données, de fournir des analyses et de faciliter le dialogue stratégique, dans le but de favoriser et de promouvoir des politiques publiques en phase avec les transformations rapides à l'œuvre dans la région. Il promeut, en outre, la coopération régionale comme vecteur de développement durable et de stabilité. Ses domaines de travail portent actuellement sur les dynamiques alimentaires, les villes et territoires, et la sécurité.

Ses Membres et partenaires sont l'Autriche, la Belgique, le Canada, le CILSS (Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel), la Commission de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), la Commission de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine), la Commission européenne, les États-Unis, la France, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suisse. Il a par ailleurs conclu un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding* [MOU]) avec le Groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride.

Pour en savoir plus, consulter :
www.oecd.org/csao

Avant-propos

En février 2020, le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO/OCDE) lançait, à l'occasion de la Conférence sur la sécurité de Munich, son nouveau rapport *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, ouvrage de référence dans le domaine des études de sécurité. Il y proposait un nouvel indicateur permettant d'étudier l'intensité et les dynamiques spatiales des violences politiques régionalement et dans trois zones : le Sahel central, le lac Tchad et la Libye.

S'appuyant sur des données recensant les événements de violence politique intervenus en Afrique depuis 1997, cet indicateur montre les régions aux taux de violence les plus élevés, l'évolution géographique et temporelle des conflits, et l'incidence des interventions militaires sur leur propagation et intensité. Ce précédent travail souligne une réalité des violences nord et ouest-africaine – celle de la multiplicité des acteurs impliqués et de l'extrême volatilité de leurs interactions – insuffisamment prise en compte dans les stratégies de stabilisation.

Ce nouveau rapport, *Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest*, va plus loin et appréhende ces réalités grâce à l'*analyse dynamique des réseaux sociaux* (*Dynamic social network analysis*, DSNA). Les responsables politiques semblent – à juste titre – plus intéressés par les résultats des analyses que par la méthode utilisée pour les obtenir, mais il n'en demeure pas moins essentiel d'attirer leur attention sur la nécessité d'encourager l'innovation méthodologique. Au-delà des statistiques – souvent faibles, voire inexistantes en Afrique –, la DSNA permet d'évaluer le capital social des individus ou des groupes grâce à l'observation de leurs relations avec les autres acteurs du réseau, et de leur incidence sur l'évolution des violences.

Au cours des dix dernières années, plus de 100 000 personnes ont été tuées à la suite d'affrontements entre forces gouvernementales, milices locales, groupes rebelles et autres organisations extrémistes violentes. Nombre des conflits se sont propagés au-delà des frontières, créant instabilité et insécurité dans plusieurs pays, et contribuant à la multiplication des organisations violentes. La pluralité des intérêts en présence, la nature changeante des relations entre groupes – fluctuant entre alliances et rivalités – et la complexité des motivations locales constituent autant d'obstacles à l'établissement d'une paix durable. Une compréhension aussi fine que possible de ces dynamiques complexes est donc nécessaire pour mieux adapter les réponses politiques à chaque contexte particulier.

Il n'existe pas de solution universelle. Dans le Sahel central, la multiplicité des groupes armés et l'instabilité de leurs relations sont par exemple bien plus marquées que dans la région du lac Tchad. Il est en revanche possible de tirer des enseignements de l'analyse comparative des réseaux de violence, qui pourraient contribuer à nourrir le développement de stratégies de stabilisation plus efficaces– tant dans le domaine militaire que dans celui du développement – et plus adaptées au contexte spécifique de chaque zone de conflit. Le présent opus est, à cet égard, une précieuse contribution qui viendra nourrir la réflexion et une action fondée sur des connaissances empiriques.

Angel Gurría
Secrétaire général
Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Dr Ibrahim Assane Mayaki
Secrétaire exécutif
Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) et Président honoraire,
Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

Équipe et remerciements

Édition et rédaction au sein du Secrétariat du CSAO, sous la direction de Marie Trémolières :
Lia Beyeler
Jennifer Sheahan

Avec l'aide de :
Sylvie Letassey

Graphisme :
Anja Pölk
Francesca Romano

Ce travail est réalisé dans le cadre du protocole d'accord avec le Groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride.

Dr Olivier J. Walther a assuré la direction scientifique et la coordination de la cartographie, des travaux d'analyse et de la rédaction de ce rapport. Il est professeur assistant de géographie à l'Université de Floride, professeur associé de sciences politiques à l'Université du Danemark du Sud et consultant auprès du Secrétariat du CSAO/OCDE. Ses recherches actuelles portent sur le commerce transfrontalier et la violence politique transnationale en Afrique de l'Ouest. Il est rédacteur pour l'Afrique du *Journal of Borderlands Studies*, membre du comité exécutif de l'African Borderlands Research Network et membre du comité consultatif du projet « African Governance and Space ». Au cours des dix dernières années, il a contribué en qualité de chercheur principal ou de partenaire à différents projets de recherche à financement externe auprès de l'OCDE, de la NASA, du Programme alimentaire mondial, de la Commission européenne, de l'Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen, des gouvernements du Luxembourg et du Danemark, ainsi que de la Fondation Carlsberg. E-mail : owalther@ufl.edu

Dr Steven M. Radil est professeur assistant de géosciences à l'US Air Force Academy. Il est spécialisé en géographie politique et étudie principalement les dimensions spatiales de la violence politique dans le système international, notamment les questions de guerres civiles, d'insurrections et de terrorisme. Sur l'Afrique, il a publié des travaux sur la diffusion de la guerre civile internationalisée en République démocratique du Congo et sur les ambitions territoriales des insurrections d'inspiration islamiste. Son expertise méthodologique inclut l'analyse spatiale, l'analyse des réseaux sociaux et les systèmes d'information géographiques, outils qu'il utilise régulièrement dans le cadre de ses travaux. E-mail : steven.radil@afacademy.af.edu.

Note : les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas la politique ou la position officielle de l'US Air Force, du Département de la Défense ou du gouvernement américain.

Contributeurs externes :

David G. Russell est chercheur indépendant en géographie politique. Il est titulaire d'un MSc en géographie de l'Université de l'Idaho. Ses travaux de recherche portent sur la quantification des dynamiques spatiotemporelles de la violence politique et l'incidence du discours géopolitique sur la façon dont les gens perçoivent le monde et son histoire. Il a mené des travaux de recherche au Middle East Institute à Washington, DC, et est actuellement consultant auprès du Secrétariat du CSAO/OCDE. E-mail : davidguyrussell@gmail.com

Matthew Pflaum est doctorant au Département de géographie de l'Université de Floride. Il est titulaire d'un MSc en études africaines et développement international de l'Université d'Édimbourg, et d'un MPH en santé mondiale et maladies infectieuses de l'Université Emory. Il s'intéresse de façon générale à la mobilité et à la violence en Afrique de l'Ouest et dans la région du Sahel, ainsi qu'aux facteurs contribuant à l'enrôlement dans les milices et les organisations extrémistes. Ses travaux portent sur les groupes pastoraux et les tensions pouvant survenir avec d'autres groupes et les gouvernements autour des ressources, des terres, de la gouvernance, de la mobilité et du pouvoir. E-mail : mpflaum@ufl.edu

Alexander Thurston est professeur assistant de sciences politiques à l'Université de Cincinnati. Ses travaux de recherche portent sur l'islam et la politique en Afrique du Nord et de l'Ouest, en particulier au Mali, en Mauritanie et au Nigéria. Il a bénéficié de bourses de recherche auprès du Council on Foreign Relations, du Wilson Center et de l'American Council of Learned Societies. Son dernier ouvrage, *Jihadists of North Africa and the Sahel: Local Politics and Rebel Groups*, est publié par les Presses universitaires de Cambridge (Cambridge University Press, 2020).

Natalie Mesplay est étudiante de premier cycle du programme d'études internationales à l'Université d'Idaho. Elle s'intéresse aux organisations internationales et à leur influence dans le monde, ainsi qu'à l'histoire de l'Asie de l'Est et de l'Afrique.

L'équipe souhaite enfin remercier les personnes suivantes pour leur contribution à la rédaction de ce rapport :

Laurent Bossard, du Secrétariat du CSAO/OCDE ; Leonardo A. Villalón, Tatiana Smirnova, Benjamin Soares et Susanna Goewey, de l'Université de Floride ; Clionadh Raleigh, de l'Université du Sussex ; Tenzin Nyima, de l'Université du Minnesota ; Joe Labianca et Steve Borgatti, de l'Université du Kentucky ; Eric Quintane, de l'Université des Andes ; et Martin Everett, de l'Université de Manchester.

Table des matières

ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES 13

RÉSUMÉ 15

CHAPITRE 1
CONFLITS ET STABILITÉ RÉGIONALE EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 17

INCIDENCE DES RIVALITÉS ET ALLIANCES SUR LES CONFLITS 19

PLUS D'ENNEMIS QUE D'ALLIÉS 22

DES ALLÉGEANCES FLUCTUANTES 22

SIMILARITÉ DES RÉSEAUX D'OPPOSITION ET DE COOPÉRATION 23

DES RÉSEAUX DE CONFLIT DE PLUS EN PLUS POLARISÉS 26

INCIDENCE DES INTERVENTIONS MILITAIRES SUR LES RÉSEAUX DE CONFLIT 29

OPTIONS POLITIQUES ET STABILITÉ RÉGIONALE 32

Faire de la protection des civils une priorité 32

Démilitariser les milices communautaires et ethniques 34

Établir des alliances régionales, promouvoir des politiques territorialisées et soutenir les régions frontalières 34

Intervenir militairement pour séparer les parties belligérantes plutôt que pour prendre parti 36

RÉFÉRENCES 37

CHAPITRE 2
ORGANISATIONS VIOLENTES EN CONFLIT EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST 39

DIVERSITÉ DES ORGANISATIONS NON ÉTATIQUES VIOLENTES 40

RELATIONS ENTRE LES ORGANISATIONS NON ÉTATIQUES VIOLENTES 44

Alliances 45

Rivalités 46

Facteurs internes de fragmentation 48

Facteurs externes de fragmentation 56

EXPLORER L'INCIDENCE DES RÉSEAUX SUR LA COMPLEXITÉ DES CONFLITS **58**

NOTES **60**

RÉFÉRENCES **60**

CHAPITRE 3
ANALYSE DYNAMIQUE DES RÉSEAUX DE CONFLIT EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST **65**

UNE APPROCHE EN RÉSEAU DES ALLIANCES ET RIVALITÉS **66**
Analyse des réseaux sociaux 68
Analyse dynamique des réseaux 71

RÉSEAUX ET CONFLITS **72**
Équilibre au sein des groupes d'acteurs 73
Transitivité au sein des groupes d'acteurs 74
Centralité 74

COMMENT ÉVALUER LES RÉSEAUX DE CONFLIT EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST **77**
Utilisation d'une approche régionale et de données désagrégées 77
Focalisation sur les organisations 79
Focalisation sur les événements violents à motivation politique 83
Modélisation des réseaux d'opposition et de coopération 85
Modélisation des réseaux dynamiques 86

MESURES CLÉS POUR LES RÉSEAUX DE CONFLIT **89**

RÉFÉRENCES **92**

CHAPITRE 4
RÉSEAUX DE VIOLENCE EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST **95**

VIOLENCE ET RÉSEAUX **96**

QUI DIT ENNEMI COMMUN NE DIT PAS NÉCESSAIREMENT OBJECTIF COMMUN **99**
Un réseau d'ennemis cosmopolite 99
Évolution de la structure du réseau d'opposition 116

DES ALLIANCES SANS COALITION **119**
Moins d'alliances que de conflits 119
Un réseau d'alliés clairsemé et décentralisé 121
Évolution de la structure des alliances 130
DES CONFLITS SANS FIN ? **135**
RÉFÉRENCES **136**

CHAPITRE 5
RÉSEAUX DE CONFLIT ET INTERVENTIONS MILITAIRES EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST **139**

INTERVENTIONS MILITAIRES EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST **140**
INCIDENCE DES INTERVENTIONS MILITAIRES SUR LES RÉSEAUX DE CONFLIT **142**
ANALYSE DU POUVOIR POLITIQUE SOUS L'ANGLE DES RÉSEAUX **145**
OPÉRATIONS SERVAL ET BARKHANE DANS LE SAHEL **148**
Interventions de la France et groupes militants 148
Alliés et ennemis des forces françaises 151
Opération Serval et pouvoir politique au Mali 154
OFFENSIVE MULTINATIONALE AUTOUR DU LAC TCHAD **157**
Offensive de 2015 contre Boko Haram 157
Intervention de la MNJTF contre Boko Haram et ISWAP 160
Intervention de la MNJTF et pouvoir politique autour du lac Tchad 160
INTERVENTION DE L'OTAN ET BATAILLE DE TRIPOLI EN LIBYE **162**
Opération Unified Protector de l'OTAN 162
Bataille de Tripoli 162
Intervention de l'OTAN et pouvoir politique en Libye 163
Bataille de Tripoli et pouvoir politique en Libye 164
QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DES RÉSEAUX DE CONFLIT ? **166**
NOTES **167**
RÉFÉRENCES **167**

Cartes

Carte 1.1 Pays étudiés dans ce rapport 19
Carte 1.2 Décès impliquant Boko Haram, ISWAP et les forces gouvernementales, 2009-20 32
Carte 3.1 Localisation des études de cas 78
Carte 4.1 Zones d'étude au Mali et dans le Sahel central, dans la région du lac Tchad et en Libye 98
Carte 4.2 Rivalité et coopération entre le JNIM et l'EIGS dans le Sahel central, 2018-20 108
Carte 4.3 Affrontements entre la LNA et le GNA, 2018-20 115
Carte 5.1 Principales interventions militaires en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020 141

Encadrés

Encadré 1.1 Une approche dynamique des réseaux de conflit 20
Encadré 2.1 Conflits et frontières dans le golfe de Guinée dans les années 90 41
Encadré 2.2 Organisations violentes, radicales ou islamistes ? 42
Encadré 2.3 Hezbollah et lien entre criminalité et terrorisme 43
Encadré 2.4 Abdelmalek Droukdel 50

Encadré 2.5	Mokhtar Belmokhtar	51
Encadré 2.6	Revirements d'allégeances opportunistes au Mali et au Niger	54
Encadré 3.1	Clarifications terminologiques	67
Encadré 3.2	Visualisation des réseaux signés	75
Encadré 3.3	Traitement des données	89
Encadré 4.1	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM)	105
Encadré 4.2	Rivalités entre Dogon et Peul dans le centre du Mali	126
Encadré 4.3	Ansarul Islam	127
Encadré 4.4	Iyad ag Ghali	134
Encadré 5.1	Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)	149
Encadré 5.2	Amadou Kouffa	150
Encadré 5.3	Application de la théorie de l'équilibre au conflit malien	155

Graphiques

Graphique 1.1	Rivalités et alliances en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020	21
Graphique 1.2	Schéma simplifié de l'évolution des groupes liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), 1992-2020	24
Graphique 1.3	Opposition et coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020	25
Graphique 1.4	Ennemis de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), 2020	27
Graphique 1.5	Densité et centralisation des réseaux en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-20	28
Graphique 1.6	Incidence de l'opération Serval et de l'intervention de la MNJTF sur le pouvoir politique au Mali et dans la région du lac Tchad	31
Graphique 1.7	Organisations en conflit par région, 2020	33
Graphique 1.8	Organisations en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest, par type, 1997-2019	35
Graphique 1.9	Rivalités et alliances entre organisations dans le Sahel central, 2019	36
Graphique 3.1	Sociogrammes illustrant différentes représentations des liens sociaux entre les nœuds	68
Graphique 3.2	Centralité de degré, spectrale, d'intermédiarité et de proximité	69
Graphique 3.3	Analyses dynamique et statique des réseaux sociaux	70
Graphique 3.4	Théorie de l'équilibre structurel	73
Graphique 3.5	Transitivité	73
Graphique 3.6	Inclusion spectrale	75
Graphique 3.7	Indépendance politique	76
Graphique 3.8	Événements violents par type et région, 1997-2020	80
Graphique 3.9	Nombre d'acteurs par catégorie, 1997-2019	82
Graphique 3.10	Acteurs principaux et acteurs associés	84
Graphique 3.11	Réseaux de coopération et d'opposition	86
Graphique 3.12	Transposition d'événements isolés en relations de coopération et d'opposition	88
Graphique 4.1	Deux niveaux d'analyse de réseau : l'environnement du conflit et le voisinage d'une organisation	97
Graphique 4.2	Organisations en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020	99
Graphique 4.3	Réseau d'opposition en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020	100
Graphique 4.4	Les réseaux d'opposition sont-ils plutôt centralisés ou décentralisés ?	103
Graphique 4.5	Réseau d'opposition au Mali et dans le Sahel central, 2020	104
Graphique 4.6	Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés au Mali et dans le Sahel central, 2020	106
Graphique 4.7	Réseau d'opposition du JNIM et de l'EIGS dans le Sahel central, 2020	107
Graphique 4.8	Réseau d'opposition dans la région du lac Tchad, 2020	110
Graphique 4.9	Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés dans la région du lac Tchad, 2020	111
Graphique 4.10	Centralité des organisations aux scores les plus élevés en Libye, 2020	113
Graphique 4.11	Réseau d'opposition en Libye, 2020	114
Graphique 4.12	Centralisation au sein des réseaux	116
Graphique 4.13	Densité du réseau d'opposition, 2009-20	117
Graphique 4.14	Centralisation du réseau d'opposition, 2009-20	118
Graphique 4.15	Organisations entretenant des liens de coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020	119

Graphique 4.16 Organisations entretenant des liens de coopération, par type d'acteur et région, 2020 120
Graphique 4.17 Acteurs entretenant des liens de coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, par type, 1997-2019 121
Graphique 4.18 Les réseaux de coopération sont-ils plutôt centralisés ou décentralisés ? 123
Graphique 4.19 Réseau de coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020 124
Graphique 4.20 Réseau de coopération au Mali et dans le Sahel central, 2020 125
Graphique 4.21 Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés au Mali et dans le Sahel central, 2020 128
Graphique 4.22 Réseau de coopération dans la région du lac Tchad, 2020 129
Graphique 4.23 Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés dans la région du lac Tchad, 2020 130
Graphique 4.24 Réseau de coopération en Libye, 2020 131
Graphique 4.25 Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés en Libye, 2020 132
Graphique 4.26 Densité du réseau d'alliance, 2009-20 133
Graphique 4.27 Centralisation du réseau d'alliance, 2009-20 135
Graphique 5.1 Que se passe-t-il lorsqu'une puissance extérieure intervient dans un conflit ? 143
Graphique 5.2 Lien entre les scores de centralité positive-négative et le pouvoir politique 145
Graphique 5.3 Décès liés aux opérations militaires au Mali, autour du lac Tchad et en Libye 146
Graphique 5.4 Événements violents et victimes au Mali et dans le Sahel central, 2012-20 147
Graphique 5.5 Forces militaires françaises et leurs alliés au Mali et dans le Sahel central, 2013-20 152
Graphique 5.6 Forces militaires françaises et leurs ennemis au Mali et dans le Sahel central, 2013-20 153
Graphique 5.7 Représentation schématique des alliances et conflits au Mali 156
Graphique 5.8 Incidence de l'opération Serval, menée par la France, sur le pouvoir politique au Mali, 2012-15 157
Graphique 5.9 Événements violents et victimes dans la région du lac Tchad, 2009-20 158
Graphique 5.10 Décès des suites d'affrontements impliquant Boko Haram, ISWAP, forces étatiques et civils, 2010-20 159
Graphique 5.11 Incidence de l'intervention multinationale sur le pouvoir politique autour du lac Tchad, 2014-16 161
Graphique 5.12 Événements violents et victimes en Lybie, 2011-20 163
Graphique 5.13 Incidence de l'opération Unified Protector de l'OTAN sur le pouvoir politique en Libye, 2010-12 164
Graphique 5.14 Incidence de l'offensive de Haftar sur le pouvoir politique en Libye, 2018-20 165

Tableaux

Tableau 2.1 Types d'organisations violentes selon leur visibilité et leurs motivations 42
Tableau 2.2 Différents types d'organisations violentes selon leur visibilité et leur légalité 44
Tableau 2.3 Facteurs de fragmentation des organisations violentes 47
Tableau 3.1 Termes utilisés pour désigner les liens positifs et négatifs 67
Tableau 3.2 Nombre d'événements et de décès par type, 1997-2020 79
Tableau 3.3 Nombre d'acteurs par catégorie, 1997-2020 81
Tableau 3.4 Niveaux d'analyse 83
Tableau 3.5 Tableau à double entrée représentant les événements d'opposition entre quatre acteurs 85
Tableau 3.6 Tableau à double entrée représentant les événements de coopération entre quatre acteurs 85
Tableau 3.7 Événements impliquant, en Libye, la Faction de Haftar et le Conseil de la Choura des moudjahidines de Derna 87
Tableau 3.8 Transposition des événements recensés par ACLED en paires d'acteurs 90
Tableau 3.9 Questions et approches pour l'analyse des réseaux sociaux 90
Tableau 3.10 Quelques mesures 90
Tableau 4.1 Caractéristiques des réseaux sociaux provinciaux et cosmopolites 101
Tableau 4.2 Composition et densité des réseaux d'opposition par région, 2020 101
Tableau 4.3 Les réseaux d'opposition sont-ils plutôt provinciaux ou cosmopolites ? 102
Tableau 4.4 Composition et densité des réseaux de coopération par région, 2020 122
Tableau 4.5 Les réseaux de coopération sont-ils plutôt provinciaux ou cosmopolites ? 122
Tableau 5.1 Interventions extérieures et impact sur les réseaux de conflit et la violence 144

Abréviations et acronymes

AaC	Ansar al-Charia
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADC	Alliance démocratique du 23 mai pour le changement
ADP	Alliance pour la défense de la patrie
AIS	Armée islamique du salut
ALN	Armée de libération nationale
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
ARLA	Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad
ASL	Armée syrienne libre
ASMA	Alliance pour la solidarité au Mali
CAN	Association chrétienne du Nigéria
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
CJTF	Force d'intervention civile conjointe
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CMM	Commission militaire mixte
CNID	Congrès national d'initiative démocratique
CNT	Conseil national de transition
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest
CSNU	Conseil de sécurité des Nations Unies
DSNA	Analyse dynamique des réseaux sociaux
EAU	Émirats arabes unis
ECOMOG	Brigade de surveillance du cessez-le-feu de la CEDEAO
EEI	Engin explosif improvisé
EI	État islamique
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
EUTM Mali	Mission de formation de l'Union européenne au Mali
FDS	Forces démocratiques syriennes
FINUL	Force intérimaire des Nations Unies au Liban
FIS	Front islamique du salut
FPLA	Front populaire de libération de l'Azawad
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés
GIA	Groupe islamique armé
GNA	Gouvernement d'accord national
GSL	Groupe salafiste libre
GSPC	Groupe salafiste pour la prédication et le combat
HCUA	Haut conseil pour l'unité de l'Azawad
IIP	Indice d'indépendance politique
IRA	Armée républicaine irlandaise
ISWAP	État islamique en Afrique de l'Ouest
IZALA	Société pour la suppression de l'innovation et le rétablissement de la sunna
JNIM	Jama'at Nusrat al-Islam wa-l-Muslimin (Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)

LNA	Armée nationale libyenne
LURD	Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie
MAA	Mouvement arabe de l'Azawad
MANUL	Mission d'appui des Nations Unies en Libye
MIA	Mouvement islamique de l'Azawad
MINUAD	Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour
MINUL	Mission des Nations Unies au Libéria
MINURSO	Mission des Nations Unies au Sahara occidental
MINUSIL	Mission des Nations Unies en Sierra Leone
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MNJTF	Force multinationale mixte
MNJ	Mouvement des Nigériens pour la justice
MNLA	Mouvement national de libération de l'Azawad
MODEL	Mouvement pour la démocratie au Libéria
MONUL	Mission d'observation des Nations Unies au Libéria
MONUSIL	Mission d'observation des Nations Unies en Sierra Leone
MPLA	Mouvement populaire de libération de l'Azawad
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
MSF	Médecins sans frontières
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest
NPDC	Nigeria Petroleum Development Company
NPFL	Front patriotique national du Libéria
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUC	Opération des Nations Unies au Congo
ONUCI	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PN	Positif-négatif
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RUF	Front révolutionnaire uni
SCBR	Conseil de la Choura des révolutionnaires de Benghazi
SNA	Analyse des réseaux sociaux
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
ULIMO	Mouvement unifié de libération du Libéria pour la démocratie
UMRDA	Union malienne du rassemblement démocratique africain
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie
YPG	Unités de protection du peuple

Résumé

Comprendre les relations entre acteurs en conflit : un préalable à la possibilité d'une stabilité politique à long terme

La violence politique ne cesse de progresser en Afrique du Nord et de l'Ouest. Ces dix dernières années, les affrontements entre forces gouvernementales et milices locales, groupes rebelles et organisations extrémistes ont ainsi fait plus de 100 000 morts. Les conflits sont devenus plus violents, prenant de plus en plus pour cible les civils, en particulier dans les zones rurales et frontalières où le pouvoir et les infrastructures de l'État sont depuis longtemps déficients. Des centaines d'acteurs aux objectifs divergents sont impliqués, et leurs relations complexes ont de profondes répercussions sur la résolution des conflits et leur géographie. Ce rapport montre que les organisations violentes ne peuvent être appréhendées isolément, car elles s'inscrivent dans un *réseau de conflit*.

Plus étendus que jamais, les conflits se propagent par-delà les frontières nationales, suscitant l'instabilité dans de nombreux États. Cette nature transfrontalière des conflits rend aujourd'hui plus complexe le rôle des gouvernements dans leur résolution. Groupes rebelles et organisations extrémistes peuvent en effet opérer dans un pays et en utiliser un autre comme refuge pour l'entraînement et le recrutement, développant ainsi des relations divergentes avec des forces gouvernementales voisines. Comprendre ces relations complexes entre les acteurs en conflit, ainsi que leur évolution au fil du temps, apparaît donc comme un préalable à la possibilité d'une stabilité politique à long terme dans la région.

Des outils novateurs et dynamiques au service d'une meilleure compréhension de la violence

Pour analyser ces relations complexes, ce rapport propose une approche novatrice, connue sous le nom d'analyse dynamique des réseaux sociaux (DSNA). Au-delà du simple examen des caractéristiques spécifiques des acteurs, telles que leur nationalité, leurs objectifs ou leur puissance militaire, la DSNA prend à la fois en compte la structure globale des réseaux de conflit et la position des acteurs en leur sein, que ce soit sur le plan temporel ou spatial (Chapitre 1).

Cette approche dynamique aborde trois questions cruciales pour l'avenir de la région :

1. **Qui est allié à qui ? Qui est en conflit avec qui ?**
   Ce rapport s'appuie sur un ensemble de données portant sur 36 760 événements violents sur une période de 23 ans dans 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest pour cartographier l'environnement de conflit à l'échelon local et régional, et mettre au jour les rivalités et alliances qui sous-tendent les dynamiques de violence. Il identifie en outre les acteurs les plus importants ou centraux au sein du système global de conflit.
2. **Comment rivalités et alliances évoluent-elles au fil du temps ?**
   Ce rapport donne un aperçu des modalités de coopération ou d'opposition entre acteurs en conflit, de la fréquence à laquelle ces relations peuvent s'inverser au fil du temps, et de l'incidence de l'introduction ou du retrait de certains acteurs clés sur les relations entre les autres acteurs du réseau. Il examine en outre les causes de la fragmentation des organisations violentes (Chapitre 2).

3 **Quelle est l'incidence des interventions militaires sur les réseaux de conflit ?**
Ce rapport étudie l'incidence des interventions militaires extérieures sur les dynamiques des réseaux de conflit, question encore largement inexplorée malgré son importance décisive pour l'évaluation des perspectives de paix dans la région (Chapitres 2 et 3). Il montre en outre que les interventions militaires ne sont pas parvenues à apporter une solution durable aux conflits, qui continuent de ravager la région. Certaines ont même contribué au renforcement des organisations jihadistes et rebelles (Chapitre 5). Il rappelle enfin que les interventions militaires ne sont pas en mesure de remédier aux causes profondes des conflits, ni de susciter le changement politique nécessaire au rétablissement de la stabilité – autant d'impératifs qui restent du ressort des gouvernements nationaux.

Importance d'une approche à plusieurs échelles et de politiques territorialisées

La nature transfrontalière et la dimension territoriale uniques des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest nécessitent l'adoption de politiques plus territorialisées et d'une approche à la fois locale et régionale. Le fait que les zones frontalières sont les régions les plus dangereuses d'Afrique du Nord et de l'Ouest vient corroborer ce constat, tout comme trois études de cas sur les principaux théâtres de conflit de la région : l'insurrection malienne et ses répercussions dans le Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger) ; l'insurrection de Boko Haram dans la région du lac Tchad (Cameroun, Niger, Nigéria, Tchad) ; et les première et deuxième guerres libyennes (Chapitre 4). Les analyses novatrices et temporelles — menées sur une période allant de 1990 à la mi-2020 — proposées dans ce rapport entendent éclairer la conception et la mise en œuvre de politiques de soutien à la résolution des conflits en cours. Elles soulignent en outre le rôle essentiel, pour y parvenir, d'une approche à plusieurs échelles et de politiques territorialisées.

Il convient enfin de promouvoir des politiques axées sur la conclusion d'alliances régionales pour lutter contre la propagation de la violence politique. Gouvernements et partenaires doivent se coordonner pour faire des zones frontalières une priorité, et tenir compte de leurs spécificités géographiques et sociales. Les politiques doivent par ailleurs s'attacher à renforcer la cohésion nationale en favorisant la mise en place d'initiatives et d'institutions plus décentralisées au bénéfice de tous, sur un pied d'égalité, et au service d'un dialogue plus inclusif avec les populations.

Chapitre 1

Conflits et stabilité régionale en Afrique du Nord et de l'Ouest

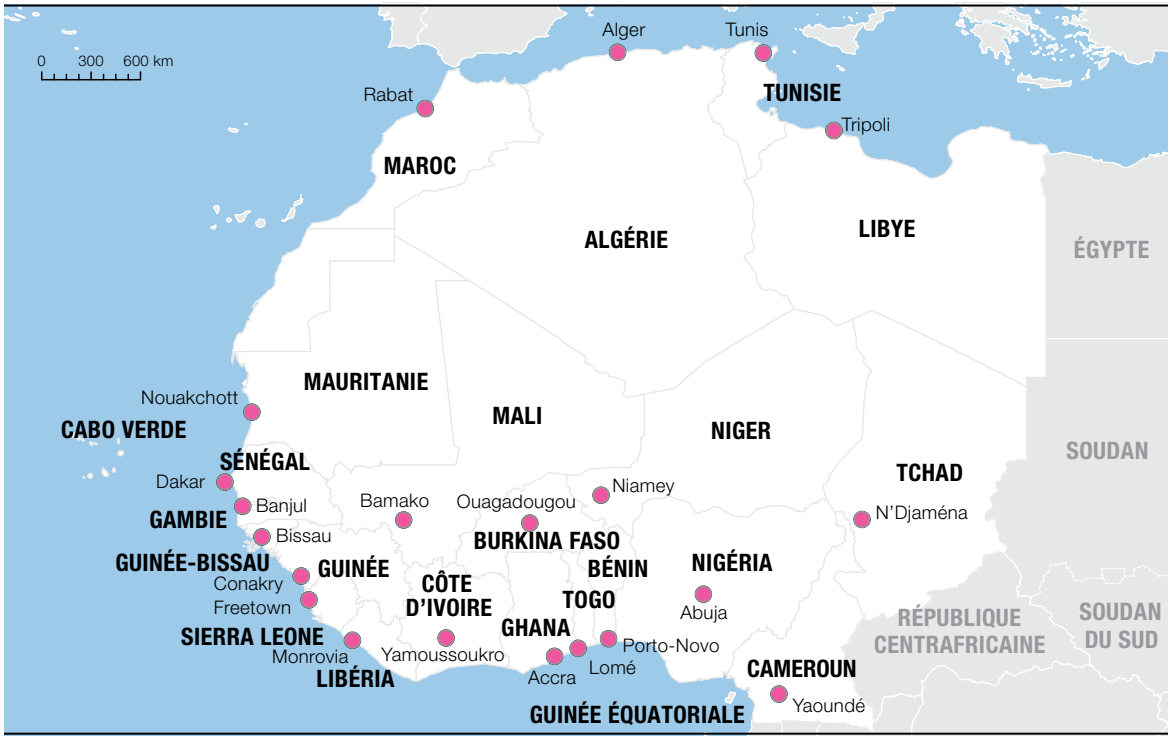
Ce chapitre cartographie les réseaux de rivalités et d'alliances des organisations violentes en Afrique du Nord et de l'Ouest. La résolution des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest est devenue plus difficile du fait de la complexité des relations entre les belligérants. Des groupes alliés un jour peuvent s'affronter le lendemain, puis coopérer à nouveau. De nouveaux groupes se forment, se divisent et se réunifient de manière tout aussi imprévisible. La complexité des conflits dans cette région se trouve par ailleurs encore accentuée par le fait qu'ils sont rarement circonscrits à un seul pays, comme en témoigne la situation actuelle dans le Sahel central et la région du lac Tchad. Jusqu'à présent, l'évolution des relations complexes entre les différents protagonistes reste mal comprise. Au vu des centaines d'acteurs fluctuants impliqués dans les conflits modernes, la cartographie de ces réseaux de rivalités et d'alliances constitue une étape clé pour comprendre les perspectives de stabilité politique à long terme et concevoir des politiques susceptibles de mettre un terme à l'escalade de la violence politique dans la région. Sur la base d'une analyse des réseaux sociaux, ce chapitre présente quatre grandes options politiques permettant d'améliorer la stabilité de l'Afrique du Nord et de l'Ouest.

MESSAGES CLÉS

- **La résolution des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest est devenue plus difficile du fait de la complexité des relations entre les belligérants.**
- **La fluctuation des rivalités et alliances entre forces étatiques, rebelles et organisations extrémistes influence les dynamiques régionales de violence en Afrique du Nord et de l'Ouest.**
- **Une approche dynamique est nécessaire pour mieux comprendre les affrontements entre organisations violentes, l'évolution des rivalités et alliances dans le temps, ainsi que l'incidence des interventions militaires sur les réseaux de conflit.**

Depuis le début des années 2010, la violence politique ne cesse de progresser en Afrique du Nord et de l'Ouest. Alimentés par des griefs locaux, des luttes nationales et des idéologies mondiales, les conflits de la région sont aujourd'hui plus violents et étendus que jamais (OCDE/CSAO, 2020[1]). Au cours des dix dernières années, plus de 100 000 personnes ont été tuées à la suite d'affrontements entre les forces gouvernementales et les groupes qui s'y opposent, notamment les milices locales, les groupes rebelles et les organisations extrémistes violentes. En outre, nombre de ces conflits se sont propagés au-delà des frontières nationales, créant instabilité et insécurité dans plusieurs États simultanément. Tendance inquiétante, les violences ciblent de plus en plus les civils, en particulier dans les régions rurales et frontalières, où le pouvoir et les infrastructures de l'État sont depuis longtemps déficients. Jusqu'à présent, aucune des interventions militaires menées par les coalitions régionales ou internationales n'a totalement réussi à créer les conditions propices à la fin de l'utilisation de la violence par les groupes non étatiques. Si certaines interventions ont permis l'arrêt temporaire des hostilités entre les belligérants, elles ne se sont pas avérées un moyen durable de réduire les violences à plus long terme.

Carte 1.1
Pays étudiés dans ce rapport



Source : Auteurs.

INCIDENCE DES RIVALITÉS ET ALLIANCES SUR LES CONFLITS

Le nombre croissant d'acteurs impliqués dans les conflits et la complexité de leurs relations nécessitent de nouvelles approches permettant de modéliser l'évolution des relations d'opposition et de coopération dans le temps. À l'aide de l'analyse des réseaux, ce rapport examine la manière dont les relations entre organisations violentes influencent les dynamiques régionales de violence en Afrique du Nord et de l'Ouest. Plus précisément, il cartographie les fluctuations des rivalités et alliances entre forces étatiques, rebelles et organisations extrémistes, ainsi que leurs victimes, dans 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest de 1997 à 2020 (Carte 1.1).

S'appuyant sur une base de données de 36 760 événements violents recensés dans le cadre du projet « Armed Conflict Location & Event Data » (ACLED, 2020[2]), cette approche dynamique des conflits aborde trois questions cruciales pour l'avenir de la région :

- **Qui est allié à qui ? Qui est en conflit avec qui ?** Le rapport examine tout d'abord les relations qui lient les organisations violentes de la région. Ces relations forment un **réseau de conflit** au sein duquel les organisations violentes ne peuvent être appréhendées isolément les unes des autres (Chapitre 2). À l'aide d'une approche formelle des réseaux, le rapport cartographie les relations entre États, groupes rebelles et organisations extrémistes afin de mieux comprendre la structure de leurs réseaux et le rôle de chaque acteur au sein de ce système élargi (Encadré 1.1 et Chapitre 3). Il commence par identifier tous les acteurs qui font usage de la violence ou en sont la cible, cartographie leurs relations d'opposition et de coopération, avant de mettre en évidence les acteurs les plus importants ou centraux de ces systèmes globaux de conflit.
- **Comment rivalités et alliances évoluent-elles au fil du temps ?** Le rapport examine ensuite l'évolution des relations entre États, groupes rebelles et organisations extrémistes

Encadré 1.1

Une approche dynamique des réseaux de conflit

L'originalité de ce rapport tient à l'adoption d'une approche relationnelle formelle, connue sous le nom d'analyse des réseaux sociaux (Social network analysis, SNA), pour cartographier les relations de coopération et d'opposition des organisations violentes en Afrique du Nord et de l'Ouest. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, l'analyse des réseaux sociaux est de plus en plus utilisée pour comprendre la structure interne des organisations violentes et les moyens éventuels de les déstabiliser (Chapitre 3). Ce rapport adopte une approche similaire et l'applique à l'ensemble des acteurs opérant dans la région. En tenant à la fois compte de la structure globale du réseau de liens entre les différents groupes et de la position de chaque acteur au sein de ce réseau, l'analyse des réseaux sociaux permet une compréhension nuancée des conflits. Elle suggère en particulier que les caractéristiques des acteurs en conflit, comme leur nationalité, leurs objectifs ou leur puissance militaire, ne suffisent pas, à elles seules, pour expliquer la complexité des conflits contemporains.

Dans l'optique de l'analyse des réseaux sociaux, la compréhension des conflits passe au contraire par la prise en compte du système dans lequel s'inscrit l'ensemble des acteurs. Dans un environnement conflictuel socialement complexe, la structure de ce système présente des possibilités ou des contraintes différentes pour leurs actions politiques et militaires. De ce fait, la capacité des organisations violentes à atteindre leurs objectifs ou se livrer à des actes de violence est influencée par leur position relative par rapport à leurs alliés et à leurs rivaux. Au Nigéria, par exemple, l'insurrection de Boko Haram a exacerbé la violence dans la région, amenant d'autres groupes armés à s'affronter quand bien même ils n'étaient pas ciblés par l'organisation jihadiste (Dorff, Gallop et Minhas, 2020[3]). Pour comprendre cette situation, l'examen d'un seul de ces groupes armés, voire des relations entre deux ou trois d'entre eux, ne suffit pas ; c'est la totalité du système de conflit qu'il faut envisager.

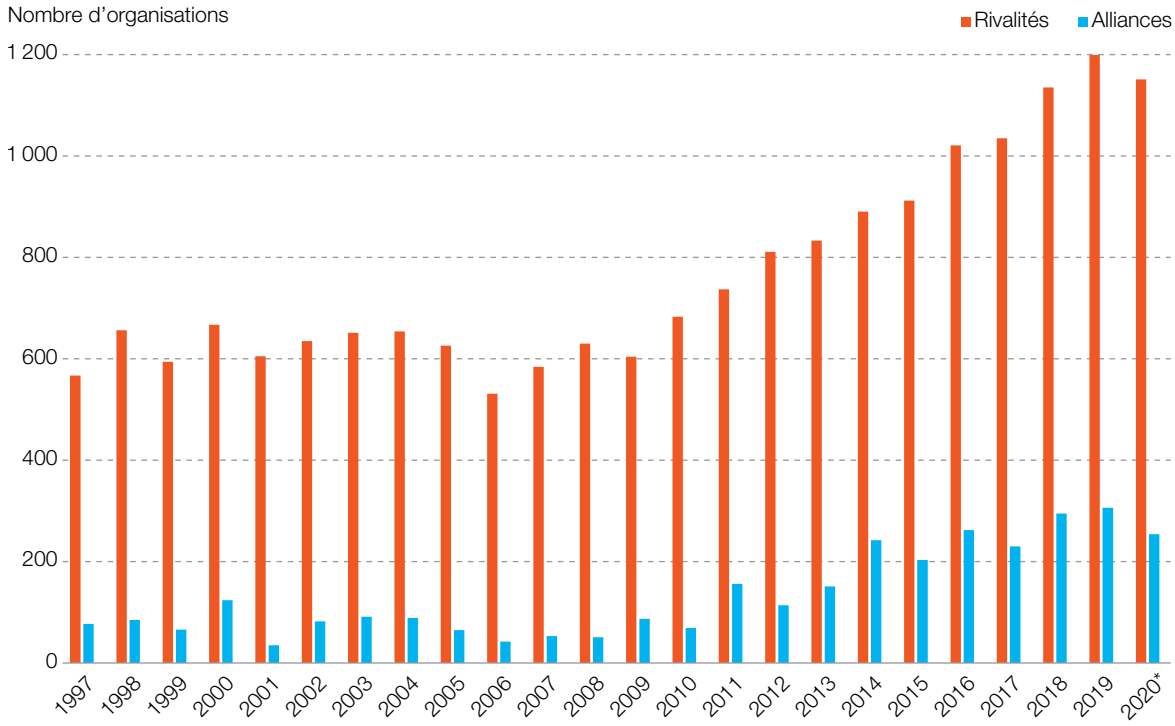
Une autre contribution originale de ce rapport tient à l'utilisation d'une approche explicitement dynamique, axée sur l'évolution des réseaux de conflit dans le temps. Cette dernière intègre la nature intrinsèquement dynamique des relations de coopération et d'opposition. Une fois établis, les liens peuvent perdurer ou se renforcer dans le temps, mais aussi s'affaiblir, se défaire progressivement ou s'interrompre subitement. Toutefois, la majorité des études de conflits ne se sont pas intéressées à l'évolution des réseaux, laissant d'importantes zones d'incertitude sur des questions fondamentales telles que la durée habituelle des phases de coopération ou d'opposition entre les groupes, la fréquence d'inversion de ces relations au fil du temps, ou l'incidence de l'introduction ou du retrait d'acteurs clés sur les relations entre les autres acteurs.

Source : Auteurs.

violentes. Il montre que les relations entre les acteurs en conflit ne sont pas statiques, leur position pouvant se trouver renforcée ou affaiblie au fil du temps. Les acteurs sont aussi dynamiques : de nouveaux groupes rebelles et organisations extrémistes peuvent faire leur apparition, tandis que d'autres peuvent se diviser, fusionner ou être mis en échec (Chapitre 4). Ces dynamiques sont liées, d'une part, à l'idéologie, aux objectifs, à l'accès aux ressources et au pouvoir des organisations, et d'autre part, à leurs relations sur le terrain. Chacun de ces facteurs est susceptible de modifier les relations entre belligérants, ainsi que leur position les uns par rapport aux autres. À partir de données sur les événements violents, le rapport détermine la durée moyenne des phases de coopération et d'opposition en Afrique du Nord et de l'Ouest. Sur cette base, il suit également l'évolution de ces deux types de relations au fil du temps et clarifie les fluctuations de la position des principaux protagonistes tout au long de la durée des conflits.

Graphique 1.1

Rivalités et alliances en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020



* Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[2]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

- **Quelle est l'incidence des interventions militaires sur les réseaux de conflit ?** Les interventions militaires étrangères et multinationales, fréquentes en Afrique du Nord et de l'Ouest, sont l'un des principaux facteurs externes de changement dans les conflits actuels. Le rapport étudie donc la manière dont les interventions militaires influencent l'évolution des réseaux des acteurs en conflit, question encore largement inexplorée malgré son importance décisive pour l'évaluation des perspectives de paix dans la région. Il analyse si les puissances militaires doivent apporter leur soutien à l'un des groupes rivaux en conflit ou plutôt s'attacher à séparer les belligérants. Il examine enfin l'incidence de ces interventions sur les organisations les plus puissantes en conflit, ainsi que sur les relations qui les lient (Chapitre 5).

S'appuyant sur l'observation quotidienne répétée des organisations violentes sur une période de 23 ans, ce rapport propose un cadre pour les recherches ultérieures sur la région (Chapitre 3). Il analyse pour ce faire l'évolution des réseaux de conflit dans le temps, à l'échelon régional et local. Sont ainsi tout d'abord examinées l'origine et l'évolution des principales rivalités et alliances en Afrique du Nord et de l'Ouest. Cette approche régionale est rendue nécessaire par la nature transnationale de plusieurs conflits de la région.

Cette analyse régionale qui dresse une carte de l'environnement de conflit est suivie par l'examen de trois études de cas où des organisations violentes ont connu un essor rapide depuis le milieu des années 90, se sont étendues au-delà des frontières nationales, et ont été à l'origine d'un nombre important d'événements violents et de morts. Il s'agit de l'insurrection au Mali et de ses conséquences dans le Sahel central depuis 2012, de l'insurrection de Boko Haram dans la région du lac Tchad depuis 2009, ainsi que des guerres civiles libyennes depuis 2011. Dans chaque cas, les interventions militaires menées par les coalitions régionales ou

internationales ont indéniablement créé de nouvelles opportunités et de nouveaux défis pour les différentes parties prenantes, mais l'évolution globale du réseau de liens au cours de ces interventions reste à explorer.

PLUS D'ENNEMIS QUE D'ALLIÉS

Le rapport montre qu'en Afrique du Nord et de l'Ouest, les organisations violentes s'affrontent bien plus qu'elles ne coopèrent (Chapitre 4). En 2020, le réseau reliant les organisations impliquées dans des événements conflictuels compte ainsi 562 nœuds, soit un nombre plus de quatre fois supérieur à celui des organisations impliquées dans la formation d'alliances à travers la région (Graphique 1.1).

Des disparités similaires s'observent à l'échelle de chacune des zones de conflit à l'étude : seules 28 alliances sont par exemple recensées au Mali et dans le Sahel central, contre 237 relations de rivalité. Cette rareté des alliances reflète la difficulté de former des coalitions durables entre des organisations qui recourent à la violence politique au nom d'objectifs locaux et opportunistes. Souvent opposées à un ennemi commun, les organisations violentes ne développent pas pour autant un projet idéologique qui leur permettrait de surmonter leurs clivages tribaux, ethniques ou nationaux.

Une autre tendance inquiétante se fait jour : le nombre de belligérants est en forte augmentation dans la région. Alimenté par les insurrections, rébellions et coups d'État au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Nigéria et en Libye, le nombre global d'organisations impliquées dans des actes violents en conflit a ainsi presque doublé, passant de 604 en 2009 à 1 199 en 2019. Si la situation continue de se dégrader, 2020 sera l'année qui aura connu le plus de conflits entre organisations violentes depuis le début de la collecte des données détaillées sur les violences politiques à la fin des années 90, avec 1 151 organisations recensées jusqu'en juin. Cette multiplication contribue à la propagation de la violence dans des régions auparavant pacifiques, bouleversant la vie de personnes qui n'avaient, jusqu'ici, pas connu de conflits. Ces résultats confirment ceux d'études antérieures, qui mettaient déjà en évidence l'intensification des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que leur tendance à se propager à l'échelon régional (OCDE/CSAO, 2020[1]).

DES ALLÉGEANCES FLUCTUANTES

Les conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest sont devenus plus difficiles à résoudre du fait de la complexité des relations entre les belligérants. Le rapport montre que, selon les opportunités offertes par la scène politique locale, nationale et internationale, les acteurs en conflit se battent pour ou contre leur gouvernement, promeuvent l'unité nationale ou la sécession, et rejoignent les rangs de milices, de groupes rebelles ou d'organisations extrémistes violentes. Cette fluctuation des allégeances donne le sentiment qu'il n'y a pas, dans les conflits, de « camp définitif » pour lequel se battre. Iyad ag Ghali, chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (en arabe, Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin [JNIM]), en est un exemple. Après avoir combattu comme mercenaire en Libye et comme rebelle dans le nord du Mali, il travaille comme négociateur d'otages dans son pays et comme conseiller du gouvernement en Arabie saoudite. Ne pouvant prendre la tête du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) au Mali en 2011, il fonde alors l'organisation jihadiste Ansar Dine (les Défenseurs de la foi) (Encadré 4.4).

Une instabilité similaire caractérise les relations entre les différentes organisations non étatiques et les groupes impliqués dans les luttes armées de la région. Dans les conflits actuels, des groupes alliés un jour peuvent ainsi s'affronter le lendemain, puis coopérer. De nouveaux groupes se forment, se divisent et se réunifient de manière tout aussi imprévisible.

L'exemple d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) illustre bien cette complexité (Graphique 1.2). Avant de prêter allégeance à Al-Qaïda en 2007, l'organisation était auparavant connue sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), lui-même né d'une scission du Groupe islamique armé (GIA), responsable du meurtre de milliers de civils pendant la guerre civile algérienne. Au début des années 2010, certains éléments d'AQMI font sécession pour former le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), tandis que d'autres militants créent la brigade des Signataires par le sang. En 2013, le MUJAO et la brigade des Signataires par le sang fusionnent pour former Al-Mourabitoune (les Sentinelles). Ces groupes rejoignent les rangs d'AQMI en 2015, à l'exception de certaines factions qui créent l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). En 2017, Al-Mourabitoune, Ansar Dine, la Katibat Macina et la branche saharienne d'AQMI s'allient sous la bannière du JNIM (Encadré 5.1).

Cette fluctuation des allégeances accentue la complexité des conflits, qui ne s'organisent plus clairement autour d'un front uni ou d'une coalition d'opposition au gouvernement avec une ligne idéologique claire, mais impliquent au contraire des coalitions de groupes armés aux allégeances opportunistes et aux intérêts divergents. AQMI n'est, par exemple, que l'un des multiples protagonistes du conflit malien, avec les forces gouvernementales, les milices ethniques, les rebelles ethno-nationalistes, les associations de chasseurs et autres organisations affiliées à Al-Qaïda et à l'État islamique. En 2019, 81 acteurs distincts sont impliqués dans le conflit malien, comme auteurs de violences ou victimes, dont 6 groupes rebelles, 9 organisations extrémistes violentes et 34 milices organisées autour de revendications communautaires ou ethniques. AQMI entretient, par ailleurs, à la fois des relations de coopération et d'opposition avec d'autres groupes également en lutte contre le gouvernement malien et ses alliés internationaux, notamment la France et les Nations Unies.

SIMILARITÉ DES RÉSEAUX D'OPPOSITION ET DE COOPÉRATION

Le rapport met en évidence des similitudes surprenantes entre réseaux de coopération et d'opposition : tous deux sont ainsi plutôt décentralisés et structurés autour de quelques organisations clés (Graphique 1.3). Cette structure, qualifiée de « cosmopolite » pour souligner l'absence de communautés très cohésives, révèle la rareté des liens entre organisations et le grand nombre d'étapes nécessaires pour atteindre tous les acteurs du réseau. Une structure de ce type dans les réseaux d'opposition comme de coopération semble indiquer que les organisations violentes tendent à reproduire les mêmes dynamiques, indépendamment de la nature des relations qui les lient.

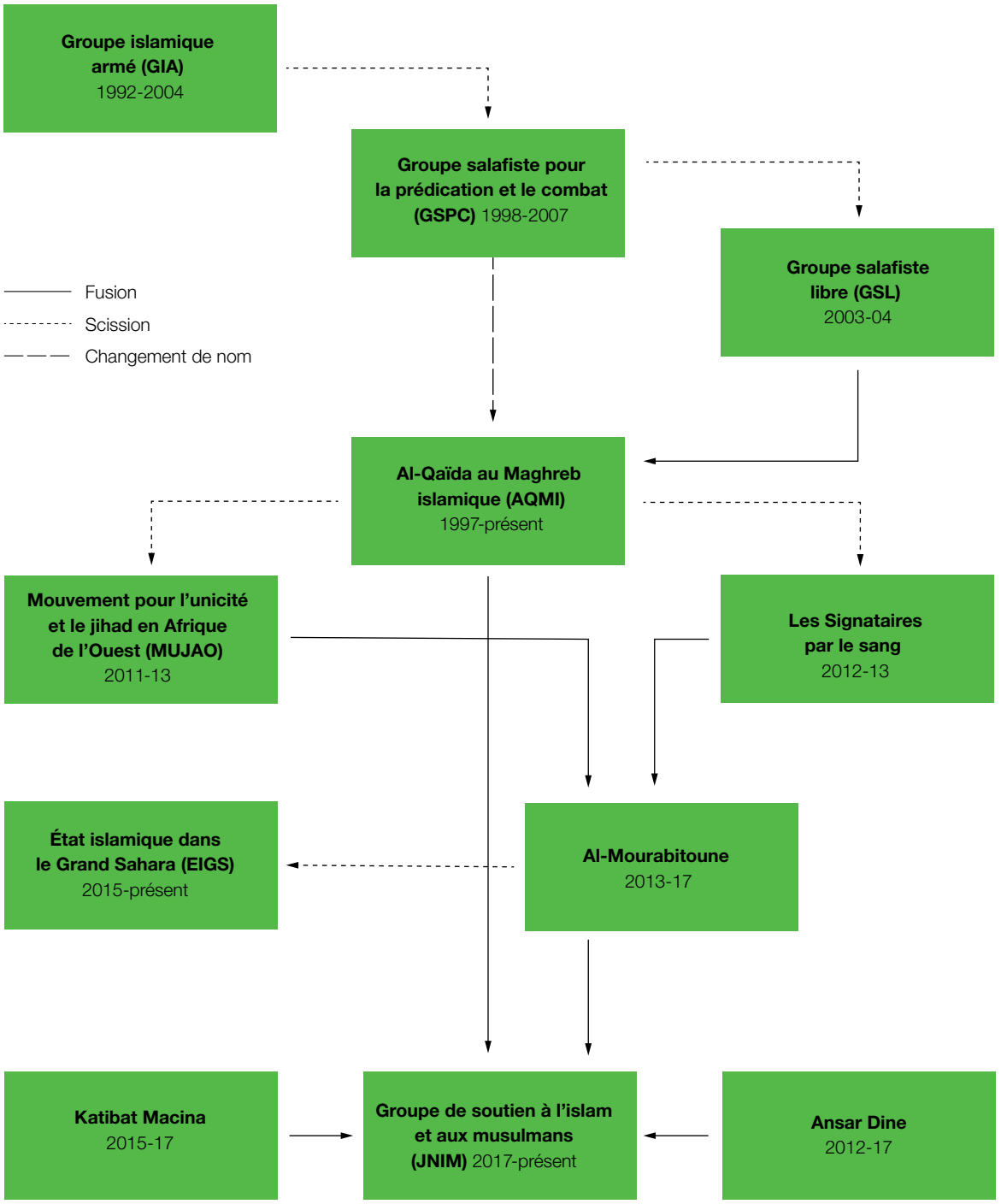
Il s'agit là d'un constat déroutant. Combattre un ennemi ou nouer des alliances étant, en termes conceptuels, tout à fait différent, il était attendu que la structure des réseaux d'opposition et de coopération soit également très distincte. Le fait qu'il n'en soit rien laisse à penser qu'opposition et coopération sont davantage à concevoir comme deux alternatives possibles, plutôt qu'exclusives, pour les belligérants. Ces constats illustrent la nature adaptable et opportuniste des relations liant les organisations violentes dans la région. Loin des oppositions immuables ou des accords formels, rivalités et alliances s'envisagent comme deux possibilités mobilisables en fonction de ce que dictent les circonstances.

Le réseau peu structuré et décentralisé de rivaux et d'alliés observé à l'échelon régional est remarquablement similaire à l'environnement conflictuel de chacun des trois principaux théâtres d'opérations :

- Au Mali et dans le Sahel central, les organisations violentes et leurs victimes forment un réseau de conflit qui dépasse les frontières nationales. Deux organisations jihadistes – le JNIM et l'EIGS – comptent le plus grand nombre d'ennemis dans la région. Elles se situent en outre entre des organisations qui ne s'affrontent pas nécessairement, comme les forces gouvernementales et leurs milices alliées. En termes de réseau, être entouré de nombreux ennemis et jouer le rôle

Graphique 1.2

Schéma simplifié de l'évolution des groupes liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), 1992-2020



Note : Les Signataires par le sang sont aussi connus sous le nom de « Bataillon des hommes voilés » (al-Mulathamun).

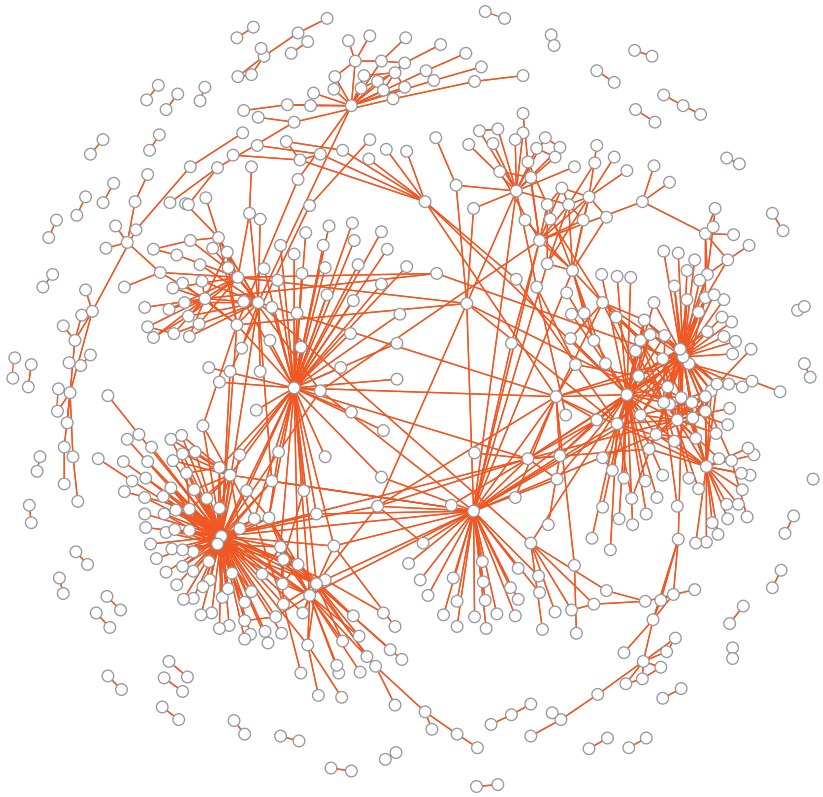
Source : Auteurs.

Graphique 1.3

Opposition et coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020

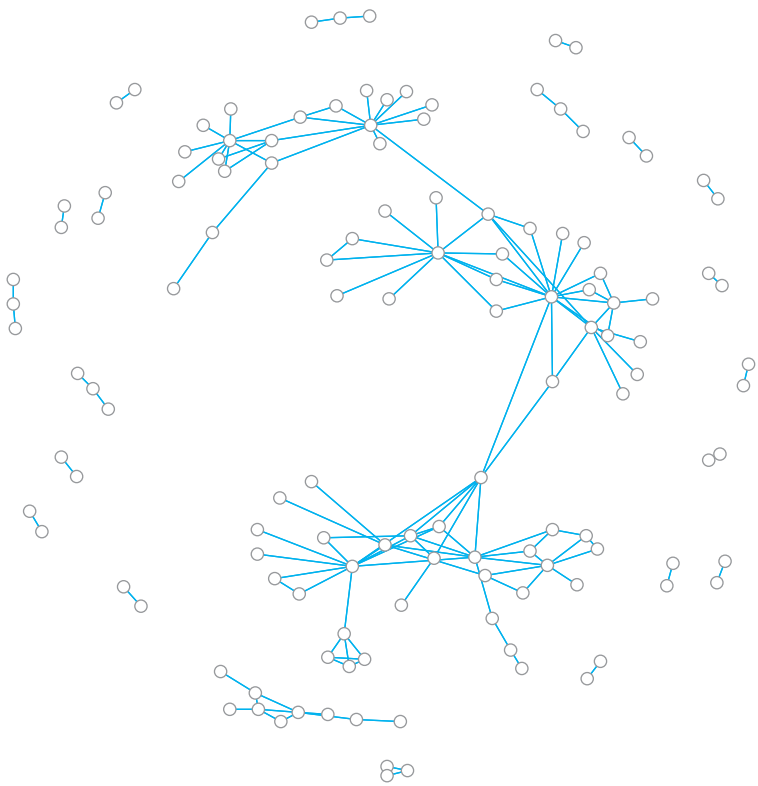
Rivalités

Nombre de nœuds : 562
Nombre de liens : 828
Densité : 0.5 %
Nombre moyen d'ennemis : 3.0



Alliances

Nombre de nœuds : 129
Nombre de liens : 147
Densité : 1.8 %
Nombre moyen d'alliés : 2.3



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[2]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

d'intermédiaire constitue un handicap dans un environnement conflictuel où la plupart des organisations tendent à maximiser le nombre de leurs alliés, tout en essayant de minimiser celui de leurs ennemis. Dans cette région, le réseau de coopération se structure autour des forces étatiques, qui jouent un rôle d'intermédiaire entre des coalitions militaires de grande envergure, comme le G5 Sahel, et des milices et groupes d'autodéfense communautaires.

- La région du lac Tchad est la zone de conflit la plus meurtrière des trois, avec près de 59 000 personnes tuées depuis le début de l'insurrection de Boko Haram en 2009. Le réseau reliant les organisations violentes dans cette région est plus cohésif qu'ailleurs en Afrique du Nord et de l'Ouest. Le conflit y est dominé par la lutte armée entre deux principaux belligérants : les forces nigérianes, d'un côté, et l'insurrection de Boko Haram, de l'autre. La représentation du réseau d'ennemis de Boko Haram et de son groupe dissident, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) en 2020 permet de mettre en évidence les spécificités du paysage de ce conflit (Graphique 1.4). La forme en étoile du réseau semble ainsi indiquer que les ennemis de ces deux organisations s'affrontent rarement, à l'exception des forces gouvernementales et des civils au Niger, au Nigéria et au Tchad. Les forces militaires nigérianes sont de loin l'acteur le plus central du réseau de coopération, du fait de leur rôle de coordination au sein de la Force multinationale mixte (MNJTF). La prééminence de l'armée nigériane contraste fortement avec la quasi-absence d'alliances entre organisations jihadistes dans la région.
- Le réseau libyen est dominé par deux organisations puissantes : le Gouvernement d'accord national (GNA), basé à Tripoli, et l'Armée nationale libyenne (LNA), basée à Benghazi. Tous deux bénéficient du soutien de grandes puissances étrangères. En plus de s'affronter, le GNA et la LNA s'opposent à une multitude de milices, forces de sécurité privées et civils, qui ont en général moins d'ennemis qu'eux. C'est pourquoi le réseau libyen est, à ce jour, plus centralisé et moins fragmenté que d'autres réseaux de conflit de la région. Le GNA et la LNA constituent également les principaux nœuds du réseau de coopération, même si tous deux peinent à maintenir des alliances fondées sur des partenaires instables. Du fait de la fluctuation constante des alliances, la centralisation du commandement s'avère ainsi pour le moins complexe en Libye depuis la chute, en 2011, du gouvernement du Colonel Kadhafi.

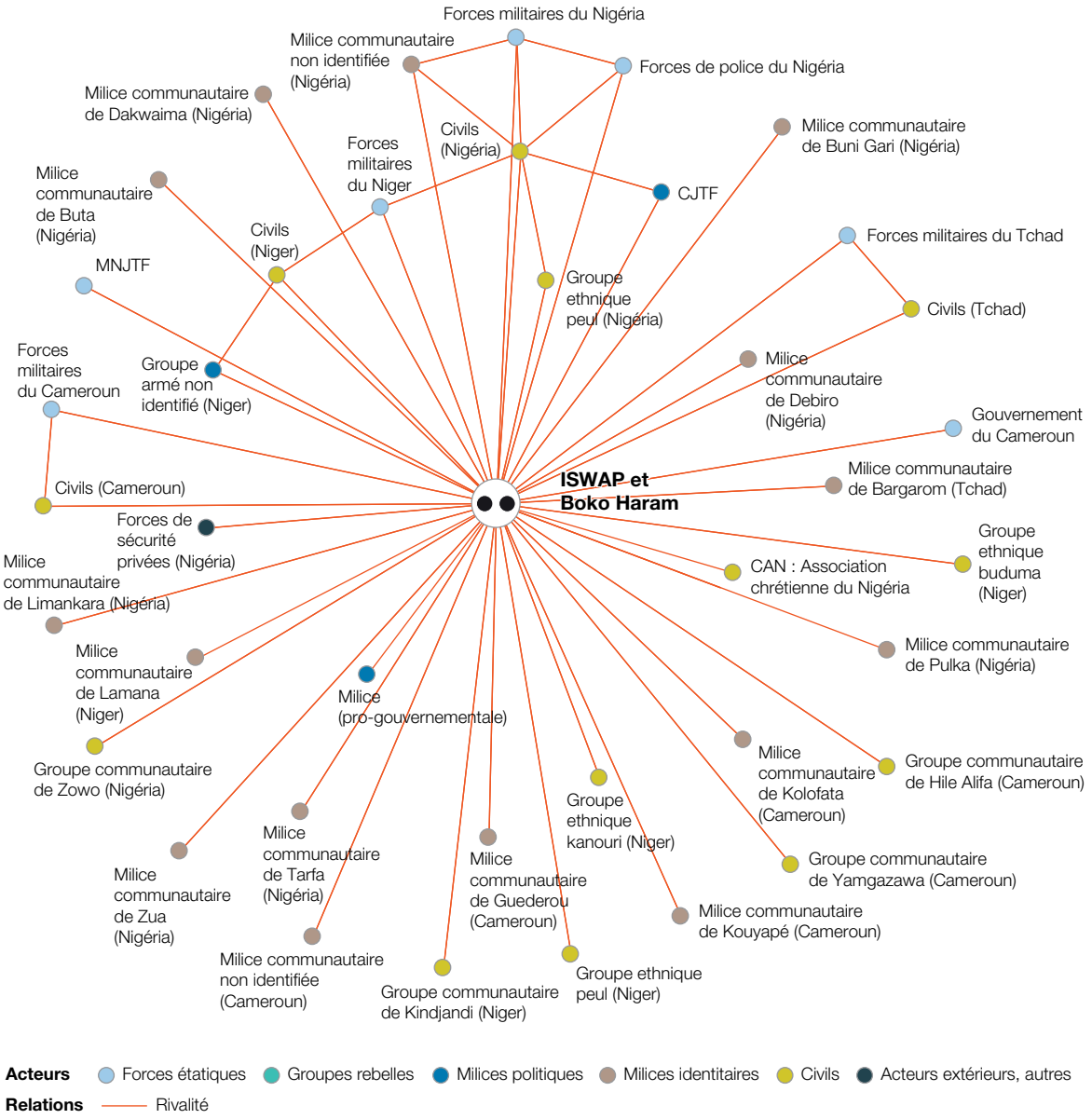
DES RÉSEAUX DE CONFLIT DE PLUS EN PLUS POLARISÉS

L'analyse temporelle des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest met en évidence une tendance à la densification et à la centralisation des réseaux d'opposition. Cette évolution très préoccupante indique que les organisations violentes tendent à avoir un nombre croissant d'ennemis, signe indéniable que les conflits s'intensifient dans la région et que chacun des théâtres d'opérations est de plus en plus centralisé autour d'un petit nombre de belligérants clés. Cette polarisation de l'environnement conflictuel a des conséquences dramatiques pour les populations civiles, souvent prises pour cible à la fois par les organisations jihadistes et les forces gouvernementales. Le rapport montre que la légère hausse des liens de coopération constatée à travers la région depuis le début des années 2010 est sans commune mesure avec l'essor des relations conflictuelles.

Afin de visualiser ces tendances, les réseaux d'opposition et de coopération sont étudiés au regard de deux mesures. La première est la densité du réseau, soit la proportion de liens effectivement présents au sein du réseau par rapport au nombre maximum de liens possibles. La seconde mesure indique leur centralisation, soit le degré de structuration du réseau autour de quelques organisations clés (Graphique 1.5). Ces deux données confirment que, partout en Afrique du Nord et de l'Ouest, les réseaux d'opposition reliant les organisations en conflit

Graphique 1.4

Ennemis de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), 2020



Note : Dans ce graphique, Boko Haram et ISWAP sont représentés par un seul nœud, en raison du grand nombre d'événements pour lesquels la responsabilité de chacune des deux organisations n'est pas établie. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

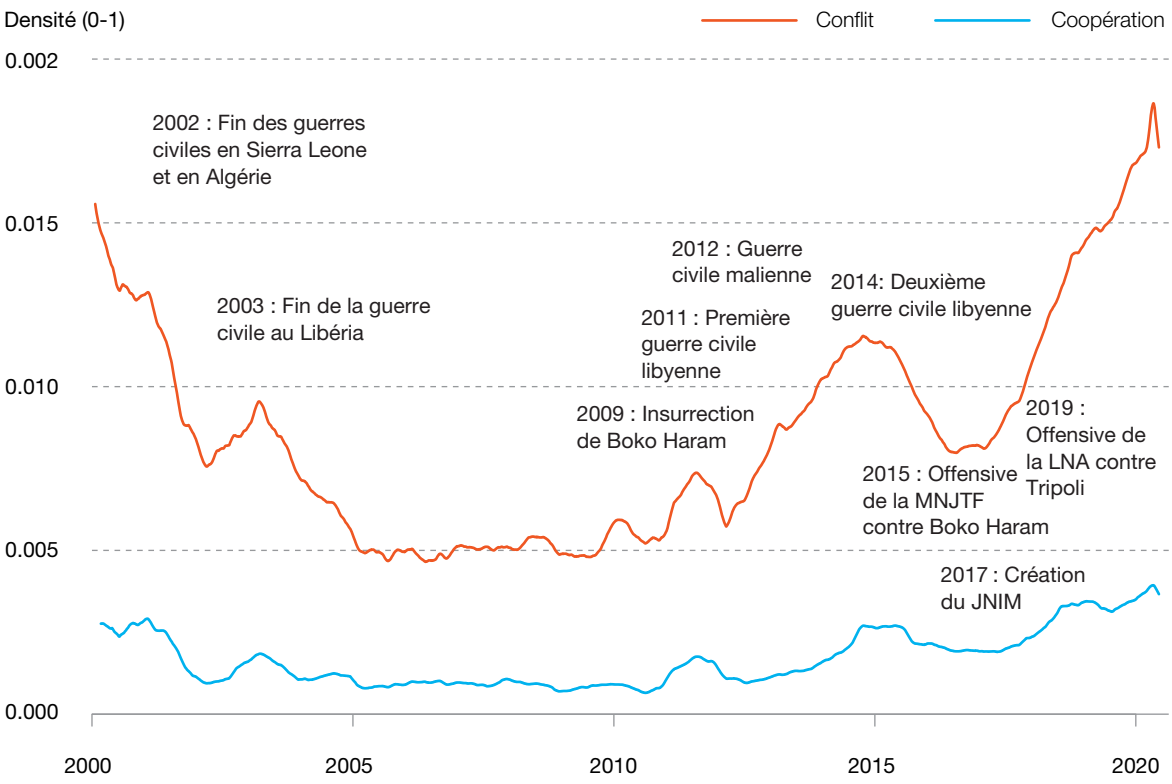
Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[2]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

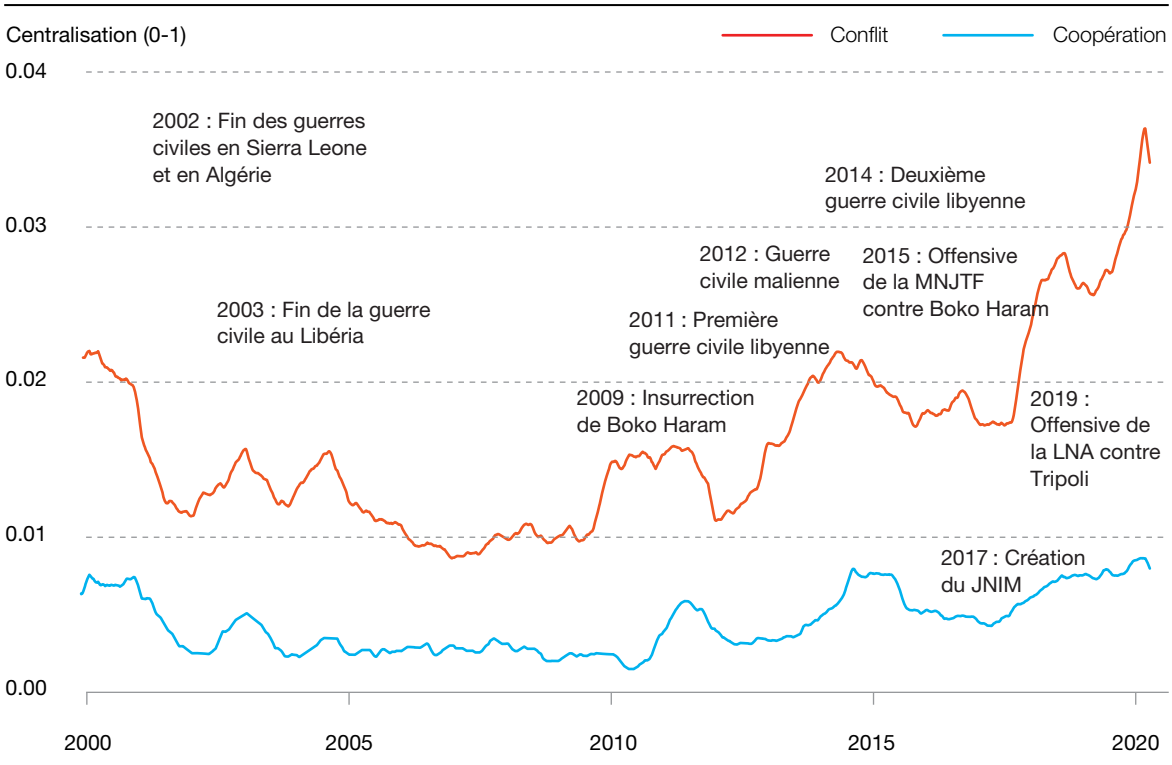
sont de plus en plus denses et centralisés autour de quelques acteurs clés. Chacune des zones de conflit à l'échelon infrarégional présente, à l'évidence, des niveaux de conflit plus élevés que l'ensemble de la région. La structure du réseau d'opposition apparaît cependant très instable en Libye, tandis qu'elle demeure plus constante dans le temps autour du lac Tchad. Les réseaux d'opposition au Mali et dans le Sahel central sont quant à eux rapidement devenus plus meurtriers et polarisés depuis 2017, après plusieurs années de relative stabilité.

Les dynamiques de coopération entre les organisations mettent en évidence une légère tendance globale à la hausse depuis 2009, même si les alliances demeurent plus l'exception que la règle. Chacune des zones de conflit présente, toutefois, davantage de signes de coopération

Graphique 1.5

Densité et centralisation des réseaux en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-20





Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[2]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

que la région considérée dans son ensemble. Ces alliances sont par ailleurs extrêmement instables dans le temps, en particulier en Libye et au Mali, deux pays connaissant des périodes où les niveaux de coopération sont faibles, ponctuées d'intervalles où ils sont bien plus élevés. La densité et la centralisation croissantes des réseaux d'alliances parmi les forces militaires sont à interpréter comme une conséquence de l'augmentation des conflits dans la région. Alors que les conditions de sécurité continuent de se dégrader, les forces gouvernementales multiplient ainsi leurs collaborations, en quête d'un cadre de sécurité plus adapté.

Il est particulièrement alarmant de constater que ces tendances se combinent avec une augmentation constante du nombre de belligérants depuis 2009. Le nombre croissant d'organisations en conflit, la densification des relations conflictuelles et la polarisation autour d'organisations capables de mener des opérations militaires de grande envergure, rendent plus improbable que jamais une résolution pacifique des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest. Ces conditions prévalent, en outre, à des degrés variables dans les trois principales zones de conflit de la région. Plus de dix ans après le début de l'insurrection de Boko Haram dans le nord du Nigéria, les violences politiques se sont muées en une multitude de foyers de conflit infranationaux qui ont résisté à toutes les tentatives de résolution à ce jour. Au vu des tendances mises au jour dans ce rapport, il est difficile d'imaginer que ce processus puisse trouver une issue dans un avenir proche, et plus réaliste de s'attendre à ce que les réseaux de conflit poursuivent leur trajectoire d'extension, d'intensification et de centralisation.

INCIDENCE DES INTERVENTIONS MILITAIRES SUR LES RÉSEAUX DE CONFLIT

Malgré des différences évidentes sur les plans tactique et stratégique, l'intervention française dans le Sahel, l'opération Unified Protector de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) et l'offensive conjointe contre Boko Haram autour du lac Tchad étaient toutes destinées à influencer l'issue d'un conflit en apportant leur soutien à l'un des belligérants. Aucun de ces efforts n'est toutefois parvenu à résoudre rapidement les conflits qui continuent de déchirer l'Afrique du Nord et de l'Ouest. Près de dix ans après le Printemps arabe et la chute du Colonel Kadhafi, ni la Libye, ni le Mali, et encore moins la région du lac Tchad, ne sont ainsi devenus plus pacifiques qu'auparavant. Malgré une implication croissante des soutiens étrangers, les interventions militaires de ces dernières années n'ont pas réussi à mettre un terme à la violence. Aucune des interventions à l'étude dans ce rapport n'a conduit à une stabilisation politique durant laquelle les forces de police et les organismes civils peuvent mener des actions sociales, économiques et politiques.

Ce rapport s'attache plus particulièrement à l'étude de l'un des facteurs susceptibles d'expliquer les résultats limités des interventions militaires sur le plan de la résolution des conflits : la fluctuation constante des relations d'alliance et d'opposition liant les organisations violentes et leurs victimes. Cette approche par les réseaux semble indiquer que les interventions militaires au Mali, autour du lac Tchad et en Libye ont considérablement modifié l'environnement conflictuel au sein duquel opèrent les organisations violentes dans la région. L'introduction d'un acteur extérieur dans chacun des conflits a, en effet, non seulement augmenté le nombre d'organisations impliquées dans des actes de violence, mais aussi exacerbé les rivalités internes. Ces interventions créent de nouvelles configurations parmi les belligérants qui rendent les conflits plus violents et potentiellement plus difficiles à résoudre.

Pour mieux comprendre l'incidence que peuvent avoir les interventions militaires sur les réseaux de conflit, cette étude mesure le pouvoir politique de certaines des organisations impliquées dans les trois principales zones de conflit de la région avant, pendant et après chaque intervention. La mesure de ce pouvoir politique s'effectue à l'aide de l'indice positif-négatif (PN), qui évalue les contraintes et

opportunités offertes par le réseau d'ennemis et d'alliés au sein duquel s'inscrit une organisation. Contrairement à d'autres mesures du pouvoir fondées sur les caractéristiques des organisations, comme leur taille ou le nombre d'armes dont elles disposent, l'indice PN évalue le degré de contrainte qu'exerce la structure globale de l'environnement conflictuel sur le pouvoir d'action d'une organisation. L'indice PN part ainsi du principe qu'une organisation a davantage de pouvoir quand elle est liée à des organisations ayant peu d'alliés que quand elle est en lien avec des organisations bien connectées. La même logique s'applique aux liens négatifs : il est préférable d'avoir des ennemis ayant eux-mêmes de nombreux ennemis que des ennemis moins contraints par leurs relations d'opposition avec d'autres organisations.

Dans le Sahel central comme dans la région du lac Tchad, les interventions militaires ont renforcé les dynamiques d'alliance préexistantes et contribué à durcir celles d'opposition. Les opérations Serval et Barkhane, mises en œuvre par la France, tout comme l'offensive menée par le Nigéria sous l'égide de la MNJTF, étaient en effet destinées à influencer l'issue du conflit en prenant résolument le parti des forces gouvernementales. Ces interventions ont ainsi fortement contribué à renforcer le pouvoir politique des forces armées maliennes et nigérianes, tout en réduisant celui des organisations jihadistes (Graphique 1.6). En d'autres termes, la position structurelle des forces maliennes et nigérianes s'est vue améliorée par les nouvelles alliances nouées durant les interventions, tandis que celle de leurs adversaires s'en est trouvée dégradée.

Dans ces deux régions, les organisations jihadistes se sont révélées largement incapables de nouer des alliances durant l'intervention, et leurs alliés sont devenus moins tributaires d'elles qu'auparavant. Au Mali, de nombreux combattants d'Ansar Dine ont par exemple rejoint les rangs du MNLA ou du Mouvement islamique de l'Azawad (MIA), nouvellement créé, après l'intervention de la France en janvier 2013. Au Nigéria, l'intervention de la MNJTF a exacerbé les tensions internes au sein de Boko Haram et contribué à la scission de l'organisation en deux factions qui ne coopèrent guère contre les forces gouvernementales. Les organisations jihadistes affiliées à Al-Qaïda ou à l'État islamique se sont donc trouvées confrontées à davantage d'ennemis, ou à des ennemis moins contraints qu'auparavant, comme les armées malienne et nigériane.

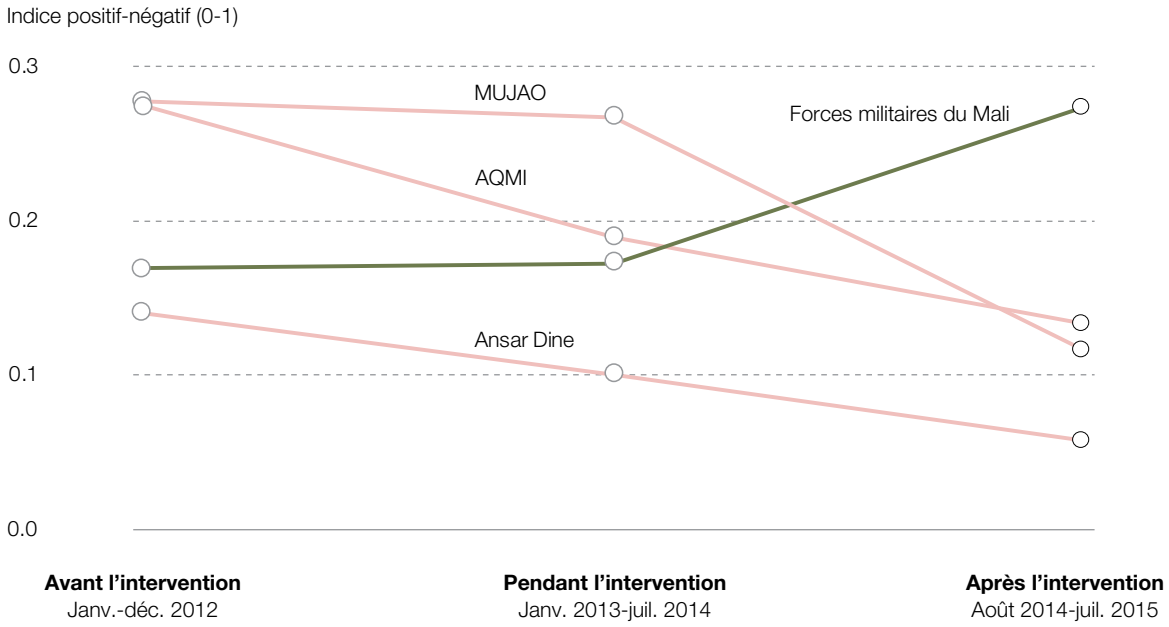
En Libye, l'intervention de l'OTAN en 2011, théoriquement destinée à protéger les civils des représailles de l'armée libyenne durant l'insurrection, a fonctionné *de facto* comme une mission de soutien au renversement du régime. Initialement axée sur l'attaque des unités militaires libyennes assiégeant les groupes rebelles dans les villes de l'est du pays, la campagne aérienne de l'OTAN a ensuite étendu ses frappes à des bases et unités militaires à travers tout le pays. Comme au Mali et dans le nord du Nigéria, l'intervention de l'OTAN a contribué à renforcer le pouvoir politique du belligérant soutenu par les puissances militaires étrangères. L'Armée de libération nationale (ALN) s'est ainsi retrouvée en meilleure position que les groupes pro-régime résistant encore après la fin de l'opération Unified Protector de l'OTAN.

Les bénéfices tirés de ces interventions militaires s'avèrent de courte durée. Au Mali, la violence connaît une forte recrudescence depuis 2017 et dépasse désormais les niveaux qui avaient déclenché l'opération Serval en 2013. En 2017, des groupes affiliés à Al-Qaïda se regroupent pour former la coalition jihadiste la plus puissante jamais connue dans la région, trois ans seulement après le remplacement de l'opération Serval par l'opération Barkhane. Dans le nord du Nigéria, les violences restent persistantes dans certaines zones autour du lac Tchad et de la frontière camerounaise (Carte 1.2). Boko Haram et ISWAP sont loin d'être vaincus : au cours du premier semestre 2020, 600 événements violents attribués à l'un ou l'autre de ces deux groupes ont causé la mort de 2 623 personnes, selon ACLED. En Libye, la première guerre civile est suivie d'un second conflit en 2014. L'invasion manquée de l'ouest de la Libye par les forces de la LNA du Général Khalifa Haftar en 2019 est la dernière phase du conflit dans la guerre civile en cours, sans constituer une intervention étrangère en soi. Cependant, le rôle des soutiens militaires extérieurs à la LNA et au GNA est un sujet de

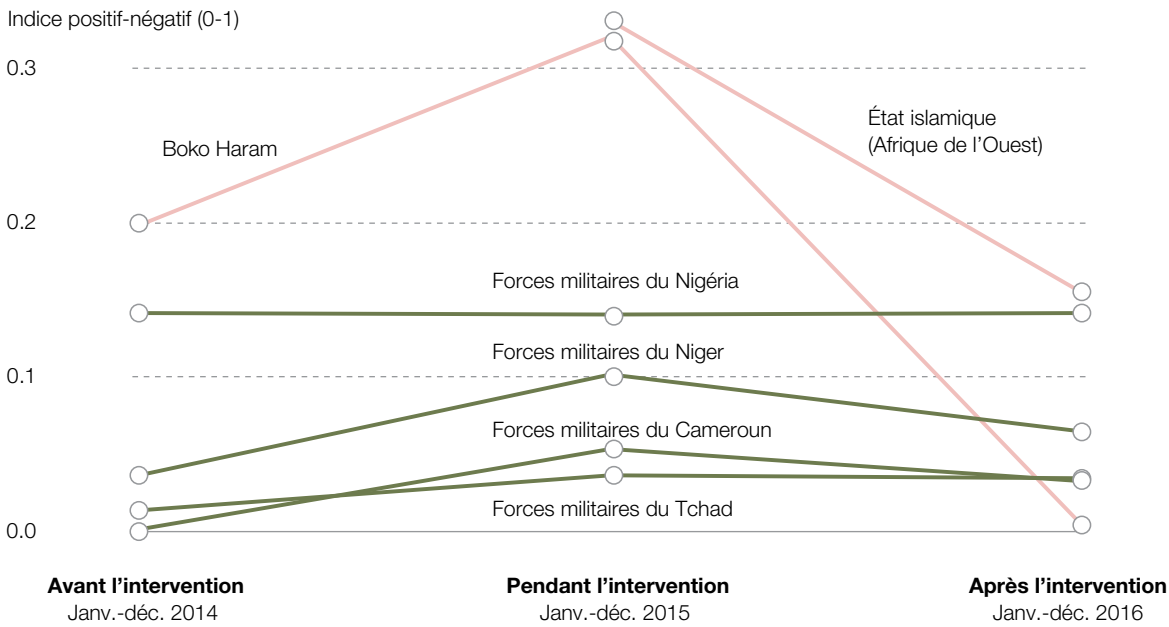
Graphique 1.6

Incidence de l'opération Serval et de l'intervention de la MNJTF sur le pouvoir politique au Mali et dans la région du lac Tchad

Opération Serval menée par la France au Mali



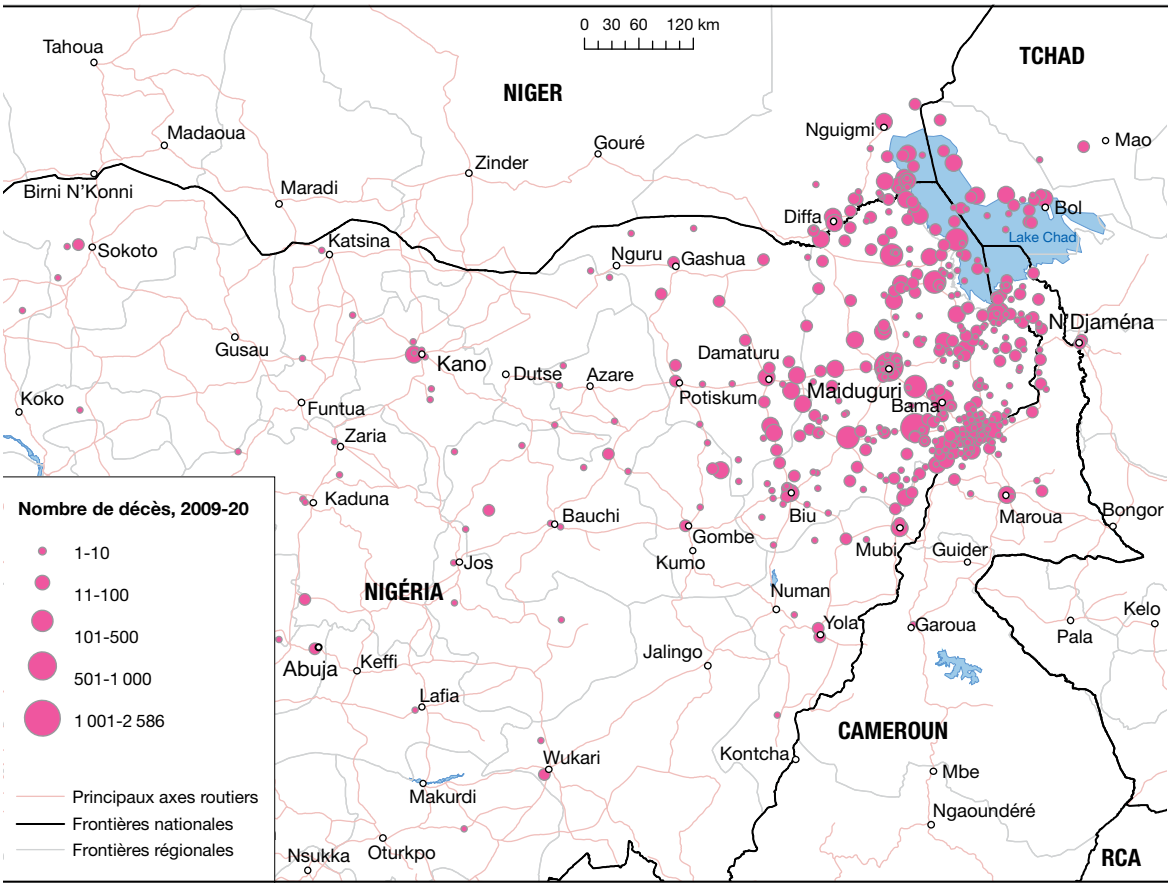
L'intervention du MNJTF dans la région du lac Tchad



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[2]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

Carte 1.2

Décès impliquant Boko Haram, ISWAP et les forces gouvernementales, 2009-20



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[2]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

préoccupation croissante et devrait continuer d'influencer l'issue du conflit. La bataille de Tripoli pousse le GNA à former une nouvelle coalition de groupes armés auparavant non alliés, ce qui renforce considérablement son pouvoir politique. La coalition formée autour des forces de Haftar se révèle quant à elle plus fragile et sa viabilité pourrait se trouver compromise sans succès militaires futurs.

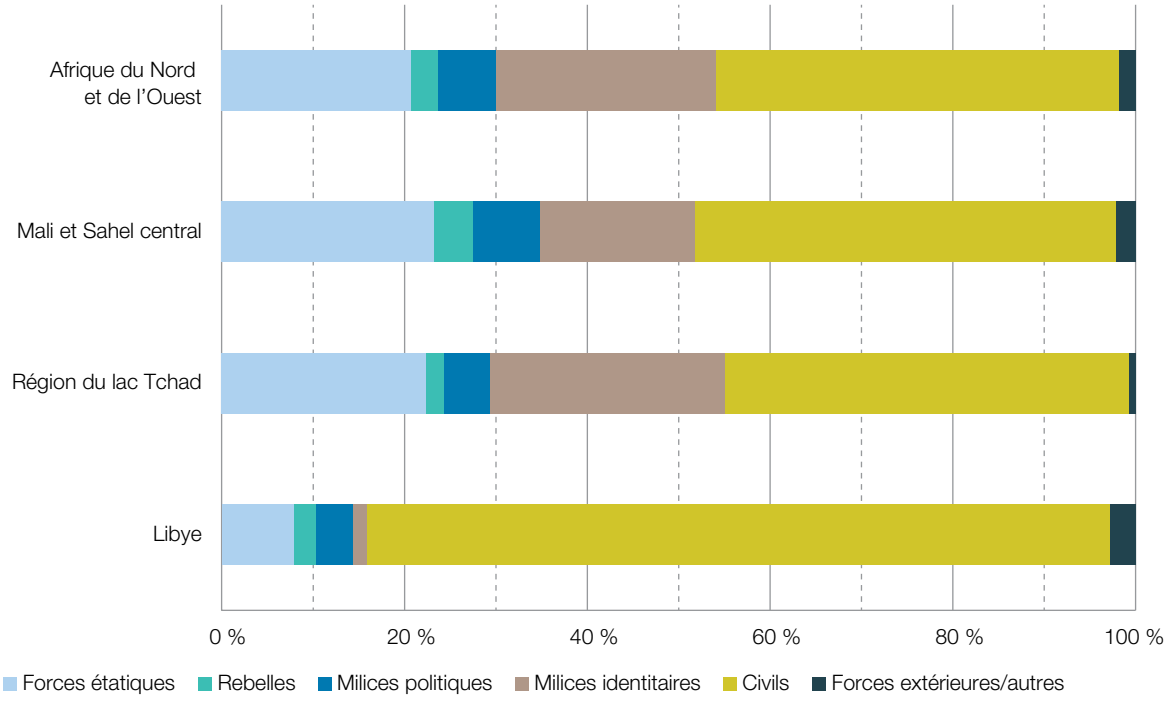
OPTIONS POLITIQUES ET STABILITÉ RÉGIONALE

L'évolution des relations complexes entre les acteurs en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest reste méconnue, malgré son importance évidente, à terme, pour la résolution des conflits armés. Au vu des centaines d'acteurs fluctuants impliqués dans les conflits modernes, la cartographie de ces réseaux de rivalités et d'alliances constitue une étape clé pour la mise en œuvre de politiques susceptibles d'enrayer l'escalade de la violence. L'analyse des réseaux permet ainsi de dégager quatre grandes options politiques pour améliorer la stabilité politique à long terme de la région.

Faire de la protection des civils une priorité

Le problème le plus urgent reste la nécessité de mieux protéger les civils, qui restent les premières victimes de l'augmentation des violences dans la région. Ce constat confirme les résultat d'un précédent rapport (OCDE/CSAO, 2020[1]). Les

Graphique 1.7
Organisations en conflit par région, 2020



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020. Les données ACLED n'établissent pas de distinction entre auteurs et victimes des attaques violentes, à l'exception des civils, toujours répertoriés comme victimes.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[2]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

civils sont impliqués, comme victimes, dans plus de conflits que n'importe quel autre type d'acteur en Afrique du Nord et de l'Ouest, que ce soit les forces étatiques, les groupes rebelles, les milices politiques et identitaires, ou les forces extérieures. En 2020, ils représentent plus de la moitié des acteurs en conflit recensés à l'échelon régional, au Mali et dans le Sahel central, ainsi qu'autour du lac Tchad (Graphique 1.7). Au nord du Sahara, ils représentent 80 % des acteurs du conflit libyen, pourcentage très élevé qui s'explique par les bombardements aveugles de la LNA et les frappes aériennes menées par le GNA lors de la bataille de Tripoli en 2019-20.

Le nombre de groupes de civils victimes d'événements violents augmente, passant de 350 en moyenne dans les années 2000 à 500 en 2019. Pour inverser cette tendance, la protection des civils doit devenir la priorité absolue des autorités gouvernementales et de leurs alliés internationaux dans l'optique d'une stabilisation de la région. Près de dix ans après le début de la guerre civile malienne, il ne fait plus guère de doute que le moyen le plus efficace de contrer les insurrections jihadistes est de répondre aux problématiques rencontrées par les civils, en particulier dans les régions rurales où les populations locales sont souvent à la merci d'organisations extrémistes.

Jusqu'à présent, aucune des interventions militaires menées en Afrique du Nord et de l'Ouest n'est parvenue à créer des zones sécurisées pour les civils, qui permettraient la mise en œuvre de politiques de stabilisation par les forces de police et les organismes civils. L'un des effets des interventions, ainsi que des ripostes des organisations armées non étatiques, est le tribut toujours plus lourd payé par les civils de la région depuis 2010. Lors de chaque intervention, les violences contre les civils augmentent, que ce soit à dessein ou de manière accidentelle. C'est dans la région du lac Tchad que la situation est sans aucun doute la plus grave, avec quatre fois plus de personnes tuées dans le cadre de l'insurrection

de Boko Haram et d'autres actes de violence depuis 2009 que lors de la guerre civile malienne. Dans cette zone durablement marquée par les violences politiques, la contre-offensive lancée par le Nigéria et ses voisins sous l'égide de la MNJTF est l'intervention militaire la plus meurtrière qu'ait connue la région depuis la fin des années 90.

Même dans les opérations visant spécifiquement à protéger les civils, comme celle menée par l'OTAN en Libye, le constat est identique : toujours plus de civils sont pris pour cible et tués chaque année. Les civils peuvent servir de cibles de substitution à des groupes affaiblis militairement lors des interventions. En effet, de nombreuses organisations n'ayant pas la capacité d'affronter directement les forces d'intervention ou leurs alliés peuvent en revanche prendre pour cible des non-combattants pour asseoir leurs revendications. Il importerait que les interventions futures soient aussi soucieuses de la protection des civils que du soutien militaire à leurs alliés politiques.

Démilitariser les milices communautaires et ethniques

L'une des principales raisons de l'intensification des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest tient à l'augmentation du nombre de belligérants. Cette étude met ainsi clairement en évidence que la multiplication des organisations en conflit contribue à diffuser la violence politique dans des régions auparavant épargnées, affectant un nombre croissant de personnes, principalement en zones rurales. Davantage d'efforts politiques doivent donc être consentis pour limiter cette tendance inquiétante et réduire le nombre de nouveaux groupes armés, notamment les milices politiques et identitaires dont la violence augmente considérablement depuis le début des années 2010 (Graphique 1.8).

En 2020, les milices politiques et identitaires représentent un tiers des organisations en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest. Ces milices n'apparaissent pas uniquement en réponse à l'insécurité grandissante dans la région. Comme ailleurs sur le continent (Raleigh, 2016[4]), elles sont aussi l'une des principales causes de l'insécurité politique dans les États en voie de démocratisation. Les élites politiques, les dirigeants religieux et les leaders communautaires les utilisent souvent comme des armées privées pour s'arroger l'accès aux ressources, régler les différends et renforcer leur pouvoir local.

Les forces étatiques représentent environ un quart des organisations en conflit en Afrique de l'Ouest, et moins de 10 % en Libye. Leur implication croissante depuis le milieu des années 2000 reflète la dégradation de la situation sécuritaire dans la région et leurs rivalités envers les organisations extrémistes et les populations civiles. Les autorités gouvernementales devraient éviter le recours à ce type de milices, tenter de les démilitariser et favoriser le recours à des troupes entraînées, à même de répondre de leurs actes en cas de violations des droits humains.

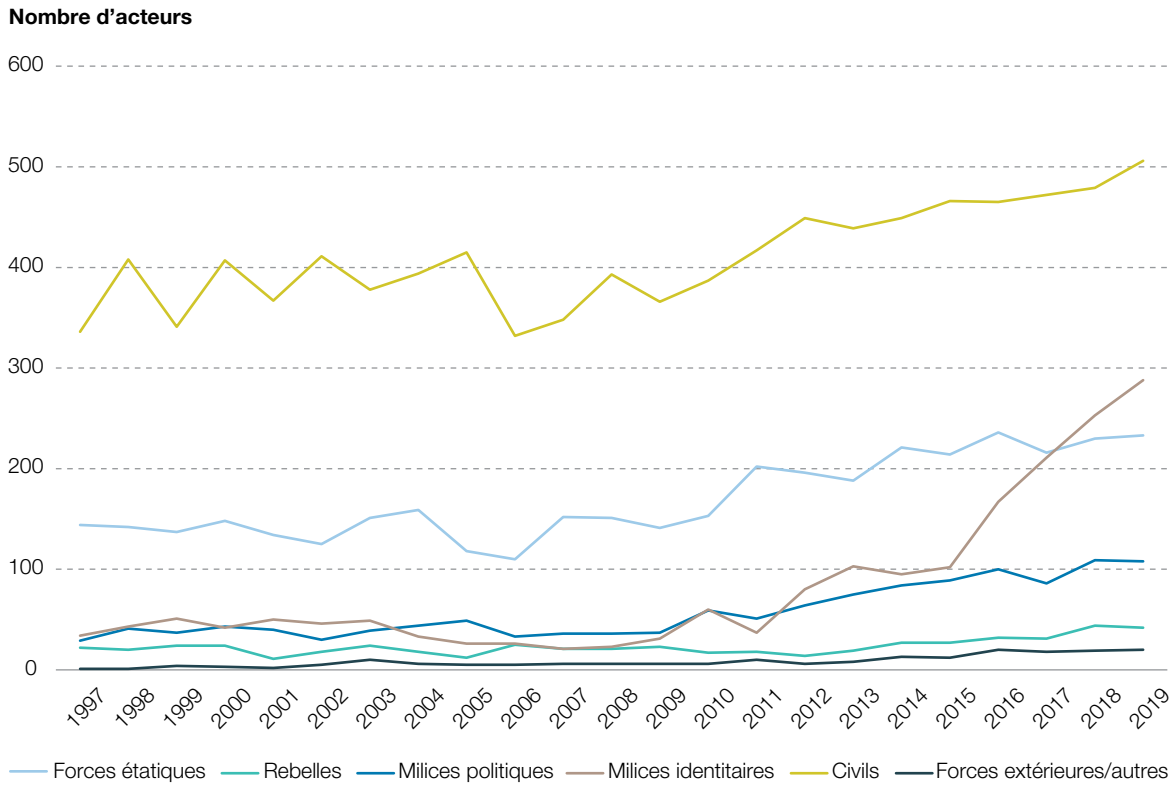
Dans le Sahara-Sahel, les forces françaises n'ont pas eu recours à des milices et des forces auxiliaires, contrastant nettement avec les interventions de l'époque coloniale et de la Guerre froide (Shurkin, 2020[5]). Cela n'a cependant pas empêché le développement de nombreuses milices dans les régions rurales et leur utilisation par les élites locales et nationales. Dans le nord du Nigéria, la coopération entre les forces gouvernementales et les milices locales s'est avérée déterminante dans la lutte contre Boko Haram, mais a aussi entraîné une prolifération d'armes, une militarisation croissante de la région et un cycle de représailles aux répercussions dramatiques pour les civils. C'est toutefois en Libye que l'importance des milices et leur effet potentiellement déstabilisateur sont les plus marqués. La LNA comme le GNA rassemblent une myriade de milices locales aux allégeances fluctuantes et ne forment guère d'entités politiques et militaires réellement unifiées. Cette nature hétéroclite des deux principaux belligérants du conflit libyen rend la perspective d'un cessez-le-feu difficile à concrétiser, au vu de la divergence des objectifs de chacune de leurs composantes.

Établir des alliances régionales, promouvoir des politiques territorialisées et soutenir les régions frontalières

La complexité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest est accentuée par leur dimension transnationale. Le conflit malien, par exemple,

Graphique 1.8

Organisations en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest, par type, 1997-2019



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020. Les données ACLED n'établissent pas de distinction entre auteurs et victimes des attaques violentes, à l'exception des civils, toujours répertoriés comme victimes.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[2]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

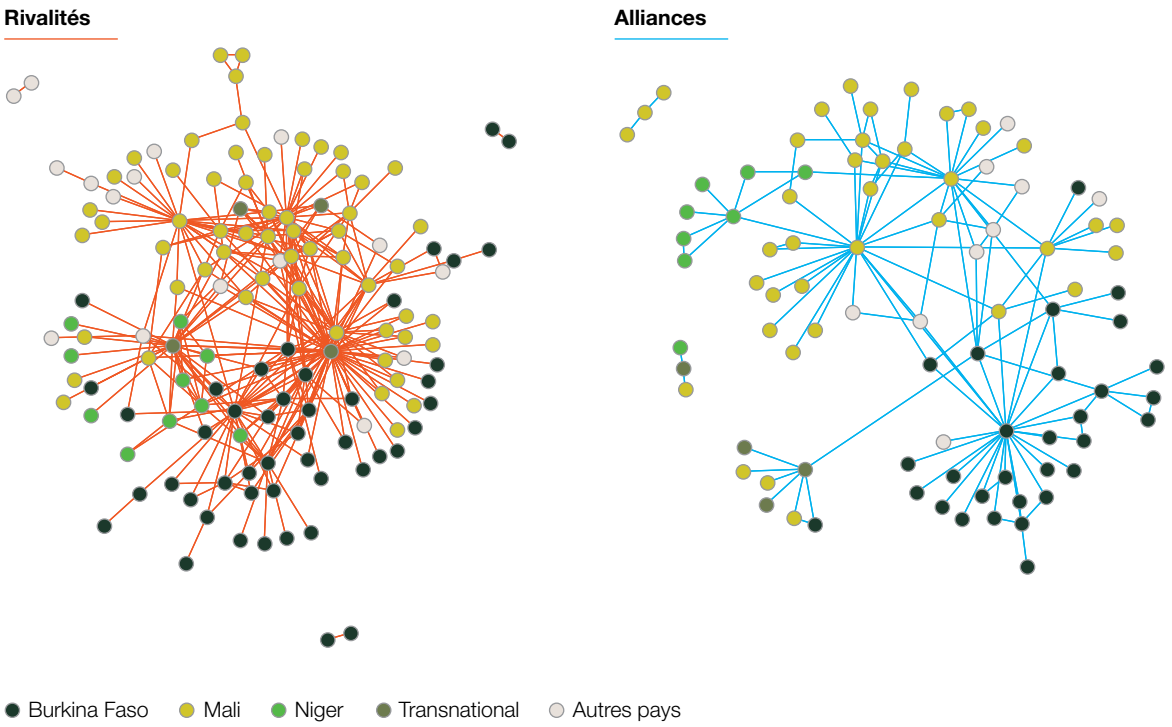
s'inscrit dans un environnement conflictuel plus vaste comprenant le Burkina Faso et le Niger (Graphique 1.9). En 2019, pas moins de 136 acteurs étatiques et non étatiques sont impliqués dans des actes de violence dans le Sahel central. Au lieu de former trois théâtres d'opérations distincts, les réseaux de coopération et d'opposition du conflit malien s'étendent au-delà des frontières de l'État malien, du fait des activités d'organisations violentes transnationales telles que le JNIM et l'EIGS (en vert), et des offensives militaires conjointes lancées par les pays de la région et leurs alliés internationaux (en gris).

En plus d'augmenter le nombre de belligérants, la nature transfrontalière des violences complique les relations de coopération et d'opposition avec les gouvernements. Les groupes rebelles et les organisations extrémistes peuvent opérer dans un pays et en utiliser un autre comme refuge pour l'entraînement et le recrutement de leurs militants, développant ainsi des relations divergentes avec des forces gouvernementales voisines. Des groupes s'opposant au gouvernement d'un pays peuvent par ailleurs soutenir celui d'un autre. Au cours des dix dernières années, des mouvements sécessionnistes se sont par exemple développés parmi les communautés touareg du nord du Mali, tandis que les Touareg ont maintenu des relations de coopération avec le gouvernement du Niger.

Les États du Sahel doivent poursuivre leurs efforts pour mettre en place des forces régionales à même de faire face à la diffusion de la violence politique dans la région, comme la Force conjointe du G5 Sahel. La coordination des actions des forces militaires n'est nulle part ailleurs plus importante dans la région qu'à la périphérie des États. Dix pour cent des victimes d'actes de violence dans la région sont

Graphique 1.9

Rivalités et alliances entre organisations dans le Sahel central, 2019



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[2]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

tuées à moins de dix kilomètres d'une frontière terrestre, ce qui fait des zones frontalières les régions les plus dangereuses d'Afrique du Nord et de l'Ouest (OCDE/CSAO, 2020[1]). La singularité de cette géographie des conflits appelle des politiques plus territorialisées. Longtemps négligées par les autorités gouvernementales et mal connectées aux centres urbains régionaux et nationaux, les régions frontalières doivent être la priorité des approches pangouvernementales coordonnées par les puissances intervenant dans la région. Les gouvernements du Sahel doivent en outre reconnaître les spécificités des régions frontalières et la nécessité de renforcer la cohésion nationale en décentralisant les institutions et les infrastructures au bénéfice de tous, sur un pied d'égalité.

Intervenir militairement pour séparer les parties belligérantes plutôt que pour prendre parti

Les interventions militaires peuvent profondément modifier l'équilibre des forces entre les belligérants, selon que ces tierces parties s'attachent à renforcer les collaborations existantes entre alliés ou ciblent les conflits entre ennemis. Il est en général difficile de prévoir l'issue de ces interventions, car elle dépend des relations préexistantes entre les belligérants, dont les rivalités et alliances restent souvent mal connues. La cartographie du réseau de conflit peut aider à mesurer l'impact direct et indirect des interventions militaires sur l'ensemble des parties prenantes.

Les situations en Libye, au Mali et au Nigéria questionnent les résultats de stratégies militaires qui prennent parti pour un belligérant par rapport à celles qui cherchent une médiation entre les parties belligérantes. Les interventions dans lesquelles les tierces parties s'impliquent de façon neutre semblent davantage susceptibles de promouvoir la coopération entre les belligérants et la réduction des violences. Même si elle peut entraîner des violences, la médiation a néanmoins un plus fort potentiel de stabilité à long terme, en créant une situation propice à la coopération entre les acteurs, ou en amenant les

acteurs à changer d'allégeances et à collaborer entre eux. Les interventions dites partisanes ont tendance à favoriser l'opposition entre les acteurs, ou les changements d'allégeances créant de nouveaux affrontements.

Les analyses de réseau effectuées pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest montrent que les interventions militaires partisanes ont contribué à la formation d'alliances avec au moins un des acteurs centraux du conflit. Au Mali et autour du lac Tchad, la France et la MNJTF ont par exemple noué des alliances avec les États contre leurs rivaux non étatiques, tandis qu'en Libye, l'OTAN s'est alliée avec les rebelles anti-Kadhafi. Cette stratégie partisane ne modifie pas paradoxalement l'équilibre des forces entre la puissance intervenante, les États et leurs rivaux. Sans entraîner de changement politique nécessaire à l'amélioration de la situation sécuritaire, les interventions militaires ont contribué à créer une situation dans laquelle les organisations jihadistes sont trop faibles pour renverser les régimes en place, et les forces gouvernementales trop mal équipées pour mettre fin aux insurrections.

Désormais, les puissances militaires extérieures tentent de maintenir l'équilibre des forces sans s'impliquer dans le projet politique national et depuis la fin de la Guerre froide, se concentrent sur les opérations militaires. Cependant, les régimes locaux peinent à mettre en place les réformes politiques nécessaires à la gestion de la situation sécuritaire au-delà des interventions militaires. Les approches manquent de coordination et tendent à favoriser le statu quo. Comme le note Shurkin (2020[5]) à propos des opérations Serval et Barkhane : « L'armée française se contente de cibler la sécurité dans l'attente que d'autres opèrent le travail politique […] contribuant ainsi à perpétuer un système politique qui constitue l'un des vecteurs de conflit ».

Les gouvernements du Sahel s'inscrivent dans une stratégie de rempart laïque contre l'islamisme aux côtés de leurs partenaires. Cependant, la structure des conflits actuels montre qu'ils sont motivés également par des revendications communautaires laissées sans réponse par les autorités. Les organisations extrémistes ont certes noué des liens avec Al-Qaïda et l'État islamique, mais leur opposition aux forces gouvernementales et leur violence contre les civils s'expliquent par des facteurs essentiellement locaux, comme l'accès aux ressources pastorales ou le contrôle des voies commerciales, qui varient selon les sociétés et les États.

Une action exclusivement militaire ne peut venir à bout des racines de tels conflits. Les forces extérieures ne sauraient être le principal instrument de la stabilité politique de la région. Cela nécessiterait un engagement militaire d'une durée indéfinie, peu susceptible de faire disparaître la menace posée par les organisations jihadistes opérant en Afrique du Nord et de l'Ouest et les autres formes de violence. Une amélioration de la situation politique suppose que les États soient porteurs de projets politiques soutenables et d'alternatives face aux idéologies extrémistes fondées sur la peur et l'exclusion. Pour les forces militaires, il s'agit essentiellement de créer les conditions propices à la recherche de solutions politiques, qui doivent naître du dialogue entre les forces politiques en présence.

Références

ACLED (2020), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/. [2]

Dorff, C., M. Gallop et S. Minhas (2020), « Networks of violence : Predicting conflict in Nigeria », *The Journal of Politics*, vol. 82/2, pp. 476-493. [3]

OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr. [1]

Raleigh, C. (2016), « Pragmatic and promiscuous : Explaining the rise of competitive political militias across Africa », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 60/2, pp. 283–310. [4]

Shurkin, M. (2020), « France's war in the Sahel and the evolution of counter-insurgency doctrine », *Texas National Security Review*, vol. 4/1, pp. 1–15. [5]

Chapitre 2

Organisations violentes en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest

Le chapitre 2 examine les relations entre acteurs étatiques et non étatiques au sein des conflits armés sur le continent africain. Bien que jouant un rôle clé dans la complexité des conflits, ces relations restent mal comprises. La première section souligne la grande diversité des organisations non étatiques violentes impliquées en termes d'objectifs, de statut juridique et de visibilité. La structure propre à chaque organisation peut être très variable : certaines privilégient une structure centralisée au sein de laquelle la gestion des décisions et des ressources s'opère de façon descendante, tandis que d'autres s'organisent autour de cellules décentralisées et autonomes. La seconde section analyse la grande instabilité caractérisant les relations entre ces organisations. Les acteurs non étatiques violents consacrent beaucoup de temps et de ressources à se faire concurrence, par rapport aux luttes et efforts contre l'État. Les alliances sont rares, malgré leurs avantages en termes de coordination, de ressources et d'échange d'informations. Leurs rivalités sont déterminées, entre autres, par l'idéologie, l'accès aux ressources et aux moyens de pression politique, ainsi que par les divergences sur l'utilisation de la violence contre les civils.

MESSAGES CLÉS

- **Les conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest impliquent des organisations non étatiques multiples et violentes avec des objectifs inconciliables.**
- **Ces organisations violentes divergent sur leurs cibles entre les régimes locaux, qu'elles jugent corrompus et apostats, et leurs alliés internationaux, comme les États-Unis, la France et Israël.**
- **Bien que risquée, la coopération avec d'autres organisations non étatiques peut favoriser la promotion d'une idéologie, la coordination des actions et l'apport de ressources, ainsi que leur portée sociale ou géographique.**
- **Les interventions militaires extérieures ont d'importantes répercussions sur les alliances et rivalités entre forces étatiques, groupes rebelles et organisations extrémistes violentes.**

DIVERSITÉ DES ORGANISATIONS NON ÉTATIQUES VIOLENTES

Une grande part de la complexité des conflits armés en Afrique du Nord et de l'Ouest tient au nombre d'acteurs étatiques et non étatiques impliqués et à leurs objectifs politiques inconciliables. Les forces étatiques qui défendent le territoire national combattent souvent aux côtés de diverses milices ethniques ou pro-gouvernementales, et contre tout un ensemble de rebelles sécessionnistes en quête de plus d'autonomie ou d'indépendance, de groupes jihadistes, de milices financées par des hommes politiques ou des hommes d'affaires, et de chefs de guerre ou d'entreprises criminelles cherchant à s'enrichir.

Les motivations politiques de chacun évoluent au fil du temps. Les rebellions contre les gouvernements africains des 60 dernières années ont différentes origines (Reno, 2011[1]). Les rebelles anticolonialistes ont principalement combattu dans les colonies portugaises de

Encadré 2.1

Conflits et frontières dans le golfe de Guinée dans les années 90

L'homme politique et chef de guerre Charles Taylor, entré au Libéria la veille de Noël 1989 pour renverser le régime de Doe à Monrovia, forme d'abord son Front patriotique national du Libéria (NPFL) en Côte d'Ivoire. En 1991, le Mouvement unifié de libération du Libéria pour la démocratie (ULIMO), opposé à Taylor, se réfugie en Guinée et en Sierra Leone, d'où il prend le contrôle de mines stratégiques au Libéria (Ellis, 1998[2]). Cette même année, les rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF), affilié au NPFL de Taylor, viennent du Libéria pour prendre le contrôle de zones de la Sierra Leone riches en diamants alluviaux. Après l'échec de leur tentative de prise de Freetown en 1995 et la contre-offensive qui s'ensuit, les combattants du RUF prennent la fuite au Libéria. Pendant la deuxième guerre civile libérienne, qui débute en 1999, des rebelles du LURD (Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie) et du Mouvement pour la démocratie au Libéria (MODEL) envahissent le Libéria depuis la Guinée et la Côte d'Ivoire. Leur offensive contre Monrovia entraîne l'exil de Charles Taylor en 2003.

Source : Walther, O. et W. Miles (dir. pub.) (2018[3]), *African Border Disorders: Addressing Transnational Extremist Organizations*, Routledge, New York.

Guinée, du Mozambique et d'Angola, tandis que des mouvements d'inspiration marxiste-léniniste se sont levés contre les régimes dominés par les Blancs en Rhodésie (Zimbabwe), dans le Sud-Ouest africain (Namibie) et en Afrique du Sud. Des rébellions se sont également formées en Ouganda, en Éthiopie et en Érythrée, visant à renverser les régimes d'oppression pour les remplacer par de nouveaux systèmes politiques. Au début des années 90, les chefs de guerre luttent pour le contrôle des ressources locales et terrorisent les populations du golfe de Guinée et de la région des Grands Lacs (Encadré 2.1) suite à l'introduction d'une politique électorale multipartite et à l'effondrement des réseaux de clientélisme d'État. Au début des années 2000, une nouvelle génération de rebelles fait son apparition dans des pays comme le Nigéria, où des groupes marginalisés se battent pour obtenir une meilleure place au sein du système politique national. Ils ne s'opposent pas nécessairement à l'État et bénéficient souvent de la protection de politiciens locaux.

Malgré des motivations et enjeux variés, les organisations non étatiques violentes peuvent être regroupées en plusieurs catégories (Encadré 2.2). Leur visibilité est un premier critère évident. Certaines, comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), opèrent ainsi dans l'ombre, tandis que d'autres, comme l'Armée nationale libyenne (LNA), manœuvrent au grand jour même lorsqu'elles s'opposent à l'État. Un autre critère de distinction entre organisations violentes réside dans leurs motivations. Celles motivées par le profit visent à gagner des parts de marché ou développer leurs activités, tandis que celles mues par des valeurs cherchent à imposer une idéologie, une religion ou une identité ethnique par des moyens violents (Price, 2019[4]). La plupart des États impliqués dans un conflit en Afrique soutiennent à la fois une armée et plusieurs milices, deux types d'organisations opérant au grand jour et faisant passer les objectifs de l'État avant le profit, du moins en principe (Tableau 2.1).

Cette typologie s'avère particulièrement utile pour différencier deux catégories de groupes violents opérant dans l'ombre : les organisations criminelles et terroristes. Contrairement aux organisations criminelles, les organisations terroristes sont principalement motivées par des valeurs plutôt que par le profit, leur but ultime étant de modifier le système politique. Comme le résume Hoffman (2017, p. 38[6]), « le criminel se soucie peu d'avoir une influence sur l'opinion publique ; il veut juste s'enrichir ou accomplir sa tâche de mercenaire le plus rapidement et le plus simplement possible ». Parce qu'elles sont mues par des valeurs, les organisations terroristes promeuvent généralement une idéologie ou une interprétation (religieuse ou autre) exclusive,

Encadré 2.2

Organisations violentes, radicales ou islamistes ?

Ce rapport utilise différents termes pour désigner les organisations impliquées dans des événements violents en Afrique du Nord et de l'Ouest. L'expression « organisations extrémistes violentes » se réfère ainsi aux organisations illégales opérant dans l'ombre qui mettent en œuvre leur programme politique par l'usage de moyens violents. L'objectif de certaines de ces organisations est d'instaurer, par la violence, un nouvel ordre politique fondé sur les principes islamiques. L'expression « organisations islamistes violentes » désigne, quant à elle, les organisations radicales de la région qui promeuvent « une vision de l'ordre politique islamique rejetant la légitimité de l'État-nation souverain moderne et cherchent à instaurer une politique panislamique ou un nouveau califat ». Ces organisations prônent « la lutte violente (jihad) comme instrument principal, voire exclusivement légitime, de leur quête d'un nouvel ordre politique » (Mandaville, 2014, p. 330[5]). Comme expliqué au Chapitre 3, 153 organisations de ce type sont recensées dans la région. Parmi elles, Al-Qaïda, l'État islamique, et leurs divers affiliés et alliés régionaux, Boko Haram et ses avatars, les multiples brigades et bataillons libyens, ainsi que certaines milices et organisations islamistes explicitement violentes.

Source : Auteurs.

Tableau 2.1

Types d'organisations violentes selon leur visibilité et leurs motivations

	Motivées par le profit	**Motivées par des valeurs**
Opérations au grand jour	Mercenaires	Milices Forces gouvernementales
Opérations dans l'ombre	Organisations criminelles	Organisations terroristes Rebelles ethniques sécessionnistes

Source : Adaptation à partir de Price, B.C. (2019[4]), *Targeting Top Terrorists: Understanding Leadership Removal in Counterterrorism Strategy*, Columbia University Press, New York.

fondée sur l'identité. Les risques potentiels et l'absence de profits tangibles pour les membres des groupes terroristes peuvent rendre le recrutement particulièrement difficile. Les dirigeants de ces organisations doivent donc développer un sens commun de la lutte idéologique ou identitaire pour attirer et motiver les membres de leur base.

L'une des principales limites de cette classification est cependant de placer les organisations terroristes et les groupes rebelles ethniques sécessionnistes dans la même catégorie. Il existe pourtant des différences nettes entre eux, notamment au Sahel. Dans cette région, la stratégie et les motivations des groupes jihadistes, inspirées par une idéologie salafiste, sont fondamentalement différentes de celles des mouvements rebelles séparatistes ou ethno-nationalistes. Si les mouvements rebelles sécessionnistes contestent la légitimité de certains gouvernements ou cherchent à créer un nouvel État pour leur groupe ethnique, ils le font en agissant selon la logique de l'ordre étatique international. En revanche, les organisations jihadistes cherchent à démanteler l'État laïque pour le remplacer par un modèle fondé sur une interprétation stricte de la religion.

Contrairement à la plupart des groupes rebelles sécessionnistes en quête de plus d'autonomie, d'indépendance ou d'un meilleur accès aux ressources nationales, les groupes jihadistes ne sont pas motivés par l'accès au commandement légal de l'État, mais par l'imposition d'un cadre social reposant sur une interprétation littérale des textes religieux. Les organisations les plus radicales sont, en outre, peu enclines à s'engager dans des négociations de paix avec l'État, qu'elles jugent apostat et illégitime (Thurston, 2018[7]). La nature même des

Encadré 2.3

Hezbollah et lien entre criminalité et terrorisme

Le Hezbollah (en arabe *Ḥizbu'llāh*, « Parti de Dieu ») est impliqué dans des activités criminelles à l'échelle mondiale sous l'égide de son Organisation de la sécurité extérieure et avec le soutien actif ou forcé de la diaspora chiite libanaise en Europe, en Afrique, aux Amériques et en Australie. Initialement dépendant de l'Iran, il a fait évoluer sa logique de financement pour englober le trafic de stupéfiants, d'armes et d'êtres humains, la contrebande de cigarettes, le commerce de diamants, la contrefaçon de marchandises et de médicaments, le blanchiment d'argent, la fraude financière sur les cartes de crédit, les passeports, les mariages blancs et la criminalité vis-à-vis de la propriété intellectuelle.

Une partie des profits tirés de ces activités sont remis au Hezbollah au Sud-Liban, où ils servent à financer les services sociaux, religieux et éducatifs, la résistance militaire et l'activité politique de la communauté chiite. Les activités du Hezbollah se sont étendues aux États-Unis, où les cellules de collecte de fonds sont largement impliquées dans des activités criminelles. Ainsi, de mars 1996 à juillet 2000, un réseau basé à Charlotte (Caroline du Nord) dirige une entreprise criminelle impliquant des fraudes au mariage et à l'immigration, l'achat de technologies à double usage, des fraudes aux cartes de crédit et le soutien matériel d'une organisation terroriste. Ce réseau mène également une opération très lucrative de contrebande de cigarettes, jouant sur les différences de taux de taxation entre États.

Source : Leuprecht, C. et al. (2017[14]), « Hezbollah's global tentacles: A relational approach to convergence with transnational organised crime », *Terrorism and Political Violence*, vol. 29/5, pp. 902-921.

organisations jihadistes constitue donc une menace pour l'existence des élites étatiques africaines, qui ont peu à leur offrir.

Une autre limite de la classification présentée ci-dessus tient au fait qu'elle fonde la distinction entre organisations violentes selon la nature des motivations (profit vs. valeurs) de leur objectif, et non sur les moyens d'existence. Les organisations terroristes et les groupes rebelles se livrent souvent à des activités criminelles à des fins lucratives, amenant ainsi différents observateurs à évoquer un lien entre criminalité transnationale organisée et terrorisme (Miklaucic et Brewer, 2013[8] ; Ruggiero, 2019[9]). Le groupe militant Hezbollah a, par exemple, investi dans un éventail extraordinairement large d'activités criminelles à travers le monde pour soutenir sa lutte militaire au Moyen-Orient (Levitt, 2013[10]) (Encadré 2.3). En Afrique de l'Ouest, les organisations extrémistes violentes sont aussi largement impliquées dans des activités criminelles, notamment l'extorsion de fonds en échange d'une protection, le vol, le trafic d'êtres humains et d'armes, le blanchiment d'argent, la contrebande et le trafic de stupéfiants (Lacher, 2011[11] ; Larémont, 2011[12] ; de Tessières, 2018[13]).

En Afrique du Nord et dans le Sahel, l'une des activités criminelles les plus lucratives pour les groupes opérant dans l'ombre est l'enlèvement contre rançon. Elle pourrait ainsi avoir généré « au moins 125 millions de dollars » dans le Sahel entre 2008 et 2014 (Callimachi, 2014[15]). S'il est difficile d'évaluer le montant exact des rançons versées, en raison de l'opacité des négociations et du nombre d'intermédiaires impliqués, il est toutefois très probable que cet argent ait contribué au financement de l'expansion internationale des groupes, de leur entraînement et de leurs achats d'armes. Ces revenus ont également facilité le développement d'alliances entre AQMI et les dirigeants locaux, et simplifié le recrutement de combattants pour les organisations extrémistes. Comme l'explique Lacher (2015, p. 75[16]), les rançons « ont été le facteur le plus important du développement du groupe dans le nord du Mali et, à terme, de sa prise de contrôle pendant le conflit de 2012 ». Les importantes sommes versées par les gouvernements européens contribuent aussi à expliquer la sécession du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui a pu quitter AQMI après avoir enlevé plusieurs touristes dans le sud-ouest de l'Algérie en 2011.

Tableau 2.2
Différents types d'organisations violentes selon leur visibilité et leur légalité

	Légales	**Illégales**
Opérations au grand jour	Front patriotique rwandais	Libéria sous Charles Taylor
Opérations dans l'ombre	Services de renseignement du Nigéria	Al-Qaïda, Ansar Dine Trafic de cocaïne

Source : Adaptation à partir de Milward, H. et J. Raab (2006[21]) « Dark networks as organizational problems: Elements of a theory », *International Public Management Journal*, vol 9/3, pp. 333-360 et Oliver, K. et al. (2014[22]), « Covert Networks: Structures, Processes, and Types », University of Manchester, Mitchell Centre Working Paper.

Pour toutes ces raisons, il est aussi possible, pour faciliter la différenciation entre organisations violentes, de croiser leur visibilité et leur légalité. Les organisations opérant dans l'ombre, comme les terroristes, criminels, gangs, trafiquants et malfaiteurs, prospèrent en sapant la légitimité de l'État, en exploitant les ressources du secteur privé et en affaiblissant la capacité des acteurs de la société civile (Morselli, Giguère et Petit, 2007[17] ; Van der Hulst, 2011[18] ; Cunningham, Everton et Murphy, 2016[19]). Souvent qualifiés de « réseaux obscurs », en référence à leur nature dissimulée et illégale (Gerdes, 2015[20]), ces organisations doivent surmonter des problèmes d'action collective qui ne diffèrent pas fondamentalement de ceux des autres réseaux. D'un côté, ils doivent faire face à l'inégalité de répartition des actifs, imposer confiance et idéologie, recruter et coordonner des activités à distance, diffuser les décisions relatives aux objectifs, et répartir les fonds et ressources. De l'autre, ils doivent rester dissimulés face aux autorités, ce qui les différencie des organisations légales opérant dans l'ombre et des organisations illégales opérant au grand jour (Tableau 2.2). Par conséquent, les communications directes entre membres doivent être limitées, les armes, explosifs et actifs financiers, déplacés sans être détectés par les agences de sécurité, et le recrutement et l'entraînement, effectués en secret.

Cette forme de classification présente aussi des limites, notamment le fait qu'elle repose sur les caractéristiques visibles des organisations. En d'autres termes, si la nature et les objectifs des organisations illégales opérant dans l'ombre sont généralement bien documentés, on en sait toutefois beaucoup moins sur leurs opérations, leur structure interne et leurs liens avec d'autres organisations similaires. Les caractéristiques formelles de ces organisations sont certes importantes, mais une grande part de leur force vient de leur capacité à relier des personnes et des lieux, plus que de leur seule puissance militaire, avance technologique ou importance numérique.

RELATIONS ENTRE LES ORGANISATIONS NON ÉTATIQUES VIOLENTES

La diversité des organisations non étatiques violentes contribue à la complexité des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest. Dans la plupart des conflits contemporains, les États sont confrontés à un ensemble fluctuant de groupes opérant au grand jour ou dans l'ombre, au nom du profit ou de valeurs, dans la légalité ou l'illégalité, amenés à interagir entre eux ainsi qu'avec les forces étatiques. Il en résulte un environnement politique complexe et changeant, où les relations entre groupes non étatiques se caractérisent par des dynamiques mouvantes de coopération et d'opposition. Ce chapitre examine les circonstances dans lesquelles s'inscrivent ces relations, en mettant plus particulièrement l'accent sur les alliances et rivalités entre acteurs non étatiques.

Alliances

Si les organisations non étatiques violentes sont connues pour conclure des partenariats avec les États, elles sont néanmoins réticentes à coopérer avec d'autres groupes non étatiques. Ceux-ci peuvent se percevoir comme des concurrents potentiels, en particulier lorsque leur objectif principal est de s'emparer de l'État ou de prendre le contrôle territorial d'une région. De plus, les relations de coopération avec d'autres groupes peuvent s'assortir de risques pour les activités quotidiennes d'une organisation. Les collaborations avec un allié peuvent rendre les organisations violentes plus vulnérables à l'interception des communications par les organismes de lutte contre le terrorisme ; une action conjointe peut quant à elle accroître l'attention et la pression de la part de l'État, provoquer de nouveaux ennemis, ou introduire des dissensions dans les tactiques et stratégies. Dans certains cas, toutefois, les organisations violentes choisissent de s'allier pour surmonter leurs faiblesses et vulnérabilités individuelles (Moghadam, 2017[23]). Bien que risquée, la coopération peut aider à promouvoir une idéologie, à coordonner des actions et à bénéficier de ressources supplémentaires. Les coalitions plus grandes favorisent l'échange de connaissances et contribuent à étendre la portée sociale ou géograhique de leurs actions.

Les théories et typologies proposées jusqu'ici pour expliquer les relations de coopération entre organisations violentes s'appuient sur l'analyse qualitative de certains cas, plutôt que sur une approche structurelle des réseaux d'alliances (Bacon, 2014[24]). Selon Karmon (2005[25]), la coopération entre groupes (terroristes) peut prendre au moins trois grandes formes. Dans la première, les groupes partagent une idéologie et renforcent leur collaboration par des déclarations officielles. Dans la deuxième, les groupes se soutiennent financièrement, ou mettent en commun du matériel, des outils de propagande, des armes, des informations et des entraînements. Dans le Sahara-Sahel, AQMI a soutenu Boko Haram en lui fournissant armes et entraînements au début des années 2010 (Werenfels, 2015[26]). Dans la troisième, les organisations violentes mènent des opérations conjointes et partagent des renseignements avant ou pendant les attaques contre des cibles gouvernementales ou civiles. En 2014, Ansar al-Charia Tunisie enlève ainsi à Tripoli Mohamed bin Sheikh, secrétaire de l'ambassadeur de Tunisie, en collaboration avec des jihadistes libyens.

Les organisations violentes tendent à s'affronter plutôt qu'à nouer des alliances. C'est peut-être la raison pour laquelle l'incidence des alliances entre groupes sur les dynamiques de conflits est moins bien documentée que celle de leur fragmentation (Bapat et Bond, 2012[27] ; Horowitz et Potter, 2014[28] ; Popovic, 2018[29]). Des études portant sur de vastes échantillons mettent en évidence une corrélation entre alliances et variables telles que la capacité de contrôle d'un territoire, la taille du groupe (modérée de 100 à 999 membres) et les motivations religieuses (Phillips, 2018[30]). Parmi les groupes terroristes, les alliances sont plus fréquentes entre les groupes partageant une idéologie, une ancienneté, des adversaires ou une région, et ayant un petit nombre de combattants (Asal et al., 2016[31]).

Si les alliances entre groupes sont plutôt inhabituelles dans la plupart des conflits, les relations d'interdépendance peuvent fournir des ressources précieuses, comme le partage de renseignements et un soutien tactique que les organisations mettent à profit contre un gouvernement (Akcinaroglu, 2012[32]). En Afrique du Nord et de l'Ouest, la fusion d'Ansar Dine, d'AQMI, d'Al-Mourabitoune et de la Katibat Macina en mars 2017 apparaît comme une action stratégique maximisant leurs ressources économiques (Weiss, 2017[33]). Selon une étude menée entre 1987 et 2005 sur 600 groupes à travers le monde, la coopération favorise leur survie, en particulier face à un État organisé et autocratique (Phillips, 2014[34]). Dans les situations de conflit où un acteur extérieur, comme une puissance militaire étrangère, est capable d'imposer une coopération qui mène à un accord de paix, les groupes armés peuvent avoir intérêt à former des coalitions et à se ranger dans le camp qui, selon eux, a le plus de chances de gagner le conflit (Christia, 2012[35]).

Bien que les alliances puissent s'avérer utiles dans certaines circonstances, elles restent assez instables sur le long terme. Un accord entre acteurs peut ainsi prendre fin quand les

conditions changent, qu'une nouvelle opportunité se présente pour l'un des groupes ou qu'un ennemi commun est vaincu. Lorsque les Français lancent l'offensive militaire dans le nord du Mali en 2013, les combattants d'Ansar Dine rejoignent le MNLA ou le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA), nouvellement créé. Quelques mois plus tard, le MIA intègre le nouveau Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). Au cours de cette même période, certains combattants du MUJAO créent également leur propre mouvement – le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) –, affirmant que leur objectif est désormais de parvenir à un accord de paix (Walther et Tisseron, 2015[36]).

Les raisons pour lesquelles ces groupes coopèrent sur de courtes durées sont mieux documentées que les facteurs susceptibles d'expliquer des alliances plus pérennes. Dans des environnements conflictuels où les organisations non étatiques sont légion, les forces gouvernementales, les groupes rebelles et les organisations extrémistes violentes auraient de multiples possibilités de nouer des alliances à plus long terme pour faire avancer leurs objectifs. Les travaux de recherche n'ont cependant pas encore ou peu exploré et documenté ces questions.

L'une des approches les plus prometteuses à cet égard est l'analyse des réseaux sociaux, comme l'illustrent les travaux de Gade, Hafez et Gabbay (2019[37]). Les accords entre groupes non étatiques dans les guerres civiles sont plus probables si ces derniers partagent une vision de ce pour quoi et contre quoi ils se battent, de l'ordre social, politique et religieux promu une fois le conflit terminé, et des aspirations territoriales. Ces trois éléments constituent le fondement idéologique de nombreuses organisations axées sur les valeurs. Il semble donc qu'un type de groupes peut être plus susceptible de nouer des alliances. Outre l'idéologie, les auteurs examinent comment la répartition du pouvoir entre les groupes, ainsi que le soutien de l'État, influencent les choix d'alliance. En Syrie, par exemple, la répartition du pouvoir entre les groupes ne semble pas être déterminante pour expliquer les alliances, et le fait d'avoir un soutien étatique commun n'encourage pas la coopération. Leur étude révèle toutefois que le partage de fondements idéologiques évite les luttes intestines en aidant les organisations à recruter, coordonner les actions, renforcer la loyauté et prévenir les défections.

Le fait qu'en Syrie, les organisations idéologiquement proches soient moins sujettes aux luttes internes, concorde avec d'autres études plus larges, qui suggèrent que les groupes rebelles ayant une idéologie similaire sont moins enclins à la fragmentation (Fjelde et Nilsson, 2018[38]). Cet effet positif liée à l'idéologie n'est toutefois significatif que pour les organisations de gauche, rares en Afrique du Nord et de l'Ouest, où la conviction que l'islam doit guider tous les aspects de la vie sociale et politique a conduit à une multiplication des organisations islamistes depuis au moins le début des années 80.

Étant donné l'importance de la formation d'alliances dans la résolution des conflits, il est à l'évidence nécessaire de poursuivre les recherches sur les facteurs relationnels susceptibles d'amener les organisations à collaborer. Ce rapport documente ainsi l'existence et la durée des alliances entre acteurs étatiques et non étatiques et leur évolution en Afrique du Nord et de l'Ouest.

Rivalités

Des acteurs non étatiques opérant dans la même région peuvent poursuivre des programmes radicalement différents et incompatibles, ce qui peut entraîner l'apparition de relations d'hostilité même lorsqu'ils ont des ennemis communs. Lors de la rébellion touareg de 2012 au Mali, par exemple, les efforts du MNLA pour créer un État touareg indépendant dans le nord du pays reçoivent initialement le soutien d'Ansar Dine. Les deux groupes finissent cependant par s'opposer sur la volonté d'Ansar Dine d'imposer la loi islamique dans toute la région. L'incompatibilité idéologique évoquée précédemment apparaît donc comme un facteur majeur pouvant expliquer l'opposition de ces groupes alors qu'ils luttent contre le même gouvernement.

Les recherches mettent par ailleurs en évidence la relative instabilité des groupes non étatiques dans le temps et leur forte propension à la fragmentation ou à la scission en factions

Tableau 2.3

Facteurs de fragmentation des organisations violentes

Facteurs internes	Facteurs externes
Idéologie : quels sont les fondements idéologiques de l'organisation ?	**Capacités de l'État** : dans quelle mesure l'État est-il capable de contrer l'organisation ?
Objectifs, stratégie et tactique : comment la violence doit-elle être utilisée ? Qui constitue un ennemi légitime ?	**Soutien de l'État** : l'État soutient-il l'un des acteurs en conflit ?
Ressources : quelles ressources doivent être mobilisées pour faire avancer le programme de l'organisation ?	**Concessions de l'État** : que peut-on gagner auprès de l'État ?
Structure : comment l'organisation était-elle structurée avant le conflit et présente-t-elle à ce jour des divisions internes ?	**Soutien étranger** : l'organisation reçoit-elle le soutien d'une puissance extérieure ?
Pouvoir : comment le pouvoir est-il réparti en interne ?	**Concurrence** : quelle est l'ampleur des luttes entre organisations ?
Taille : combien d'organisations sont en concurrence et de combien de combattants disposent-elles ?	**Performances sur le terrain** : quelles sont les capacités militaires de l'organisation ?

Source : Compilation à partir de Staniland, P. (2014[47]), *Networks of Rebellion: Explaining Insurgent Cohesion and Collapse*, Cornell University Press, Ithaca ; Bakke, K.M., K.G. Cunningham et L.J.M. Seymour (2012[43]), « A plague of initials: Fragmentation, cohesion, and infighting in civil wars », *Perspectives on Politics*, vol. 10/2, pp. 265-283 ; Gade, E.K., M.M. Hafez et M. Gabbay (2019[37]), « Fratricide in rebel movements: A network analysis of Syrian militant infighting », *Journal of Peace Research*, https://doi.org/10.1177/0022343318806940 ; Gartenstein-Ross, D. et al. (2019[48]), « When Jihadist factions split: A data-driven network analysis », *Studies in Conflict & Terrorism*, pp. 1-25 ; Asal, V., M. Brown et A. Dalton (2012[39]), « Why split? Organizational splits among ethnopolitical organizations in the Middle East », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 56/1, pp. 94-117 ; et Moghadam, A. et B. Fishman (dir. pub.) (2011[49]), *Fault Lines in Global Jihad: Organizational, Strategic, and Ideological Fissures*, Routledge, New York.

distinctes et souvent concurrentes. Jusqu'ici, plusieurs raisons sont avancées (Asal, Brown et Dalton, 2012[39]). Ainsi, les luttes intestines sont particulièrement fortes lorsque les organisations rebelles opèrent dans des zones de culture de stupéfiants, exercent un contrôle territorial hors de portée du gouvernement et sont numériquement fortes (Fjelde et Nilsson, 2012[40]). Les rivalités entre groupes terroristes dans le monde tiennent également à la concurrence pour le trafic de drogue et à la recherche du soutien de l'État, ainsi qu'à l'ethnicité, notamment dans les pays en proie à un conflit civil (Phillips, 2018[30]).

Bien que courante, la fragmentation des organisations violentes est risquée, destructrice et coûteuse en ressources. Les divisions internes conduisant à la scission d'un groupe augmentent le risque de guerre civile, car la multiplication des belligérants crée des incertitudes quant aux concessions et aux engagements susceptibles de résoudre le conflit par des moyens non violents (Cunningham, 2013[41]). Le manque de cohésion des organisations rebelles augmente également le niveau de violence à l'encontre des civils, de plus en plus souvent victimes de viols, d'enlèvements, de pillages et d'assassinats (Metelits, 2009[42]). Les groupes fragmentés sont plus susceptibles de recourir à la violence pour atteindre leurs objectifs politiques que les groupes unifiés (Bakke, Cunningham et Seymour, 2012[43] ; Cunningham, Bakke et Seymour, 2012[44]). Une analyse longitudinale des incidents terroristes de 1970 à 1997 confirme que la concurrence entre organisations terroristes religieuses et nationalistes entraîne ainsi une augmentation de la violence (Nemeth, 2014[45]).

Au vu du coût de ces fragmentations, il importe de comprendre pourquoi les organisations consacrent tant de temps et de ressources à s'affronter au lieu de se concentrer sur une lutte contre le gouvernement (Nygård et Weintraub, 2015[46]). Deux explications complémentaires se distinguent. La première tend à expliquer la fragmentation par des facteurs internes, aussi divers que les idéologies concurrentes, les objectifs, l'accès aux ressources, les clivages structurels, la répartition du pouvoir et la taille. La seconde interprète le manque de cohésion à la lumière de facteurs externes, notamment les efforts des États pour lutter contre les insurrections et le terrorisme, les soutiens étrangers, la concurrence avec d'autres organisations et les performances sur le terrain (Tableau 2.3).

Facteurs internes de fragmentation

L'une des analyses les plus abouties sur les divisions internes des organisations violentes est proposée dans l'ouvrage *Fault Lines in Global Jihad*, écrit 10 ans après les attentats du 11 septembre (Moghadam et Fishman, 2011[49]). Selon ses auteurs, Al-Qaïda, à l'instar de nombreuses autres organisations violentes, est divisé entre plusieurs courants idéologiques se faisant concurrence. Des conflits internes apparaissent également autour des objectifs, de la stratégie et des tactiques à employer, en particulier concernant l'identification d'un ennemi commun et le recours à la violence contre les populations musulmanes. Les luttes internes se cristallisent aussi autour des questions de production et de répartition des ressources entre Al-Qaïda et ses filiales régionales, comme AQMI en Afrique du Nord et de l'Ouest. Al-Qaïda est par ailleurs en proie à d'âpres divisions internes liées à la structure de leadership de l'organisation et à la nécessité de gérer des militants de différentes origines tribales ou ethniques. Enfin, Al-Qaïda a des difficultés à exercer son pouvoir sur un réseau mondial tout en maintenant une structure décentralisée. Chacun de ces facteurs s'avère pertinent pour les organisations violentes d'Afrique du Nord et de l'Ouest étudiées ici.

Idéologie

Le facteur idéologique explique à la fois la fragmentation et la cohésion des organisations violentes. En Afrique du Nord et de l'Ouest, comme ailleurs, le fait d'avoir une idéologie islamiste commune n'est pas un gage de cohésion, comme le montrent les relations entre Al-Qaïda et de l'État islamique (Moghadam, 2017[23]). Les organisations ayant une idéologie commune sont en effet souvent en concurrence et des scissions se produisent. Inversement, des groupes différents sur le plan idéologique peuvent coopérer face à un adversaire commun. Des idéologies telles que le communisme, le nationalisme ou l'islamisme sont en effet de vastes causes sous l'égide desquelles des organisations tant extrémistes que centristes peuvent opérer (Hafez, 2020[50]). Au Moyen-Orient, le groupe militant chiite Hezbollah et l'organisation fondamentaliste sunnite Hamas ont ainsi partagé des ressources financières, symboliques et d'entraînement dans le cadre de leur lutte contre leur ennemi commun, Israël (Price, 2019[4]).

L'islamisme connaît d'importantes divisions. Si les fondamentalistes promeuvent une interprétation littérale du Coran et des paroles et actions de Mahomet (sunna), ainsi qu'un strict respect de la loi religieuse (charia), ils sont toutefois souvent en désaccord sur les moyens à adopter pour faire avancer leurs objectifs. Le salafisme, principale forme d'activisme islamiste en Afrique du Nord et de l'Ouest, est par exemple composé de plusieurs mouvances se faisant concurrence selon qu'elles promeuvent une vision extrémiste ou centriste. Les membres de la mouvance quiétiste, comme les ordres soufi en Afrique de l'Ouest, ont adopté une approche pacifique et apolitique, privilégiant l'éducation religieuse et le prosélytisme plutôt que l'activisme politique. Cette mouvance est de plus en plus contestée par une branche activiste prônant une implication plus directe, mais non violente, dans les affaires politiques, comme les Frères musulmans ou le mouvement Ennahdha en Tunisie. À l'autre extrémité du spectre, des groupes jihadistes comme le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (en arabe, Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin, JNIM) entendent renverser les gouvernements laïques, rompre leurs liens avec l'Occident et « purifier » les autres musulmans par l'usage de la violence.

Les organisations jihadistes partagent trois positions idéologiques qui les distinguent des autres mouvements religieux réformistes de la région (Ibrahim, 2017[51]). Tout d'abord, elles envisagent le monde sous le prisme d'un choc des religions et estiment qu'il est du devoir de tous les musulmans d'affronter l'Occident et ses alliés locaux par des moyens militaires et terroristes. Ensuite, elles rejettent ce qu'elles considèrent comme des pratiques contraires à l'islam, par exemple le soufisme, et les institutions d'inspiration occidentale telles que la démocratie, l'État-nation ou l'éducation moderne (Thurston, 2018[7]). Enfin, elles voient dans les musulmans qui ne suivent pas scrupuleusement une interprétation littérale du Coran et de la sunna, des infidèles devant abandonner leurs pratiques religieuses ou être éliminés.

Les organisations islamistes quiétistes, activistes et jihadistes sont souvent en

concurrence dans la même région. Dans le nord du Nigéria et au Niger, les confréries soufi traditionnelles sont par exemple en concurrence avec des mouvements islamistes plus conservateurs, tels que la Société pour la suppression de l'innovation et le rétablissement de la sunna (Izala), qui promeut un programme réformiste non violent (McCullough et al., 2017[52]). Le mouvement Izala rejette l'ostentation et les obligations sociales coûteuses qui empêchent de nombreux entrepreneurs de s'enrichir, ce qui le rend particulièrement populaire auprès des marchands d'Afrique de l'Ouest (Kuépié, Tenikue et Walther, 2016[53]). Les membres d'Izala sont eux-mêmes en concurrence avec l'organisation salafiste-jihadiste Boko Haram, mouvement religieux de masse apparu dans le nord du Nigéria au début des années 2000, aujourd'hui devenu l'un des groupes armés les plus meurtriers du monde (Thurston, 2018[7]). Ses attaques visent les mouvements religieux soufi et salafistes, les populations civiles musulmanes et chrétiennes en général, ainsi que l'État nigérian, que le mouvement juge corrompu et illégitime.

Objectifs et usage de la violence

La fragmentation des organisations non étatiques naît souvent de désaccords sur les objectifs, les stratégies et les tactiques. Les points les plus controversés sont ceux concernant l'usage de la violence. Les dissensions sur qui constitue une cible légitime, ainsi que sur les stratégies de destruction massive et le meurtre de musulmans innocents, expliquent les profonds clivages au sein des organisations violentes de la région. La notion controversée de *takfir* (ou excommunication), qui détermine qui est musulman et qui est infidèle, et précise dans quelles circonstances un musulman peut être tué, revêt une importance toute particulière pour les organisations extrémistes en Afrique du Nord et de l'Ouest. Elle est interprétée de plusieurs façons, influençant la légitimité ou non d'une cible.

D'importantes différences s'observent également ces dernières décennies dans l'usage de la violence. Le Groupe islamique armé (GIA), en lutte contre le gouvernement algérien pendant la guerre civile (1991-2002), est représentatif de l'approche la plus violente (Hafez, 2020[50]). En plus de prendre pour cibles l'État et d'autres groupes islamistes tels que le Front islamique du salut (FIS), le GIA fait usage d'une violence extrême contre les civils, les journalistes et les étrangers dans sa quête de destruction du gouvernement laïque et d'instauration d'un État islamique régi par la loi religieuse (Martinez, 2000[54]). L'adoption de cette ligne dure provoque des désertions massives en son sein. Alors que l'Armée islamique du salut (AIS) proclame un cessez-le-feu unilatéral avec le gouvernement en 1997, des membres du GIA déçus de sa politique de massacre aveugle créent en 1998 le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC).

Dans les années 2010, des dissensions majeures autour de l'usage de la violence opposent la direction d'AQMI, établie dans le nord de l'Algérie, et ses unités sahariennes (Lacher, 2015[16]). Alors que le leader d'AQMI, Droukdel, prône l'établissement d'alliances durables avec les tribus locales du nord du Mali, les dirigeants régionaux d'AQMI, du MUJAO et d'Ansar Dine, comme Mokhtar Belmokhtar et Abou Zeïd, suivent une stratégie inverse, caractérisée par des confrontations violentes avec les populations locales et leurs chefs traditionnels (Siegel, 2013[55]). Dans une lettre retrouvée par l'Associated Press à Tombouctou, en janvier 2013, Droukdel exhorte ses lieutenants du Sahara et le chef d'Ansar Dine, Iyad ag Ghali, à cultiver les soutiens locaux pour résister à une intervention militaire étrangère (Associated Press, 2013[56]). Il critique leur décision de proclamer un État islamique dans l'Azawad et d'imposer la loi religieuse par la force, et regrette la destruction des mausolées de Tombouctou, vivement condamnée par la communauté internationale. Il s'oppose également à la décision de mettre fin à l'alliance stratégique conclue avec le MNLA, qui aurait renforcé la puissance militaire et la légitimité locale des jihadistes (Encadrés 2.4 et 2.5).

Ces dernières années, des dissensions sur l'usage de la violence contre les civils contribuent également à diviser Boko Haram, organisation jihadiste opérant dans la région du lac Tchad. Fondé par Mohamed Yusuf vers 2002, ce groupe est dirigé par deux adjoints, Abubakar Shekau et Mamman Nour, ainsi qu'un proche associé, Khalid al-Barnawi (Campbell et Page, 2018[62]). Après l'assassinat de Yusuf en détention par les

Encadré 2.4
Abdelmalek Droukdel

Né en 1970 à Meftah (Algérie), Abdelmalek Droukdel (alias Abou Moussab Abdelwadoud) étudie les mathématiques à l'université de Blida. En 1993, il rejoint l'un des groupes armés participant à la guerre civile algérienne, qui a éclaté en 1991. Au milieu des années 90, il intègre le GIA, où il travaille comme artificier, puis comme chef de bataillon (Droukdel, c. 2005[57]). Il rallie ensuite les rangs du GSPC né d'une scission du GIA, dont il préside le Conseil des notables à partir de 2003. Il est désigné chef du GSPC en 2004, après la mort du précédent émir, Nabil Sahraoui (New York Times, 2008[58]). En 2006, il prête allégeance à Oussama ben Laden et, l'année suivante, rebaptise son organisation AQMI. Il occupe les fonctions d'émir d'AQMI jusqu'à son assassinat par des soldats français dans le nord du Mali, le 3 juin 2020.

Opérant vraisemblablement en majeure partie depuis la Kabylie, Droukdel coordonne de nombreuses attaques contre des cibles gouvernementales et civiles dans le nord de l'Algérie, comme le Palais du gouvernement et le commissariat de police de Bab Ezzouar à Alger en avril 2007, ou contre des employés des Nations Unies et le bâtiment du Conseil constitutionnel, également à Alger en décembre 2007. Droukdel et AQMI peinent cependant à maintenir une campagne efficace de violence en Algérie, et des flambées occasionnelles comme celle de 2011 ne parviennent pas à mettre sérieusement en péril l'État algérien.

Droukdel se montre plus efficace pour superviser l'expansion des activités d'AQMI dans la région du Sahara-Sahel. Il a cependant des différends récurrents avec un commandant clé du Sahara, Mokhtar Belmokhtar, qui fait sécession d'AQMI fin 2012 avant de rejoindre ses rangs en 2015 (Callimachi, 2013[59]). Droukdel ne parvient pas à empêcher les groupes dissidents de développer leurs propres activités terroristes et de contrebande dans le sud du Sahara (Chapitre 1). En 2011, certains éléments d'AQMI font sécession pour former le MUJAO. Lors de la rébellion dans le nord du Mali, en 2012, AQMI soutient et combat aux côtés de l'organisation jihadiste Ansar Dine, dirigée par Iyad ag Ghali. Cette dernière, AQMI et le MUJAO contrôlent le nord du Mali pendant environ la seconde moitié de 2012. Droukdel ordonne à ses combattants de ne pas imposer trop sévèrement la charia dans les zones occupées, de risque d'effrayer les populations locales, mais ses ordres sont en partie ignorés et les conséquences qu'il avait anticipées – à savoir une intervention étrangère au Mali – finissent par arriver. En 2017, plusieurs unités d'AQMI et d'Ansar Dine forment le JNIM, officiellement subordonné à l'autorité de Droukdel. Cependant, au moment de sa mort, son influence est peut-être moindre que celle d'Iyad ag Ghali, chef du JNIM.

Source : Texte original fourni par Susanna Goewey et Alexander Thurston.

forces gouvernementales nigérianes en 2009, Nour et al-Barnawi rompent avec Shekau pour créer Ansaru, groupe ciblant les chrétiens et les forces de sécurité. L'usage aveugle de la violence contre les civils par Shekau constitue l'un des nombreux motifs de cette rupture. En 2016, un désaccord au sein de la direction de Boko Haram sur le meurtre de civils entraîne une nouvelle scission au sein de l'organisation (Thurston, 2018[7]). En août, l'État islamique annonce la nomination d'Abou Mosab al-Barnaoui comme nouveau chef de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), nom adopté par Boko Haram depuis mars 2015, sous la direction de Shekau. L'organisation se scinde en deux factions, l'une soutenant Barnaoui, et l'autre Shekau, qui baptise son groupe Jama'at Alhul Sunnah Lidda'wati wal Jihad, ancien nom de Boko Haram avant son allégeance à l'État islamique (Zenn, 2019[63]).

Ennemis proches ou lointains

Un autre point majeur de discorde au sein des organisations violentes est de savoir si elles doivent cibler les régimes locaux, qu'elles jugent corrompus et apostats, ou leurs alliés internationaux, comme les États-Unis, la France

Encadré 2.5
Mokhtar Belmokhtar

Mokhtar Belmokhtar naît en 1972 à Ghardaïa, en Algérie. En 1991, il part en Afghanistan où il lutte contre le régime communiste de Mohammad Najibullah et rencontre un certain nombre de jihadistes. Alors que l'Algérie plonge dans la guerre civile, il regagne son pays d'origine en 1993 (Wojtanik, 2015[60]). À son arrivée, il forme la Brigade du Martyr, qui sera ensuite absorbée par le GIA. Son unité est en charge de la plupart des opérations dans le Sahara et financée principalement par les enlèvements, la contrebande de cigarettes, et le trafic d'armes et de stupéfiants.

Lorsque le GIA commence à perdre pied, Belmokhtar aide, en tant que commandant de la zone 9 (sud de l'Algérie), à la formation du GSPC. Comme l'un des dirigeants du GSPC, il contrôle une grande partie du désert algérien, mainmise qu'il étend rapidement au nord du Mali, à la Mauritanie et au Niger. Il établit des liens avec des communautés locales influentes par le biais de mariages, d'arrangements économiques et de contacts diplomatiques. Il joue un rôle déterminant pour attirer des recrues mauritaniennes et maliennes, notamment, au sein du GSPC (Ould M. Salem, 2014[61]).

Belmokhtar contribue à faciliter les relations entre le GSPC et Al-Qaïda, ouvrant ainsi la voie à la transformation du GSPC, qui devient AQMI en 2006-07. Il accueille un émissaire d'Al-Qaïda au Sahara et en Algérie en 2000-01, et son attaque en 2005 d'un avant-poste militaire à Lemgheity (Mauritanie) lui vaut les louanges d'Oussama ben Laden. Durant son passage à AQMI, il joue un rôle dans de nombreuses négociations du groupe dans le cadre de prises d'otages impliquant des étrangers (Wojtanik, 2015[60]). Il connaît cependant des tensions récurrentes avec l'émir d'AQMI, Abdelmalek Droukdel, ainsi qu'avec un autre commandant influent du groupe dans le Sahara, Abdelhamid Abou Zeïd.

Belmokhtar participe à la prise de contrôle jihadiste du nord du Mali en 2012, mais connaît de violents différends avec Droukdel et Abou Zeïd durant cette période. Fin 2012, il rompt avec AQMI, rendant ainsi son unité – al-Mulathamun (les hommes voilés) – indépendante, bien que toujours fidèle au noyau central d'Al-Qaïda. Al-Mulathamun s'associe au MUJAO en août 2013 pour former Al-Mourabitoune. L'une de leurs attaques les plus marquantes sera une prise d'otages sur un site d'exploitation gazière en Algérie, l'une des pires depuis des décennies, qui se soldera par la mort de 38 personnes. Belmokhtar et Al-Mourabitoune réintègrent les rangs d'AQMI fin 2015. En novembre 2016, Belmokhtar est la cible d'une attaque aérienne française en Libye. AQMI ne confirmera jamais sa mort, mais il n'a plus été revu en public depuis.

Source : Texte original fourni par Susanna Goewey et Alexander Thurston.

et Israël. Le débat sur les ennemis proches et lointains de l'islam est aussi ancien que le salafisme jihadiste. À la fin des années 70, Mohamed Abdelsalam Faraj, leader égyptien du groupe islamiste Al-Jihad impliqué dans l'assassinat d'Anouar el-Sadate, affirme que le mouvement jihadiste doit cibler ses ennemis proches, que sont les régimes politiques du monde musulman, plutôt que de se focaliser contre Israël, l'ennemi lointain (Brooke, 2011[64]). Il pense que l'instauration d'un califat dans les pays gouvernés par des régimes laïques est une condition préalable à la (re)conquête d'Israël.

D'autres théoriciens islamistes se sont fortement opposés à cette vision, faisant valoir que les jihadistes du monde entier s'inscrivaient dans un combat plus vaste visant la reconquête d'Israël et l'expulsion des non-musulmans des pays musulmans. Les principaux défenseurs de cette approche internationaliste ont été Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri. Ils publient ainsi en 1998 un avis juridique (*fatwa*) connu sous le nom de « Déclaration du Front islamique mondial pour le jihad contre les Juifs et les croisés », dans lequel ils affirment que « tuer les Américains et leurs alliés – civils et militaires – est un devoir individuel pour chaque musulman qui peut le faire, dans tous les pays où cela est possible, afin de libérer la mosquée Al-Aqsa et la sainte mosquée de La Mecque de

leur emprise, et pour obliger leurs armées à quitter la terre sainte de l'islam » (Ben Laden et al., 1998[65]). Ce nouvel accent mis par Ben Laden et al-Zawahiri sur l'ennemi lointain, et l'élargissement de sa définition aux États-Unis, provoquent de graves dissensions avec Abou Moussab al-Zarqaoui, Abdallah Youssouf Azzam et les Talibans, qui préconisent un jihad bien plus localisé en Irak et en Afghanistan.

Malgré de fortes résistances, Al-Qaïda joue un rôle important dans la réorientation de l'approche nationaliste de nombreux groupes islamistes locaux, du moins officiellement. Ces franchises locales utilisent de manière opportuniste le label Al-Qaïda pour se faire connaître sur la scène internationale. La guerre civile algérienne en offre une bonne illustration. Lorsqu'elle éclate, en 1991, les groupes islamistes prennent d'abord pour cible les personnels de sécurité de l'État (l'ennemi local), mais avec l'intensification des violences dans les années 90, les luttes internes au sein des groupes islamistes sur la définition de l'ennemi prennent rapidement de l'ampleur (Le Sueur, 2010[66]). Au sein du GSPC, des chefs comme Hassan Hattab veulent cibler les représentants de l'État et mettre sur pied un programme d'action national, tandis que d'autres souhaitent étendre la lutte à l'ennemi lointain, en particulier la France, comme le recommande Al-Qaïda. Nabil Sahraoui remplace par la suite Hattab en 2003, qui rejoint le programme de réconciliation nationale en 2005. Le GSPC est rebaptisé AQMI en 2007, sous la direction d'Abdelmalek Droukdel, et déclare son intention d'attaquer des cibles américaines et européennes.

Ces dernières années, le débat sur la primauté de l'ennemi proche ou lointain s'est complexifié avec l'intervention militaire des pays occidentaux dans les pays musulmans, qui les a paradoxalement rapprochés plus que jamais des mouvements jihadistes salafistes. Au Moyen-Orient et en Afghanistan, les organisations violentes peuvent ainsi désormais considérer les États-Unis et d'autres pays occidentaux comme la France à la fois comme des ennemis proches et lointains. Il est donc ici nécessaire de faire la distinction entre les effets escomptés des attaques et leur localisation géographique réelle, tous deux pouvant être proches ou lointains (OCDE/CSAO, 2020[67]). Les organisations violentes en lutte contre un ennemi lointain n'ont pas nécessairement besoin de mener des attaques loin de leur pays d'origine. Elles peuvent choisir de cibler des personnes ou des intérêts au niveau local, en prenant des otages ou en attaquant des bars, restaurants et hôtels fréquentés par des étrangers. Même si les groupes armés dirigent leur propagande contre un ennemi lointain, leur champ d'action directe peut ainsi être beaucoup plus limité d'un point de vue géographique.

Certaines attaques peuvent cibler les régimes locaux dans le but d'avoir des effets à l'échelle locale. Dans une région où les organisations extrémistes ont rarement un programme d'action internationale et disposent de moyens limités sur le plan organisationnel et militaire, ce schéma vaut pour la grande majorité des organisations violentes. C'est le cas, par exemple, quand des militants islamistes de Boko Haram tuent des représentants de l'État nigérian et les populations chrétiennes dans la région du lac Tchad. Mais les attaques perpétrées contre des ennemis proches peuvent également viser à impacter la politique étrangère ou internationale. C'est notamment le cas quand des groupes terroristes ciblent des structures détenues ou exploitées par des Occidentaux, comme lors de l'attaque de l'hôtel Radisson Blu à Bamako par AQMI et Al-Mourabitoune en 2015.

Les militants peuvent également choisir de cibler des ennemis lointains pour provoquer des changements au niveau de la politique locale. Au début des années 2000, le GSPC enlève 32 touristes européens dans le Sahara afin d'apporter des ressources à un mouvement ciblant essentiellement le gouvernement algérien. La rançon payée par les gouvernements européens aide considérablement le GSPC à étendre ses opérations au sud du Sahara. Enfin, les militants peuvent mener des attaques contre un ennemi lointain dans le but d'avoir des retombées internationales, et frapper ainsi les pays occidentaux en leur cœur, tout en touchant le plus large public possible dans le monde. Bien que spectaculaire, ce type d'attaque est toutefois rare, car aucune des franchises régionales d'Al-Qaïda et de l'État islamique en Afrique du Nord et de l'Ouest n'a la capacité de mener des opérations militaires loin de son pays.

Ressources

La disponibilité et la répartition des ressources est un autre facteur pour expliquer les rivalités au sein des organisations violentes, en particulier quand elles contribuent à la lutte contre les gouvernements centraux (Fjelde et Nilsson, 2012[40]). Dans le Sahara-Sahel, où la plupart des ressources proviennent des flux de personnes et de biens plutôt que d'une production industrielle localisée (Retaillé et Walther, 2013[68]), le commerce lucratif du trafic d'armes et de stupéfiants est source d'un maillage fluctuant d'alliances et de conflits, qui transcendent les clivages politiques et religieux entre groupes (Walther et Tisseron, 2015[36]). Les mouvements d'argent générés par les trafics expliquent nombre des épisodes de violence entre groupes armés se disputant le contrôle des routes transsahariennes clés. Les groupes rebelles, trafiquants et organisations terroristes ciblent de plus en plus les mines artisanales de l'est du Burkina Faso, du Mali et du Niger, où l'exploitation de l'or s'est intensifiée depuis le début des années 2010 suite à la découverte de nouveaux gisements (International Crisis Group, 2019[69]).

Il arrive que des groupes nouent des alliances de convenance pour la bonne conduite de leurs affaires et le maintien de leur influence. Deux accords de ce type sont conclus entre des hommes d'affaires du nord et des chefs de guerre de la commune d'Anéfis, au Mali, en octobre 2015 et 2017, dans le but de maintenir les routes de contrebande ouvertes et de réduire la concurrence entre trafiquants (International Crisis Group, 2018[70]). Ces derniers et les dirigeants politiques négocient ces accords en parallèle des négociations de paix avec l'État malien et ses soutiens internationaux. Il y a pourtant des raisons de croire que l'ampleur du lien entre drogue et terrorisme a souvent été exagérée dans la région (Lacher, 2013[71]). Tout d'abord, les organisations à motivation politique affiliées à Al-Qaïda et à l'État islamique ne se sont pas transformées en groupes criminels du jour au lendemain. Leur rhétorique islamiste est profondément ancrée dans leur histoire et ne sert pas de simple couverture à leurs activités criminelles (Boeke, 2016[72]). Ensuite, les organisations jihadistes ne sont pas les seules impliquées dans les trafics de la région : fonctionnaires, milices, groupes rebelles et tribus nomades participent aussi activement à la circulation des stupéfiants et des armes à travers le Sahara (Strazzari, 2015[73]). Selon un récent rapport des Nations Unies (2018[74]) , les trafiquants de drogue de l'est du Mali utilisaient par exemple des organisations islamistes, des milices pro-gouvernementales et des groupes séparatistes à des fins de sécurité avant l'intervention menée par la France en 2013. Depuis la signature en 2015 de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, ils cherchent protection auprès des groupes armés signataires plutôt que des organisations terroristes, afin d'être moins exposés et de bénéficier de leur légitimité (ONU, 2018, p. 33[74]).

Structure

La fragmentation est accentuée par des facteurs structurels ayant trait à la façon dont chaque organisation et ses acteurs individuels sont liés entre eux (Gartenstein-Ross et al., 2019[48]). La nécessité de trouver un équilibre entre efficacité et sécurité a conduit les organisations violentes à adopter des structures variées. Certaines, comme la mafia aux États-Unis ou l'Armée républicaine irlandaise (IRA) provisoire en Irlande du Nord, ont opté pour une structure plutôt centralisée, au sein de laquelle la gestion des décisions et des ressources s'opère de façon descendante. Ces structures sont théoriquement plus efficaces que celles décentralisées, mais aussi moins résistantes aux menaces, ce qui explique leur rareté. À l'inverse, la plupart des organisations criminelles et terroristes adoptent une structure décentralisée, agencée autour de cellules indépendantes qui, si elles viennent à être détruites, ne compromettent pas la structure dans sa globalité, et de hiérarchies souples accordant une grande autonomie aux commandants régionaux (Price, 2019[4]). Parmi les réseaux décentralisés au sein desquels les cellules individuelles sont relativement indépendantes du noyau, se trouvent des organisations aussi diverses que l'État islamique ou les franchises locales d'Al-Qaïda en Afrique et dans la péninsule arabique. Leur absence relative de hiérarchie formelle les rend certes difficiles à démanteler, mais aussi bien plus complexes à coordonner que les réseaux centralisés.

Encadré 2.6

Revirements d'allégeances opportunistes au Mali et au Niger

L'histoire récente du Sahel regorge d'exemples d'acteurs opportunistes n'hésitant pas à passer, en fonction des circonstances, des rangs de l'armée à la rébellion, de la rébellion à l'extrémisme religieux, et de l'extrémisme religieux aux groupes rebelles ou pro-gouvernementaux.

Iyad ag Ghali, chef actuel du JNIM, en est un parfait exemple. Né dans une tribu touareg noble de la région de Kidal au Mali, il combat comme mercenaire dans la Légion étrangère de feu Colonel Kadhafi dans les années 80, puis comme rebelle dans son propre pays dans les années 90. Au début des années 2000, il travaille comme négociateur pour le gouvernement malien dans le cadre de la libération d'otages, avant d'être nommé diplomate en Arabie saoudite en 2008. Ayant noué des liens avec des islamistes, il revient au Mali, tente sans succès de prendre la tête du mouvement sécessionniste MNLA, avant de fonder Ansar Dine, groupe jihadiste qui fusionne avec d'autres groupes radicaux en 2017 pour former le JNIM (Walther et Christopoulos, 2015[79]).

Une trajectoire similaire caractérise la carrière du Général de brigade El Hadj ag Gamou, qui vient d'une tribu touareg vassale près de Menaka, dans l'est du Mali. Il débute en 1980 comme combattant dans la Légion étrangère, où il rencontre ag Ghali, puis participe aux conflits en Syrie, en Libye et au Liban, avant de rentrer au Mali en 1988. Il rejoint alors la rébellion touareg du début des années 90 dans les rangs du FPLA, avant d'intégrer l'armée malienne. Durant la dernière rébellion, il prend part à la lutte contre le MNLA et les groupes islamistes. En 2014, il crée sa propre milice alors qu'il est encore membre de l'armée malienne.

D'autres exemples sont bien documentés. Au Niger, Aghali Alambo débute comme rebelle au sein du Mouvement des Nigériens pour la justice (MNJ), avant de devenir conseiller du président de l'Assemblée nationale (Grégoire, 2013[80]). Au Mali, le jihadiste Omar Ould Hamaha combat successivement dans les rangs d'AQMI, d'Ansar Dine et du MUJAO, avant d'être tué par les forces françaises dans le nord du pays en 2014 (Boeke, 2016[72]). Assalat ag Habi offre un autre bon exemple de ces revirements d'allégeances. Haut gradé malien et ancien rebelle, il déserte l'armée en 2011, rejoint les rangs du MNLA et fonde le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) (Desgrais, Guichaoua et Lebovich, 2018[81]). De son côté, quelques semaines après son arrestation par les soldats français, l'ancien chef de la police du MUJAO, Yoro Ould Daha, est libéré par le gouvernement malien et rejoint les rangs d'une faction pro-gouvernementale du MAA (Walther et Tisseron, 2015[36]).

Source : Texte original fourni par Olivier Walther.

L'équilibre entre efficacité et sécurité est fréquemment source de fortes tensions au sein des organisations non étatiques violentes, souvent en proie à d'âpres divisions entre défenseurs d'une plus grande coordination et partisans de la décentralisation. Les recherches existantes soulignent deux facteurs importants. Tout d'abord, les études sur les dynamiques intra-groupe suggèrent que la structure interne des groupes belligérants serait déterminante pour expliquer les trajectoires des groupes d'insurgés (Staniland, 2014[47]). Les liens sociaux noués avant et pendant la guerre renforcent en effet la cohésion des organisations violentes et réduisent leur risque de fragmentation. Ils facilitent en outre les recrutements et les allégeances durant les conflits. Ensuite, des recherches montrent que les organisations extrémistes sont souvent profondément divisées par des clivages ethniques, tribaux et nationaux qui entravent leur développement et leur expansion transnationale (Moghadam et Fishman, 2011[49]).

À cet égard, les sociétés pastorales sont particulièrement sujettes à la fragmentation, principe souligné par l'anthropologue structuraliste Evans-Pritchard (1940[75]), qui observe que les factions d'une même caste tendent à s'attaquer entre elles, mais à s'unir contre les factions d'une caste supérieure. Ainsi, dans une société divisée en tribus et factions, deux factions appartenant à la

même tribu s'attaqueraient mutuellement, mais s'allieraient contre une autre tribu. De manière plus générale, de nombreux conflits au sein des organisations violentes d'Afrique du Nord et de l'Ouest reflètent des clivages tribaux, régionaux et sociaux. Les Touareg, société nomade qui n'a jusqu'ici pas été en mesure de s'unir au niveau national ou supranational, et ce malgré un patrimoine linguistique et culturel commun, illustrent parfaitement ce principe structuraliste.

La société touareg se divise en plusieurs groupes définis selon le statut social et les catégories raciales : les guerriers nobles (*imajeghen*), les érudits religieux (*ineslemen*), les tributaires ou vassaux (*imghad*), les artisans (*inadan*) et les anciens esclaves (*iklan*) (Lecocq et Klute, 2019[76]). Tous, sauf les artisans et les anciens esclaves, sont perçus comme racialement blancs. Les tribus nobles, telles que les Ifogha, entretiennent des relations conflictuelles avec les tribus vassales, d'autres tribus nobles d'autres régions et les anciens esclaves, aussi appelés localement *bellah*. Ces relations conflictuelles s'exacerbent durant la rébellion des années 90 au Mali, au cours de laquelle les anciens esclaves prennent les armes contre leurs anciens maîtres (Lecocq, 2005[77]). Le Front populaire de libération de l'Azawad (FPLA) et l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA) représentent alors les strates sociales inférieures, tandis que le Mouvement populaire de libération de l'Azawad (MPLA) représente les nobles. Des divisions semblables marquent la rébellion touareg de 2012 : le MNLA, Ansar Dine et le HCUA représentent les nobles ifogha, tandis que le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) du Général El Hadj ag Gamou représente les vassaux (Encadré 2.6). Parmi les autres clivages, il y a les écarts de richesse entre ceux enrichis grâce aux différents trafics et ceux dont les moyens de subsistance se sont vus détruits par la multiplication des sécheresses et l'effondrement de l'industrie touristique. Enfin, de vifs différends opposent les chefs alliés au gouvernement depuis la rébellion de 1963 afin de préserver leurs privilèges et les jeunes chômeurs revenus d'Algérie et de Libye dans les années 90 (Lecocq, 2004[78] ; OCDE/CSAO, 2020[67]).

Outre les facteurs structurels, des motifs plus prosaïques peuvent aussi expliquer la fragmentation, tels que l'insatisfaction à l'égard des dirigeants, les problèmes de gestion, ou encore la perception de formes d'incompétence ou de corruption (Asal, Brown et Dalton, 2012[39]). Les lettres échangées entre les dirigeants radicaux et leurs subordonnés, ainsi que les documents trouvés lors des opérations menées contre eux, donnent un aperçu inédit de ces luttes internes (Associated Press, 2013[56]). La création d'Ansar Dine en décembre 2011 en offre un exemple intéressant en Afrique subsaharienne. La scission intervient en effet sur fond de luttes de pouvoir au sein de la rébellion touareg. Les dirigeants du MNLA nouvellement créé refusent ainsi de nommer Iyad ag Ghali aux fonctions de nouveau secrétaire général du mouvement sécessionniste, car ils craignent qu'il soit trop proche de l'Algérie et trop extrémiste dans ses principes islamistes (Bencherif et Campana, 2017[82]). En réaction, ag Ghali offre alors ses services à AQMI, qui l'encourage finalement à créer son propre mouvement, Ansar Dine.

Pouvoir[1]

La répartition du pouvoir est souvent source de différends majeurs au sein des organisations violentes. Pour certains auteurs s'inscrivant dans la lignée du structuralisme néoréaliste, ce sont les problématiques de pouvoir, plutôt que d'identité et d'idéologie, qui motivent la formation et la rupture des alliances rebelles (Christia, 2012[35]). La fragmentation résulte de calculs délibérés, et non d'un ensemble complexe de mécanismes de causalité qui échapperaient au contrôle des organisations individuelles et de leurs dirigeants. Les organisations rebelles se battent pour établir ou s'inscrire dans une « coalition minimale gagnante » possédant « un pouvoir global suffisant pour remporter le conflit, mais le moins de partenaires possible afin de permettre au groupe de maximiser sa part de contrôle politique une fois le conflit terminé » (Christia, 2012, p. 240[35]).

En réaction à la tendance à considérer les mouvements rebelles armés comme des adversaires cohérents de l'État, Bakke, Cunningham et Seymour (2012[43]) proposent une nouvelle interprétation : les rébellions seraient constituées d'un ensemble fluctuant d'acteurs partageant une identité centrale, mais pouvant aussi s'engager dans des allégeances mouvantes et avoir des

intérêts diamétralement opposés. Par conséquent, les organisations qui constituent un mouvement se revendiqueront toutes de la même identité globale, mais poursuivront également leurs propres intérêts particuliers. C'est dans cette articulation entre objectifs communs du mouvement et intérêts particuliers des organisations que se produit la fragmentation. Comme les organisations se disputent le leadership et l'influence au sein d'un même cercle, cette double concurrence peut engendrer des luttes intestines.

Selon Bakke, Cunningham et Seymour (2012[43]), les divisions internes pourraient s'expliquer par trois variables liées. La première est le nombre d'organisations. Bien que la présence de nombreuses organisations au sein d'un mouvement suggère une multitude de différences internes, les mouvements fragmentés sur le plan numérique peuvent néanmoins trouver un équilibre interne s'ils parviennent à poursuivre de concert leurs intérêts collectifs. À l'inverse, une rébellion composée de deux organisations seulement peut connaître des conflits d'intérêts et de stratégie, susceptibles d'entraîner des luttes internes entre les deux centres de gravité concurrents.

La deuxième variable influant sur le niveau global de fragmentation est le degré d'institutionnalisation qui prévaut entre les organisations. Les mouvements cohésifs ont des liens institutionnels durables qui relient les organisations entre elles et coordonnent leur conduite, tandis que les mouvements fragmentés ne disposent pas des réseaux qui rendent possible une action militaire et politique coordonnée. Les structures institutionnelles globales, telles que les alliances intra-organisationnelles, les comités centraux et les pratiques de coordination avec les rebelles en exil, ont un effet de cohésion sur l'ensemble du mouvement. Elles requièrent que les structures institutionnelles aient la portée et l'envergure nécessaires pour parvenir à une synchronisation politique, coordonner les efforts stratégiques et avoir un effet contraignant sur les acteurs s'inscrivant dans ce cadre institutionnel.

La troisième variable concerne les modalités de répartition du pouvoir au sein de la rébellion. Le risque de fragmentation augmente lorsque le pouvoir est dispersé entre de nombreuses organisations, car les factions individuelles ont alors la possibilité de poursuivre leurs propres intérêts. Ce risque de fragmentation diminue en revanche dans les rébellions dominées par une organisation hégémonique, la capacité des organisations subalternes à influer sur les objectifs collectifs de la rébellion se trouvant ainsi limitée.

En résumé, une rébellion sera extrêmement fragmentée si elle est constituée de nombreuses organisations ayant des liens institutionnels faibles ou inexistants, et si le pouvoir est dispersé entre les différents groupes. À l'inverse, elle se caractérisera par une très forte cohésion si elle se compose d'un petit nombre d'organisations reliées entre elles par de solides liens institutionnels, et si le pouvoir se concentre entre les mains d'une organisation hégémonique (Walther et Pedersen, 2020[83]).

Facteurs externes de fragmentation

Les divisions au sein des organisations violentes sont également accentuées par des facteurs externes liés à leurs relations avec l'État et d'autres acteurs non étatiques (Seymour, Bakke et Cunningham, 2016[84]). Les groupes rebelles s'affrontent souvent entre eux au lieu de former des coalitions lorsque le gouvernement n'a pas un pouvoir de répression suffisant. En Éthiopie, dans les provinces d'Érythrée et du Tigré, les rivalités se sont par exemple accrues quand les groupes d'insurgés ont entrevu des possibilités d'expansion, tout en faisant face à des rivaux relativement plus faibles, dont le gouvernement (Pischedda, 2018[85]). Les efforts de lutte contre les insurrections et le terrorisme entraînent souvent des scissions au sein des organisations violentes, parce qu'une faction des militants décide de se rendre ou d'adopter une approche plus pacifique du conflit. Pendant la guerre civile algérienne, le gouvernement d'Abdelaziz Bouteflika a, par exemple, proposé aux militants islamistes armés de profiter d'une nouvelle loi d'amnistie ou d'être tués sans merci par le gouvernement.

Si les négociations de paix sont en général propices à la création de nouvelles coalitions, la signature des accords de paix entraîne souvent, quant à elle, la fragmentation des groupes armés. En 1991, par exemple, les accords de paix avec la rébellion touareg sont suivis, de manière générale, de divisions internes selon les lignes de

clivage tribales (Walther et Tisseron, 2015[36]). Les mouvements divisés sont également plus susceptibles d'obtenir des concessions de l'État que les mouvements affichant une forte cohésion, car les États sont souvent plus enclins à « diviser pour faire des concessions » qu'à « diviser pour régner » (Cunningham, 2011[86]). Dans le Sahara-Sahel, les États ont souvent encouragé ces dynamiques en intégrant d'anciens rebelles dans l'appareil d'État, que ce soit dans l'armée ou le gouvernement. Au Niger, Rhissa ag Boula devient ainsi en 2011 conseiller du Président Mahamadou Issoufou, après avoir joué un rôle clé dans les rébellions touareg de 1990-95 et de 2007-09. Parmi les autres exemples d'anciens rebelles nommés à des postes gouvernementaux, citons Aghali Alambo, devenu conseiller du président de l'Assemblé nationale, Mohamed Anako, qui a présidé le Conseil régional d'Agadez, Rhissa Feltou, maire d'Agadez, et Issouf ag Maha, maire de Tchirozérine (Grégoire, 2013[80]).

Cette stratégie a connu un tel succès que, pour certains mouvements rebelles, l'objectif du conflit n'est pas tant de contester l'autorité de l'État que de revendiquer un meilleur accès à ses ressources. Ce constat n'est nulle part plus évident qu'au Mali, où les alliances entre groupes armés sont motivées par les dividendes politiques escomptés (Desgrais, Guichaoua et Lebovich, 2018[81]). Les rebelles du MNLA et d'autres factions ont ainsi artificiellement gonflé le nombre de combattants pouvant être démobilisés afin de procurer des emplois stables à leurs membres dans l'armée malienne. Des rebelles, qui avaient déserté l'armée malienne et combattu contre elle, ont même exigé que les prestations de santé et les arriérés de salaire leur soient payés, et que la progression en grade et les privilèges durant leur période de désertion soient pris en compte avant leur réintégration dans l'armée (ONU, 2018[74]).

Les divisions internes surviennent également lorsque les États augmentent ou retirent leur soutien aux organisations violentes, qu'ils peuvent utiliser pour mener des guerres pour leur compte au sein de leur propre territoire ou à l'étranger. Les guerres du Congo se caractérisent ainsi par le soutien apporté par des gouvernements voisins, dont l'Angola, l'Ouganda et le Rwanda, à de nombreux groupes rebelles (Prunier, 2008[87]). Le cas du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) durant la deuxième guerre du Congo en est un bon exemple. Après le renversement de Mobutu Sese Seko, en 1997, le RCD est la principale force à œuvrer pour le compte de l'Ouganda et du Rwanda contre le gouvernement congolais. En 1999, l'organisation se scinde toutefois en deux factions concurrentes, les deux gouvernements qui la soutiennent se disputant son contrôle total, ainsi que celui des précieuses ressources exploitables de l'est de la République démocratique du Congo. Les relations entre les factions concurrentes du RCD reflètent alors la détérioration du partenariat entre l'Ouganda et le Rwanda, aboutissant à un conflit ouvert en 1999 et 2000. Bien qu'il ne soit pas l'unique raison de la fragmentation du RCD, il n'est toutefois pas possible d'appréhender pleinement cette scission sans comprendre le rôle du soutien des différents États durant cette période.

Cette dynamique s'observe également dans des conflits en dehors de la région. La guerre civile syrienne illustre par exemple clairement comment les soutiens étrangers peuvent provoquer des divisions majeures au sein des organisations violentes. Dès le début, le mouvement rebelle en Syrie est confronté à des divisions internes et à des luttes intestines ouvertes autour de différents clivages : extrémisme religieux, idéologie politique, ou encore luttes de pouvoir entre rivaux (Lister, 2015[88]). La rivalité entre l'Arabie saoudite et le Qatar, par exemple, met à mal le Conseil militaire suprême, tentative de donner une structure de commandement unifiée à l'Armée syrienne libre (ASL), elle-même principale entité de rassemblement des rebelles syriens dits « traditionnels » (Walther et Pedersen, 2020[83]). Alors que le gouvernement saoudien finance des groupes laïques, celui du Qatar appuie principalement des groupes islamistes. Avec différents soutiens internationaux potentiels à satisfaire, le nombre de groupes se multiplie et la cohésion interne de l'ASL s'en trouve diminuée. De la même manière, les gouvernements américain et turc provoquent des divisions au sein de l'ASL autour de la question de la coopération avec les Unités kurdes de protection du peuple (YPG). Tandis que les États-Unis pressent à la fois leurs alliés de l'ASL et des YPG de coopérer dans la lutte contre l'État islamique sous l'égide des Forces démocratiques syriennes (FDS), la Turquie

rejette quant à elle tout partenariat de ses alliés de l'ASL avec les YPG kurdes (Barfi, 2016[89]). Elle coopère au contraire avec certains groupes de l'ASL et les finance pour combattre les FDS.

Les études existantes sur les interventions de tierces parties dans les guerres civiles s'attachent à leur impact sur l'issue et la durée des conflits (Findley et Marineau, 2015[90]), en concevant principalement la guerre civile comme un modèle à deux acteurs mettant aux prises gouvernements contre groupes armés. Les interventions étrangères dans les guerres civiles peuvent être soit partisanes, lorsqu'elles apportent leur soutien à un belligérant plutôt qu'à un autre, soit neutres. En général, les études font valoir que l'intervention partisane d'une tierce partie contribue à écourter les guerres en faisant pencher clairement d'un côté l'équilibre des forces nationales en présence, tandis que les interventions neutres tendent plutôt à faire stagner le conflit en stabilisant l'équilibre des forces (Balch-Lindsay et Enterline, 2000[91] ; Regan, 2002[92]). De 1816 à 1997, les interventions de tierces parties au nom du gouvernement ou de l'opposition ont par exemple plutôt pour effet d'accroître la probabilité d'un règlement négocié, tandis que celles soutenant à la fois le gouvernement et l'opposition conduisent à un allongement du conflit (Balch-Lindsay, Enterline et Joyce, 2008[93]).

L'impact des interventions étrangères sur le plan de la sécurité reste controversé. Selon des recherches récentes menées à l'échelle mondiale depuis la fin de la guerre froide, les opérations de maintien de la paix des Nations Unies atténueraient l'impact de la fragmentation à la fois sur la durée et l'intensité des conflits, en les écourtant et en évitant les décès liés aux combats (Ari et Gizelis, 2020[94]). En Afrique subsaharienne, où les anciennes puissances coloniales sont intervenues à maintes reprises depuis les années 60 (OCDE/CSAO, 2020[67]), les interventions militaires lancées pour protéger les populations civiles et/ou lutter contre les organisations extrémistes ont souvent conduit à une militarisation des politiques locales, encourageant les régimes autoritaires qui se présentent comme les garants de la sécurité internationale (Schmidt, 2018[95]).

D'autres études évitent cette approche fondée sur l'équilibre des forces pour appréhender plutôt les guerres civiles comme une série de négociations entre acteurs ne disposant que d'informations incomplètes sur leurs adversaires et le conflit dans sa globalité (Filson et Werner, 2002[96] ; Slantchev, 2003[97] ; Smith et Stam, 2004[98] ; Walter, 2009[99]). Les événements, comme les combats, servent à « actualiser » les informations qu'ont les acteurs sur leurs propres capacités et celles des autres acteurs. En théorie, une connaissance complète des capacités de l'ensemble des acteurs conduirait à un règlement du conflit par davantage de négociation. Puisque les interventions peuvent actualiser les informations incomplètes en possession des acteurs, ces recherches concluent qu'elles écourtent la durée des guerres civiles. D'après Cunningham (2006[100] ; 2010[101]), toutefois, comme les interventions augmentent le nombre d'acteurs en conflit, elles auraient plutôt tendance à allonger la durée des guerres civiles. L'augmentation du nombre d'acteurs induit en effet un accroissement du risque d'asymétrie d'information et du nombre d'alliances susceptibles de fluctuer. Elle réduit en outre l'éventail de conditions acceptables pour la résolution du conflit, un plus grand nombre de parties ayant des exigences à satisfaire.

EXPLORER L'INCIDENCE DES RÉSEAUX SUR LA COMPLEXITÉ DES CONFLITS

Les conflits actuels en Afrique du Nord et de l'Ouest se caractérisent indéniablement par leur complexité, et ce à différents égards. Le nombre et la diversité des organisations non étatiques violentes impliquées dans ces conflits constituent l'une des dimensions clés de cette complexité. Plusieurs typologies des organisations non étatiques ont été proposées (opérations au grand jour/dans l'ombre, valeurs/profit, légalité/illégalité) afin d'aider à mettre en évidence les principales différences entre les groupes opérant dans la région. Ces typologies sont notamment utiles pour comprendre pourquoi les organisations axées sur des valeurs, comme les rebelles sécessionnistes

ou les terroristes jihadistes, posent des problèmes insolubles aux États. Les objectifs politiques de ces organisations peuvent menacer l'intégrité territoriale ou l'existence globale de l'État d'une manière différente des organisations motivées par le profit, comme les armées de mercenaires. Ces typologies sont aussi utiles, car elles contribuent à éclairer les limites des connaissances disponibles pour l'étude scientifique de ces conflits. Dans la région, de nombreux groupes opèrent en effet en grande partie dans l'ombre et l'illégalité, ce qui réduit la possibilité d'observer avec fiabilité leurs caractéristiques, comme leurs effectifs ou les ressources à leur disposition.

Une autre dimension clé de la complexité des conflits de la région réside dans la diversité des relations que les organisations non étatiques violentes entretiennent avec les États et entre elles. Comme ces organisations s'opposent souvent aux États de la région, elles peuvent se trouver incitées à coopérer pour atteindre leurs objectifs, même sur une base temporaire ou ad hoc. Les connaissances restent toutefois relativement limitées sur cet aspect des violences, et ce malgré des exemples notables au Mali et ailleurs. L'examen des raisons pour lesquelles les organisations non étatiques s'opposent entre elles, notamment des facteurs relevant à la fois du fonctionnement interne de chacune et des circonstances extérieures dans lesquelles elles s'inscrivent, a été davantage documenté. En outre, les dynamiques de ces deux types de relations (coopération et opposition) n'ont pas été explorées. Le genre de relation qui prédomine ou le degré de stabilité de ces liens dans le temps reste par conséquent peu compris. En bref, la dimension relationnelle – essentielle – de la complexité des conflits de la région n'a pas encore été suffisamment explorée.

Si certaines informations sur les organisations non étatiques violentes peuvent être difficiles d'accès, leurs actions et leurs répercussions sont davantage connues. Les attaques qu'elles mènent en vue de réaliser leurs objectifs sont bien documentées, sur le plan temporel ou géographique. Ces informations peuvent permettre d'apporter un nouvel éclairage sur la nature et les modalités des relations de ces différents types d'organisations avec l'État et entre elles. Pour ce faire, il est toutefois nécessaire de mobiliser des concepts et des méthodes centrés sur les relations entre ces organisations et non sur leurs différents attributs, ainsi qu'un ensemble de données fiables sur les actions qu'elles entreprennent les unes envers les autres. C'est précisément ce type d'approche relationnelle qu'adopte ce travail, en appliquant l'analyse des réseaux sociaux à une base de données régionales pluriannuelles sur les attaques perpétrées par ces groupes contre d'autres organisations.

Cette étude reconnaît aussi le besoin évident de replacer ces problématiques dans le contexte régional. Dans cette optique, elle cartographie la façon dont les organisations violentes s'inscrivent dans un réseau plus vaste d'alliances et de rivalités. Elle reconnaît en outre l'importance d'une approche à la fois spatiale et temporelle. Nombre des questions abordées dans ce chapitre présentent en effet une dimension géographique sous-jacente, qui peut à son tour donner lieu à une variation des phénomènes sur le plan spatial selon la localisation ou le cadre dans lequel une organisation opère principalement. Ainsi, alors que l'idéologie d'une organisation peut transcender un lieu ou une région spécifique (comme l'extrémisme islamique), de nombreuses organisations adaptent cette idéologie « globale » aux spécificités de leur contexte local, régional ou national. Les relations nouées par les organisations non étatiques violentes sont par ailleurs peu susceptibles d'être permanentes dans le temps. Au vu de ces constats, il importe de déterminer où et quand les relations s'établissent, en plus d'identifier quel acteur entretient des relations de coopération ou d'opposition avec quel autre acteur. Ces approches et les concepts qui les sous-tendent sont examinés plus en détail au Chapitre 3.

La complexité des conflits actuels est également accentuée par les interventions militaires étrangères, qui ont souvent d'importantes répercussions sur les dynamiques d'alliances et de rivalités entre forces étatiques, groupes rebelles et organisations extrémistes violentes. Malgré les récents progrès de la recherche sur les conflits, l'impact des interventions étrangères sur les alliances et les rivalités entre organisations non étatiques reste peu étudié. L'un des objectifs de ce rapport est de contribuer à combler cette lacune en proposant une approche plus structurelle et systématique des réseaux de conflit. S'appuyant

sur les principes de l'analyse des réseaux, cette étude suppose que l'introduction d'un nouvel acteur, comme l'intervention d'une puissance étrangère, est susceptible de modifier l'équilibre des forces au sein de l'environnement de conflit, entraînant ainsi potentiellement une augmentation ou une diminution de la violence. Le résultat de l'intervention dépend autant des relations entre la puissance intervenante et les belligérants que de celles entre les belligérants eux-mêmes. Les implications politiques de cette étude sont évidentes. Comprendre les conséquences structurelles d'une intervention militaire s'avère non seulement capital pour les puissances étrangères hésitant à intervenir dans un conflit, mais aussi pour celles obligées d'évaluer leur contribution après plusieurs années d'intervention militaire, comme c'est aujourd'hui le cas dans le Sahel.

Notes

1 Cette section s'inspire des travaux de Walther et Pedersen (2020[83]), avec l'autorisation des auteurs.

Références

Akcinaroglu, S. (2012), « Rebel interdependencies and civil war outcomes », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 56/5, pp. 879–903. [32]

Ari, B. et T. Gizelis (2020), « Civil conflict fragmentation and the effectiveness of UN Peacekeeping Operations », *International Peacekeeping*, pp. 1–28. [94]

Asal, V., M. Brown et A. Dalton (2012), « Why split? Organizational splits among ethnopolitical organizations in the Middle East », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 56/1, pp. 94-117. [39]

Asal, V. et al. (2016), « 'With friends like these…' Why terrorist organizations ally », *International Public Management Journal*, vol. 19/1, pp. 1–30. [31]

Associated Press (2013), *Al-Qaida Papers : Al-Qaida's Sahara Playbook*, AP, www.documentcloud.org/documents/838898-aqp-sahara-playbook.html. [56]

Bacon, T. (2014), « Alliance hubs : Focal points in the international terrorist landscape », *Perspectives on Terrorism*, vol. 8/4, pp. 1–15. [24]

Bakke, K., K. Cunningham et L. Seymour (2012), « A plague of initials : Fragmentation, cohesion, and infighting in civil wars », *Perspectives on Politics*, vol. 10/2, pp. 265–283. [43]

Balch-Lindsay, D. et A. Enterline (2000), « Killing time : The world politics of civil war duration, 1820–1992 », *International Studies Quarterly*, vol. 44/4, pp. 615–642. [91]

Balch-Lindsay, D., A. Enterline et K. Joyce (2008), « Third-party intervention and the civil war process », *Journal of Peace Research*, vol. 45/3, pp. 345–363. [93]

Bapat, N. et K. Bond (2012), « Alliances between militant groups », *British Journal of Political Science*, vol. 42/4, pp. 793–824. [27]

Barfi, B. (2016), « Ascent of the PYD and the SDF », *Research Notes*, n° 32, Washington Institute for Near East Policy. [89]

Ben Laden, O. et al. (1998), *Jihad Against Jews and Crusaders. World Islamic Front Statement*, https://fas.org/irp/world/para/docs/980223-fatwa.htm. [65]

Bencherif, A. et A. Campana (2017), « Alliances of convenience : Assessing the dynamics of the Malian insurgency », *Mediterranean Politics*, vol. 22/1, pp. 115–134. [82]

Boeke, S. (2016), « Al Qaeda in the Islamic Maghreb : Terrorism, insurgency, or organized crime? », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 27/5, pp. 914–936. [72]

Brooke, S. (2011), « The Near and Far Enemy Debate », dans Moghadam, A. et B. Fishman (dir. pub.), *Fault Lines in Global Jihad : Organizational, Strategic, and Ideological Fissures*, Routledge, New York. [64]

Callimachi, R. (2014), « Paying Ransoms, Europe Bankrolls Qaeda Terror », *The New York Times*. [15]

Callimachi, R. (2013), « In Timbuktu, al-Qaida Left Behind a Manifesto », *Associated Press*, www.pulitzer.org/files/2014/international-reporting/callimachi/04callimachi2014.pdf. [59]

Campbell, J. et M. Page (2018), *Nigeria : What Everyone Needs to Know*, Oxford University Press, Oxford. [62]

Christia, F. (2012), *Alliance Formation in Civil Wars*, Cambridge University Press, Cambridge. [35]

Cunningham, D. (2010), « Blocking resolution : How external states can prolong civil wars », *Journal of Peace Research*, vol. 47/2, pp. 115–127. [101]

Cunningham, D. (2006), « Veto players and civil war duration », *American Journal of Political Science*, vol. 50/4, pp. 875–892. [100]

Cunningham, D., S. Everton et P. Murphy (2016), *Understanding Dark Networks : A Strategic Framework for the Use of Social Network Analysis*, Rowman & Littlefield, Lanham. [19]

Cunningham, K. (2013), « Actor fragmentation and civil war bargaining : How internal divisions generate civil conflict », *American Journal of Political Science*, vol. 57/3, pp. 659–672. [41]

Cunningham, K. (2011), « Divide and conquer or divide and concede : How do states respond to internally divided separatists? », *American Political Science Review*, vol. 105/2, pp. 275–297. [86]

Cunningham, K., K. Bakke et L. Seymour (2012), « Shirts today, skins tomorrow : Dual contests and the effects of fragmentation in self-determination disputes », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 56/1, pp. 67–93. [44]

de Tessières, S. (2018), « At the Crossroads of Sahelian Conflicts : Insecurity, Terrorism, and Arms Trafficking in Niger », *Small Arms Survey*. [13]

Desgrais, N., Y. Guichaoua et A. Lebovich (2018), « Unity is the exception. Alliance formation and de-formation among armed actors in Northern Mali », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 29/4, pp. 654–679. [81]

Droukdel, A. (c. 2005), *Hiwar ma'a Amir 'Al-Jama'a al-Salafiyya li-l-Da'wa wa-l-Qital' (Dialogue with the Emir of the 'Salafist Group for Preaching and Combat')*, www.ilmway.com/site/maqdis/MS_27385.html. [57]

Ellis, S. (1998), *Liberia's Warlord Insurgency*, James Currey, Oxford. [2]

Evans-Pritchard, E. (1940), *The Nuer : A Description of the Modes of Livelihood and Political Institutions of a Nilotic People*, Clarendon Press, Londres. [75]

Filson, D. et S. Werner (2002), « A bargaining model of war and peace : Anticipating the onset, duration, and outcome of war », *American Journal of Political Science*, vol. 46/4, pp. 819–838. [96]

Findley, M. et J. Marineau (2015), « Lootable resources and third-party intervention into civil wars », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 32/5, pp. 465–486. [90]

Fjelde, H. et D. Nilsson (2018), « The rise of rebel contenders : Barriers to entry and fragmentation in civil wars », *Journal of Peace Research*, vol. 55/5, pp. 551–565. [38]

Fjelde, H. et D. Nilsson (2012), « Rebels against rebels : Explaining violence between rebel groups », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 56, pp. 604–628. [40]

Gade, E., M. Hafez et M. Gabbay (2019), « Fratricide in rebel movements : A network analysis of Syrian militant infighting », *Journal of Peace Research*, https://doi.org/10.1177/0022343318806940. [37]

Gartenstein-Ross, D. et al. (2019), « When Jihadist factions split : A data-driven network analysis », *Studies in Conflict & Terrorism*, pp. 1–25. [48]

Gerdes, L. (dir. pub.) (2015), *Illuminating Dark Networks : The Study of Clandestine Groups and Organizations*, Cambridge University Press, Cambridge. [20]

Grégoire, E. (2013), « Islamistes et rebelles touaregs maliens : alliances, rivalités et ruptures », *EchoGéo*, https://journals.openedition.org/echogeo/13466. [80]

Hafez, M. (2020), « Fratricidal rebels : Ideological extremity and warring factionalism in civil wars », *Terrorism and Political Violence*, vol. 32/3, pp. 604–629. [50]

Hoffman, B. (2017), *Inside Terrorism*, Columbia University Press, New York. [6]

Horowitz, M. et P. Potter (2014), « Allying to kill : Terrorist intergroup cooperation and the consequences for lethality », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 58/2, pp. 199–225. [28]

Ibrahim, I. (2017), « Insurrections jihadistes en Afrique de l'Ouest : Idéologie mondiale, contexte local, motivations individuelles », *Notes ouest-africaines*, n° 7, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/1da64565-fr. [51]

International Crisis Group (2019), *Getting a Grip on Central Sahel's Gold Rush*, ICG. [69]

International Crisis Group (2018), *Drug Trafficking, Violence and Politics in Northern Mali*, ICG. [70]

Karmon, E. (2005), *Coalitions between Terrorist Organizations : Revolutionaries, Nationalists and Islamists*, Martinus Nijhoff, Leiden. [25]

Kuépié, M., M. Tenikue et O. Walther (2016), « Social networks and small business performance in West African border regions », *Oxford Development Studies*, vol. 44/2, pp. 202–219. [53]

Lacher, W. (2015), « Libya : A Jihadist Growth Market », dans Steinberg, G. et A. Weber (dir. pub.), *Jihadism in Africa : Local Causes, Regional Expansion, International Alliances*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin. [16]

Lacher, W. (2013), *Challenging the myth of the drug-terror nexus in the Sahel*, Center on International Cooperation, New York. [71]

Lacher, W. (2011), « Organized crime and terrorism in the Sahel : Drivers, actors, options », *SWP Comments*, vol. 1. [11]

Larémont, R. (2011), « Al Qaeda in the Islamic Maghreb : Terrorism and counterterrorism in the Sahel », *African Security*, vol. 4/4, pp. 242–268. [12]

Le Sueur, J. (2010), *Between Terror and Democracy : Algeria Since 1989*, Fernwood, Halifax. [66]

Lecocq, B. (2005), « The bellah question : Slave emancipation, race, and social categories in late twentieth-century northern Mali », *Canadian Journal of African Studies*, vol. 39/1, pp. 42–68. [77]

Lecocq, B. (2004), « Unemployed intellectuals in the Sahara : The Teshumara nationalist movement and the revolutions in Tuareg society », *International Review of Social History*, vol. 49/12, pp. 87–109. [78]

Lecocq, B. et G. Klute (2019), « Tuareg Separatism in Mali and Niger », dans de Vries, L., P. Englebert et M. Schomerus (dir. pub.), *Secessionism in African Politics*, Palgrave Macmillan, Cham. [76]

Leuprecht, C. et al. (2017), « Hezbollah's global tentacles : A relational approach to convergence with transnational organised crime », *Terrorism and Political Violence*, vol. 29/5, pp. 902–921. [14]

Levitt, M. (2013), *Hezbollah : The Global Footprint of Lebanon's Party of God*, Georgetown University Press, Georgetown. [10]

Lister, C. (2015), *The Syrian Jihad : Al-Qaida, the Islamic State and the Evolution of an Insurgency*, Oxford University Press, New York. [88]

Mandaville, P. (2014), *Islam and Politics*, Routledge, New York. [5]

Martinez, L. (2000), *The Algerian Civil War, 1990-1998*, Columbia University Press, New York. [54]

McCullough, A. et al. (2017), *Understanding Trajectories of Radicalisation in Agadez*, Overseas Development Institute, Londres. [52]

Metelits, C. (2009), « The consequences of rivalry : Explaining insurgent violence using fuzzy sets », *Political Research Quarterly*, vol. 62/4, pp. 673–684. [42]

Miklaucic, M. et J. Brewer (2013), *Convergence : Illicit Networks and National Security in the Age of Globalization*, National Defence University Press, Washington, DC. [8]

Milward, H. et J. Raab (2006), « Dark networks as organizational problems : Elements of a theory », *International Public Management Journal*, vol. 9/3, pp. 333–360. [21]

Moghadam, A. (2017), *Nexus of Global Jihad : Understanding Cooperation Among Terrorist Actors*, Columbia University Press, New York. [23]

Moghadam, A. et B. Fishman (dir. pub.) (2011), *Fault Lines in Global Jihad : Organizational, Strategic, and Ideological Fissures*, Routledge, New York. [49]

Morselli, C., C. Giguère et K. Petit (2007), « The efficiency/security trade-off in criminal networks », *Social Networks*, vol. 29/1, pp. 143–153. [17]

Nemeth, S. (2014), « The effect of competition on terrorist group operations », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 58/2, pp. 336–362. [45]

New York Times (2008), « An Interview With Abdelmalek Droukdal », www.nytimes.com/2008/07/01/world/africa/01transcript-droukdal.html. [58]

Nygård, H. et M. Weintraub (2015), « Bargaining between rebel groups and the outside option of violence », *Terrorism and Political Violence*, vol. 27/3, pp. 557–580. [46]

OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr. [67]

Oliver, K. et al. (2014), « Covert Networks : Structures, Processes, and Types », *University of Manchester Mitchell Centre Working Paper*. [22]

ONU (2018), *Lettre datée du 8 août 2018, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali*, Conseil de sécurité des Nations Unies, New York. [74]

Ould M. Salem, L. (2014), *Le Ben Laden du Sahara : Sur les traces du jihadiste Mokhtar Belmokhtar*, Éditions de la Martinière, Paris. [61]

Phillips, B. (2018), « Terrorist group rivalries and alliances : Testing competing explanations », *Studies in Conflict & Terrorism*, pp. 1–23. [30]

Phillips, B. (2014), « Terrorist group cooperation and longevity », *International Studies Quarterly*, vol. 58/2, pp. 336–347. [34]

Pischedda, C. (2018), « Wars within wars : Why windows of opportunity and vulnerability cause inter-rebel fighting in internal conflicts », *International Security*, vol. 43/1, pp. 138–176. [85]

Popovic, M. (2018), « Inter-rebel alliances in the shadow of foreign sponsors », *International Interactions*, vol. 44/4, pp. 749–776. [29]

Price, B. (2019), *Targeting Top Terrorists : Understanding Leadership Removal in Counterterrorism Strategy*, Columbia University Press, New York. [4]

Prunier, G. (2008), *Africa's World War : Congo, the Rwandan Genocide, and the Making of a Continental Catastrophe*, Oxford University Press, Oxford. [87]

Regan, P. (2002), « Third-party interventions and the duration of intrastate conflicts », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 46/1, pp. 55–73. [92]

Reno, W. (2011), *Warfare in Independent Africa*, Cambridge University Press, Cambridge. [1]

Retaillé, D. et O. Walther (2013), « Conceptualizing the mobility of space through the Malian conflict », *Annales de Géographie*, vol. 6, pp. 595–618. [68]

Ruggiero, V. (2019), *Organized Crime and Terrorist Networks*, Routledge, Londres. [9]

Schmidt, E. (2018), *Foreign Intervention in Africa After the Cold War : Sovereignty, Responsibility and the War on Terror*, Ohio University Press, Athènes. [95]

Seymour, L., K. Bakke et K. Cunningham (2016), « E pluribus unum, ex uno plures : Competition, violence, and fragmentation in ethnopolitical movements », *Journal of Peace Research*, vol. 53/1, pp. 3–18. [84]

Siegel, P. (2013), « AQIM's playbook in Mali », *CTC Sentinel*, vol. 6/3, pp. 9–11. [55]

Slantchev, B. (2003), « The power to hurt : Costly conflict with completely informed states », *American Political Science Review*, vol. 97/1, pp. 123–133. [97]

Smith, A. et A. Stam (2004), « Bargaining and the nature of war », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 48/6, pp. 783–813. [98]

Staniland, P. (2014), *Networks of Rebellion : Explaining Insurgent Cohesion and Collapse*, Cornell University Press, Ithaca. [47]

Steinberg, G. et A. Weber (dir. pub.) (2015), *Going "glocal" : Jihadism in Algeria and Tunisia*, German Institute for International and Security Affairs, Berlin. [26]

Strazzari, S. (2015), « Azawad and the rights of passage : the role of illicit trade in the logic of armed group formation in northern Mali », dans *Norwegian Peacebuilding Resource Centre Report*. [73]

Thurston, A. (2018), *Boko Haram : The History of an African Jihadist Movement*, Princeton University Press, Princeton. [7]

Van der Hulst, R. (2011), « Terrorist networks : The threat of connectivity », dans Scott, J. et P. Carrington (dir. pub.), *The SAGE Handbook of Social Network Analysis*, Newbury Park. [18]

Walter, B. (2009), « Bargaining failures and civil war », *Annual Review of Political Science*, vol. 12, pp. 243–261. [99]

Walther, O. et D. Christopoulos (2015), « Islamic terrorism and the Malian rebellion », *Terrorism and Political Violence*, vol. 27/3, pp. 497–519. [79]

Walther, O. et W. Miles (dir. pub.) (2018), *African Border Disorders. Addressing Transnational Extremist Organizations*, Routledge, New York. [3]

Walther, O. et P. Pedersen (2020), « Rebel fragmentation in Syria's civil war », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 31/3, pp. 445–474. [83]

Walther, O. et A. Tisseron (2015), « Strange bedfellows : A network analysis of Mali's northern conflict », *The Broker*. [36]

Weiss, C. (2017), « Merger of al Qaeda groups threatens security in West Africa », *FDD's Long War Journal*. [33]

Wojtanik, A. (2015), *Mokhtar Belmokhtar : One-Eyed Firebrand of North Africa and the Sahel*, West Point, Combating Terrorism Center. [60]

Zenn, J. (2019), « Boko Haram's factional feuds : Internal extremism and external interventions », *Terrorism and Political Violence*, http://dx.doi.org/10.1080/09546553.2019.1566127. [63]

Chapitre 3

Analyse dynamique des réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest

En Afrique du Nord et de l'Ouest, les conflits se caractérisent par leur extrême complexité. Des centaines de groupes rebelles et d'organisations extrémistes violentes y sont impliqués dans un maillage fluctuant d'alliances et de rivalités, entre eux et avec les forces gouvernementales. Afin de cartographier cet environnement conflictuel complexe, le Chapitre 3 propose une nouvelle approche, connue sous le nom d'analyse dynamique des réseaux sociaux (DSNA), qui permet de modéliser, dans le temps, l'apparition et la dissolution des liens (positifs ou négatifs) au sein d'un réseau d'acteurs violents. Cette approche repose sur plusieurs indicateurs rendant compte de la façon dont les réseaux de coopération et d'opposition évoluent, et s'adaptent en fonction des interventions militaires étrangères. L'analyse de l'évolution des réseaux de conflit est menée à l'échelle de l'Afrique du Nord et de l'Ouest et à travers trois études de cas (Mali et Sahel central, lac Tchad, Libye). Elle s'appuie sur les données du projet « Armed Conflict Location and Event Data » (ACLED), qui recense les incidents extrémistes violents en Afrique depuis 1997.

MESSAGES CLÉS

- **Les violences politiques sont un processus relationnel dans lequel la structure des réseaux de coopération et d'opposition entre organisations violentes est source de contraintes et d'opportunités pour ces dernières.**
- **Les approches méthodologiques relationnelles sont bien adaptées pour appréhender la complexité des conflits contemporains, de par leur capacité à représenter et modéliser des réseaux d'acteurs multiples et leurs relations tant positives que négatives.**
- **Les réseaux de liens positifs ou de coopération véhiculent plus de ressources, d'idées et de connaissances que ceux fondés sur la haine, l'évitement ou le conflit, qui visent en général la neutralisation des rivaux.**
- **Ce rapport introduit une approche dynamique des réseaux de conflit afin d'identifier les organisations violentes les plus importantes sur le plan structurel et d'illustrer l'architecture globale de l'environnement conflictuel en Afrique du Nord et de l'Ouest.**
- **L'étude propose également plusieurs mesures simples afin de rendre compte de l'évolution des réseaux de coopération et d'opposition dans le temps, notamment au regard des interventions militaires étrangères.**

UNE APPROCHE EN RÉSEAU DES ALLIANCES ET RIVALITÉS

Ce rapport adopte une approche analytique formelle, connue sous le nom d'analyse des réseaux sociaux (SNA ou Social network analysis), pour cartographier l'évolution des relations entre forces gouvernementales, rebelles, organisations violentes et civils à travers l'Afrique du Nord et de l'Ouest. Contrairement à d'autres approches en sciences sociales se concentrant sur la puissance militaire ou l'idéologie des belligérants, l'analyse des réseaux sociaux part du principe que les violences politiques sont un processus relationnel dans lequel la structure des réseaux d'alliés et de rivaux est à la fois source de contraintes et d'opportunités pour les organisations violentes.

Les approches relationnelles telles que la SNA sont de plus en plus utilisées depuis le début des

Encadré 3.1

Clarifications terminologiques

Ce rapport s'attache à l'étude de toutes les formes de violence politique en Afrique du Nord et de l'Ouest : attaques militaires, rébellions, terrorisme et violences intercommunautaires, entre autres. Le terme de « **conflit** » fait ici référence à des combats prolongés et ouverts entre groupes, organisations ou forces gouvernementales, sans déclaration de guerre officielle, ni possibilité d'armistice. Il peut se référer à une lutte armée spécifique, comme le « conflit malien », ou aux faits de guerre en général, par la mention « acteurs en conflit » ou « réseau de conflit ». Les conflits diffèrent des guerres officielles entre États, lesquelles ont, en général, un début et une fin actés. Dans une région où les guerres inter-étatiques sont rares, la grande majorité des luttes armées étudiées ici sont des conflits plutôt que des guerres.

Plusieurs termes sont utilisés pour décrire les relations, résultats et propriétés structurelles formant un réseau de conflit (Tableau 3.1). Les relations positives entre les organisations sont regroupées sous le terme de « **coopération** » et les relations négatives, sous celui d'« **opposition** ». Selon que ces liens entre les groupes relèvent d'une dynamique de coopération ou d'opposition, il en résultera une « **alliance** » ou une « **rivalité** ». En termes structurels, les alliances tendent à renforcer la « **cohésion** » du réseau de conflit, tandis que les rivalités favorisent sa « **fragmentation** ».

Tableau 3.1

Termes utilisés pour désigner les liens positifs et négatifs

	Positif	**Négatif**
Lien	Coopération	Opposition
Résultat	Alliance	Rivalité
Propriété structurelle	Cohésion	Fragmentation

Source : Auteurs.

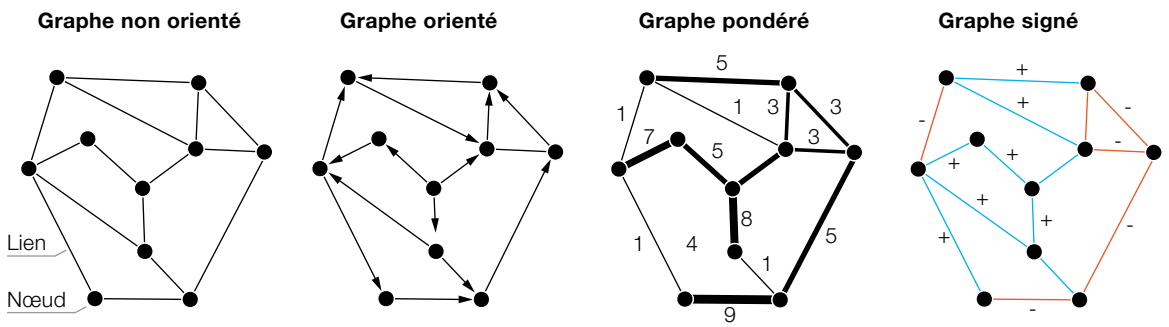
années 2000 pour la modélisation des réseaux terroristes et criminels, dont la structure est souvent fluctuante et difficile à cerner (Krebs, 2002[1] ; Pedahzur et Perliger, 2006[2] ; Koschade, 2006[3] ; Everton, 2012[4] ; Zech et Gabbay, 2016[5]). Ce n'est toutefois que depuis peu qu'elles sont appliquées à l'Afrique subsaharienne (Walther et Christopoulos, 2015[6] ; African Networks Lab, 2020[7]).

En Afrique du Nord et de l'Ouest, les acteurs en conflit forment des réseaux peu denses et décentralisés, au sein desquels des organisations jihadistes comme Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ou Boko Haram occupent une position prééminente sur le plan structurel du fait de leurs conflits avec les civils et les forces gouvernementales de plusieurs pays (Walther, Leuprecht et Skillicorn, 2018[8]). En Afrique centrale, de récentes recherches confirment le profond ancrage des réseaux de conflit dans la société. En République démocratique du Congo, par exemple, les combattants démobilisés maintiennent des liens personnels étroits avec de nombreux groupes armés, brouillant ainsi la distinction entre réseaux officiels et officieux (Stys et al., 2019[9]).

En Afrique de l'Est, ces réseaux contribuent à expliquer la façon dont les groupes violents se forment et engendrent des conflits intergroupes (Encadré 3.1). Chez les agropasteurs nyangatom vivant entre le Soudan du Sud et l'Éthiopie, par exemple, les raids violents pour capturer du bétail sont initiés par des chefs occupant une place particulièrement centrale dans le réseau des pilleurs (Glowacki et al., 2016[10]). D'autres individus sont plus susceptibles de participer aux violences intergroupes s'ils entretiennent des liens directs d'amitié avec un chef de raid, ce qui semble confirmer l'incidence de la place

Graphique 3.1

Sociogrammes illustrant différentes représentations des liens sociaux entre les nœuds



Source : Adaptation d'après OCDE/CSAO (2017[12]), *Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/9789264265974-fr.

d'un individu au sein d'un réseau social sur les violences. De même, des études menées au Rwanda montrent que la participation aux violences génocidaires est en partie déterminée par les réseaux interpersonnels dans lesquels s'inscrivent les individus. Ceux ayant des liens étroits de parenté ou de voisinage sont plus susceptibles de participer à des massacres que les autres (McDoom, 2014[11]).

Analyse des réseaux sociaux

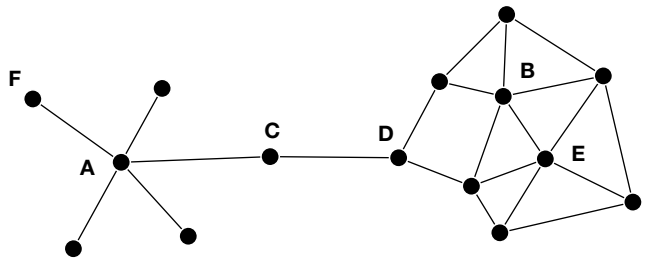
Un réseau social est un ensemble d'individus ou de groupes liés entre eux par une forme de relation. L'ensemble de ces acteurs et leurs relations peuvent se représenter sous la forme d'un réseau. Au sens premier, l'analyse des réseaux sociaux est donc l'étude de leurs structures sociales. La SNA a développé un ensemble d'approches théoriques spécifiques, se concentrant sur les relations entre les acteurs plutôt que leurs caractéristiques comme l'âge, le sexe ou la nationalité. La SNA s'appuie également sur l'hypothèse que ces acteurs sont interdépendants, et non indépendants et fait valoir que la structure d'un réseau social a une incidence sur les choix et les comportements de ses acteurs. Les réseaux sociaux ont des effets émergents qui ne sauraient se résumer à la somme de leurs composantes individuelles.

La SNA a par ailleurs développé des concepts et une terminologie spécifiques. La représentation visuelle d'un réseau social se fait souvent sous la forme d'un graphe appelé **sociogramme** (Graphique 3.1). Chacun des acteurs est représenté par un **nœud** et chacune de leurs relations, par un **lien**. La **dyade** (deux nœuds) constitue le plus petit réseau possible. La **triade** (trois nœuds) s'avère un niveau d'analyse plus courant. Il peut arriver qu'un nombre plus important de nœuds forment un sous-ensemble au sein du réseau, typiquement appelé **clique**.

La SNA étant axée sur les relations, les liens entre les nœuds constituent des éléments clés des sociogrammes. Ces liens peuvent être **orientés**, lorsque la relation implique une forme de direction (envoi et réception d'informations, par exemple), ou **non orientés**, lorsque la relation n'implique pas de directionnalité (comme pour l'amitié) ou que la direction des relations entre les acteurs n'est pas connue. Les réseaux peuvent être **pondérés** lorsque les liens reliant les acteurs ont une valeur qui varie en force ou en intensité, ou **non pondérés** lorsque seule l'existence ou l'absence de liens est représentée. Enfin, les liens peuvent représenter des relations positives, comme l'amitié ou la collaboration, ou négatives, comme l'opposition, l'évitement ou la haine. Ces types de réseaux sont au cœur du présent rapport (Graphique 3.1).

La SNA s'attache aux caractéristiques des relations au niveau des dyades. Entre deux acteurs, une notion clé est celle de **réciprocité**, qui fait référence à une situation dans laquelle ils reconnaissent leur engagement dans une interaction mutuelle. La réciprocité a des implications diverses pour les acteurs ayant des réseaux d'opposition et de coopération. Lorsque

Graphique 3.2
Centralité de degré, spectrale, d'intermédiarité et de proximité



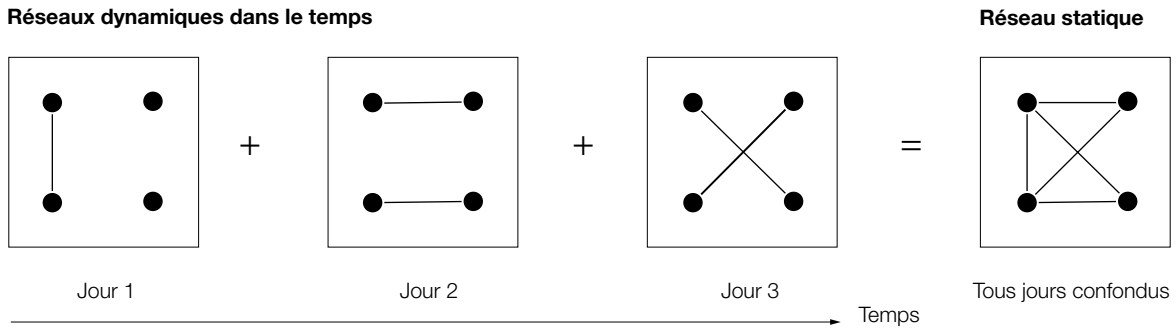
Source : OCDE/CSAO (2019[15]), *Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris https://doi.org/10.1787/2466d2f7-fr.

des organisations s'opposent l'une à l'autre, la réciprocité est presque toujours présente. De même, des organisations nouant des alliances politiques ou militaires avec d'autres organisations attendent de leurs partenaires qu'ils les traitent aussi en alliés.

D'autres concepts clés sont axés sur la place des acteurs individuels au sein du réseau dans sa globalité. L'importance, l'influence ou la prééminence globale d'un acteur est ainsi souvent déduite de sa **centralité** dans le maillage de relations du réseau. De nombreux indicateurs de mesures ont été mis au point pour rendre compte des variations de la centralité en fonction du contexte structurel dans lequel s'inscrivent les acteurs (Borgatti, 2005[13] ; Everett et Borgatti, 2010[14]). Parmi les mesures de centralité les plus couramment utilisées figurent la centralité de degré, spectrale, d'intermédiarité et de proximité.

- **Centralité de degré**. Certains acteurs occupent une place centrale du fait des nombreux liens qu'ils entretiennent avec d'autres acteurs. Leur forte centralité de degré indique qu'ils s'inscrivent dans une communauté dense d'amis, de parents ou d'alliés, qui leur confère confiance et stabilité. La centralité de degré est une mesure locale qui comptabilise le nombre de liens qu'entretient un individu ou une organisation. Elle ne tient pas compte des liens à des degrés plus éloignés de séparation au sein de la globalité du réseau, également susceptibles d'avoir des répercussions sur l'autonomie individuelle. Dans le réseau représenté dans le Graphique 3.2, les acteurs A, B et E affichent par exemple la plus forte centralité de degré, avec chacun cinq liens. Leurs positions structurelles diffèrent toutefois lorsque le réseau est considéré dans sa globalité : alors que B et E sont liés à d'autres acteurs eux-mêmes bien connectés, A est lié à quatre acteurs qui ne sont en lien qu'avec lui.
- **Centralité spectrale**. Le nombre de relations a souvent moins d'importance que leur qualité. S'il est certes essentiel d'être en lien avec de nombreuses personnes, il est tout aussi capital que ces liens soient établis avec des individus occupant eux-mêmes une position centrale, comme B et E dans le Graphique 3.2. La centralité spectrale mesure le degré de connexion des nœuds à d'autres nœuds bien connectés et constitue ainsi un indicateur d'influence. C'est une mesure générale qui rend mieux compte des contraintes structurelles au sein d'un réseau que la centralité de degré.
- **Centralité d'intermédiarité**. Certains acteurs sont considérés comme centraux car ils font le lien entre des communautés qui, sans eux, ne seraient pas connectées. Ces intermédiaires ont une forte centralité d'intermédiarité de par leur accès à des ressources ou des informations qui ne sont pas immédiatement disponibles dans leur communauté d'origine. En Afrique de l'Ouest, les grands négociants mettent à profit cette forme de centralité en exploitant les différences de cadres législatifs entre les pays pour approvisionner les marchés (OCDE/CSAO, 2019[15]). Dans le Graphique 3.2, l'acteur C affiche par exemple une très forte centralité d'intermédiarité.

Graphique 3.3
Analyses dynamique et statique des réseaux sociaux



Source : Adaptation à partir d'Uddin, S., A. Khan et M. Piraveenan (2015[18]), « A set of measures to quantify the dynamicity of longitudinal social networks », *Complexity*, vol. 21/6, pp. 309–320.

- **Centralité de proximité**. La centralité peut rendre compte de la distance qui sépare des individus ou des organisations du reste du réseau. Cette centralité de proximité est particulièrement importante pour les acteurs les plus proches des plus hautes sphères du pouvoir politique et économique, sans toutefois exercer officiellement de responsabilités. La centralité de proximité suppose que chacun des acteurs du réseau est connecté par au moins un lien, comme dans le Graphique 3.2, où l'acteur F est particulièrement éloigné du centre du réseau et affiche, de ce fait, une centralité de proximité assez faible.

La centralité d'un nœud dépend non seulement du nombre de liens établis avec ses voisins immédiats, mais aussi de la structure globale du réseau. La SNA a mis au point de nombreuses mesures pour rendre compte des contraintes et opportunités structurelles globales sur lesquelles les acteurs individuels n'exercent qu'un contrôle limité. Alors que le concept de centralité permet d'évaluer le rôle structurel d'un nœud individuel, celui de **centralisation** décrit l'architecture générale du réseau, ou sa topologie. Il indique si le réseau est plus ou moins centralisé en fonction de différentes mesures de centralité. Les réseaux centralisés sont structurés autour de certains acteurs très bien connectés, qui possèdent de multiples liens avec d'autres acteurs (degré), sont en mesure de jouer un rôle d'intermédiaire entre des grappes déconnectées (intermédiarité), sont très proches du centre du réseau (proximité) ou sont bien connectés à d'autres acteurs centraux (spectrale).

Parmi les exemples de réseaux très centralisés, citons celui en étoile, dans lequel tous les acteurs sont reliés à un nœud central sans être connectés les uns aux autres. Ce type de structure est connu pour induire des relations de dépendance entre le centre et la périphérie, tout en étant très efficace pour la transmission d'informations, d'ordres et de ressources. Les réseaux mafieux américains illustrent bien ce type de réseau fortement centralisé, dans lequel le pouvoir se concentre entre les mains d'un petit nombre d'acteurs influents, qui transmettent les ordres du haut en bas de la pyramide (Mastrobuoni et Patacchini, 2012[16]).

À l'inverse, les réseaux décentralisés comptent peu d'acteurs très bien connectés et leurs mesures de centralisation sont généralement faibles. Du fait de l'absence d'une autorité centrale, ces réseaux sont bien moins capables que les réseaux centralisés de coordonner des activités sophistiquées, mais s'avèrent en revanche assez résistants aux attaques extérieures et plus égalitaires en termes de répartition des rôles et des ressources. Le réseau « sans leader », suggéré par Marc Sageman (2008[17]) pour caractériser l'organisation actuelle des organisations jihadistes mondiales, est un exemple de structure décentralisée, dans laquelle les cellules individuelles jouissent d'un niveau élevé d'autonomie pour planifier et mener des attaques dans le monde entier.

Analyse dynamique des réseaux

La SNA représente traditionnellement les réseaux à un instant *t* dans le temps et examine les concepts connexes décrits plus haut en partant de l'hypothèse que l'ensemble des acteurs et des relations qui les lient restent stables pendant toute la période considérée dans l'analyse. Cette hypothèse ne se vérifiant pas dans la plupart des situations de la vie réelle, l'analyse dynamique des réseaux sociaux (DSNA ou Dynamic social network analysis) se propose quant à elle d'explorer « les positions structurelles des acteurs à travers des ensembles de données de réseau collectées sur des périodes plus brèves que la durée globale du réseau social longitudinal » (Uddin, Khan et Piraveenan, 2015, p. 2[18]).

En mettant l'accent sur le caractère évolutif des relations dans le temps, la DSNA constitue une forme d'analyse fondamentalement différente de l'analyse des réseaux traditionnelle. Le Graphique 3.3 illustre ainsi certaines des différences clés entre une approche statique et une approche dynamique des réseaux. Si l'on considère par exemple un ensemble d'acteurs et de relations entre eux, les liens qui les relient peuvent être observés sur un intervalle de temps défini, dans ce cas, une durée totale de 3 jours est choisie de façon arbitraire, mais le même type d'approche peut s'appliquer à des périodes bien plus longues. Une approche traditionnelle consisterait à synthétiser et agréger tous les liens présents à n'importe quel instant *t* de cette période totale en un seul réseau (illustré par le graphique le plus à droite). Il en résulterait donc un réseau unique pour la période à l'étude, qui ne rendrait toutefois pas compte d'informations telles que l'ordre d'apparition des liens, leur durée ou leur persistance dans le temps, etc. En d'autres termes, le réseau agrégé résultant de cette approche ne donne qu'un aperçu minimal du processus dynamique qui a abouti à cette structure globale. L'approche statique postule en outre qu'une fois qu'un lien est établi, il est permanent. À l'inverse, une analyse dynamique observerait le même groupe d'acteurs, mais à plusieurs reprises dans le temps, permettant ainsi l'examen de dimensions non prises en compte dans l'approche traditionnelle. La DSNA ne produit pas, de ce fait, un réseau agrégé unique, mais plutôt une série de réseaux séquentiels, à raison d'un par période observée.

Descriptive par nature, l'analyse dynamique des réseaux sociaux rend compte de l'apparition et du départ des acteurs, ainsi que de la formation et de la dissolution de leurs liens. Plusieurs mesures clés ont été proposées dans le cadre de cette approche, mettant notamment l'accent sur les notions de connectivité, de communauté et d'influence (Nicosia et al., 2013[19]). Tout comme dans l'analyse statique des réseaux, ces mesures sont axées soit sur les acteurs individuels, comme la centralité de degré, soit sur le réseau dans sa globalité, comme la centralisation. La différence clé entre les mesures de la DSNA et la SNA réside dans l'inclusion de la dimension temporelle, qui peut avoir une incidence sur la manière dont certaines d'entre elles fondées sur la distance entre nœuds (chemin), comme la centralité d'intermédiarité et de proximité, sont calculées.

Ces chemins étant susceptibles de fluctuer dans le temps, les mesures de la DSNA requièrent des ajustements réguliers pour intégrer ces dynamiques, à la différence des mesures statiques plus traditionnelles de la SNA (Grindrod et al., 2011[20] ; Holme et Saramäki, 2012[21]).

La DSNA s'avère particulièrement utile lorsqu'un groupe opère sur de longues périodes, car elle permet de décomposer dans le temps la compréhension de ses relations et de ses actions. Le groupe islamiste Ansar al-Charia (AaC) a, par exemple, opéré entre 2012 et 2017 dans l'est de la Libye, perpétrant plus de 130 attaques durant cette période (ACLED, 2019[22]). Ses efforts se sont principalement concentrés contre les forces de l'Armée nationale libyenne (LNA), gouvernement laïque régissant *de facto* l'est du pays depuis 2015. Dans le cadre du Conseil de la Choura des révolutionnaires de Benghazi (SCBR), vaste coalition militaire islamiste formée à la mi-2014, AaC a régulièrement coopéré avec d'autres groupes du Conseil, comme la Brigade des martyrs du 17 février et la Libya Shield Brigade. L'adoption d'une approche d'analyse statique sur la durée d'existence d'AaC aboutirait simplement à un réseau constitué d'un seul lien de coopération avec d'autres groupes du Conseil de la Choura. Une analyse temporelle montre cependant que ces relations de coopération ont connu diverses fluctuations. AaC a ainsi mené de

nombreuses attaques avec d'autres groupes du Conseil de la Choura entre juin et août 2014, mais a opéré seul pendant une grande partie du reste de l'année, avant de reprendre ses coopérations début 2015. Sans la DSNA, cette interruption de coopération ne pourrait pas être observée et les changements à court terme de position d'un groupe au sein d'un réseau de conflit ne seraient pas apparents.

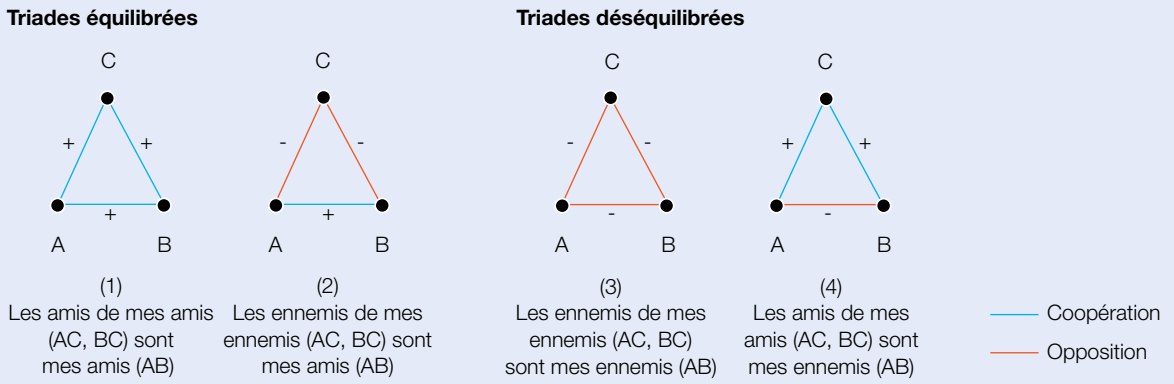
L'accent mis par la DSNA sur l'évolution des liens sur de courtes périodes permet d'examiner leur formation et leur dissolution – positifs ou négatifs – au sein d'un groupe d'acteurs (Snijders, Van de Bunt et Steglich, 2010[23]). Cette approche analyse comment les réseaux évoluent, changent, s'adaptent et peuvent être déstabilisés (Carley, Lee et Krackhardt, 2002[24] ; Carley, 2003[25] ; Carley et Pfeffer, 2012[26] ; Everton et Cunningham, 2013[27]). En Syrie, l'examen quotidien de la densité globale du réseau entre les différents groupes impliqués dans le conflit éclaire deux effets distincts de l'intervention américaine entre 2014 et 2018. Tout d'abord, les groupes anti-Assad ont renforcé leurs liens de coopération pour poursuivre leurs objectifs de renversement du régime en s'opposant expressément à l'État islamique. Un effet similaire s'est produit parmi les groupes pro-Assad, l'Iran ayant activé et mobilisé plusieurs milices qui ont toutes coopéré les unes avec les autres. L'effet en a été une augmentation constante de la coopération globale entre de nombreux groupes, le conflit restant centré sur le régime syrien et l'État islamique plutôt qu'entre eux. Le second effet a été de susciter d'autres interventions étrangères, principalement des Russes, par crainte d'une défaite d'Assad. Ces interventions ont davantage contribué à renforcer le régime d'Assad que ne pouvait le faire l'Iran, et ont rendu plus difficile pour les groupes tout changement de position. Jusqu'à la défaite de l'État islamique ou d'Assad, les structures de coopération comme d'opposition sont difficiles à modifier (Radil et Russell, 2019[28]).

RÉSEAUX ET CONFLITS

L'analyse des réseaux sociaux est particulièrement bien adaptée pour appréhender la complexité des conflits contemporains, de par sa capacité à représenter et modéliser des réseaux faisant intervenir un grand nombre d'acteurs entretenant des relations à la fois positives et négatives. En science des réseaux, ce type de configurations est désigné sous le terme de « réseaux signés » (Harrigan, Labianca et Agneessens, 2020[29]). Des liens positifs se développent lorsque les acteurs sociaux surmontent des problèmes d'action collective, coopèrent sur la base de la confiance ou d'une idéologie commune, coordonnent des activités à distance, distribuent des ressources, diffusent des idées et prennent des décisions communes. Les alliances entre États ou groupes rebelles sont des exemples caractéristiques de réseaux de liens positifs. À l'inverse, des liens négatifs se développent entre des acteurs hostiles les uns envers les autres, qui s'évitent ou s'affrontent, comme lorsqu'un groupe terroriste lance une attaque contre des civils ou des cibles gouvernementales.

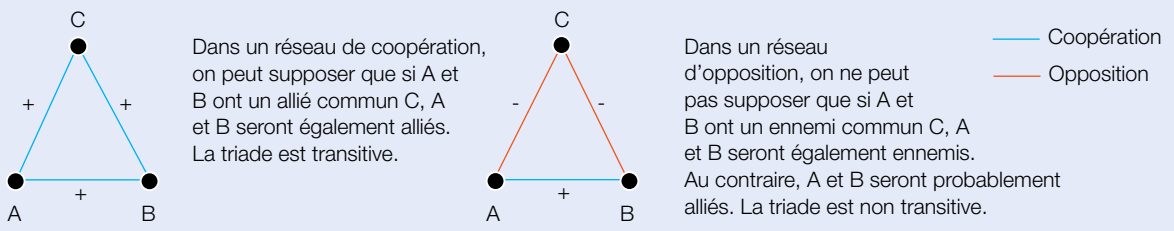
Il existe des différences importantes entre les réseaux fondés sur des liens positifs et négatifs (Everett et Borgatti, 2014[30]). Les premiers présentent généralement plus de liens entre acteurs partageant des valeurs similaires que les seconds, car les acteurs ont d'ordinaire plus d'amis que d'ennemis (Huitsing et al., 2012[31]). Les réseaux de coopération permettent aussi en général le partage de plus de ressources, d'idées et de connaissances que les réseaux fondés sur la haine et l'évitement, qui visent la neutralisation des ennemis. De nombreuses mesures de centralité se fondent sur l'hypothèse que les réseaux sociaux servent de canaux aux flux d'informations, de conseils ou d'influences. Cela est peu réaliste dans le cas des réseaux de liens négatifs, où la circulation est faible, hormis celle de la violence. Le fait d'être en lien avec de nombreux acteurs constitue un atout dans un réseau de coopération, au sein duquel avoir plusieurs amis est synonyme de prestige

Graphique 3.4
Théorie de l'équilibre structurel



Source : Auteurs.

Graphique 3.5
Transitivité



Source : Auteurs.

social ou d'influence. À l'inverse, dans un réseau de rivalité, le fait d'avoir de nombreux ennemis est un handicap susceptible de menacer l'existence ou le fonctionnement quotidien du réseau.

De plus en plus de travaux en science des réseaux et sciences sociales suggèrent que, malgré leurs différences, les réseaux de coopération et d'opposition devraient être analysés simultanément (Labianca et Brass, 2006[32] ; Grosser, Kidwell-Lopez et Labianca, 2010[33] ; Rambaran et al., 2015[34] ; Yap et Harrigan, 2015[35] ; Marineau, Labianca et Kane, 2016[36]). En effet, la plupart des individus ou organisations, sinon tous, s'inscrivent dans ces deux types de relations et font leurs choix en s'appuyant sur une analyse des options offertes par la coopération ou la rivalité. Il s'agit là d'un point clé dans les réseaux de conflit. Dans cette perspective, plusieurs concepts de l'analyse des réseaux sociaux sont appliqués aux réseaux signés et s'avèrent utiles, dans cette étude, pour expliquer l'interaction de ces deux types de relations. Parmi eux, citons notamment les concepts d'équilibre structurel, de transitivité, d'inclusion spectrale et de centralité.

Équilibre au sein des groupes d'acteurs

La manière la plus simple d'intégrer les alliances et les rivalités dans un réseau de conflit est peut-être d'utiliser la théorie de l'équilibre structurel, qui part de l'hypothèse que les relations sociales au sein d'un groupe de trois acteurs (appelé triade) peuvent être stables ou instables en fonction du nombre de liens positifs et négatifs qu'ils entretiennent. Selon cette théorie, les relations au sein d'une triade sont stables

dans le temps s'ils n'ont aucun lien négatif, ou si deux de leurs trois liens possibles sont négatifs (Doreian et Krackhardt, 2001[37] ; Hummon et Doreian, 2003[38]). Une triade composée de trois acteurs est théoriquement stable si toutes les relations possibles sont positives ou si deux des acteurs entretiennent des relations négatives avec une tierce partie (Graphique 3.4). Le premier cas illustre l'idée selon laquelle « les amis de mes amis sont mes amis », et le second, celle que « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». À l'inverse, les triades constituées de deux liens positifs et d'un lien négatif (« les amis de mes amis sont mes ennemis »), ou de trois liens négatifs (« les ennemis de mes ennemis sont mes ennemis »), sont théoriquement instables.

Selon la théorie de l'équilibre structurel, ces types de triades déséquilibrées évolueront vers l'équilibre. En effet, les triades déséquilibrées impliquent des pressions sur chaque acteur qui ne peuvent se résoudre que par une modification des points de vue, comportements et relations. Considérons par exemple la triade 4 du Graphique 3.4, dans laquelle deux acteurs A et B ont un allié commun (acteur C), mais sont en conflit l'un avec l'autre. L'acteur C aura du mal à préserver sa relation positive à la fois avec A et B alors que ces deux acteurs s'opposent l'un à l'autre. Au fil du temps, l'acteur C pourra se sentir contraint de « choisir son camp », ce qui fera évoluer la relation vers l'équilibre, comme dans la triade 2. Ce principe s'illustre communément dans les relations internationales (Doreian et Mrvar, 2015[39]). Les États qui ont eu un ennemi commun sont ainsi moins susceptibles de s'affronter et plus susceptibles de s'allier qu'un échantillon aléatoire de pays au sein du système international (Lerner, 2016[40]).

Transitivité au sein des groupes d'acteurs

Les questions d'équilibre structurel évoquées ci-dessus s'appuient sur un autre concept de l'analyse des réseaux sociaux dénommé transitivité, qui suppose que deux acteurs ayant un lien commun avec un troisième sont susceptibles d'être également liés l'un à l'autre. Les réseaux de coopération sont généralement transitifs, ce qui signifie que si les acteurs A et B ont un ami commun C, A et B seront probablement amis. Les réseaux comprenant des liens négatifs sont bien connus pour leur faible niveau de transitivité (Everett et Borgatti, 2014[30]). Dans les réseaux de rivalités, il n'est pas réaliste de supposer que si A et B combattent C, A et B sont également ennemis (Graphique 3.5). Bien au contraire, il est plus probable de supposer que A et B sont alliés contre C, et donc que la triade entre A, B et C est non transitive.

En Afrique du Nord et de l'Ouest, de faibles niveaux de transitivité (1 %) s'observent au sein du réseau de conflit reliant les organisations violentes de la région depuis la fin des années 90 (Walther, Leuprecht et Skillicorn, 2018[8]) (Encadré 3.2 et Graphique 3.6 pour une représentation visuelle de Boko Haram et de ses ennemis). Ce constat montre que les ennemis des ennemis sont effectivement des alliés. En Syrie, où les luttes intestines entre groupes ayant un adversaire commun sont fréquentes, un niveau élevé de transitivité (15 %) s'observe ces dernières années (Kuznar, Jonas et Astorino-Courtois, 2018[41]).

Centralité

Une récente approche de l'analyse des réseaux signés consiste à mesurer conjointement l'importance de chaque acteur au regard des deux types de relations (coopération et rivalités). La plupart des mesures des études traditionnelles examinent la centralité des liens positifs séparément de ceux négatifs, les réseaux signés reposant sur des conceptualisations différentes du pouvoir. L'accès aux autres acteurs d'un réseau, qu'il soit direct (comme dans le cas de la centralité de degré) ou indirect (centralité spectrale), peut être considéré comme un indicateur de pouvoir si les flux ne sont pas entravés au sein d'un réseau d'alliés. Dans un réseau de rivaux, ces flux sont souvent limités ou manipulés au détriment d'autres acteurs (Smith et al., 2014[44]). Dans de telles circonstances, il est important d'être moins dépendant de liens susceptibles d'être interrompus ou restreints. En d'autres termes, le fait pour un acteur d'avoir de nombreux liens apparaît avantageux dans un réseau positif, mais préjudiciable dans

Encadré 3.2

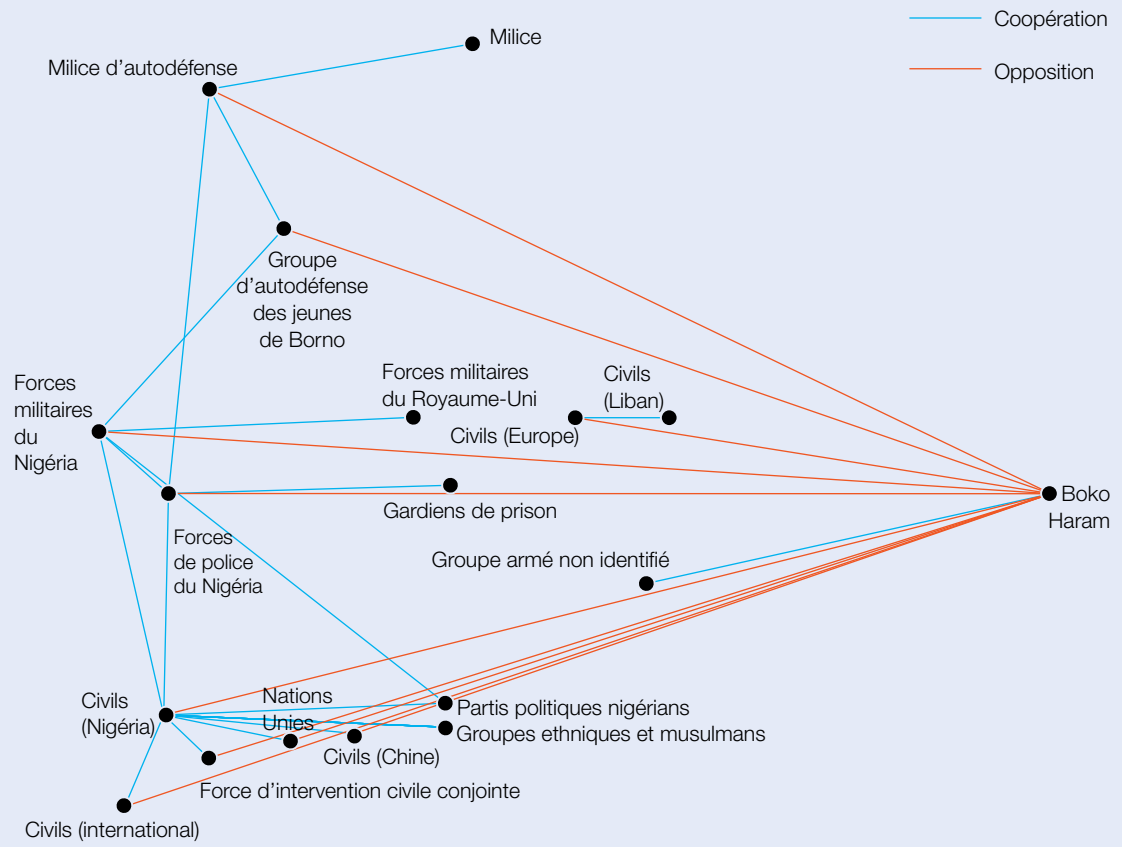
Visualisation des réseaux signés

Les réseaux signés peuvent être visuellement très complexes. Des méthodes de visualisation sont donc développées spécifiquement. Une façon importante de représenter visuellement un réseau comportant à la fois des liens positifs et négatifs, consiste à utiliser la distance entre toute paire d'acteurs comme indicateur de leur dissimilarité relationnelle. Connue sous le nom d'inclusion spectrale, cette technique permet d'utiliser un sociogramme pour positionner les nœuds symbolisant les organisations à l'endroit représentant le meilleur équilibre entre l'attraction des alliés et le repoussement des ennemis (Zheng, Skillicorn et Walther, 2015[42]). Dans ce type de sociogramme, les acteurs rivaux apparaissent visuellement éloignés les uns des autres, tandis que les alliés sont positionnés à proximité les uns des autres.

L'inclusion spectrale montre que les groupes ayant des alliés et des ennemis similaires forment des grappes correspondant à leur position structurelle en Afrique du Nord et de l'Ouest (Walther, Leuprecht et Skillicorn, 2020[43]). Le contraste entre alliés et ennemis est particulièrement évident pour Boko Haram, qui est en opposition avec pratiquement tous les autres acteurs de la région, en particulier les forces gouvernementales et les civils du Nigéria et du Cameroun (Graphique 3.6).

Graphique 3.6

Inclusion spectrale



Source : Adaptation à partir de Walther, O., C. Leuprecht et D. Skillicorn (2020[43]), « Political fragmentation and alliances among armed non-state actors in North and Western Africa (1997-2014) », *Terrorism and Political Violence*, vol. 32/1, pp. 167–186.

(suite)

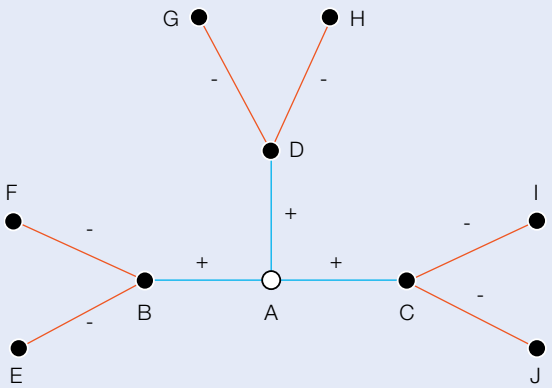
(suite)

L'inclusion spectrale montre également que les groupes ayant des alliés et des ennemis similaires ont des modes d'attaque semblables. Les attaques d'Ansar Dine, du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et d'Al-Mourabitoune, trois groupes jihadistes du Mali, diffèrent de ceux du Groupe islamique armé (GIA), du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), originaires d'Algérie. Ces constats semblent indiquer que la propension d'une organisation à faire usage de la violence politique correspond davantage à sa position au sein du réseau qu'à ses actions en soi. En d'autres termes, la cartographie des liens entre les acteurs violents permet de comprendre leur degré potentiel de violence.

Source : Texte original fourni par Olivier Walther.

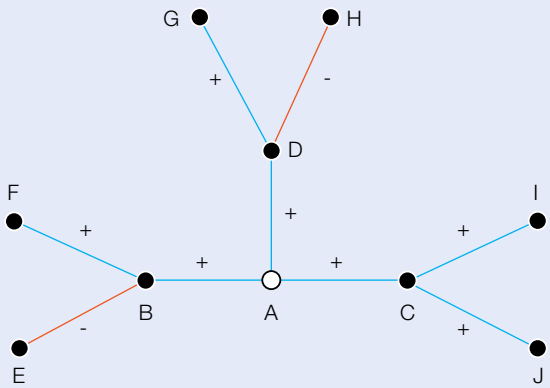
Graphique 3.7
Indépendance politique

Réseau d'alliés renforçant l'autonomie de A



A possède trois alliés – B, C et D –, qui ont eux-mêmes de nombreux ennemis (E-J). Dans ce cas de figure, A voit son autonomie structurelle renforcée, car il peut choisir parmi plusieurs alliés n'ayant eux-mêmes guère d'autre choix que de s'allier à A.

Réseau d'alliés diminuant l'autonomie de A



A possède trois alliés – B, C et D –, qui ont eux-mêmes de nombreux alliés (F, G, I et J). Dans ce cas de figure, A voit son autonomie diminuée, car B, C et D ne sont pas contraints de s'allier exclusivement à A.

Coopération — Opposition

Source : Adaptation à partir de Smith, J. et al. (2014[44]), « Power in politically charged networks », *Social Networks*, vol. 36, pp. 162-176.

un réseau négatif. C'est pourquoi les mesures traditionnelles de centralité sont soit mises en œuvre uniquement pour les réseaux positifs, soit calculées séparément pour tenir compte des différences entre les structures de liens positifs et négatifs (centralité de pouvoir de Bonacich ; Bonacich, 1987[45]). De nouveaux types de mesures s'efforcent d'appréhender conjointement la centralité au sein des réseaux signés. C'est précisément la logique qui sous-tend l'élaboration de l'Indice d'indépendance politique (IIP) ; (Smith et al., 2014[44]), qui s'appuie sur l'approche du « pouvoir comme contrôle » lorsque co-existent des liens positifs et négatifs. L'IIP est une mesure de centralité qui suppose que les acteurs puissants sont ceux qui ont peu d'adversaires directs et de nombreux alliés dépendant principalement d'eux ou ayant peu d'autres alternatives de soutien. À l'inverse, les acteurs faibles sont ceux qui ont de nombreux adversaires directs et peu d'alliés dépendant largement d'eux.

Ce principe est illustré dans le Graphique 3.7, qui compare l'autonomie structurelle d'un acteur lié à plusieurs alliés dans deux configurations différentes. Dans la partie gauche du graphique, A possède trois alliés – B, C et D –, qui ont eux-mêmes de nombreux ennemis (E-J). Dans ce cas de figure, B, C et D dépendent de A pour leur sécurité et A voit donc son autonomie structurelle renforcée. Dans la partie droite du graphique, A possède le même nombre d'alliés, qui ont toutefois eux aussi de nombreux alliés. Dans ce cas de figure, B, C et D sont autonomes de A pour leur sécurité et A voit donc son autonomie structurelle diminuée.

Toutefois, la présence de liens positifs entre d'autres acteurs étant jugée préjudiciable à l'IIP, l'utilité de cette mesure pourrait s'avérer limitée pour des réseaux de conflit caractérisés par de nombreuses alliances. C'est pourquoi le présent rapport utilise une autre nouvelle mesure conjointe importante, appelée mesure de centralité positive-négative (PN) (Everett et Borgatti, 2014[30]). La centralité PN s'appuie sur les deux dimensions du pouvoir et reflète l'idée qu'il n'est pas nécessairement préjudiciable pour un acteur d'avoir des liens positifs. Bien qu'elle n'ait pas encore été largement appliquée dans la littérature, la centralité PN apparaît comme une mesure de centralité tout à fait prometteuse, car elle tente d'équilibrer les deux approches du pouvoir dans un réseau signé. Ce rapport l'applique pour la première fois à l'étude des conflits. Il se propose ainsi de l'utiliser pour identifier les acteurs les plus prééminents ou importants de la région, compte tenu de leurs alliances comme de leurs rivalités.

COMMENT ÉVALUER LES RÉSEAUX DE CONFLIT EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST

Utilisation d'une approche régionale et de données désagrégées

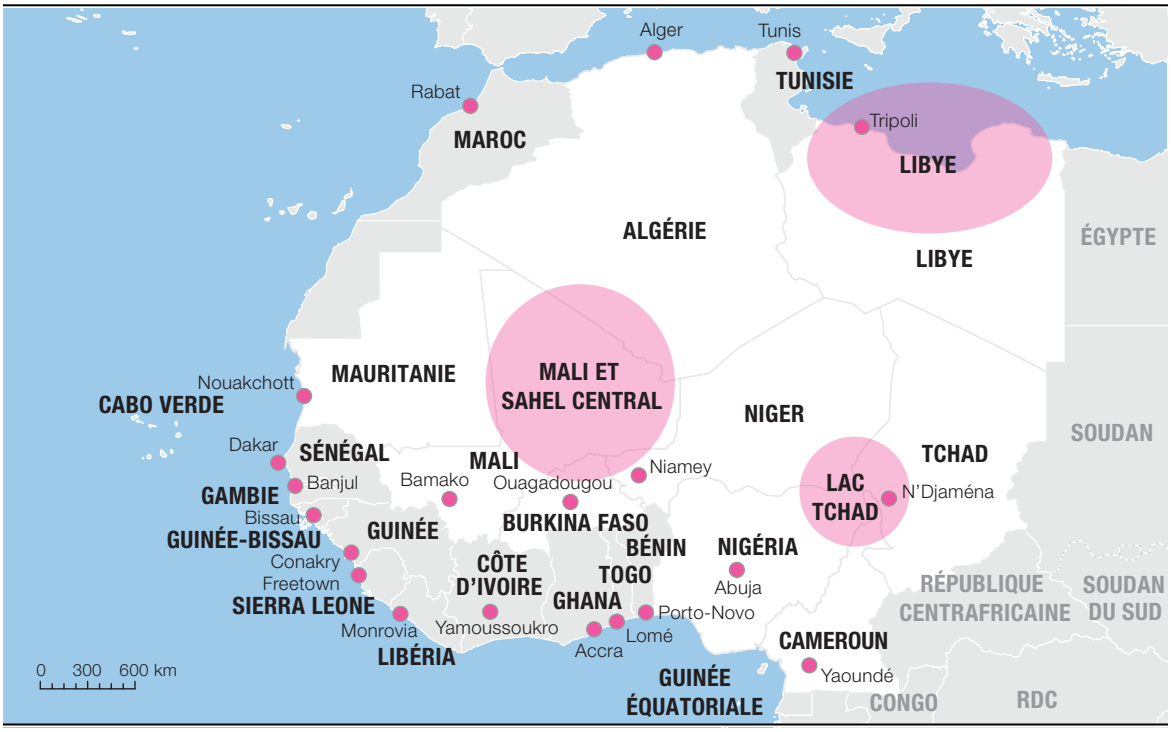
Le rapport s'appuie sur les données relatives aux violences politiques du projet « Armed Conflict Location and Event Data » (ACLED), qui fournit des informations détaillées et géoréférencées sur les événements violents et les acteurs en conflit depuis 1997 (Raleigh et al., 2010[46] ; ACLED, 2020[47]). L'analyse couvre 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest : l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, la Libye, le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, le Tchad, le Togo et la Tunisie (Carte 3.1). L'étendue de la zone couverte reflète les origines et les dynamiques actuelles de mobilité des organisations violentes, qu'il est difficile de circonscrire à un seul pays ou une seule région.

Cette analyse régionale est suivie par trois études de cas : l'insurrection au Mali et ses conséquences dans le Sahel central depuis 2012 ; l'insurrection de Boko Haram dans la région du lac Tchad depuis 2009 ; et les première et deuxième guerres libyennes depuis 2011. Dans ces régions, les organisations violentes connaissent un essor rapide depuis le milieu des années 2000, s'étendent au-delà des frontières nationales, et sont à l'origine d'un nombre important d'événements violents et de morts. Dans chacune d'entre elles, des coalitions régionales ou internationales ont mené des interventions militaires pour protéger les civils et endiguer l'expansion territoriale des organisations jihadistes. Cependant, la façon dont ces interventions ont contribué à redessiner les relations de coopération et d'opposition entre les acteurs locaux en conflit reste largement méconnue.

Du 1er janvier 1997 au 30 juin 2020, la base de données ACLED fournit des informations détaillées sur 36 760 événements à l'origine de 155 375 décès. ACLED distingue les événements violents, les manifestations et les actions non violentes, ainsi que 6 types et 25 sous-types d'événements violents. La présente étude se concentre exclusivement sur trois types d'événements violents à motivation politique : les combats, les explosions et violences à distance, et les violences contre les civils (Tableau 3.2).

Carte 3.1

Localisation des études de cas



Note : Les cercles roses indiquent les études de cas examinées dans le présent rapport.

Source : Auteurs.

Les événements non violents tels que la conclusion d'accords, les arrestations, la neutralisation d'armes, la mise en place de quartiers généraux, les pillages, les manifestations et le transfert non violent de territoires n'entrent pas dans le champ de cette analyse.

- Selon ACLED (2019, p. 7[22]), un combat est « une interaction violente survenant à un moment et en un lieu donnés entre deux groupes armés politiquement organisés ». Les combats peuvent opposer des acteurs étatiques ou non étatiques ; ils impliquent au moins deux acteurs armés et organisés. Cette catégorie se subdivise en trois sous-catégories, selon qu'un territoire est pris par des acteurs non étatiques ou par des forces gouvernementales, ou qu'aucun changement territorial ne se produit.
- Les explosions et les violences à distance sont « des événements violents unilatéraux lors desquels le moyen employé pour livrer le conflit engendre une asymétrie en privant la cible de la possibilité de réagir » (ACLED, 2019, p. 9[22]). Elles peuvent être exécutées à l'aide de bombes, de grenades, d'engins explosifs improvisés (EEI), de tirs d'artillerie ou de bombardements, d'attaques au missile, de tirs de mitrailleuse lourde, de frappes aériennes ou de drone, ou d'armes chimiques.
- Les violences contre les civils sont une source de préoccupation croissante dans la région. Elles renvoient à « des événements violents lors desquels un groupe armé organisé inflige délibérément des violences à des non-combattants non armés. Par définition, les civils ne sont pas armés et ne peuvent pas se livrer à des violences politiques. Les auteurs de tels actes comprennent les forces étatiques et leurs alliés, les rebelles, les milices et les forces extérieures ou autres » (ACLED, 2019, p. 11[22]). Les civils ne sont pas seulement pris dans l'inévitable feu croisé entre forces étatiques, rebelles et organisations extrémistes violentes. Ils sont également devenus les principales cibles de nombreuses insurrections pour lesquelles le contrôle des ressources, des allégeances, des comportements sociaux et des croyances

Tableau 3.2

Nombre d'événements et de décès par type, 1997-2020

Type	Nombre d'événements	Nombre de décès
Combats	**16 309**	**77 637**
Affrontement armé	14 508	68 521
Reprise d'un territoire par les forces gouvernementales	966	4 815
Prise de territoire par un acteur non étatique	835	4 301
Violences à distance	**6 368**	**22 429**
Frappe aérienne/de drone	2 138	7 931
Grenade	56	50
Explosif à distance/mine terrestre/engin explosif improvisé	2 341	7 935
Bombardement/tir d'artillerie/attaque au missile	1 334	1 576
Attentat-suicide à la bombe	499	4 937
Violences contre les civils	**14 083**	**55 309**
Enlèvement/disparition forcée	1 869	0
Attaque	12 067	54 393
Violence sexuelle	147	916
Total (tous types confondus)	**36 760**	**155 375**

Note : données disponibles jusqu'en juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[47]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

religieuses des civils est souvent plus important que celui d'un territoire (OCDE/CSAO, 2020[48]). En conséquence, le tribut qu'ils payent augmente de façon dramatique, en particulier en Afrique de l'Ouest, où l'on compte 5 029 décès au sein de cette catégorie d'acteurs en 2019. Le nombre d'attaques directes, d'enlèvements et d'agressions sexuelles contre des civils y dépasse désormais celui des combats entre forces étatiques et groupes armés (Graphique 3.8).

Focalisation sur les organisations

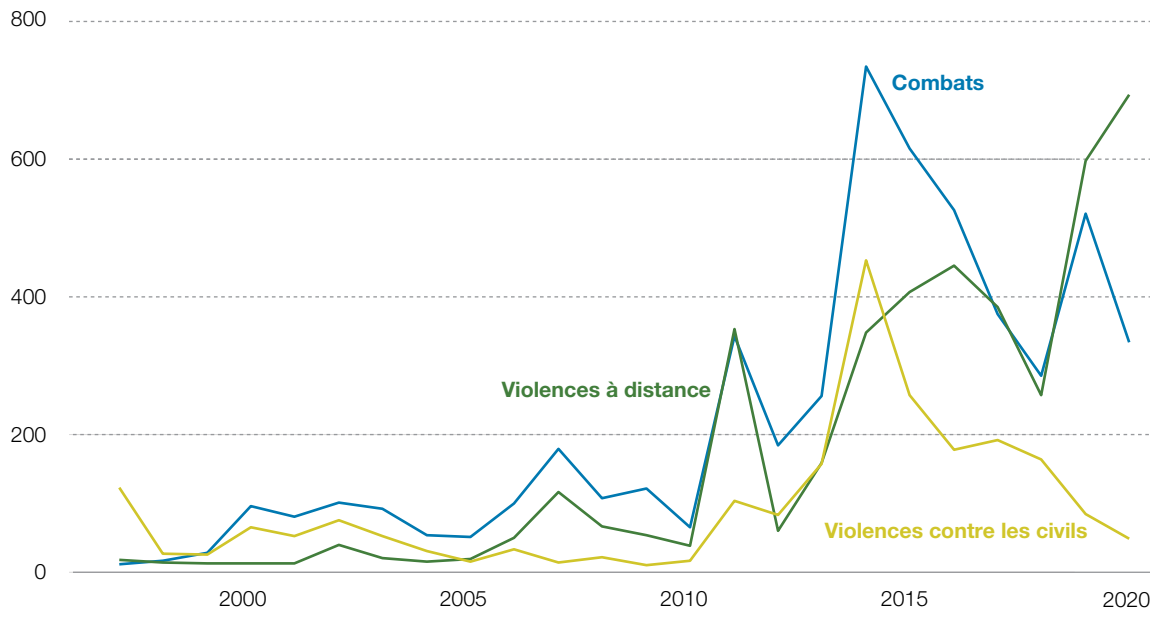
Cette étude s'appuie sur la classification proposée par ACLED, qui distingue huit catégories d'acteurs en fonction de leurs objectifs, de leur structure et, si possible, « de leur dimension spatiale et de leurs relations avec les communautés » (ACLED, 2019, p. 19[22]) (Tableau 3.3). Parmi ces acteurs, certains sont des organisations formelles, comme les forces étatiques, les rebelles, les milices et les forces extérieures, tandis que d'autres relèvent de groupes informels d'individus (communautés ethniques, émeutiers, manifestants) ou de catégories de non-combattants (civils).

- **Les forces étatiques** sont un ensemble d'acteurs exerçant *de facto* la souveraineté sur un territoire donné. Elles comprennent les forces militaires et les forces de police de la région. Les acteurs militaires extérieurs, tels que les forces armées françaises, ne sont pas inclus dans cette catégorie. En Libye, sont répertoriés comme forces étatiques des groupes rivaux prétendant à l'exercice de fonctions gouvernementales, tels que le Gouvernement d'accord national. Les forces étatiques représentent 13 % des acteurs de la région.
- **Les groupes rebelles** sont des organisations dont le programme politique consiste à renverser un État ou à en faire sécession. Ils représentent moins de 5 % des acteurs répertoriés. Lorsque des groupes ou factions dissidents se forment à partir d'un groupe rebelle, ils sont recensés comme autant d'acteurs distincts.

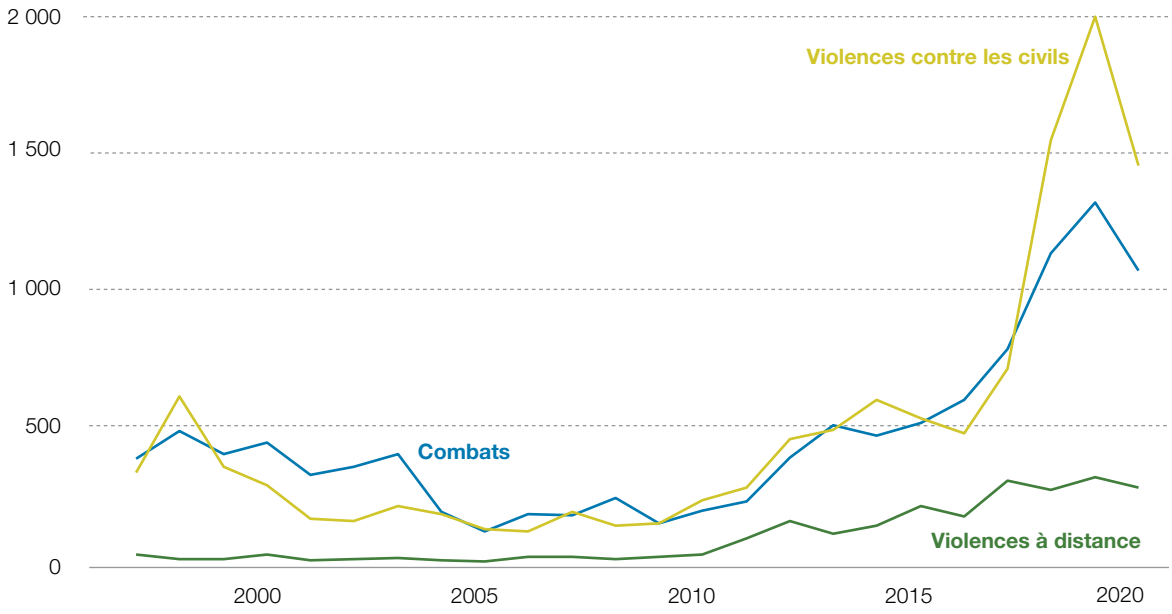
Graphique 3.8

Événements violents par type et région, 1997-2020

Afrique du Nord



Afrique de l'Ouest



Note : données disponibles jusqu'en juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[47]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

Tableau 3.3
Nombre d'acteurs par catégorie, 1997-2020

Type d'acteurs	Nombre	Exemples
Forces étatiques	378	Forces militaires algériennes, forces de police maliennes
Rebelles	131	Front Polisario, Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), AQMI
Milices politiques	459	Alliance démocratique du 23 mai pour le changement (ADC), Ansar al-Charia, Salafia Jihadia
Milices identitaires	1 405	Milice ethnique chaâmba, milice communautaire de Raffour, Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM)
Émeutiers	3	Émeutiers (Tchad)
Manifestants	6	Manifestants (Togo)
Civils	696	Civils (Mali)
Forces extérieures	68	Forces militaires françaises, OTAN
Autres et inconnus	12	Nigeria Petroleum Development Company (NPDC)
Total	**3 158**	

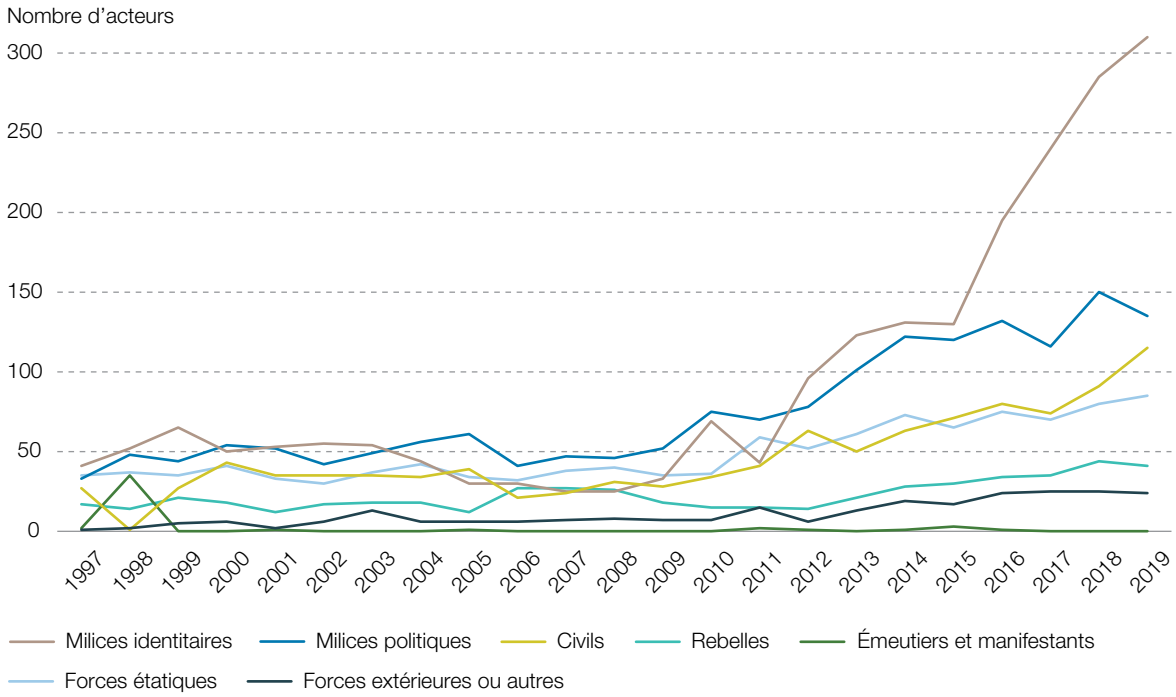
Note : données disponibles jusqu'en juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[47]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

- **Les milices** sont de loin la catégorie d'acteurs la plus représentée, avec un total de 1 864 organisations distinctes, représentant près de 60 % de l'ensemble des acteurs violents recensés par ACLED dans la région. L'importance numérique des milices en Afrique du Nord et de l'Ouest reflète une tendance plus générale sur le continent, où les élites politiques, les dirigeants religieux et les leaders communautaires utilisent les milices politiques et identitaires comme « des armées privées » pour s'arroger l'accès aux ressources, régler les différends et renforcer leur pouvoir local (Raleigh, 2016[49]). Depuis les années 90, la concurrence au sein des partis politiques et entre eux a entraîné l'augmentation du recours à ces groupes violents informels dans les États en voie de démocratisation (Graphique 3.9).
- Selon ACLED, les milices politiques sont des organisations dont l'objectif est d'influer sur la gouvernance, la sécurité et l'action publique dans un État donné en usant de moyens violents. Contrairement aux groupes rebelles, les milices politiques « ne cherchent pas l'élimination d'une autorité nationale, mais sont généralement soutenues ou armées par une élite politique ou alliée avec elle, et œuvrent à la réalisation d'un objectif fixé par ces élites ou par des mouvements politiques de plus grande ampleur » (ACLED, 2019, p. 22[22]). Les milices identitaires sont, quant à elles, des groupes hétérogènes de militants structurés autour d'une appartenance ethnique, d'une religion, d'une région, d'une communauté et des moyens de subsistance. Les actes perpétrés par les milices identitaires sont souvent qualifiés de « violences intercommunautaires », car ils impliquent des groupes s'inscrivant dans des conflits locaux liés aux ressources et au pouvoir. Cette catégorie inclut les milices tribales, communautaires, ethniques, locales, claniques, religieuses ou de caste (ACLED, 2019[22]).
- ACLED identifie plusieurs catégories d'acteurs civils. Tout d'abord, les « émeutiers » : des individus ou des groupes d'individus se livrant à des violences désorganisées lors de manifestations. Ils ne sont pas armés, mais peuvent commettre des actes violents contre les civils, les forces gouvernementales ou d'autres groupes armés. Ils sont recensés par pays d'origine. Ceux affiliés à un parti politique ou à la tête d'un événement violent sont classés dans la catégorie d'acteur associé correspondante. Ensuite, les « manifestants » sont des individus pacifiques et non armés qui prennent part à une manifestation

Graphique 3.9

Nombre d'acteurs par catégorie, 1997-2019



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[47]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

publique. Ils sont recensés par pays d'origine. Ceux affiliés à un parti politique ou à la tête d'un événement violent sont classés dans la catégorie d'acteur associé correspondante. Enfin, les « civils » sont des individus non armés et non organisés, victimes d'événements violents. Ils sont recensés par pays d'origine et représentent 23 % des acteurs.

- Les forces extérieures ou autres comprennent les organisations internationales, les forces militaires étrangères, les sociétés de sécurité privées et les mercenaires indépendants qui prennent part à des événements violents. Les forces militaires d'États africains opérant hors de leur pays d'origine sont également incluses dans cette catégorie, comme les forces camerounaises, nigériennes et tchadiennes qui combattent Boko Haram au Nigéria.

Ce rapport suit la classification des acteurs établie par ACLED et utilise l'organisation comme unité principale d'analyse pour l'ensemble des acteurs en conflit. Par organisation, on entend des acteurs politiques ayant un objectif spécifique et une structure distincte, comme AQMI, organisation formelle disposant d'un dirigeant, d'un conseil exécutif et religieux, ainsi que de plusieurs comités en charge des affaires militaires, des finances, des soins médicaux, de l'action politique et des relations internationales (Counter-Extremism Project, 2019[50]). Les organisations constituent une unité d'analyse intermédiaire, située en dessous des mouvements politiques – définis comme des entreprises collectives menées par des individus œuvrant à la réalisation d'un objectif commun –, mais au-dessus des groupes et des individus (Tableau 3.4). Dans le nord du Mali, par exemple, la rébellion se compose d'une coalition de plusieurs organisations nationalistes (Coordination des mouvements de l'Azawad, CMA) et d'une coalition progouvernementale de milices et d'autres fronts « populaires » connue sous le nom de Plateforme. Chacun de ces mouvements englobe de nombreuses organisations, comme le MNLA et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), qui conservent des structures distinctes et ne participent au mouvement

Tableau 3.4
Niveaux d'analyse

Niveau	Définition	Exemple au Mali
Mouvements	Les mouvements sont des entreprises collectives menées par des individus œuvrant à la réalisation d'un objectif commun	Mouvement jihadiste
Organisations	Les organisations sont des institutions ou des associations indépendantes qui poursuivent un objectif politique précis ; elles sont constituées de membres et sont dotées de structures administratives et fonctionnelles	Katibat Macina, organisation jihadiste fondée en 2015 qui a rejoint les rangs du JNIM en 2017
Groupes	Les groupes sont des sous-composantes d'organisation regroupant plusieurs individus ; ils remplissent généralement différentes fonctions sous la direction de l'organisation globale	Katibat Serma, groupe semi-autonome de la Katibat Macina opérant entre Gao et Mopti
Individus	Les individus sont des personnes considérées dans leur individualité	Abu Jalil al Fulani, chef de la Katibat Serma

Source : Adaptation à partir de OCDE/CSAO (2020[48]), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr.

que pour faire progresser la réalisation de leurs objectifs individuels.

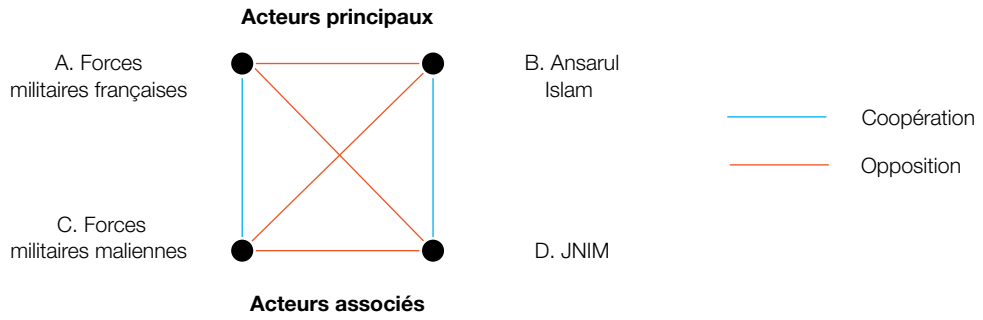
Les délimitations entre mouvements, organisations, groupes et individus sont souvent ténues en Afrique du Nord et de l'Ouest, où les fusions et les scissions entre acteurs armés sont particulièrement fréquentes. Au Mali, par exemple, le MNLA se qualifie de mouvement car il résulte de la fusion de plusieurs groupes rebelles, mais c'est aussi une organisation à part entière, avec sa propre hiérarchie, ses branches politiques et militaires, ses relations publiques, son bureau des médias sociaux et son drapeau (Lecocq et Klute, 2019[51]). De même, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), issu de la fusion en 2017 d'Ansar Dine, de la Katibat Macina, d'Al-Mourabitoune et de la branche saharienne d'AQMI, peut être considéré comme une nouvelle organisation ou comme une coalition d'organisations jihadistes qui conservent une grande autonomie stratégique et opérationnelle.

Dans ce contexte, il est important d'établir une distinction nette entre les types d'acteurs considérés dans cette étude qui correspondent au concept d'organisation, comme AQMI, et ceux ne relevant clairement pas de cette catégorie, tels que les civils. En tant que catégorie sociale générale, les civils ne correspondent à aucun des quatre niveaux présentés dans le Tableau 3.4 et il n'est pas véritablement possible de dire qu'ils possèdent un pouvoir d'action politique, au sens où il n'est pas observé chez ce type d'acteur, de poursuite consciente et collective d'un objectif comme c'est le cas pour les autres niveaux. C'est pourquoi les civils sont pris en considération dans cette étude, mais ne sont pas traités de la même manière qu'une organisation. En particulier, l'étude présume que les civils ne peuvent être que la cible des violences, mais que ces acteurs ne peuvent pas s'engager dans des partenariats avec de véritables organisations. En conséquence, une dyade impliquant un acteur civil et une organisation ne peut aboutir qu'à un lien négatif entre eux si les civils sont la cible de violences de la part de l'organisation. Comme il n'est pas possible, par définition, pour un acteur civil d'être impliqué dans une alliance active ou une relation de coopération, ce type de dyade ne peut pas donner lieu à un lien positif.

Focalisation sur les événements violents à motivation politique

Le principal objectif de la base de données ACLED est de recenser les événements violents à motivation politique. Par événement, on entend ici « une altercation dans le cadre de laquelle un ou plusieurs groupes font souvent usage de la force à des fins politiques » (ACLED, 2019, p. 6[22]). Un événement pouvant impliquer de nombreux types d'acteurs différents, eux-mêmes susceptibles d'entretenir des relations amicales ou conflictuelles, les travaux apportent quatre grands ajustements à la base de données ACLED

Graphique 3.10
Acteurs principaux et acteurs associés



Source : Auteurs.

dans le cadre de son utilisation pour la modélisation des réseaux.

Le premier ajustement consiste à créer une dénomination unique pour chaque organisation. Dans la base de données ACLED, certaines forces gouvernementales sont en effet parfois désignées différemment en fonction de leur mode opératoire ou de la période considérée. Les forces militaires maliennes y sont par exemple répertoriées de six manières différentes, selon le régime qu'elles ont servi et le type d'unité impliqué dans les événements. La présente étude simplifie cette classification et les forces militaires de chaque pays sont considérées comme étant un même acteur. La même logique est appliquée aux forces de police et autres organismes d'État.

Le deuxième ajustement a trait au fait que les données ACLED ne classent pas les organisations selon leur idéologie. En conséquence, des organisations partageant un programme islamiste sont généralement répertoriées soit comme des rebelles (AQMI, Ansar Dine, Boko Haram, État islamique, MUJAO), soit comme des milices politiques (Ansar al-Charia, Signataires par le sang, brigades libyennes), soit comme des milices identitaires (JNIM). Les violences politiques en Afrique du Nord et de l'Ouest étant en grande partie dues à des organisations à visées religieuses, l'étude crée une nouvelle sous-catégorie d'acteurs intitulée « Organisations islamistes violentes ». Les organisations qui en relèvent : (1) promeuvent une « vision de l'ordre politique islamique rejetant la légitimité de l'État-nation souverain moderne et cherchant à instaurer une politique panislamique ou un nouveau califat » ; et (2) prônent « la lutte violente (jihad) comme instrument principal, voire exclusivement légitime, de leur quête d'une nouvelle donne politique » (Mandaville, 2014, p. 330[52]). La base de données comprend 153 organisations de ce type, impliquées dans des violences politiques dans la région sur la période allant du 1er janvier 1997 au 30 juin 2020.

Le troisième ajustement concerne la façon dont la base de données ACLED recense les différents acteurs impliqués dans un événement. ACLED répertorie (jusqu'à) quatre acteurs dans chaque événement : un acteur principal impliqué dans un incident violent (acteur A) ; un collaborateur de l'acteur A dans le cadre de l'attaque (acteur C) ; un second acteur principal impliqué dans l'incident (acteur B) ; et un collaborateur secondaire de l'acteur B (acteur D). La base de données ACLED répertorie les acteurs C et D comme acteurs « associés », ce qui signifie qu'ils « peuvent être alliés dans le cadre d'actions, comme deux groupes organisés armés se livrant à des attaques contre un ennemi commun » (ACLED, 2019, p. 18[22]). Le 29 mars 2019, les forces militaires françaises (A) et maliennes (C) ont par exemple mené une opération conjointe ciblant des militants présumés d'Ansarul Islam (B) et du JNIM (D) dans la région de Douentza au Mali, tuant une dizaine de personnes (incident MLI2755). Les deux acteurs principaux sont ici les forces militaires françaises (A) et Ansarul Islam (B), et les acteurs associés, les forces militaires maliennes (C) et le JNIM (D). Ensemble, ces quatre acteurs de l'événement forment un réseau que l'on peut décomposer

Tableau 3.5

Tableau à double entrée représentant les événements d'opposition entre quatre acteurs

	Ansar Dine	MUJAO	Forces françaises	Troupes maliennes
Ansar Dine	-	0	72	61
MUJAO	0	-	17	19
Forces françaises	72	17	-	0
Troupes maliennes	61	19	0	-

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[47]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

Tableau 3.6

Tableau à double entrée représentant les événements de coopération entre quatre acteurs

	Ansar Dine	MUJAO	Forces françaises	Troupes maliennes
Ansar Dine	-	11	0	0
MUJAO	11	-	0	0
Forces françaises	0	0	-	52
Troupes maliennes	0	0	52	-

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[47]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

en quatre paires d'acteurs distinctes (appelées dyades) ou en trois groupes de trois acteurs (triades) (Graphique 3.10).

Dans moins de 2 % des incidents recensés entre 1997 et 2020, ACLED répertorie deux acteurs ou plus dans la même catégorie d'acteur associé, comme par exemple quand l'explosion d'un engin explosif improvisé provoque à la fois la mort de civils et de membres des forces militaires. Dans ce type de cas, au lieu de quatre acteurs seulement (deux principaux et deux associés), il peut y avoir plusieurs autres acteurs associés. Cet aspect pose problème lors de la modélisation des données sous forme de réseau, car un nœud ne peut représenter qu'un seul et unique acteur. Pour y remédier, l'étude réplique les événements dans lesquels plus de deux acteurs principaux sont impliqués en qualité d'alliés ou d'ennemis, puis divise le nombre total de décès de chaque événement par le nombre d'événements ainsi créés.

Enfin, l'étude ne considérant pas que les civils ont un pouvoir d'action politique, tous les cas de relations de coopération impliquant des civils en ont été supprimés. En général, ces cas de figure résulteraient uniquement du recensement par ACLED d'une attaque, lors du même événement, contre deux groupes de civils, ou des civils et une organisation. L'inclusion de ce type de configurations – peu répandu – comme exemple de relations de coopération n'amènerait pas grand-chose à la compréhension du comportement des organisations dans la région.

Modélisation des réseaux d'opposition et de coopération

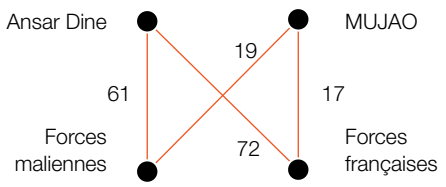
La première étape de l'analyse de réseau consiste à créer deux matrices carrées contenant les noms de l'ensemble des organisations et autres types d'acteurs impliqués dans au moins un événement violent entre janvier 1997 et juin 2020. Il s'agit de la **matrice d'adjacence** ; elle comprend autant de lignes et de colonnes que d'acteurs recensés dans la base de données. Chaque matrice peut être représentée sous forme de tableau à double entrée. Les cellules de la matrice sont utilisées pour consigner les informations sur les interactions ou les relations entre chaque paire d'acteurs.

Les cellules de la première matrice (Tableau 3.5) répertorient le nombre d'événements ayant résulté de la confrontation d'acteurs. Les groupes armés sont souvent faibles et tentent

Graphique 3.11
Réseaux de coopération et d'opposition

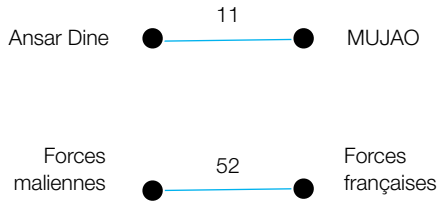
Réseau d'opposition

Chaque nœud représente un acteur.
Les liens représentent les événements d'opposition.



Réseau de coopération

Chaque nœud représente un acteur.
Les liens représentent les événements de coopération.



Source : Auteurs.

d'éviter les combats dans la région. Le nombre de décès peut donc s'avérer un indicateur trompeur de l'intensité du conflit. C'est pourquoi ce tableau utilise les événements, plutôt que les décès, comme base d'un **réseau d'opposition** pouvant fournir des informations capitales sur l'intensité des violences politiques à travers la région. Par exemple, entre 2012 et 2019, des organisations jihadistes comme Ansar Dine et le MUJAO ont régulièrement affronté les forces militaires maliennes et françaises (Tableau 3.5). Dans ce cas de figure, les acteurs ne se sont pas attaqués eux-mêmes et la diagonale de la matrice reste donc vide. Cependant, des événements violents peuvent aussi résulter de tirs amis entre acteurs du même camp.

Les cellules de la seconde matrice (Tableau 3.6) répertorient également les événements violents, mais ne comptabilisent que ceux où deux acteurs sont associés l'un à l'autre dans une relation de coopération. Chaque cellule consigne donc le nombre de fois où deux acteurs ont collaboré contre un ennemi commun. Ce **réseau de coopération** fournit des informations sur les coalitions qui se forment entre les acteurs et constitue un complément indispensable au réseau d'opposition présenté plus haut. L'exemple ci-après (Tableau 3.6) montre de façon assez nette que les relations de coopération se nouent essentiellement entre organisations jihadistes d'une part, et entre forces gouvernementales, d'autre part.

L'étape suivante de l'analyse de réseau consiste à transposer ces matrices sous forme de réseau social, au sein duquel les acteurs représentent les organisations, et les liens, leurs alliances ou rivalités (Graphique 3.11). Le réseau social d'opposition représente des liens pondérés négativement entre les rivaux, et celui de coopération, des liens pondérés positivement entre les alliés. Malheureusement, les données ACLED sont codées de telle sorte qu'il n'est pas toujours possible de faire la distinction entre l'auteur et la victime d'une attaque, à une exception près : lorsque la victime est un civil, l'auteur de l'attaque est répertorié comme acteur 1, et les victimes civiles, comme acteur 2. ACLED ne fournissant pas d'informations sur la responsabilité des attaques, les liens ne sont pas associés à une direction et le réseau n'est donc pas orienté. En conséquence, la matrice représentant les affrontements entre acteurs est symétrique. Il y a, par exemple, autant d'événements résultant d'une confrontation à l'initiative d'Ansar Dine contre les forces françaises que d'une confrontation à l'initiative des forces françaises contre Ansar Dine.

Modélisation des réseaux dynamiques

La dernière étape modélise les évolutions au sein de ces deux types de réseaux au fil du temps. Il faut, pour ce faire, transposer la liste d'événements recensés par ACLED en liste de paires d'acteurs. ACLED répertorie en effet l'ensemble des acteurs impliqués dans un événement, tandis que l'analyse des réseaux sociaux repose sur le repérage des relations par paire d'acteurs (ou dyade). La présente étude transpose donc chaque événement en une série de dyades formées par

Tableau 3.7

Événements impliquant, en Libye, la Faction de Haftar et le Conseil de la Choura des moudjahidines de Derna

Date de l'événement	Acteur 1	Acteur associé 1	Acteur 2	Acteur associé 2
1er septembre 2015	Faction de Haftar		Conseil de la Choura	
25 septembre 2015	Faction de Haftar		Conseil de la Choura	
11 février 2016	Faction de Haftar		Conseil de la Choura	
22 février 2016	État islamique		Conseil de la Choura	Faction de Haftar
20 avril 2016	Faction de Haftar	Conseil de la Choura	État islamique	
21 avril 2016	Faction de Haftar		Conseil de la Choura	

Note : Le premier événement est fictif et n'est présenté que pour illustrer la façon dont les événements proches dans le temps sont fusionnés en un seul lien.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[47]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

toutes les paires d'acteurs impliquées dans l'événement. Par exemple, si les acteurs A et B sont impliqués dans une escarmouche contre C, cet événement sera répertorié trois fois pour représenter l'ensemble des trois paires d'acteurs concernées : A et B coopèrent ; A s'oppose à C ; et B s'oppose à C.

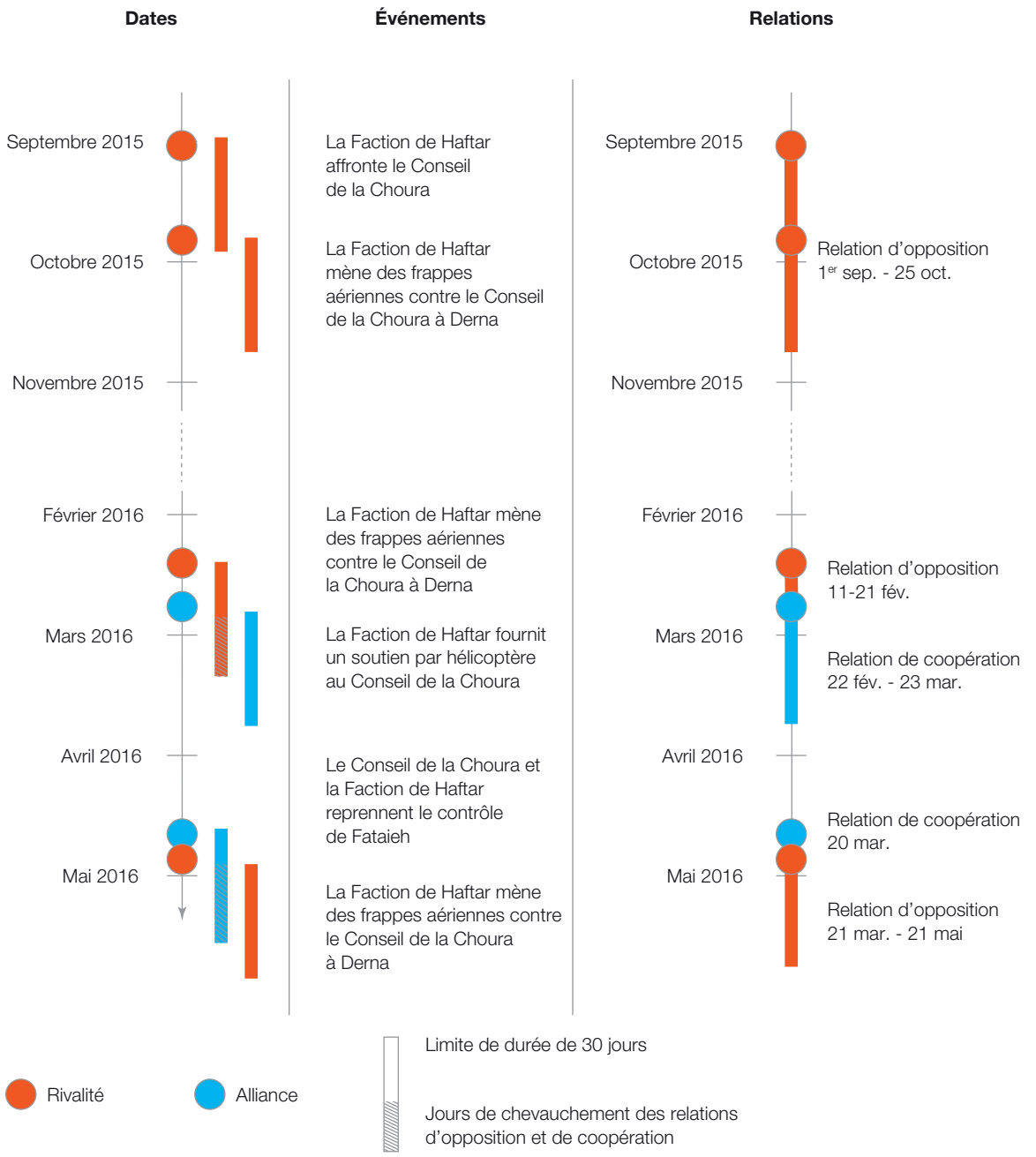
Les Tableaux 3.7 et 3.8 illustrent ce processus, en montrant comment une série d'événements impliquant deux acteurs est transposée en série de relations entre paires d'acteurs. Cet exemple se base sur la relation complexe entre d'une part, une coalition locale de milices islamistes connue sous le nom de Conseil de la Choura des moudjahidines de Derna, dans l'est de la Libye, et d'autre part, l'Armée nationale libyenne (LNA) sous le commandement du Maréchal Khalifa Haftar, ci-après dénommée « Faction de Haftar » d'après ACLED (2020[47]). La Faction de Haftar est l'armée de la Chambre des Représentants, instance dirigeante majoritairement laïque, élue lors des élections contestées de 2014 en Libye et basée à Tobrouk. Elle s'est battue pour le contrôle de la Libye depuis 2014 contre le Gouvernement d'accord national (GNA), basé à Tripoli (Lacher, 2020[53]). De par cet héritage, la Faction de Haftar est globalement laïque et opposée aux islamistes, notamment au Conseil de la Choura des moudjahidines de Derna. Ce clivage idéologique a suscité d'intenses rivalités à Derna : de fin 2014 à fin 2018, les deux groupes se sont affrontés à 164 reprises, et n'ont coopéré qu'à deux occasions (ACLED, 2020[47]). L'exemple ci-dessous examine la période incluant ces deux épisodes de coopération, lorsque les deux groupes ont temporairement mis de côté leurs rivalités pour faire face à leur ennemi commun, l'État islamique. Une fois ce dernier retiré de Derna, le Conseil de la Choura et la Faction de Haftar se sont à nouveau affrontés.

Une fois effectuée la transposition des données ACLED sur les événements en paires d'acteurs impliqués, notre étude précise également la nature – opposition ou coopération – de la relation liant chaque paire d'acteurs de l'événement. Ces paires d'acteurs sont ensuite traitées comme une liste cumulative de relations (ou **liste d'arêtes** en analyse des réseaux sociaux) qui peut être utilisée pour produire une matrice d'adjacence pour toute période donnée. L'intervalle de temps de base retenu pour l'analyse dynamique des réseaux de la présente étude est d'un jour. Les réseaux d'opposition et de coopération sont donc chacun divisés en intervalles d'un jour durant lesquels des données sont collectées sur les rivaux et les alliés de chaque belligérant.

Outre les étapes susmentionnées, cette étude utilise aussi les données ACLED sur les interactions entre deux acteurs pour définir la durée de la relation des acteurs dans le temps. Elle s'inspire de la littérature sur les réseaux temporels pour poser l'hypothèse que si un événement marque le début d'une relation d'opposition ou de coopération entre deux acteurs, celle-ci ne se poursuivra toutefois pas indéfiniment dans le temps (Falzon et al., 2018[54]). Notre étude fixe ainsi la durée de base d'une relation à 30 jours à compter de l'événement. Une fois passés ces 30 jours depuis le début de la relation, celle-ci prend fin si aucun autre événement ne se produit. Cette durée de 30 jours est fixée de

Graphique 3.12

Transposition d'événements isolés en relations de coopération et d'opposition



Source : Auteurs.

manière empirique en calculant le laps de temps médian entre les événements impliquant une paire d'acteurs dans la base de données ACLED.

Le rapport examine également la manière dont les relations se chevauchent dans le temps, en posant deux hypothèses interdépendantes. D'une part, lorsque le même type de relations est considéré (soit positives, soit négatives, et non une combinaison des deux), la durée de 30 jours commence à partir de l'événement le plus récent. Ainsi, des événements se produisant à moins de 30 jours d'intervalle peuvent se combiner pour aboutir à une durée continue de relation supérieure à 30 jours. D'autre part, lorsque les

Encadré 3.3
Traitement des données

Les différentes étapes de traitement des données sont réalisées à l'aide du logiciel libre R (R Core Team, 2019[55]) et d'un script personnalisé ayant pour base la liste des événements d'ACLED et la limite de durée de 30 jours. Le script consigne un lien pour chaque paire d'acteurs impliquée dans un événement ; ce lien est d'une durée de 30 jours à compter de la date de cet événement. Si l'événement suivant se produit au-delà de la limite des 30 jours, le script consigne alors simplement un nouveau lien entre la paire d'acteurs, d'une durée de 30 jours. En revanche, si l'événement suivant se produit dans la limite des 30 jours et s'avère du même type (opposition ou coopération), la durée du lien est alors prolongée jusqu'à 30 jours après ce nouvel événement. Si l'événement suivant se produit dans la limite des 30 jours mais s'avère d'un type différent, le lien initial est alors interrompu et remplacé par un nouveau lien de ce nouveau type, même si le lien initial n'avait pas encore atteint la limite des 30 jours. Ce script conserve tous les éléments pertinents des événements initiaux de la base de données ACLED, de leurs identifiants, aux informations sur les acteurs, en passant par la localisation géographique des différents événements constitutifs de la relation.

Source : Auteurs.

deux différents types de relations sont considérés (combinaison de relations positives et négatives), la durée de 30 jours d'une relation est toujours interrompue par un événement marquant le début d'un autre type de relation. Il en résulte donc que certaines relations peuvent avoir une durée inférieure à 30 jours lorsqu'elles sont remplacées par un autre type de relation avant le terme des 30 jours.

Le Graphique 3.12 illustre ces deux exemples, en s'appuyant sur l'échantillon de données présenté dans les Tableaux 3.7 et 3.8. Fin 2015, en Libye, la Faction de Haftar et le Conseil de la Choura des moudjahidines de Derna s'affrontent par exemple deux fois en moins de 30 jours : il en résulte une relation d'opposition entre le 1er septembre et le 25 octobre. Ces mêmes acteurs s'affrontent à nouveau brièvement en février 2016, avant d'établir une alliance, ce qui se traduit par une relation d'opposition de 10 jours, suivie d'une relation de coopération de 30 jours maximum. C'est ensuite le scénario inverse qui s'observe fin avril, les deux acteurs s'alliant brièvement contre l'État islamique avant de s'affronter à nouveau pendant une période plus longue (Encadré 3.3).

MESURES CLÉS POUR LES RÉSEAUX DE CONFLIT

L'objectif de cette étude est de cartographier les alliances et rivalités entre organisations violentes, d'examiner l'évolution de ces relations dans le temps, et d'évaluer les effets des interventions militaires sur leur structure sociale (Tableau 3.9). Elle propose une nouvelle approche éclairant l'importance (ou la centralité) structurelle de chacune des organisations violentes dans la région, ainsi que l'architecture (ou la topologie) globale de l'environnement de conflit dans lequel elles opèrent. Elle s'appuie en outre sur une série de mesures simples qui rendent compte de l'évolution des réseaux d'alliances et de rivalités dans le temps, notamment au regard des interventions militaires étrangères.

Pour mesurer comment les caractéristiques de l'efficacité d'un réseau et ses nœuds évoluent dans le temps, l'étude considère le nombre total de liens qu'une organisation possède au sein d'une unité de temps donnée, soit la centralité de degré temporelle (Tableau 3.10). Dans un réseau de coopération, les acteurs présentant une forte centralité de degré temporelle ont de nombreux alliés, ce qui renforce leur importance

Tableau 3.8

Transposition des événements recensés par ACLED en paires d'acteurs

Type d'événement	Date de l'événement	Acteur X	Acteur Y
Opposition	1er septembre 2015	Faction de Haftar	Conseil de la Choura
Opposition	25 septembre 2015	Faction de Haftar	Conseil de la Choura
Opposition	11 février 2016	Faction de Haftar	Conseil de la Choura
Opposition	22 février 2016	État islamique	Conseil de la Choura
Opposition	22 février 2016	État islamique	Faction de Haftar
Coopération	*22 février 2016*	*Faction de Haftar*	*Conseil de la Choura*
Opposition	20 avril 2016	Faction de Haftar	État islamique
Opposition	20 avril 2016	Conseil de la Choura	État islamique
Coopération	*20 avril 2016*	*Faction de Haftar*	*Conseil de la Choura*
Opposition	21 avril 2016	Faction de Haftar	Conseil de la Choura

Note : Les événements de coopération sont indiqués en bleu et en italique ; ceux d'opposition, en rouge.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[47]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

Tableau 3.9

Questions et approches pour l'analyse des réseaux sociaux

Questions de recherche	Approches
1) Qui est allié à qui ? Qui est en conflit avec qui ?	Mettre à jour l'importance structurelle des organisations violentes (centralité) et la topologie du réseau dans sa globalité (centralisation)
2) Comment les réseaux de conflit évoluent-ils au fil du temps ?	Analyser les statistiques sur l'évolution des réseaux signés (densité)
3) Quelle est l'incidence des interventions militaires sur les réseaux de conflit ?	Évaluer l'impact des interventions sur les statistiques relatives à l'évolution des réseaux signés (densité, centralisation)

Source : Auteurs.

Tableau 3.10

Quelques mesures

	Liens positifs	Liens négatifs	Liens positifs et négatifs
Nœud	Centralité de degré temporelle : nombre d'acteurs avec lesquels une organisation coopère dans un intervalle de temps donné (Falzon et al., 2018[54]).	Centralité de degré temporelle : nombre d'acteurs avec lesquels une organisation est en opposition dans un intervalle de temps donné (Falzon et al., 2018[54]).	Centralité positive-négative (PN) : importance structurelle d'une organisation simultanément en lien avec des alliés et des ennemis (Everett et Borgatti, 2014[30]).
Réseau	Densité du réseau : proportion de liens de coopération effectivement présents au sein du réseau dans un intervalle de temps donné. Centralisation de réseau : indique si le réseau est centré sur un petit nombre d'organisations majeures.	Densité du réseau : proportion de liens d'opposition effectivement présents au sein du réseau dans un intervalle de temps donné. Centralisation de réseau : indique si le réseau est centré sur un petit nombre d'organisations majeures.	Aucune mesure commune existante.

Source : Auteurs.

structurelle au sein du réseau. Un accroissement de cette centralité dans le temps signifie une augmentation du nombre d'alliances entre les acteurs. Dans un réseau d'opposition, les acteurs présentant une forte centralité de degré temporelle ont, quant à eux, de nombreux ennemis, ce qui peut être considéré comme un handicap dans un environnement conflictuel. Une augmentation de cette centralité dans le temps signifie alors que les acteurs ont un nombre croissant d'ennemis.

Les réseaux signés sont codés dans des matrices où les relations négatives et positives sont respectivement consignées sous forme de nombres négatifs (par exemple, – 1) et positifs (+1). On pourrait en déduire qu'un réseau négatif est, sur le plan conceptuel, simplement l'inverse d'un réseau positif. Toutefois, les réseaux négatifs ayant des formes structurelles différentes de celles des réseaux positifs, la plupart des mesures utilisées pour ces derniers sont difficiles à interpréter et appliquer (Everett et Borgatti, 2014[30]). Ce constat vaut particulièrement pour les indicateurs basés sur les dimensions d'accessibilité, de flux et d'influence, tels que la centralité d'intermédiarité ou de proximité, qui mesure respectivement la manière dont une organisation peut servir d'intermédiaire entre des éléments non connectés d'un réseau, et la distance séparant une organisation du centre du réseau. C'est pourquoi seules quelques mesures sont développées spécifiquement pour les réseaux négatifs. Très peu concernent les spécificités issues d'une combinaison de relations positives et négatives.

Les réseaux positifs et négatifs conceptualisent donc le pouvoir différemment. Les réseaux positifs sont associés à la dimension de « pouvoir comme accès » et les réseaux négatifs, à celle de « pouvoir comme contrôle » (Smith et al., 2014[44]). Bien que des mesures distinctes soient développées pour chaque type de réseau, ce n'est que récemment que sont proposées des mesures rapprochant les deux interprétations pour un réseau mixte constitué à la fois de relations positives et négatives. C'est précisément la logique qui sous-tend le développement de la mesure de centralité positive-négative (PN) (Everett et Borgatti, 2014[30]), mise au point spécifiquement pour les réseaux signés mixtes et rendant compte des deux dimensions du pouvoir dans un indicateur commun de centralité. La mesure de centralité PN reflète à la fois l'idée que les liens positifs contribuent positivement à l'influence d'un acteur et que les liens négatifs la diminuent (Bonacich et Lloyd, 2004[56]). Les acteurs reliés à de nombreux alliés bien connectés ou qui ont peu de liens négatifs avec d'autres acteurs centraux auront un score PN plus élevé.

Au niveau du réseau, les auteurs s'appuient sur l'indicateur de densité, qui mesure la proportion de liens effectivement présents dans le réseau, ainsi que la centralisation, qui mesure la présence d'acteurs particulièrement centraux. Une forte densité de liens de coopération signifie que le réseau comprend de grandes coalitions politiques ou militaires. Une augmentation de la densité dans le temps peut signifier qu'il y a moins d'acteurs violents en conflit et/ou que les acteurs ont un plus grand nombre de liens de coopération entre eux. Une forte densité de liens d'opposition signifie que le réseau comprend peu de coalitions et de nombreux groupes d'acteurs en conflit. Une augmentation de la densité dans le temps signifie alors qu'il y a davantage d'acteurs violents et/ou que les acteurs ont un plus grand nombre de liens d'opposition entre eux. Pour différencier ces deux situations, le rapport intègre le nombre total d'acteurs comme indicateur supplémentaire (Tableau 3.10).

L'analyse de l'apparition ou de la disparition des nœuds et des liens est une façon simple, mais efficace, d'évaluer si le nombre global de parties prenantes d'un réseau tend à augmenter ou à diminuer. La densité fournit des informations essentielles sur l'évolution des réseaux dans le temps : son augmentation soudaine signifie ainsi que les acteurs sont de plus en plus impliqués dans des confrontations violentes ou nouent davantage d'alliances entre eux, selon la variable considérée pour l'étude du réseau. La mesure de densité est toutefois calculée séparément pour chaque type de réseau (positif ou négatif). Il n'existe pas de mesure commune de densité pour les réseaux signés, susceptible de rendre compte conjointement de liens positifs et négatifs.

Ces mesures sont appliquées aux interventions militaires, considérées comme l'introduction d'acteurs extérieurs faisant usage de la force dans un conflit existant. L'étude s'attache tout d'abord à déterminer si – et le cas

échéant, dans quelle mesure – une intervention tend à modifier les structures d'alliances et de rivalités dans lesquelles s'inscrivent déjà les acteurs locaux. Elle repère les changements au sein des réseaux d'alliances et de rivalités susceptibles d'être attribués à une intervention militaire, à l'aide de la centralité PN.

Quatre types d'acteurs extérieurs sont considérés : les organisations intergouvernementales, comme l'Organisation des Nations Unies (ONU) et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ; les organismes régionaux, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; les forces militaires d'États-nations d'autres continents, comme les États-Unis et la France ; et les forces militaires de pays africains opérant hors de leur territoire. Certaines des interventions sont toujours en cours ou ont duré des années (OCDE/CSAO, 2020[48]). Il est donc nécessaire, pour chaque intervention, d'identifier une ou plusieurs périodes durant lesquelles des opérations militaires ont pu avoir une incidence directe sur les insurgés.

Cette étude se concentre plus particulièrement sur trois interventions militaires aux répercussions importantes sur l'environnement conflictuel de la région : (1) l'intervention menée par la France au Mali depuis 2013, qui vise initialement à reprendre le contrôle du nord du pays (opération Serval) et cible désormais la lutte contre les organisations jihadistes (opération Barkhane) ; (2) l'offensive de la Force multinationale mixte (MNJTF), lancée en 2015 par le Nigéria et les pays voisins dans la région du lac Tchad contre Boko Haram ; et (3) l'opération Unified Protector lancée par l'OTAN en 2011 en Libye, qui était initialement une intervention humanitaire visant à protéger les civils pendant le Printemps arabe et a finalement conduit à la chute du régime de Kadhafi (OCDE/CSAO, 2020[48]).

Références

ACLED (2020), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/. [47]

ACLED (2019), *Armed Conflict Location and Event Dataset (ACLED) Codebook*, ACLED, www.acleddata.com/wp-content/uploads/dlm_uploads/2017/10/ACLED_Codebook_2019FINAL_pbl.pdf. [22]

African Networks Lab (2020), *SNA in Africa*, ANL, University of Florida, https://africannetworkslab.net/sna-in-africa/. [7]

Bonacich, P. (1987), « Power and centrality : A family of measures », *American Journal of Sociology*, vol. 92, pp. 1170–1182. [45]

Bonacich, P. et P. Lloyd (2004), « Calculating status with negative relations », *Social Networks*, vol. 26/4, pp. 331–338. [56]

Borgatti, S. (2005), « Centrality and network flow », *Social Networks*, vol. 27/1, pp. 55–71. [13]

Carley, K. (2003), « Dynamic Network Analysis », dans Breiger, R., K. Carley et P. Pattison (dir. pub.), *Dynamic Social Network Modeling and Analysis : Workshop Summary and Papers*, The National Academies Press, Washington, DC, https://doi.org/10.17226/10735. [25]

Carley, K., J. Lee et D. Krackhardt (2002), « Destabilizing networks », *Connections*, vol. 24/3, pp. 79–92. [24]

Carley, K. et J. Pfeffer (2012), *Dynamic Network Analysis (DNA) and ORA*, Proceedings of the 2nd International Conference on Cross-Cultural Decision Making, San Francisco, 21-25 July. [26]

Counter-Extremism Project (2019), *Al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM)*, CEP, Washington, DC. [50]

Doreian, P. et D. Krackhardt (2001), « Pre-transitive balance mechanisms for signed networks », *Journal of Mathematical Sociology*, vol. 25, pp. 43–67. [37]

Doreian, P. et A. Mrvar (2015), « Structural balance and signed international relations », *Journal of Social Structure*, vol. 16/2, pp. 1–15. [39]

Everett, M. et S. Borgatti (2014), « Networks containing negative ties », *Social Networks*, vol. 38, pp. 111–120. [30]

Everett, M. et S. Borgatti (2010), « Induced, endogenous and exogenous centrality », *Social Networks*, vol. 32/4, pp. 339–344. [14]

Everton, S. (2012), *Disrupting Dark Networks*, Cambridge University Press, Cambridge. [4]

Everton, S. et D. Cunningham (2013), « Detecting significant changes in dark networks », *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression*, vol. 5/2, pp. 94–114. [27]

Falzon, L. et al. (2018), « Embedding time in positions : Temporal measures of centrality for social network analysis », *Social Networks*, vol. 54, pp. 168–178. [54]

Glowacki, L. et al. (2016), « Formation of raiding parties for intergroup violence is mediated by social network structure », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 113/43, pp. 12114–12119. [10]

Grindrod, P. et al. (2011), « Communicability across evolving networks », *Physical Review. E, Statistical, Nonlinear, and Soft Matter Physics*, vol. 83/4, p. 046120. [20]

Grosser, T., V. Kidwell-Lopez et G. Labianca (2010), « A social network analysis of positive and negative gossip in organizational life », *Group & Organization Management*, vol. 35, pp. 177–214. [33]

Harrigan, N., G. Labianca et F. Agneessens (2020), « Negative ties and signed graphs research : Stimulating research on dissociative forces in social networks », *Social Networks*, vol. 60, pp. 1–10. [29]

Holme, P. et J. Saramäki (2012), « Temporal networks », *Physics Reports*, vol. 519/3, pp. 97–125. [21]

Huitsing, G. et al. (2012), « Univariate and multivariate models of positive and negative networks : Liking, disliking, and bully–victim relationships », *Social Networks*, vol. 34/4, pp. 645–657. [31]

Hummon, N. et P. Doreian (2003), « Some dynamics of social balance processes : Bringing Heider back into balance theory », *Social Networks*, vol. 25/1, pp. 17–49. [38]

Koschade, S. (2006), « A Social Network Analysis of Jemaah Islamiyah : The applications to counterterrorism and intelligence », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 29, pp. 559–575. [3]

Krebs, V. (2002), « Mapping networks of terrorist cells », *Connections*, vol. 24/3, pp. 43–52. [1]

Kuznar, L., A. Jonas et A. Astorino-Courtois (2018), *Network analysis of Middle Eastern regional conflict : Findings and policy implications*, présentation de conférence non publiée, National Security Institute and US Army TRADOC. [41]

Labianca, G. et D. Brass (2006), « Exploring the social ledger : Negative relationships and negative asymmetry in social networks in organizations », *Academy of Management Review*, vol. 31, pp. 596–614. [32]

Lacher, W. (2020), *Libya's Fragmentation. Structure and Process in Violent Conflict*, Bloomsbury, Londres. [53]

Lecocq, B. et G. Klute (2019), « Tuareg separatism in Mali and Niger », dans de Vries, L., P. Englebert et M. Schomerus (dir. pub.), *Secessionism in African Politics*, Palgrave Macmillan, Cham. [51]

Lerner, J. (2016), « Structural balance in signed networks : Separating the probability to interact from the tendency to fight », *Social Networks*, vol. 45, pp. 66–77. [40]

Mandaville, P. (2014), *Islam and Politics*, Routledge, New York. [52]

Marineau, J., G. Labianca et G. Kane (2016), « Direct and indirect negative ties and individual performance », *Social Networks*, vol. 44, pp. 238–252. [36]

Mastrobuoni, G. et E. Patacchini (2012), « Organized crime networks : An application of network analysis techniques to the American mafia », *Review of Network Economics*, vol. 11/3, pp. 1–41. [16]

McDoom, O. (2014), « Antisocial capital : A profile of Rwandan genocide perpetrators' social networks », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 58/5, pp. 865–893. [11]

Nicosia, V. et al. (2013), « Graph metrics for temporal networks », dans Saramäki, J. et P. Holmes (dir. pub.), *Temporal Networks*, Springer, Berlin. [19]

OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr. [48]

OCDE/CSAO (2019), *Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/2466d2f7-fr. [15]

OCDE/CSAO (2017), *Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/9789264265974-fr. [12]

Pedahzur, A. et A. Perliger (2006), « The changing nature of suicide attacks : A social network perspective », *Social Forces*, vol. 84/4, pp. 1987–2008. [2]

R Core Team (2019), *R : A language and environment for statistical computing*, www.R-project.org. [55]

Radil, S. et D. Russell (2019), *Networks, Complexity, and War : Investigating the Impact of Foreign Interventions in Syria*, American Association of Geographers Annual Meeting, Washington, DC, 3-7 avril. [28]

Raleigh, C. (2016), « Pragmatic and promiscuous : Explaining the rise of competitive political militias across Africa », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 60/2, pp. 283–310. [49]

Raleigh, C. et al. (2010), « Introducing ACLED : An armed conflict location and event dataset », *Journal of Peace Research*, vol. 47/5, pp. 651–660. [46]

Rambaran, J. et al. (2015), « The development of adolescents' friendships and antipathies : A longitudinal multivariate network test of balance theory », *Social Networks*, vol. 43/4, pp. 162–176. [34]

Sageman, M. (2008), *Leaderless Jihad : Terror Networks in the Twenty-First Century*, University of Pennsylvania Press, Philadelphia. [17]

Smith, J. et al. (2014), « Power in politically charged networks », *Social Networks*, vol. 36, pp. 162–176. [44]

Snijders, T., G. Van de Bunt et C. Steglich (2010), « Introduction to stochastic actor-based models for network dynamics », *Social Networks*, vol. 32/1, pp. 44–60. [23]

Stys, P. et al. (2019), « Brokering between (not so) overt and (not so) covert networks in conflict zones », *Global Crime*, vol. 21/1, pp. 74–110. [9]

Uddin, S., A. Khan et M. Piraveenan (2015), « A set of measures to quantify the dynamicity of longitudinal social networks », *Complexity*, vol. 21/6, pp. 309–320. [18]

Walther, O. et D. Christopoulos (2015), « Islamic terrorism and the Malian rebellion », *Terrorism and Political Violence*, vol. 27/3, pp. 497–519. [6]

Walther, O., C. Leuprecht et D. Skillicorn (2020), « Political fragmentation and alliances among armed non-state actors in North and Western Africa (1997-2014) », *Terrorism and Political Violence*, vol. 32/1, pp. 167–186. [43]

Walther, O., C. Leuprecht et D. Skillicorn (2018), « Networks and spatial patterns of extremist organizations in North and West Africa », dans Walther, O. et W. Miles (dir. pub.), *African Border Disorders*, Routledge, Abingdon. [8]

Yap, J. et N. Harrigan (2015), « Why does everybody hate me? Balance, status, and homophily : The triumvirate of signed tie formation », *Social Networks*, vol. 40, pp. 103–122. [35]

Zech, S. et M. Gabbay (2016), « Social network analysis in the study of terrorism and insurgency : From organization to politics », *International Studies Review*, vol. 18/2, pp. 214-243. [5]

Zheng, Q., D. Skillicorn et O. Walther (2015), « Signed directed social network analysis applied to group conflict », *IEEE International Conference on Data Mining*, vol. 1, pp. 1007–1014. [42]

Chapitre 4

Réseaux de violence en Afrique du Nord et de l'Ouest

Le Chapitre 4 examine l'incidence des rivalités et des alliances sur l'évolution des violences en Afrique du Nord et de l'Ouest. S'appuyant sur 36 760 événements violents, il cartographie la façon dont les acteurs étatiques et non étatiques s'inscrivent dans des réseaux (relations) d'opposition et de coopération en constante évolution de 1997 à 2020. Il met en évidence la forte augmentation du nombre de belligérants. Les organisations en conflit forment un réseau peu structuré, dominé par les organisations jihadistes au Mali, dans le Sahel central et dans la région du lac Tchad, et par les forces gouvernementales en Libye. Ce réseau devient de plus en plus dense et de moins en moins décentralisé au fil du temps, tendance inquiétante qui dénote des violences plus persistantes que jamais. Ce chapitre montre en outre que les alliances restent fragiles et circonstancielles, en particulier parmi les rebelles et les groupes jihadistes, dont les loyautés politiques demeurent ambivalentes. La structure décentralisée du réseau de coopération est étonnamment similaire à celle du réseau d'opposition, signe d'une fluctuation fréquente des allégeances parmi les organisations. Les dynamiques de coopération augmentent légèrement depuis le milieu des années 2010, portées par les alliances militaires régionales au Mali et dans la région du lac Tchad, ainsi que par la consolidation de l'autorité en Libye.

MESSAGES CLÉS

- **Les organisations violentes ont bien plus d'ennemis et de relations conflictuelles que d'alliés.**
- **Les réseaux d'ennemis sont plus denses et centralisés depuis 2017, indiquant que la violence est plus prévalente et polarisée autour d'organisations clés que jamais.**
- **Les alliances restent fragiles et dominées par les forces gouvernementales, leurs milices alliées et les forces étrangères.**
- **L'absence de coalitions durables, à même de faire basculer l'équilibre des forces, constitue un sérieux obstacle à la résolution pacifique des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest.**

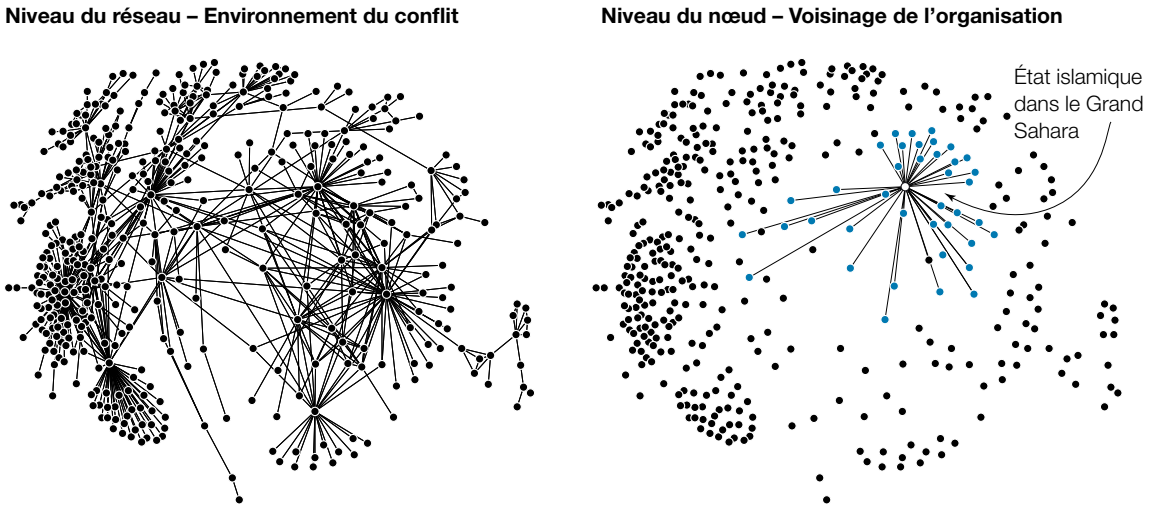
VIOLENCE ET RÉSEAUX

En Afrique du Nord et de l'Ouest, les conflits se caractérisent par leur extrême complexité : des centaines de groupes rebelles et d'organisations extrémistes y sont impliquées dans un maillage fluctuant d'alliances et de rivalités, aussi bien entre eux qu'avec les gouvernements régionaux. Ces relations peuvent se représenter sous la forme d'un réseau, à la fois source d'opportunités et de contraintes pour les organisations violentes. Afin de mieux appréhender cette complexité, ce chapitre modélise l'évolution des réseaux d'opposition et de coopération, à partir de la fin des années 90. Cette approche relationnelle part du principe que l'évolution de la violence politique dans la région dépend autant de l'architecture globale de l'environnement conflictuel que de la position de chaque organisation au sein des réseaux d'opposition et d'alliance.

Ce chapitre montre que les confrontations violentes entre organisations armées ne se

Graphique 4.1

Deux niveaux d'analyse de réseau : l'environnement du conflit et le voisinage d'une organisation



Note : Chaque nœud représente une organisation impliquée dans un événement à motivation politique entre janvier et juin 2020 en Afrique du Nord et de l'Ouest. Un lien entre deux organisations indique qu'elles ont été en conflit au moins une fois durant la période étudiée.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

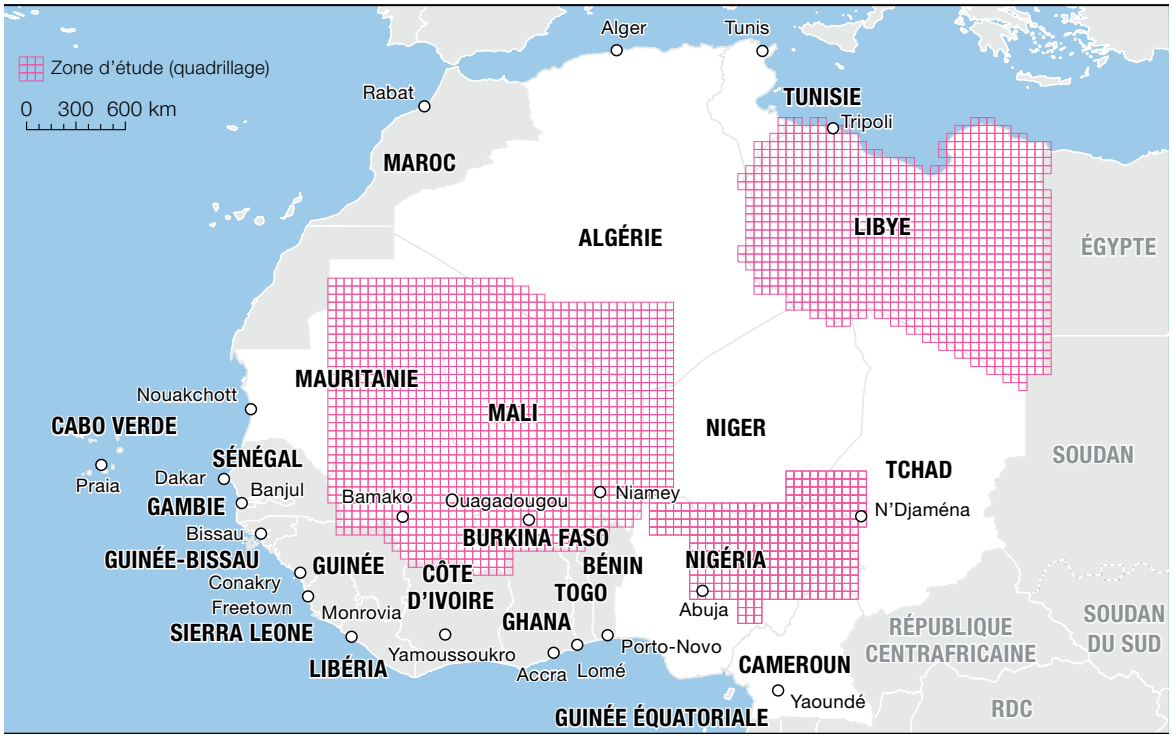
produisent pas de manière isolée. Les organisations violentes et leurs membres s'inscrivent plutôt dans un maillage complexe de relations qui, agrégées, forment une communauté de violence plus vaste à l'échelle de la région. La partie gauche du Graphique 4.1 illustre cet environnement conflictuel : chaque nœud y représente une organisation impliquée dans un événement à motivation politique entre janvier et juin 2020 en Afrique du Nord et de l'Ouest, tandis que chaque lien entre deux organisations indique qu'elles sont en conflit. Cette architecture limite l'autonomie des organisations violentes et impose des contraintes structurelles quant aux objectifs qu'elles peuvent atteindre. Du fait des interdépendances qui relient les acteurs au sein du réseau de conflit, lorsqu'une organisation est attaquée, sa capacité à riposter militairement est limitée par les dynamiques globales de violence dans la région. Les milices peuvent ainsi se montrer plus promptes à riposter dans un contexte de violence diffuse que lorsque le gouvernement a la capacité de coordonner des opérations militaires contre un nombre limité de groupes rebelles ou extrémistes.

La violence peut aussi s'étendre bien au-delà des liens sociaux immédiats d'une organisation. C'est par exemple le cas lorsque des membres indirectement impliqués ou atteints ripostent collectivement en son nom. Cette riposte peut être dirigée contre le groupe agresseur initial ou contre des tiers pouvant être perçus comme des alliés du groupe agresseur. Une analyse au niveau individuel risquerait par conséquent de passer à côté d'une grande partie de la complexité des dynamiques de violence de la région. Une approche globale de la violence au niveau des organisations, comme celle adoptée ici, permet d'examiner les dynamiques de conflit dans le temps.

Ce chapitre montre que les organisations ont une propension à agir de manière indépendante et à faire des choix qui influent sur leur capacité à vaincre leurs ennemis et à collaborer avec leurs alliés. La partie droite du Graphique 4.1 représente le voisinage de conflit de l'une des organisations les plus violentes d'Afrique du Nord et de l'Ouest, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), en conflit avec 38 forces gouvernementales, milices, acteurs civils et autres groupes armés durant le premier semestre 2020. Un premier acte de violence de la part d'une organisation comme l'EIGS peut déclencher une succession d'interactions et alimenter le conflit bien au-delà de ses ennemis immédiats. Pour comprendre la façon dont un conflit se propage, l'un des éléments

Carte 4.1

Zones d'étude au Mali et dans le Sahel central, dans la région du lac Tchad et en Libye



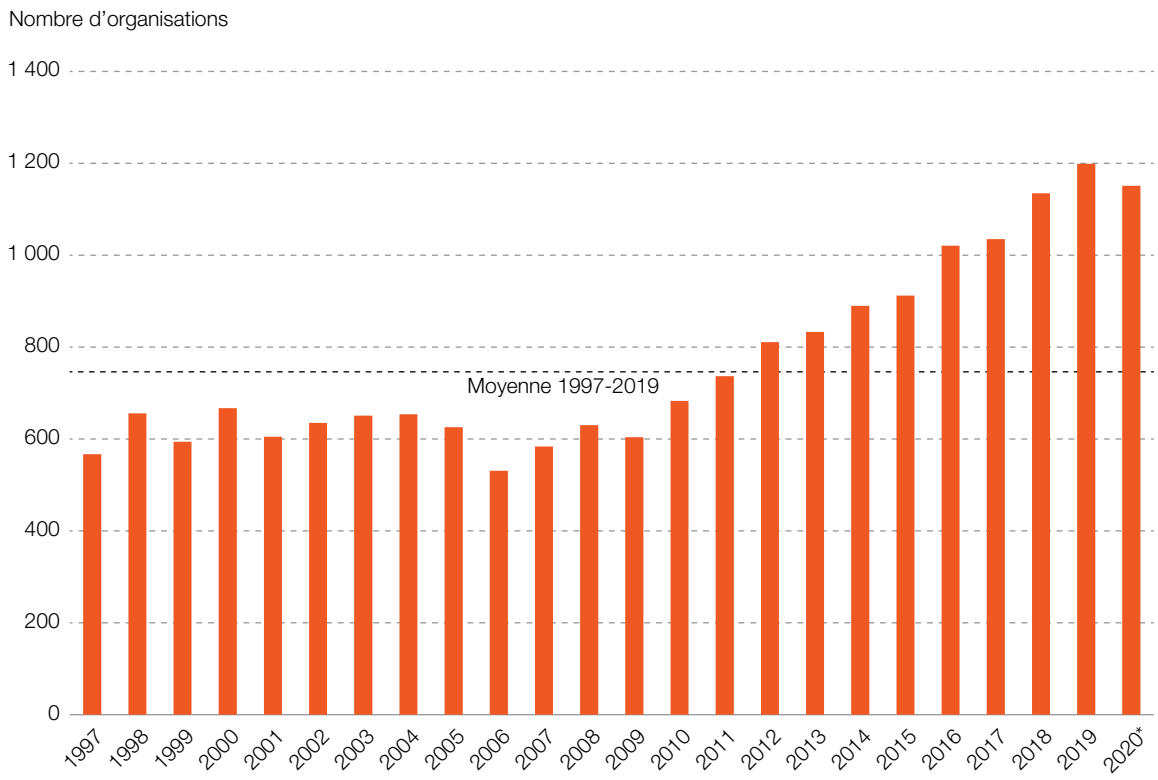
Source : Auteurs.

clés est la structure du « voisinage » de l'organisation, c'est-à-dire tous les ennemis qu'elle combat, ainsi que tous les liens formés par les actes de violence entre eux. Dans la terminologie de la science des réseaux, l'étude du voisinage du conflit relève d'une approche « égocentrée », qui donne un aperçu du contexte dans lequel s'inscrit une organisation (aussi appelée « égo »). Ces voisinages jouent un rôle important, car ils influent sur les informations que les organisations reçoivent, ainsi que sur la façon dont elles perçoivent les autres organisations et réagissent aux actes de violence dirigés contre elles, leurs ennemis ou leurs alliés.

L'approche par réseaux permet de considérer simultanément la structure et la capacité d'action des organisations violentes, ainsi que la façon dont ces deux facteurs évoluent depuis la fin des années 90 (Chapitre 3 pour présentation de la méthodologie). D'abord menée à l'échelon régional, avec l'examen de tous les événements à motivation politique survenus dans 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest entre janvier 1997 et juin 2020 (Carte 4.1), l'analyse se concentre ensuite sur trois zones particulièrement touchées par les violences depuis le début des années 2010 : le Mali et le Sahel central ; la région du lac Tchad, comprenant le nord du Nigéria et les régions voisines du Cameroun, du Tchad et du Niger ; et la Libye. Entre 2009 et 2020, en Afrique du Nord, 11 691 événements violents sont recensés causant la mort de 35 772 personnes, et en Afrique de l'Ouest, 25 069 événements violents et 119 603 victimes.

Graphique 4.2

Organisations en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020



* Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

QUI DIT ENNEMI COMMUN NE DIT PAS NÉCESSAIREMENT OBJECTIF COMMUN

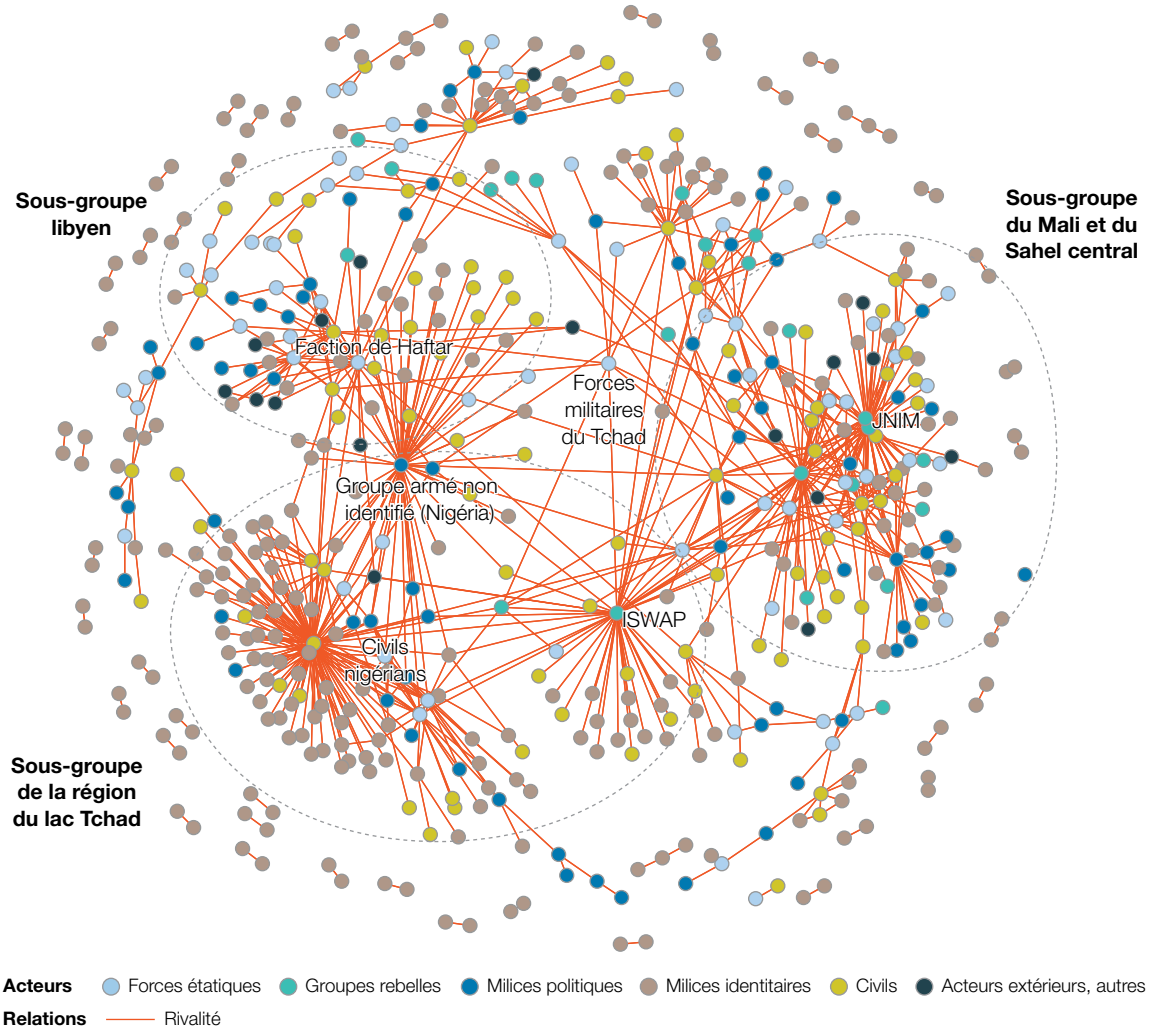
Les conflits qui déchirent l'Afrique du Nord et de l'Ouest se caractérisent, entre autres, par le très grand nombre d'acteurs impliqués. Ceci s'explique par l'absence d'objectif politique commun pour de nombreuses organisations violentes, qui ont souvent un ennemi commun sans nécessairement collaborer entre elles. Les organisations violentes peuvent se faire concurrence malgré des principes idéologiques communs (Chapitre 2). Durant le premier semestre 2020, pas moins de 562 organisations sont impliquées, en tant que victimes ou auteurs, dans des actes de violence à travers la région, soit un nombre quatre fois supérieur à celui des organisations impliquées formant des alliances. Nourri par de multiples insurrections, rébellions et coups d'État, le nombre d'organisations en conflit double, passant de 604 en 2009 à 1 199 en 2019. Si la situation continue à se dégrader, 2020 sera, de loin, l'année la plus violente enregistrée depuis 1997, avec 1 151 organisations recensées jusqu'en juin (Graphique 4.2).

Un réseau d'ennemis cosmopolite

Pour comprendre comment les organisations violentes s'affrontent en Afrique du Nord et de l'Ouest, cette section cartographie le réseau de leurs ennemis et modélise leurs relations conflictuelles dans le temps. Cette cartographie révèle à quel point la violence politique est diffuse, bien que persistante, dans la région. En 2020, le réseau reliant les organisations impliquées dans des événements conflictuels en Afrique du Nord et de l'Ouest présente une structure décentralisée, attribuable au fait que toutes ne se battent pas

Graphique 4.3

Réseau d'opposition en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020



Note : Chaque nœud représente une organisation violente ou ses victimes. Les liens entre les organisations représentent quant à eux les rivalités entre janvier et juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

nécessairement dans la même zone de conflit. Le sous-groupe libyen (Graphique 4.3), est indirectement relié aux sous-groupes nigérian et malien par l'intermédiaire de plusieurs organisations jihadistes et forces gouvernementales actives au niveau international.

Une structure lâche et décentralisée, comme celle reliant les organisations en conflit dans la région, est caractéristique d'un réseau « cosmopolite ». Les acteurs s'inscrivant dans ce type de réseau ont peu de liens, forment en général peu de communautés très cohésives et sont éloignés les uns des autres. En conséquence, la densité, le nombre moyen de liens et le coefficient d'agglomération sont faibles dans ce type de structure, tandis que le nombre moyen d'étapes nécessaires pour relier un acteur à tous les autres est élevé (Tableau 4.1). L'une des caractéristiques des réseaux cosmopolites est la présence d'intermédiaires clés qui lient des communautés qui, sinon, ne seraient pas connectées. En Afrique de l'Ouest, le réseau commercial du riz, qui relie producteurs, assembleurs, grossistes et détaillants à travers la région, présente par exemple une structure clairement cosmopolite, au sein de laquelle chaque marchand a un nombre

Tableau 4.1

Caractéristiques des réseaux sociaux provinciaux et cosmopolites

Mesure	Définition	Réseaux provinciaux	Réseaux cosmopolites
Densité	Proportion de liens effectivement présents au sein du réseau par rapport aux liens potentiels	Élevée	Faible
Degré moyen	Nombre de liens par acteur	Élevé	Faible
Coefficient d'agglomération	Tendance à former des grappes très cohésives	Élevé	Faible
Longueur moyenne du plus court chemin	Nombre de séparations entre les acteurs du réseau	Faible	Élevée

Source : Adaptation à partir d'Everton, S. (2012[3]), *Disrupting Dark Networks*, Cambridge University Press, Cambridge et OCDE/CSAO (2019[2]), *Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/2466d2f7-fr.

Tableau 4.2

Composition et densité des réseaux d'opposition par région, 2020

	Nombre de nœuds	Nombre de liens	Densité (%)
Afrique du Nord et de l'Ouest	562	828	0.5
Mali et Sahel central	137	237	2.5
Lac Tchad	126	183	2.3
Libye	50	71	5.8

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

limité de partenaires commerciaux de confiance (OCDE/CSAO, 2019[2]).

Les réseaux cosmopolites diffèrent des réseaux dits « provinciaux », en général structurés autour de communautés denses d'acteurs liés par des relations de parenté, d'affaires, d'amitié ou d'alliance. Les réseaux provinciaux présentent ainsi une forte densité, un nombre élevé de liens par acteur, une tendance à former une grande composante unique et un petit nombre d'étapes entre acteurs (Tableau 4.1). Ils se caractérisent notamment par la présence de nombreux acteurs qui ont établi des liens denses avec les autres, ou sont stratégiquement reliés à d'autres acteurs bien connectés. Le réseau social d'un chef traditionnel en Afrique de l'Ouest illustre clairement ce type de structure provinciale : presque tout le monde dans le village est lié au chef par des relations de parenté, de clientélisme ou d'amitié. Le réseau social formé par ces liens se fonde sur la confiance, la réciprocité et l'allégeance.

Les réseaux provinciaux et cosmopolites se fondent sur deux types distincts de centralité : l'enracinement et l'intermédiation. L'enracinement est associé à la confiance entre amis, parents, partenaires commerciaux ou alliés politiques ; il réduit les risques liés aux activités sociales, économiques et politiques. Les acteurs fortement enracinés occupent une position très centrale et sont entourés d'autres acteurs avec lesquels ils interagissent fréquemment pour échanger des informations, mobiliser des ressources, transmettre des instructions ou établir des alliances. Les forces militaires qui ont noué des alliances avec des milices ethniques ou communautaires se trouvent dans une position de ce type : en tant que nœud dominant de l'alliance, elles reçoivent de chacun de leurs alliés des renseignements détaillés sur l'ennemi, sans nécessairement devoir les partager avec l'ensemble du réseau. L'intermédiation permet, quant à elle, d'accéder à des ressources ou des informations qui ne sont pas disponibles dans le voisinage immédiat des acteurs. Les intermédiaires parviennent à faire le lien entre leur communauté et le reste du réseau de trois manières : en transférant des ressources entre deux parties déconnectées ; en facilitant la mise en relation de deux acteurs au bénéfice de chacun ; ou en coordonnant les activités de tiers sans créer de lien direct entre eux, renforçant

Tableau 4.3

Les réseaux d'opposition sont-ils plutôt provinciaux ou cosmopolites ?

Mesure	Afrique du Nord et de l'Ouest	Lac Tchad	Mali et Sahel central	Libye
Densité (%)	0.5	2.3	2.5	5.8
Nombre moyen d'ennemis	3.0	2.9	3.4	2.8
Coefficient d'agglomération	0.5	0.6	0.3	0.6
Longueur moyenne du plus court chemin	4.2	3.0	2.8	2.4
Type de réseau	Cosmopolite	Ni cosmopolite ni provincial	Plutôt cosmopolite	Plutôt cosmopolite

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

ainsi la dépendance de ces derniers à leur égard (Spiro, Acton et Butts, 2013[4] ; OCDE/CSAO, 2017[5]). Les intermédiaires sont souvent utilisés dans les situations de conflit. Dans le Sahel, ce rôle a été longtemps joué par le régime de Blaise Compaoré (Burkina Faso), servant d'intermédiaire entre les organisations jihadistes et les gouvernements occidentaux pour la négociation du paiement des rançons (Thurston, 2020[6]).

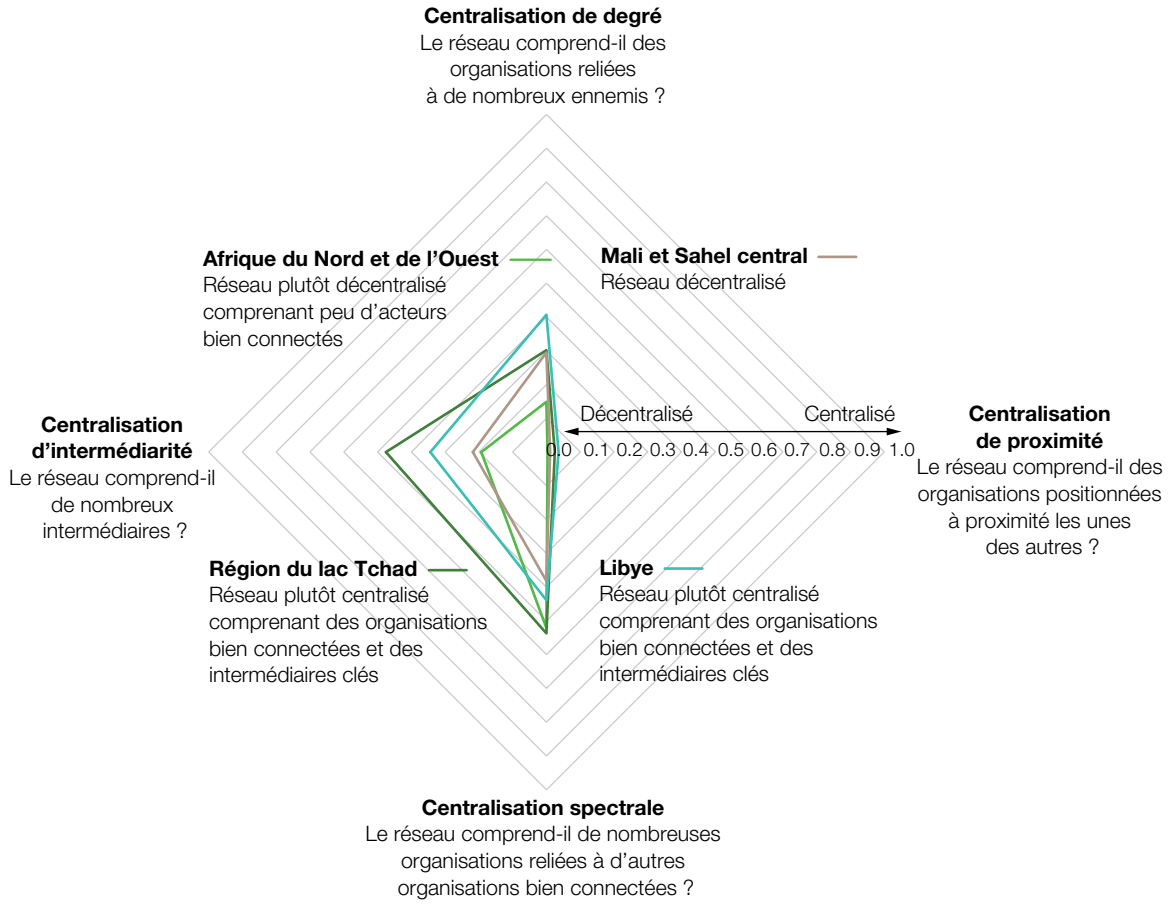
L'analyse du réseau régional d'opposition confirme que les organisations violentes privilégient en général l'intermédiation par rapport à l'enracinement, tendance aisément compréhensible puisqu'il est rarement avantageux d'avoir de nombreux ennemis (Tableau 4.2). Ce réseau d'opposition se compose de 562 organisations, reliées par 828 liens négatifs, ce qui signifie que seul 0.5 % des liens possibles dans la région existe effectivement au sein du réseau. La densité du réseau à l'échelle régionale (0.5 %) est bien plus faible que celle observée au Mali et dans le Sahel central (2.5 %), dans la région du lac Tchad (2.3 %) et en Libye (5.8 %). Ce constat n'a rien de surprenant, car la densité d'un réseau diminue généralement à mesure que sa taille augmente, en raison de l'impossibilité de maintenir simultanément un grand nombre de relations conflictuelles (Valente, 2010[7]). La nature des réseaux d'opposition favorise en outre de faibles densités, les organisations violentes ayant tendance à avoir le moins d'ennemis possible.

Une analyse plus approfondie de la structure globale du réseau confirme que les organisations en conflit dans la région du lac Tchad ont une structure bien moins cosmopolite que dans les autres zones de conflit et qu'à l'échelle de l'Afrique du Nord et de l'Ouest (Tableau 4.3). En 2020, chaque organisation a, en moyenne, 3 ennemis à l'échelon de l'Afrique du Nord et de l'Ouest, dans la région du lac Tchad et en Libye, et 3.5 ennemis au Mali et dans le Sahel central. Les réseaux de conflit ont une structure assez compacte, comme en témoignent les valeurs plutôt faibles de leur coefficient d'agglomération – mesure indiquant si les acteurs ont tendance à former de petites communautés fermées, caractérisées par une forte densité de liens. Seule échappe à ce constat la région du lac Tchad, dont le coefficient d'agglomération relativement élevé semble indiquer l'existence d'un réseau plus cohésif. Le nombre moyen d'étapes nécessaires pour relier les organisations en conflit ne dépasse pas 3 dans l'ensemble des conflits régionaux, laissant à penser qu'il est possible d'atteindre facilement la plupart des ennemis. Les organisations violentes sont plus éloignées les unes des autres au sein du réseau régional, où 4.2 étapes sont en moyenne nécessaires pour passer de l'une à l'autre.

Ces résultats ne signifient pas pour autant que le réseau régional de conflit manque de cohésion. Loin d'être fragmenté en une multitude de groupes, il est remarquablement compact, compte tenu de la distance considérable qui sépare certaines des organisations impliquées en Afrique du Nord et de l'Ouest. Les trois quarts des acteurs (74 %) se trouvent dans la composante principale du réseau, qui regroupe une grande partie des organisations impliquées dans les conflits libyen, malien et nigérian.

Graphique 4.4

Les réseaux d'opposition sont-ils plutôt centralisés ou décentralisés ?



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

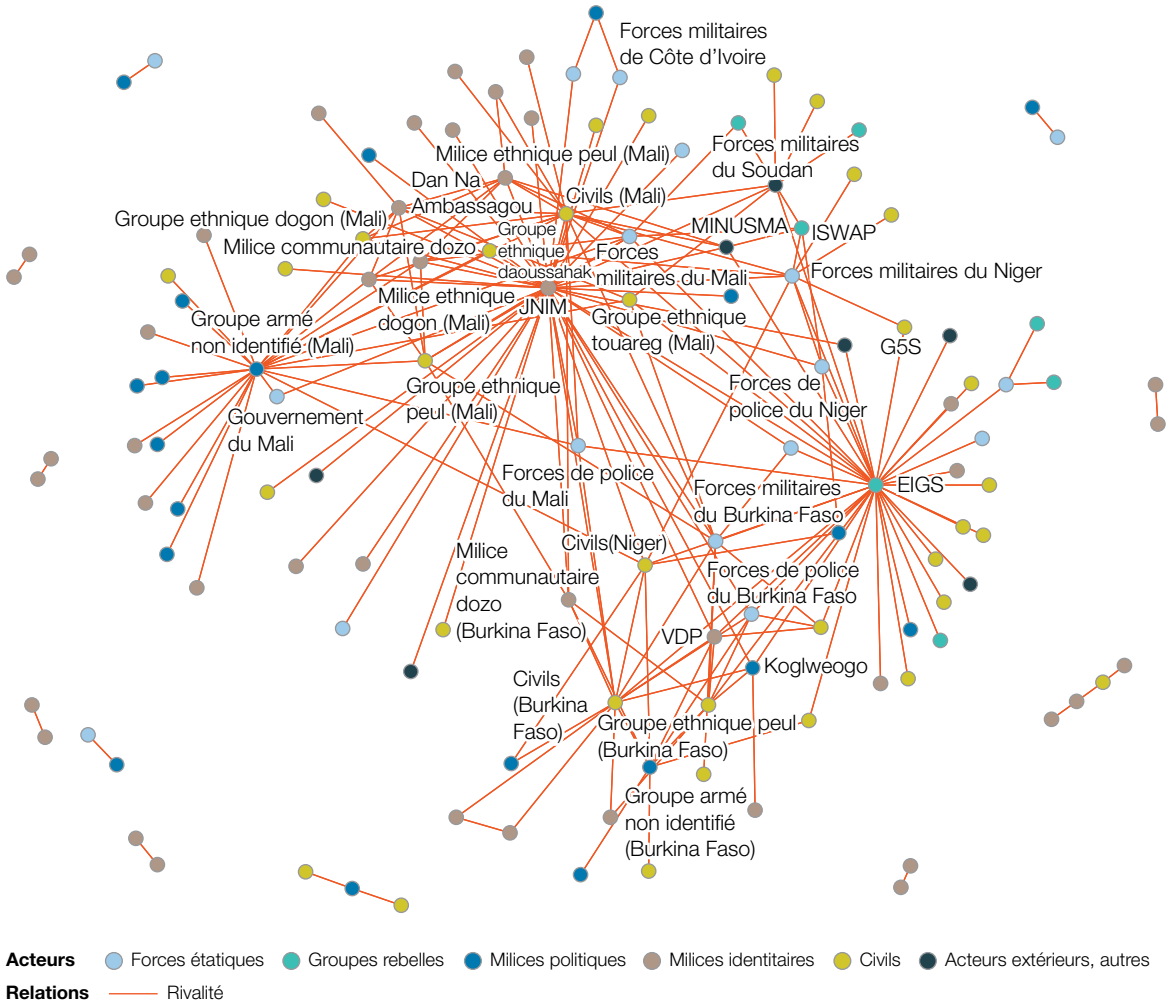
Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

Cette remarquable compacité s'explique par la présence d'importants intermédiaires, c'est-à-dire d'organisations ciblées par plusieurs types d'ennemis. Les populations civiles occupent cette position dans de nombreux pays : les forces gouvernementales et les organisations jihadistes ont en effet toutes deux tendance à les attaquer davantage qu'elles ne s'affrontent entre elles. En d'autres termes, les civils sont le ciment qui assure la cohésion des ennemis, avec des conséquences dramatiques pour eux et la stabilité politique de la région.

Une autre façon de déterminer les modalités d'affrontement entre organisations violentes consiste à examiner la centralisation de leur réseau. Cette mesure indique ainsi si le réseau est plutôt centralisé autour d'un petit nombre de nœuds clés, ou plutôt décentralisé. Il ressort de cette analyse qu'à l'échelon régional et local, les réseaux d'opposition comptent peu d'acteurs à la centralité exceptionnellement élevée. En témoignent les mesures présentées dans le Graphique 4.4, qui indiquent le degré d'inégalité au sein du réseau. Ces mesures varient de 0 quand aucun acteur n'est pas plus central qu'un autre, à 1 quand la centralité d'un seul acteur est supérieure à celle de tous les autres, comme lorsqu'un individu occupe le centre d'un réseau en étoile, au sein duquel chacun des autres acteurs est relié à ce nœud central. Si les réseaux d'opposition étaient centralisés, la plupart de leurs scores de centralisation seraient supérieurs à 0.5, et l'espace entre les quatre arêtes du diagramme en radar serait presque plein. Dans l'ensemble, c'est au Mali et dans le Sahel central que le réseau est le moins centralisé, et dans la

Graphique 4.5

Réseau d'opposition au Mali et dans le Sahel central, 2020



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

région du lac Tchad que se trouve le plus grand nombre d'acteurs centraux.

La centralisation de degré inférieure à 0.3 dans l'ensemble des réseaux d'opposition indique que le nombre de relations conflictuelles ne varie pas substantiellement parmi les organisations en conflit. Les faibles scores de centralisation de proximité observés partout signalent quant à eux qu'aucun acteur n'est particulièrement proche du centre du réseau. La centralisation spectrale relativement élevée (> 0.5) à l'échelon régional et dans la zone du lac Tchad suggère que certaines organisations peuvent combattre un nombre disproportionnellement élevé d'ennemis ayant eux-mêmes de nombreux ennemis. Enfin, la faible centralisation d'intermédiarité (< 0.5) dans toutes les zones indique qu'aucun intermédiaire n'est particulièrement central.

Qui est en conflit avec qui au Mali et dans le Sahel central ?

Le conflit malien débute en janvier 2012, après le lancement d'une offensive militaire contre l'armée malienne par une alliance provisoire entre les rebelles touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) et des groupes affiliés à Al-Qaïda. En quelques semaines, les insurgés prennent le contrôle des grandes villes

Encadré 4.1

Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM)

Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (en arabe, Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin, JNIM) est une organisation salafiste jihadiste opérant sous la bannière d'Al-Qaïda. Il naît en mars 2017 d'une fusion entre Ansar Dine, dont l'unité de la Katibat Macina, et les branches sud d'AQMI, dont Al-Mourabitoune, qui avait rejoint les rangs d'AQMI en 2015 après une période de tension. L'émir du JNIM est Iyad ag Ghali, ancien chef d'Ansar Dine. Parmi les autres figures de premier plan de l'organisation figurent Djamel Okacha (alias Yahia Abou al-Hamman, 1978-2019) et le chef de la Katibat Macina, Amadou Kouffa (Center for Strategic and International Studies, 2018[9]). Le commandant en second d'ag Ghali, Ali Maychou, est tué en octobre 2019.

Le JNIM est actif dans le nord et le centre du Mali, ainsi qu'au Niger et au Burkina Faso. Le groupe, et plus particulièrement Kouffa, entretient des liens étroits avec le groupe jihadiste burkinabé Ansarul Islam (voir Encadré 4.3). Les unités du JNIM sous le commandement de Kouffa pourraient aussi avoir établi une présence le long de la frontière entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Les cibles du groupe incluent les forces françaises de lutte contre le terrorisme dans le Sahel, les forces de maintien de la paix des Nations Unies, les forces militaires sahéliennes, les milices locales, ainsi que d'autres organisations jihadistes. Le JNIM et ses unités ont perpétré certaines des attaques les plus meurtrières de tout le conflit en cours dans le Sahel, notamment celle de juin 2018, qui contraint la Force conjointe régionale du G5 Sahel à déplacer son quartier général du centre du Mali vers la capitale Bamako.

Il est possible que le JNIM entretienne des liens complexes et opaques avec des acteurs politiques plus traditionnels dans le Sahel, en particulier dans le nord du Mali. On accuse ainsi régulièrement le groupe, et surtout ag Ghali, d'entretenir des relations suivies avec la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), alliance d'anciens rebelles qui occupe une place prépondérante sur le plan politique dans la région de Kidal au Mali. Plusieurs hauts dirigeants de la CMA étaient ainsi d'anciens chefs d'Ansar Dine en 2012-13. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a d'ailleurs sanctionné certains dirigeants de la CMA pour complicité et coordination avec le JNIM (Conseil de sécurité des Nations Unies, 2018[10]). En 2020, Ahmada ag Bibi, dirigeant de premier plan de la CMA, également ancien dirigeant d'Ansar Dine, joue un rôle central dans la négociation d'un échange de prisonniers entre le JNIM et le gouvernement malien. Dans l'ensemble, les intentions d'ag Ghali à long terme ne sont pas claires : le JNIM a en principe accepté d'entamer des négociations plus larges avec le gouvernement malien, mais l'insistance du groupe sur le retrait des forces d'intervention françaises pourrait, dans les faits, vouer ces pourparlers à l'échec.

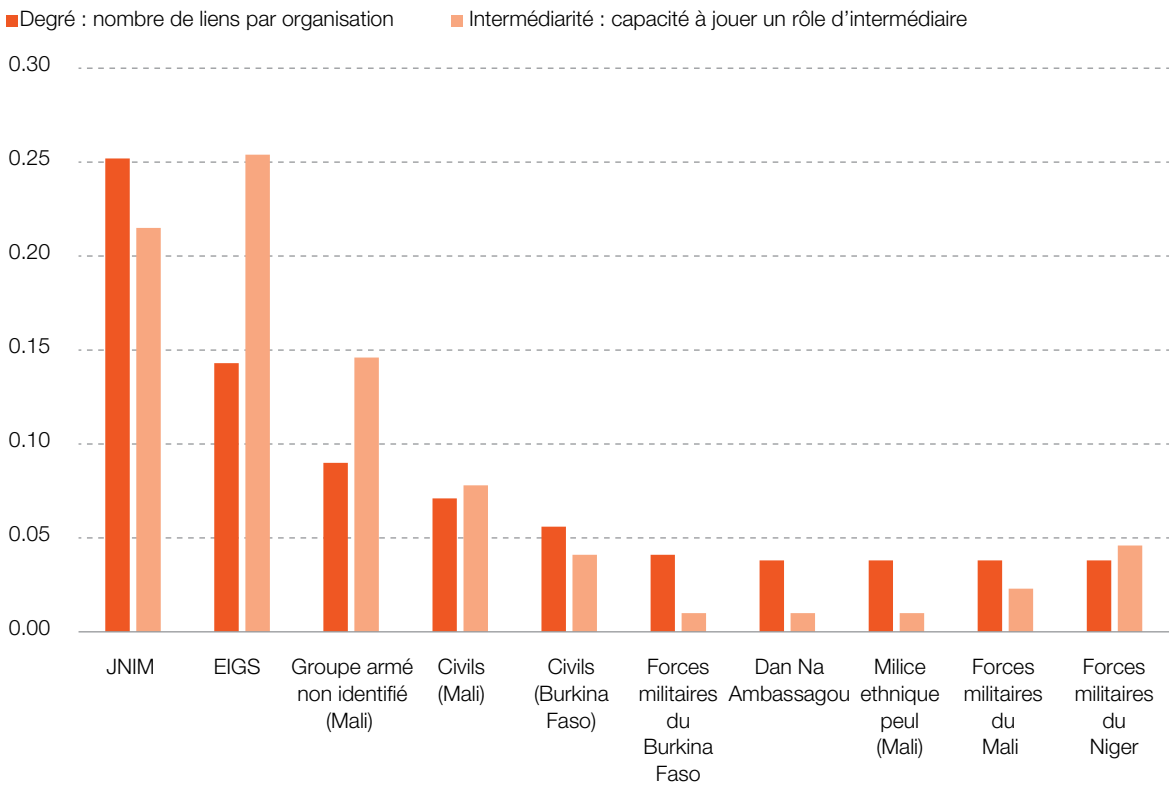
Source : Texte original fourni par Alexander Thurston et Susanna Goewey.

du nord du Mali, dont Tessalit et Kidal, où l'offensive a commencé, ainsi que Ménaka, Tombouctou et Gao. Rapidement, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Ansar Dine – deux groupes jihadistes – exploitent les griefs des Touareg et commencent à lutter contre leurs anciens alliés. En janvier 2013, une offensive militaire des jihadistes vers Mopti, dans le centre du Mali, convainc le gouvernement provisoire malien de demander l'intervention de l'armée française, qui lance alors l'opération Serval. Celle-ci reprend rapidement le contrôle du nord du Mali, à l'issue d'une opération d'une envergure inégalée depuis la guerre d'Algérie, et ouvre ainsi la voie au déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et de la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali).

Bien que l'intervention française ait atteint ses objectifs militaires immédiats, aucune solution politique au conflit malien ne se concrétise (OCDE/CSAO, 2020[8]). En février 2014, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad créent le G5 Sahel afin de coordonner leurs efforts dans la lutte contre les organisations jihadistes. Six mois

Graphique 4.6

Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés au Mali et dans le Sahel central, 2020



Note : La centralité de degré représente le nombre de liens qu'entretient une organisation ; celle d'intermédiarité, sa capacité à relier différentes parties du réseau. Ces mesures sont standardisées afin de pouvoir comparer des réseaux de différentes tailles, en divisant le nombre de liens effectifs par le nombre maximum de liens possibles. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

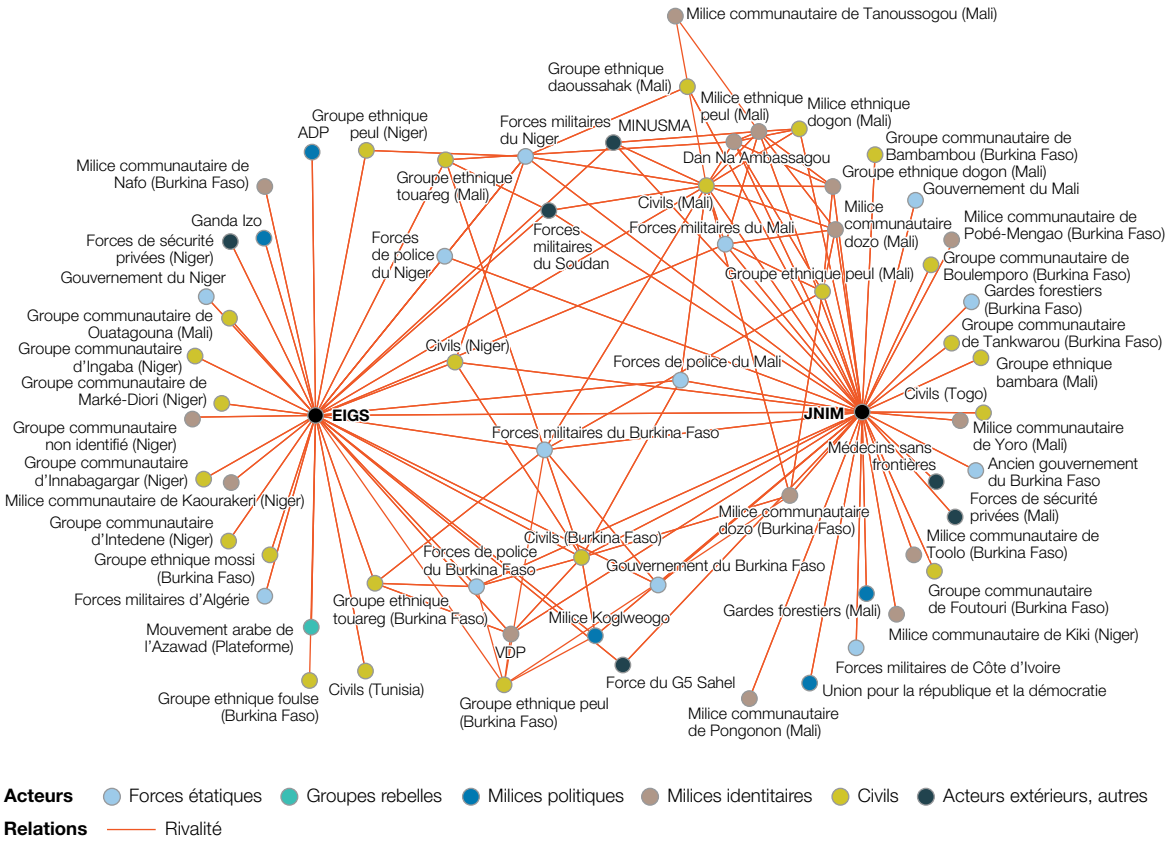
plus tard, la France remplace l'opération Serval par l'opération Barkhane, effort régional visant à lutter contre le terrorisme et les trafics transnationaux dans le Sahara-Sahel. Huit ans après l'opération Serval, l'insécurité provoquée par les rivalités entre forces gouvernementales, anciens rebelles, extrémistes religieux, milices et forces internationales reste plus forte que jamais. Initialement circonscrites au nord du Mali, les violences s'étendent au centre et à l'est du pays, ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger voisins. Malgré quelques victoires ponctuelles contre les terroristes, comme l'assassinat de l'émir d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Abdelmalek Droukdel, par les forces françaises en juin 2020, le Mali reste l'épicentre d'un foyer régional de violences, sous la domination d'organisations violentes affiliées à Al-Qaïda et l'État islamique.

La structure décentralisée de ce réseau d'opposition se distingue clairement dans le Graphique 4.5, qui représente les organisations en conflit au premier trimestre 2020 au Mali et dans le Sahel central : aucune des 137 organisations individuelles représentées par type n'apparaît particulièrement centrale. Près de 80 % des organisations sont reliées entre elles au sein de la composante principale du réseau. Le nombre relativement faible d'organisations déconnectées du réseau de conflit indique clairement que le Mali et le Sahel central forment un théâtre d'opérations dépassant les frontières nationales.

Les organisations comptant le plus d'ennemis sont le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), coalition de groupes jihadistes affiliés à Al-Qaïda formée en 2017 (Encadré 4.1) et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), fondé en 2015. Le JNIM et l'EIGS figurent aussi parmi les principaux intermédiaires de violence de la région, comme en témoignent leurs scores très élevés de centralité d'intermédiarité :

Graphique 4.7

Réseau d'opposition du JNIM et de l'EIGS dans le Sahel central, 2020



Note : ADP signifie Alliance pour la défense de la patrie et VDP Volontaires pour la défense de la patrie. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

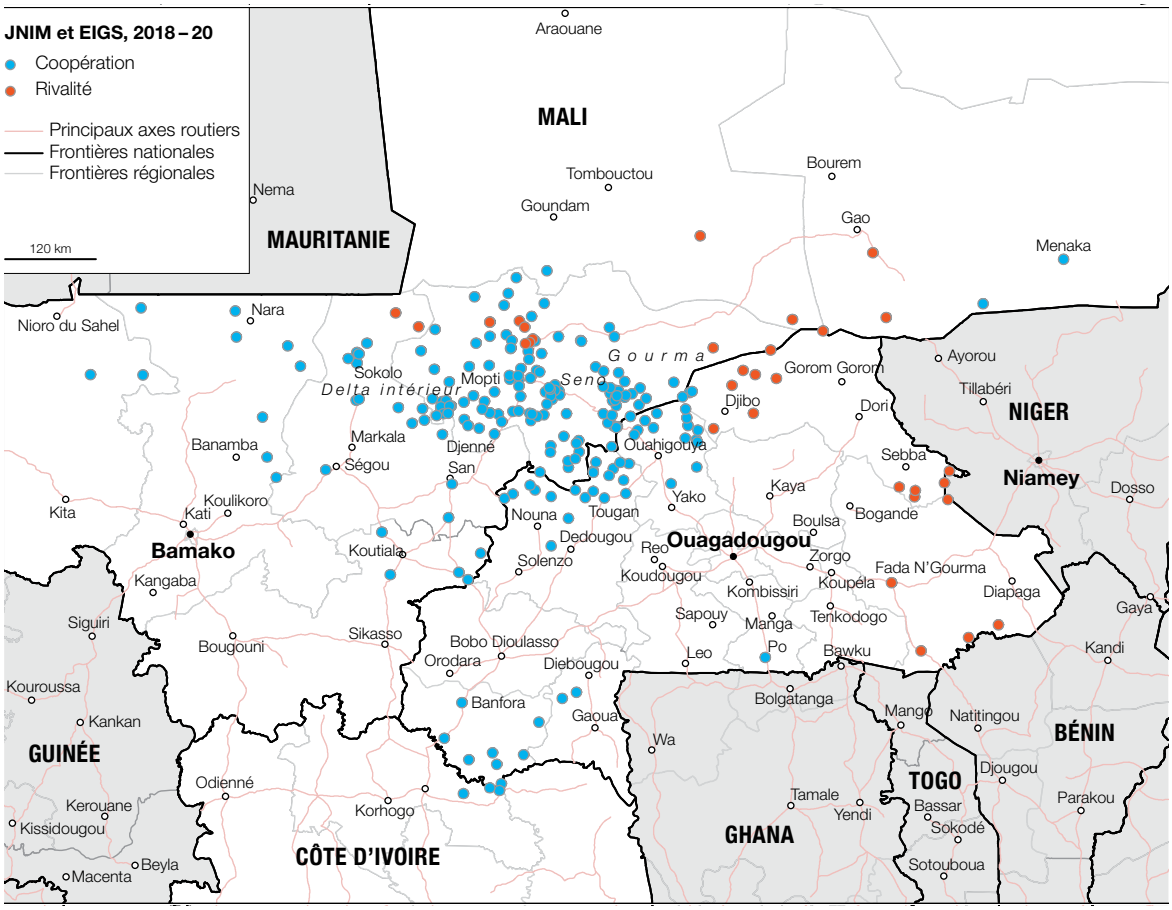
Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

ces organisations se situent souvent entre deux acteurs qui ne s'affrontent pas, comme par exemple les forces gouvernementales et leurs milices alliées (Graphique 4.6). En termes purement structurels, le fait d'être entouré de nombreux ennemis ou de faire le lien entre différents groupes d'ennemis dans un réseau d'opposition, constitue un handicap pour toute organisation. Dans un réseau au sein duquel les liens entre acteurs représentent des rivalités, les intermédiaires sont susceptibles d'être pris pour cible par différentes parties et de se retrouver ainsi dans une situation précaire. Contrairement aux réseaux de liens positifs, comme ceux reliant des marchands ou des alliés politiques, les réseaux de liens négatifs sont préjudiciables aux organisations qui ont un grand nombre de liens, pour la simple raison que chaque nouveau lien est vecteur de plus de violence.

En 2020, le JNIM a été en conflit, à un moment ou un autre, avec 44 organisations distinctes, soit le plus grand nombre recensé dans la région, l'EIGS comptant, quant à lui, 37 ennemis. La caractéristique la plus frappante de ces organisations est leur capacité à combattre un large éventail d'ennemis. Outre leurs affrontements avec les forces militaires et de police de six pays, le JNIM et l'EIGS se battent ainsi contre des milices ethniques, comme le groupe dogon Dan Na Ambassagou, des milices communautaires créées en réponse à l'insécurité politique, des groupes rebelles, le G5 Sahel, la MINUSMA, des forces de sécurité privées, des organisations non gouvernementales telles que Médecins sans frontières (MSF), et de multiples groupes de civils. La représentation structurelle de ces conflits met en évidence la lutte simultanée des forces gouvernementales contre le JNIM et

Carte 4.2

Rivalité et coopération entre le JNIM et l'EIGS dans le Sahel central, 2018-20



Note : Cette carte représente les événements dans le cadre desquels le JNIM et l'EIGS ont entretenu des relations d'opposition ou d'alliance, et non les attaques menées séparément par chacune de ces deux organisations. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

l'EIGS, et la situation des civils, qui se retrouvent pris en étau (Graphique 4.7).

Jusqu'à la fin des années 2010, l'EIGS mène de nombreuses attaques avec des groupes affiliés à Al-Qaïda contre leurs ennemis communs (Le Roux, 2019[11]), en raison des liens interpersonnels étroits entre hauts commandants. Ces dernières années, l'EIGS et le JNIM s'opposent toutefois de plus en plus sur différentes questions d'ordre idéologique et stratégique (Nsaibia et Weiss, 2020[12]). De janvier à juin 2020, l'EIGS affronte le JNIM à 28 reprises, entraînant la mort de 303 personnes. La cartographie de ces attaques met en évidence la coopération de ces deux organisations pour étendre leurs activités au centre du Mali, au nord de la Côte d'Ivoire et dans la plaine du Séno et la région du Gourma, entre le Mali et le Burkina Faso. L'EIGS est en revanche actuellement en concurrence avec le JNIM dans trois zones spécifiques : le delta intérieur du Niger au Mali, la région du Sahel au Burkina Faso, et le long de la frontière orientale du Burkina Faso (Carte 4.2).

Qui est en conflit avec qui dans la région du lac Tchad ?

La région pauvre du lac Tchad est au centre d'une insurrection de grande envergure, lancée contre le gouvernement nigérian en 2009 par l'organisation jihadiste Boko Haram. Ce nom, qui signifie « l'éducation occidentale est interdite [par l'islam] », était un slogan utilisé par le premier leader du groupe, Mohamed Yusuf (1970-2009). Il n'a jamais été le nom officiel du groupe qui, depuis les années 2010, préfère se faire appeler « Jama'at Ahl al-Sunna li-l-Da'wa wa-l-Jihad »

en arabe, soit la Congrégation des compagnons du Prophète pour la propagation de la tradition sunnite et la guerre sainte.

Les origines du groupe sont controversées (Thurston, 2018[13]). Selon la thèse dominante, il serait apparu au début des années 2000 sous la forme d'un mouvement de prédication radical, mais principalement non violent, centré autour de Yusuf dans la ville de Maiduguri, au nord-est du Nigéria. Selon une autre thèse, il se serait développé dans les années 90 à partir d'une cellule directement encouragée par Al-Qaïda et/ou des militants et jihadistes algériens. Quelle que soit la thèse retenue, le premier soulèvement violent impliquant des éléments de Boko Haram survient en 2003, dans l'État de Yobe au Nigéria. Un soulèvement d'une bien plus grande ampleur a ensuite lieu à l'été 2009 à Maiduguri (Nigéria). Yusuf est tué par la police et Abubakar Shekau, son proche compagnon lui succède.

À l'époque de Yusuf, Boko Haram entretient des liens individuels avec AQMI, qui lui propose davantage de financements et d'entraînements après le soulèvement de 2009. Toutefois, les efforts d'AQMI pour contrôler Shekau échouent. Un groupe de dissidents de Boko Haram, soutenus par AQMI, fait sécession en 2011-12 pour former Jama'at Ansar al-Muslimin fi Bilad al-Sudan (Avant-garde pour la protection des musulmans en Afrique noire), plus connue sous le nom d'Ansaru. Ce groupe est la cible d'assassinats perpétrés par le camp de Shekau, ainsi que de chasses à l'homme menées par les services de sécurité nigérians, et ne parvient pas à se développer, en dehors de quelques opérations sporadiques. En 2015, Boko Haram prête allégeance à l'État islamique et devient sa « province d'Afrique de l'Ouest ». En 2016, la majorité des combattants font sécession, emportant avec eux le soutien de l'État islamique. Les analystes désignent désormais la plus petite faction, dirigée par Shekau, sous le nom de Boko Haram ou Jama'at Ahl al-Sunna li-l-Da'wa wa-l-Jihad, et le plus grand groupe dissident, dirigé par Abou Mosab al-Barnaoui, sous le nom d'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) (Zenn, 2020[14]).

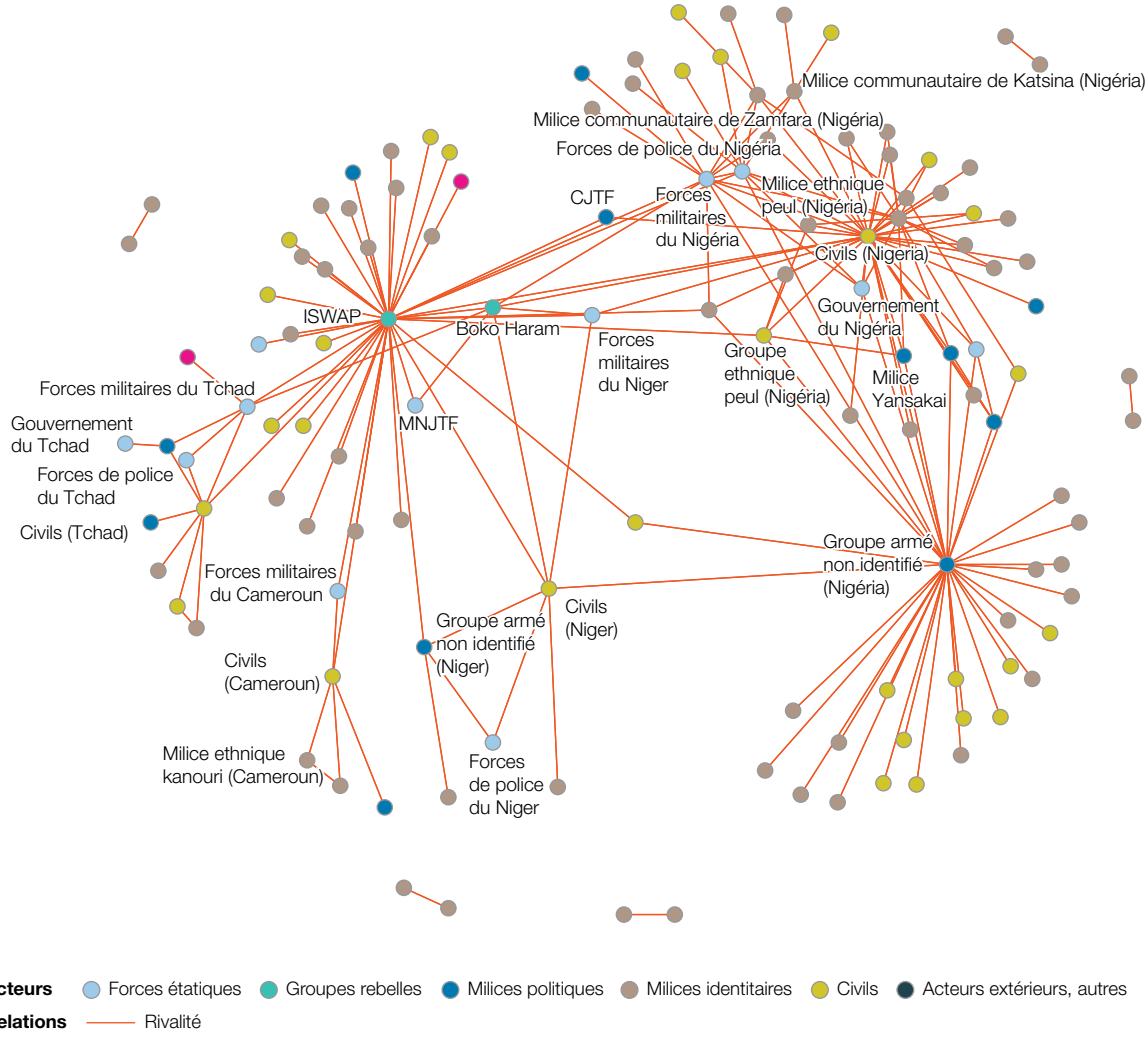
Depuis 2009, le groupe mène des vagues d'attaques terroristes, principalement dans le nord-est du Nigéria. L'ampleur de l'insurrection de Boko Haram est souvent sous-estimée. Plus de six fois plus de personnes ont ainsi été tuées dans la région du lac Tchad depuis le début des années 2010 que durant la guerre civile malienne, qui a débuté en 2012 (OCDE/CSAO, 2020[8]). Considérées ensemble, les deux factions de Boko Haram sont de loin les groupes d'insurgés les plus meurtriers de la région. ACLED recense pas moins de 4 895 événements violents impliquant Boko Haram ou ISWAP depuis 2009, soit près de 20 % de la totalité des événements recensés en Afrique de l'Ouest. Ciblant initialement les villes, Boko Haram, mise sous pression par les forces gouvernementales et des groupes d'autodéfense comme la Force d'intervention civile conjointe (Civilian Joint Task Force, CJTF), étend ensuite son action aux zones rurales. En 2014-15, sous la direction de Shekau, Boko Haram s'empare de territoires dans les États de Borno, Yobe et Adamawa, où le groupe attaque des marchés (Van Den Hoek, 2017[15]), impose des taxes sur les ressources agricoles, pastorales et halieutiques, et déplace des centaines de milliers de réfugiés.

En réponse, le gouvernement nigérian lance plusieurs offensives militaires de grande envergure et réactive la Force multinationale mixte (MNJTF), effort conjoint visant à sécuriser les frontières de la région. Boko Haram et ses ramifications reprennent ensuite leur campagne de violences dans le nord-est du Nigéria, le sud-est du Niger, le sud-ouest du Tchad et le nord du Cameroun. Si les opérations de la MNJTF permettent de réduire l'intensité de l'insurrection, le niveau de violence dans la région du lac Tchad reste toutefois très élevé et les insurgés, retranchés dans quelques bastions, sont loin d'être vaincus. L'analyse des dynamiques de mobilité semble ainsi indiquer que les deux principales factions de Boko Haram se composent de cellules extrêmement mobiles, capables de se déplacer sur de longues distances de façon répétée. Ces 50 à 60 cellules peuvent se replier dans des lieux reculés, difficiles d'accès pour les troupes gouvernementales, comme les îles du lac Tchad et les monts Mandara à la frontière camerounaise (Prieto Curiel, Walther et O'Clery, 2020[16]).

La centralité de Boko Haram et de ISWAP apparaît clairement dans le Graphique 4.8, qui représente le réseau d'opposition dans la région du lac Tchad. Toutefois, les conflits dans cette

Graphique 4.8

Réseau d'opposition dans la région du lac Tchad, 2020



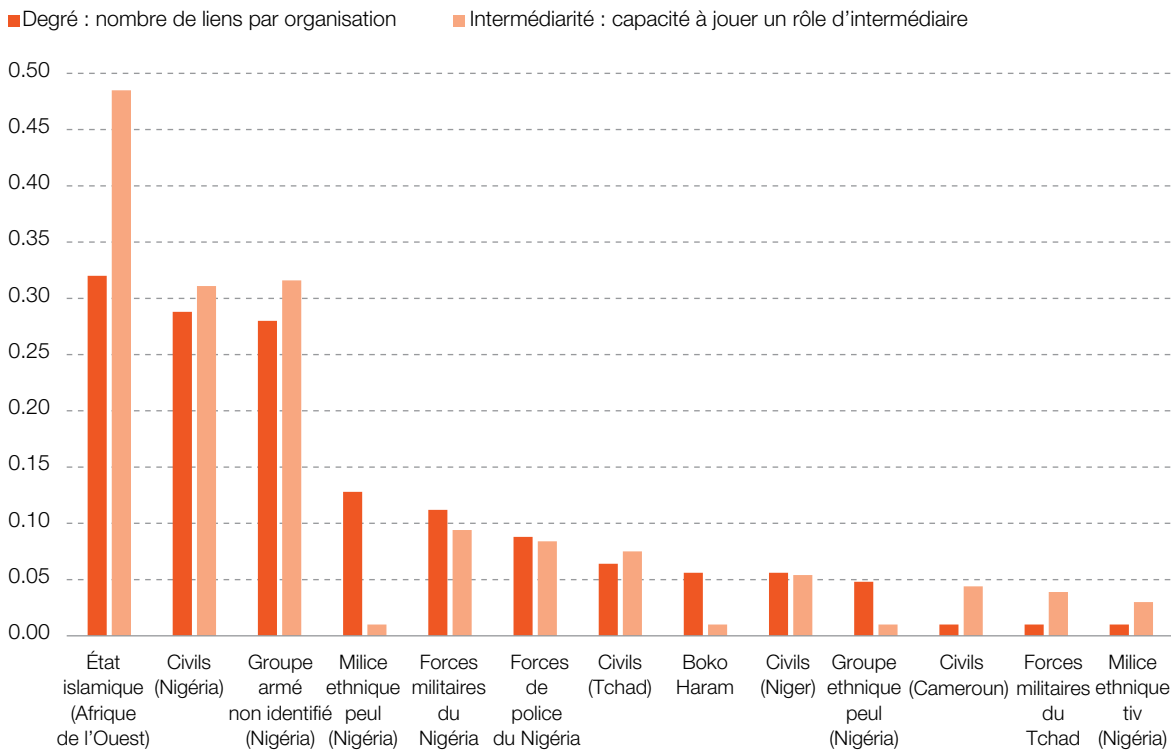
Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

région sont loin de se limiter à « Boko Haram » et ses ennemis. Les violences communautaires y sont en effet très répandues, comme en témoigne le grand nombre d'ennemis formés autour des groupes d'autodéfense peul et communautaires, répertoriés dans la catégorie des « milices identitaires » dans la base de données d'ACLED. Moins bien documentés que l'insurrection de Boko Haram, ces conflits autour des ressources agricoles et pastorales, des droits fonciers, de l'accès aux marchés et de désaccords politiques, n'en restent pas moins extrêmement meurtriers. Si l'insurrection de Boko Haram et les violences communautaires diffèrent clairement en termes d'origines et de motivations politiques, toutes deux contribuent néanmoins à accentuer l'intensité de l'environnement conflictuel, en alimentant les violences entre d'autres acteurs du réseau. Depuis que Boko Haram a entamé sa campagne de violences, à la fin des années 2000, la région connaît une augmentation des conflits entre acteurs armés ne combattant pas Boko Haram ou ISWAP (Dorff, Gallop et Minhas, 2020[17]). Ce constat semble indiquer que l'apparition d'un opposant majeur de l'État, tel que « Boko Haram », peut indirectement augmenter la probabilité de combats entre tout belligérant du conflit du nord-est du Nigéria.

Graphique 4.9

Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés dans la région du lac Tchad, 2020



Note : La centralité de degré représente le nombre de liens qu'entretient une organisation ; celle d'intermédiarité, sa capacité à relier différentes parties du réseau. Ces mesures sont standardisées afin de pouvoir comparer des réseaux de différentes tailles, en divisant le nombre de liens effectifs par le nombre maximum de liens possibles. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

ISWAP est l'organisation présentant la plus forte centralité de degré dans la région. Ensemble, Boko Haram et ISWAP ont des relations d'opposition avec 44 ennemis dans la région, soit un nombre bien plus élevé que toute autre organisation violente dans le nord du Nigéria et les pays voisins, et identique à celui du JNIM au Mali (Graphique 4.9).

Les civils sont le deuxième acteur le plus central du réseau, triste position résultant du fait qu'ils sont pris pour cible à la fois par les forces gouvernementales, Boko Haram et ISWAP. Si le nombre de morts parmi les civils est en forte baisse depuis son pic au milieu des années 2010, ils sont néanmoins plus de 16 000 à avoir été tués lors d'affrontements avec Boko Haram et ISWAP depuis le début de l'insurrection.

Comme au Mali et dans le Sahel central, des groupes armés non identifiés sont responsables d'un grand nombre d'attaques dans la région du lac Tchad. Leur centralité de degré et d'intermédiarité n'est surpassée que par ISWAP et les forces nigérianes. Ces groupes restent non identifiés parce que les attaquants quittent les lieux sans être reconnus, ne revendiquent pas leur attaque, tuent tous les témoins ou sont eux-mêmes tués. Ces groupes non identifiés pourraient-ils s'avérer être en fait Boko Haram ou ISWAP ? Les modalités d'attaque observées en 2020 ne semblent pas aller dans ce sens : ces groupes armés non identifiés n'ont que 14 ennemis sur 69 en commun avec Boko Haram ou ISWAP. Par conséquent, les événements attribués à des groupes armés non identifiés sont perpétrés par de nombreuses autres organisations opérant aussi dans le nord du Nigéria. Certains de ces incidents sont d'une nature plus criminelle que politique, comme lorsque des hommes armés non identifiés attaquent des marchands ou volent du bétail. Cependant, un nombre alarmant de ces incidents concernent l'enlèvement ou l'assassinat de politiciens locaux par des attaquants non

identifiés dans des zones de gouvernement local au Nigéria.

Qui est en conflit avec qui en Libye ?

La première guerre civile libyenne débute en février 2011, après la répression violente, par les forces de sécurité, du mouvement de protestations contre le régime d'oppression de Mouammar Kadhafi. Le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) autorise alors une intervention militaire afin d'empêcher les attaques contre les civils en Libye. Le 23 mars, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) lance l'opération Unified Protector, visant à intercepter les armes acheminées vers la Libye par voie maritime, et entame rapidement une campagne de bombardements afin de détruire les forces gouvernementales et de faire respecter la zone d'exclusion aérienne décrétée par les Nations Unies. Kadhafi est tué le 20 octobre et l'opération Unified Protector s'achève 11 jours plus tard.

L'intervention de l'OTAN ne permet toutefois pas de mettre fin au conflit. Des affrontements éclatent entre différentes factions de la rébellion peu après l'annonce, par le Conseil national de transition (CNT), de la « libération » de la Libye, en octobre 2011. En mai 2014, les rivalités entre le gouvernement se réclamant de la Chambre des représentants et celui se réclamant du Congrès général national marquent le début de la deuxième guerre civile libyenne, conflit qui, à ce jour, continue de dévaster le pays.

Depuis la mort de Kadhafi, fin 2011, le conflit libyen est une guerre civile sur fond d'effondrement de l'État, plutôt qu'une insurrection anti-étatique, comme au Mali, au Burkina Faso ou dans le nord du Nigéria. La guerre fait également apparaître un clivage politique et militaire net entre l'est et l'ouest de la Libye, avec d'un côté, le Gouvernement d'accord national (GNA), basé à Tripoli et mis en place en 2015 dans le cadre de l'Accord politique libyen négocié sous l'égide des Nations Unies, et de l'autre, l'Armée nationale libyenne (LNA) à Benghazi, aussi connue sous le nom de « Forces armées arabes libyennes », affiliée à la Chambre des représentants à Tobrouk. La LNA, sous le commandement du Maréchal Khalifa Haftar, est accusée de multiples violations des droits humains. D'innombrables autres milices et tribus sont impliquées dans ce conflit, qu'elles se battent pour un camp ou pour l'autre, ainsi que de petites poches de groupes terroristes, comme l'État islamique et Al-Qaïda, qui rendent cette guerre civile encore plus complexe.

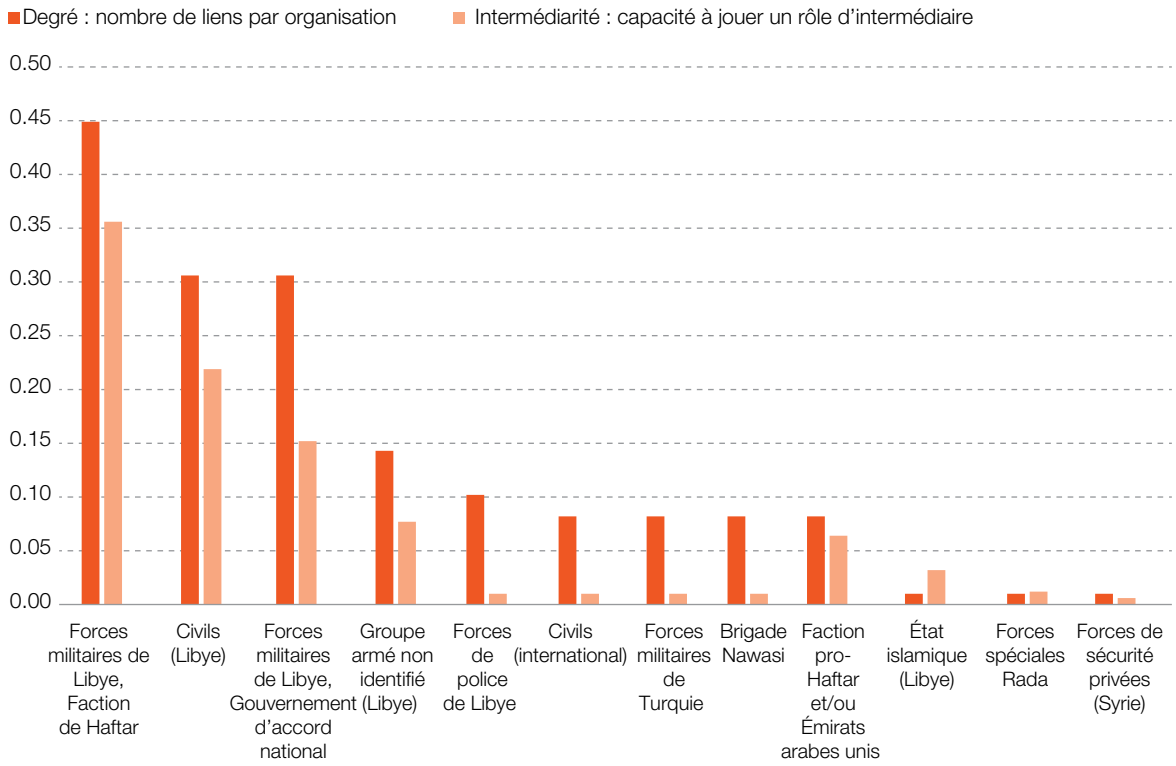
Sur le plan militaire, le conflit libyen est dominé par le GNA et la LNA, qui présentent une centralité de degré et d'intermédiarité bien plus élevée que toute autre organisation dans le pays (Graphique 4.10). Parmi les autres organisations prééminentes figurent l'État islamique, ainsi que la Brigade Nawasi et les Forces spéciales Rada, deux milices qui ont fait office de forces de police et de combat contre la LNA à Tripoli. La LNA et le GNA ayant tous deux initialement fait partie d'une force unifiée, ACLED les désigne respectivement sous l'appellation « Forces militaires de Libye – Faction de Haftar » et « Forces militaires de Libye – Gouvernement d'accord national ». Le conflit libyen se caractérise en outre par la forte implication militaire de forces de sécurité privées et de forces militaires étrangères (Chapitre 5).

Ces spécificités se reflètent bien dans la structure du réseau d'opposition en 2020 (Graphique 4.11). En plus de s'affronter entre eux, le GNA et la LNA sont en conflit avec une multitude de milices, forces de sécurité privées et civils. Les forces du GNA et de la LNA constituent les principaux nœuds de ce réseau, et sont en conflit avec des organisations qui ont moins d'ennemis qu'elles ; ce qui aboutit à un réseau plus centralisé et moins fragmenté qu'au Mali ou dans la région du lac Tchad.

En avril 2019, après des années d'offensives et de contre-offensives entre forces du GNA et de la LNA, ainsi que de multiples tentatives de paix de la part des acteurs internationaux, les forces de Haftar lancent un assaut contre Tripoli (Lacher, 2019[18]). Quelques gouvernements étrangers soutiennent ouvertement cette initiative, notamment les Émirats arabes unis (EAU), la Russie et l'Égypte, qui fournissent du matériel militaire et des soldats tandis que des États comme l'Arabie saoudite et la France offrent financements, armes et renseignements. L'une des principales raisons alors avancée par ces États pour justifier leur implication est l'hostilité qu'affiche Haftar contre l'islam politique, enjeu majeur pour des États comme l'Arabie saoudite, les EAU et l'Égypte,

Graphique 4.10

Centralité des organisations aux scores les plus élevés en Libye, 2020



Note : La centralité de degré représente le nombre de liens qu'entretient une organisation ; celle d'intermédiarité, sa capacité à relier différentes parties du réseau. Ces mesures sont standardisées afin de pouvoir comparer des réseaux de différentes tailles, en divisant le nombre de liens effectifs par le nombre maximum de liens possibles. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

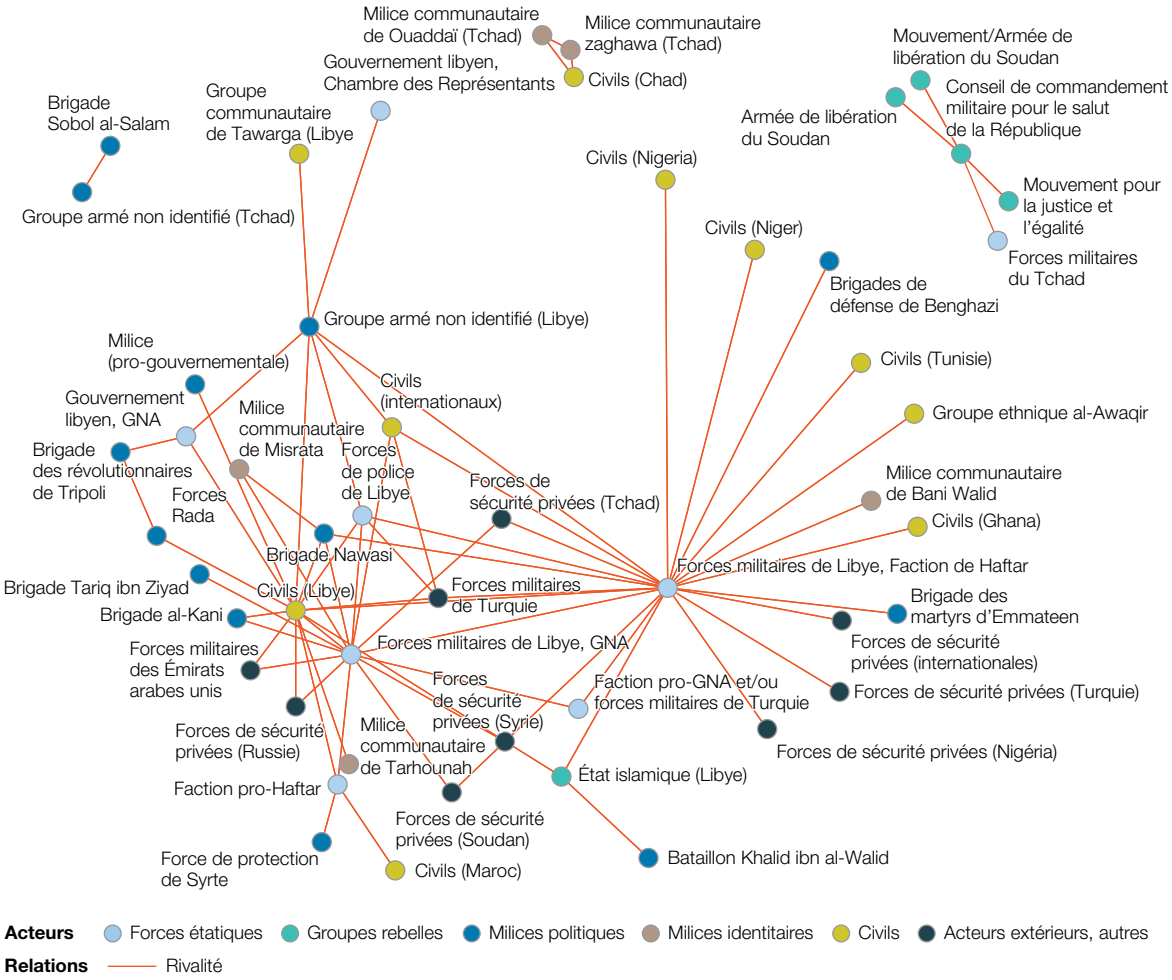
fermement opposés à l'islam politique des Frères musulmans sur leur territoire et à l'étranger.

L'une des caractéristiques de ce conflit est par ailleurs la fourniture régulière d'armes en provenance de l'étranger. Ces livraisons constituent une violation de l'embargo sur les armes mis en place par le Conseil de sécurité des Nations Unies contre la Libye depuis 2011, et un problème omniprésent difficile à résoudre. Le 29 juillet 2019, Ghassan Salamé, ancien Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), présente au Conseil de sécurité un plan pour la paix en Libye, dans lequel il propose notamment : 1) une trêve pendant l'Aïd al-Adha, fête islamique de premier plan ; 2) une conférence internationale de haut niveau avec tous les pays concernés pour œuvrer à un cessez-le-feu et appliquer l'embargo sur les armes ; et 3) une réunion des dirigeants libyens pour convenir de la voie à suivre, sous la direction de la Libye. La trêve de l'Aïd al-Adha fait rapidement consensus et commence alors la planification de la deuxième initiative de Salamé. Durant cette période, entre septembre et novembre 2019, 200 mercenaires du Groupe Wagner, aux mains d'un homme d'affaires lié au Kremlin, sont déployés en Libye en soutien aux forces de Haftar, leur permettant ainsi de gagner encore du terrain à Tripoli.

Confronté aux avancées de la LNA, le GNA se tourne vers l'un de ses principaux soutiens internationaux, la Turquie. Le 27 novembre, il signe avec celle-ci différents accords scellant leur partenariat contre la LNA et permettant l'envoi de renforts turcs en Libye. La Turquie fournit ainsi des armes, un appui en matière de défense aérienne, des conseillers, des drones et des milliers de combattants soutenus par la Syrie et la Turquie qui commencent à repousser la LNA hors de Tripoli début 2020 (Blanchard, 2020[19]).

Graphique 4.11

Réseau d'opposition en Libye, 2020



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

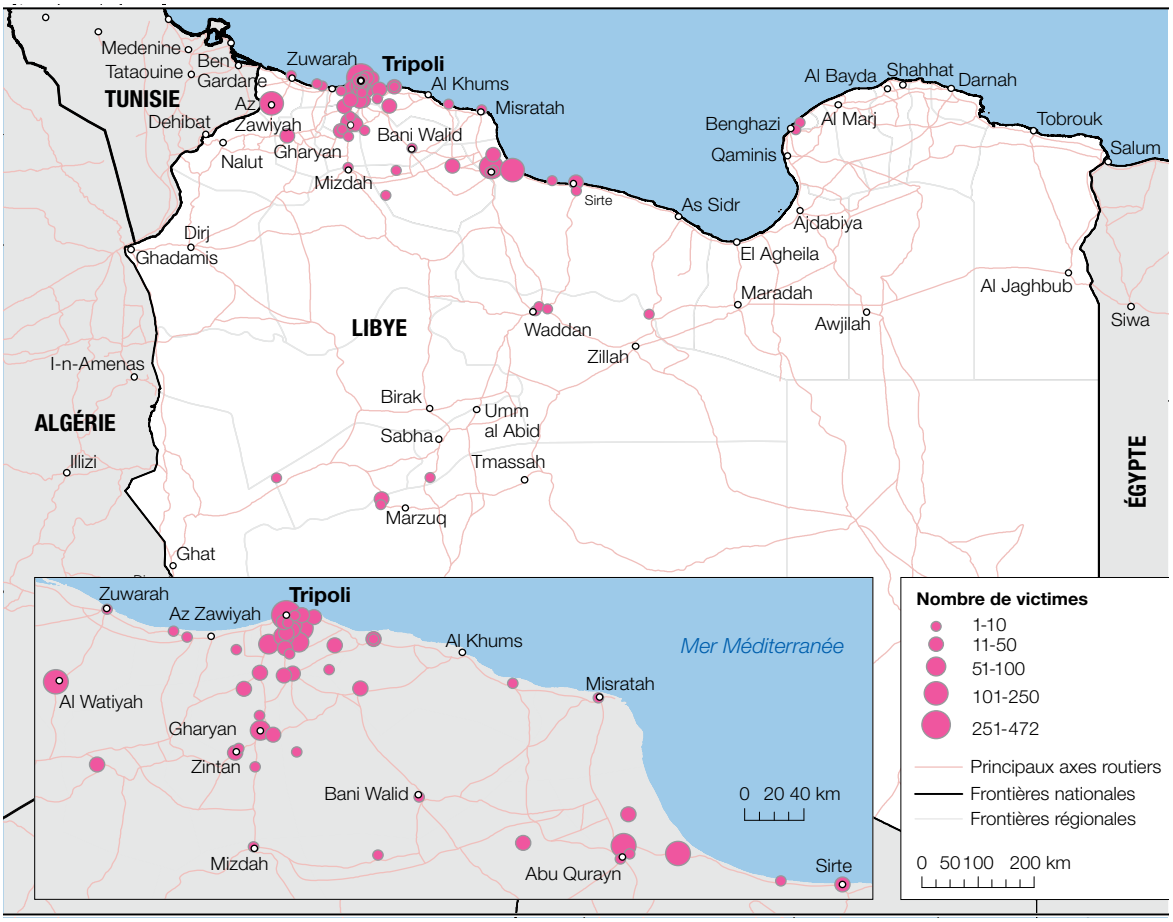
Depuis avril 2019, les forces de la LNA de Haftar et celles du GNA se sont affrontées 1 215 fois, faisant 2 260 victimes, selon ACLED (Carte 4.3).

Le 19 janvier 2020, la deuxième initiative du plan de Ghassan Salamé se concrétise avec la Conférence de Berlin, suite à l'échec de la tentative de négociation d'un cessez-le-feu par la Turquie et la Russie plus tôt ce même mois. De nombreux États concernés par la situation en Libye, dont les EAU, l'Égypte, la France, la Russie et la Turquie, y participent, s'engageant à mettre fin à l'ingérence étrangère et aux livraisons d'armes. Ils approuvent par ailleurs la création d'une Commission militaire mixte (CMM), composée de responsables militaires libyens des deux camps, pour œuvrer en faveur d'un cessez-le-feu durable. Peu après, les conclusions de la Conférence de Berlin sont approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2510. Le premier cycle de pourparlers de la CMM libyenne 5+5 débute le 3 février, et les progrès réalisés conduisent à une deuxième réunion fin février, lors de laquelle les responsables travaillent à un accord de cessez-le-feu qui permettrait à certains civils de rentrer chez eux. Une recrudescence des violences en mars bloque toutefois les pourparlers, tandis que les livraisons d'armes se poursuivent à destination des deux camps et que les forces du GNA repoussent la LNA hors de Tripoli.

En mai, le GNA repousse les forces de Haftar jusqu'à Syrte, ville considérée comme

Carte 4.3

Affrontements entre la LNA et le GNA, 2018-20



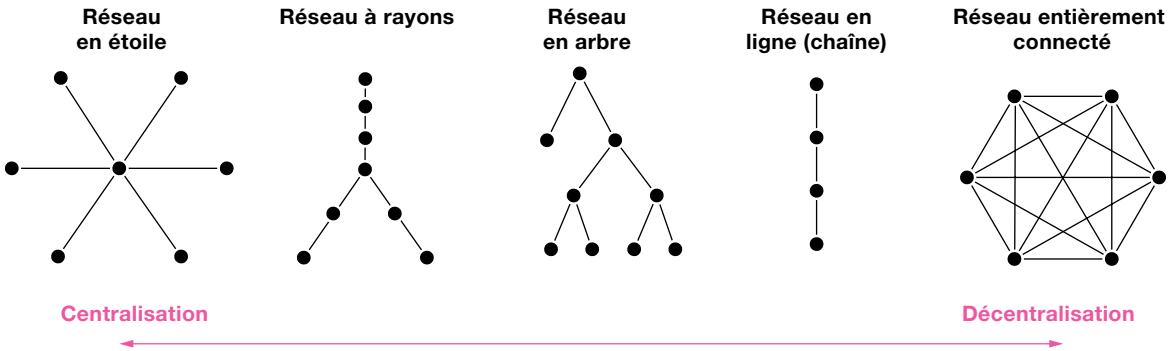
Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

la porte d'entrée de la région orientale, riche en pétrole. Le 6 juin, lors d'une réunion avec le Maréchal Haftar et Aguila Salah Issa, Président de la Chambre des représentants, le Président égyptien Abdel Fattah al-Sissi demande, entre autres, qu'un cessez-le-feu soit instauré à partir du 8 juin, que toutes les troupes et mercenaires étrangers quittent le pays, et que toutes les armées et milices remettent leurs armes à la LNA. Cette Déclaration du Caire est largement ignorée par le GNA, qui y voit une proposition unilatérale et réaffirme sa volonté de poursuivre son avancée vers Syrte (Melcangi et Dentice, 2020[20]).

Plus tard ce même mois, le Président al-Sissi déclare que la présence des forces du GNA à Syrte constitue « une ligne rouge » pour l'Égypte et qu'en cas de persistance du GNA, une intervention directe serait justifiée au titre de la légitime défense. Trois jours plus tard, la Russie appelle à des négociations de cessez-le-feu. Des appels similaires suivent de la part de la France, de l'Allemagne, des États-Unis, de l'Italie et de la Ligue arabe. Cependant, même si un cessez-le-feu était instauré, les violences perpétrées depuis le printemps, avec le soutien de multiples acteurs internationaux poursuivant leurs propres intérêts, ont déjà coûté la vie à des milliers de personnes, entraîné le déplacement de plus de 425 000 Libyens à l'intérieur du pays, et mis en danger quelque 650 000 autres réfugiés africains en Libye (Baldwin-Edwards et Lutterbeck, 2019[21]).

Graphique 4.12
Centralisation au sein des réseaux



Source : Adaptation à partir d'OCDE/CSAO (2019[21]), *Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/2466d2f7-fr.

Évolution de la structure du réseau d'opposition

D'après les dynamiques observées de 2009 à 2020, une tendance générale à l'augmentation des conflits se dessine en Afrique du Nord et de l'Ouest, mais aussi une centralisation croissante des réseaux d'opposition autour de quelques acteurs clés. Chacune des zones de conflit à l'échelon infrarégional présente, à l'évidence, des niveaux de conflit plus élevés que la région considérée dans son ensemble. La structure du réseau d'opposition apparaît cependant très instable en Libye, tandis qu'elle demeure plus constante dans le temps dans la région du lac Tchad. Les réseaux d'opposition au Mali et dans le Sahel central changent quant à eux rapidement depuis 2017, après plusieurs années de relative stabilité.

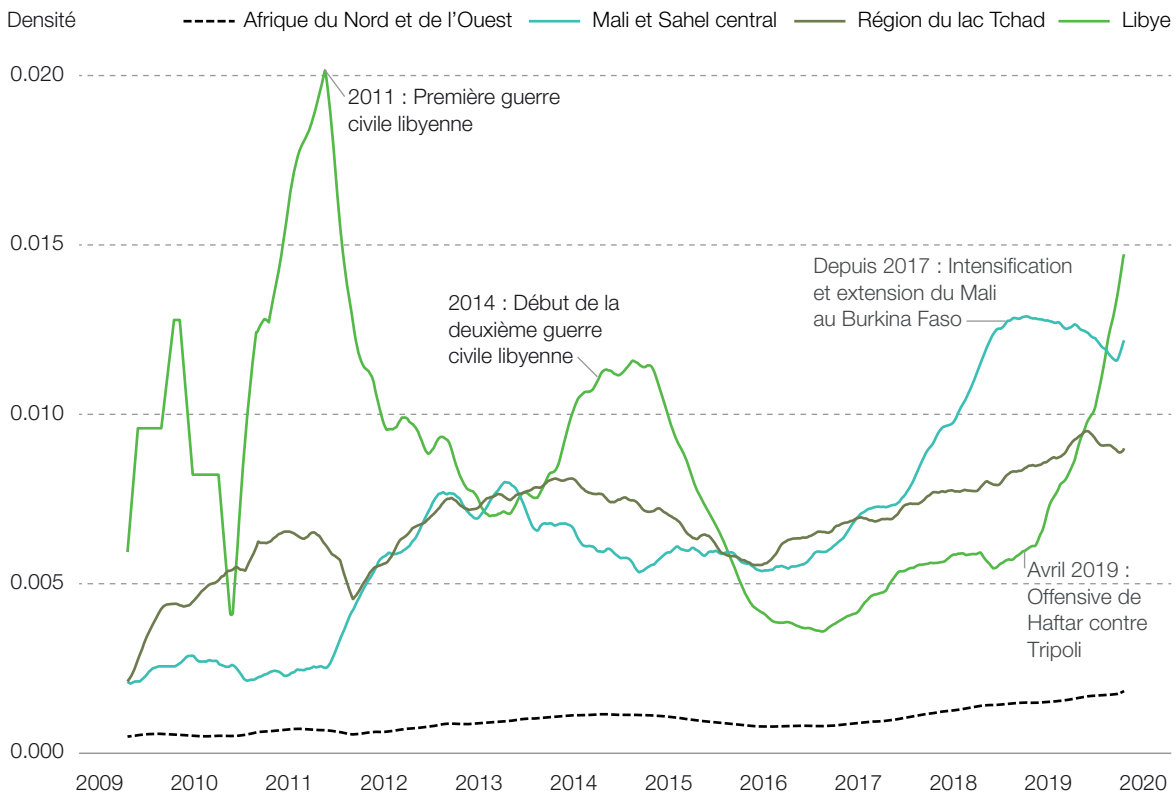
Ces constats se basent sur deux mesures clés des réseaux – la densité et la centralisation –, étudiées ici à la fois à l'échelle de l'Afrique du Nord et de l'Ouest et de chacune des trois zones de conflit infrarégionales (Mali et Sahel central ; lac Tchad ; et Libye). Les notions de densité et de centralisation font référence à différents aspects de la « compacité » globale d'un réseau. La densité rend ainsi compte du niveau général de cohésion au sein d'un réseau. Elle mesure la proportion globale de relations effectivement présentes au sein du réseau par rapport au nombre maximum de relations possibles ; ses scores vont de 0 au minimum à 1 au maximum. La centralisation indique dans quelle mesure cette cohésion se structure autour d'organisations spécifiques ; ses scores vont de 0 (forte décentralisation) à 1 (forte centralisation).

La densité et la centralisation constituent donc des mesures complémentaires importantes de la structure globale d'un réseau. Comme évoqué précédemment, il existe différentes façons de conceptualiser la centralité au sein d'un réseau. La présente analyse utilise la centralisation de degré, qui met en évidence la différence structurelle entre un réseau fortement centralisé (en étoile), au sein duquel une organisation est reliée à toutes les autres, et un réseau fortement décentralisé (entièrement connecté), au sein duquel toutes les organisations sont reliées entre elles (Graphique 4.12).

Le rapport procède à une observation quotidienne de chacune de ces mesures clés pour les relations d'opposition et d'alliance au cours du temps. Ces mesures de densité et de centralisation sont ensuite analysées comme une série chronologique classique, composée des éléments suivants : tendance globale, composante saisonnière et fluctuation aléatoire. Pour simplifier la présentation d'une série chronologique aussi complexe et dynamique, seule la tendance globale de chaque mesure est ici présentée. Ces tendances sont examinées pour les réseaux d'opposition ; celles des réseaux d'alliances seront abordées plus loin dans le chapitre.

Graphique 4.13

Densité du réseau d'opposition, 2009-20



Note : Les courbes débutent en juillet 2009, et non en janvier, parce qu'il n'y a jamais de tendance à observer au premier point temporel, et que les données sont lissées à l'aide d'une moyenne mobile sur 90 jours.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

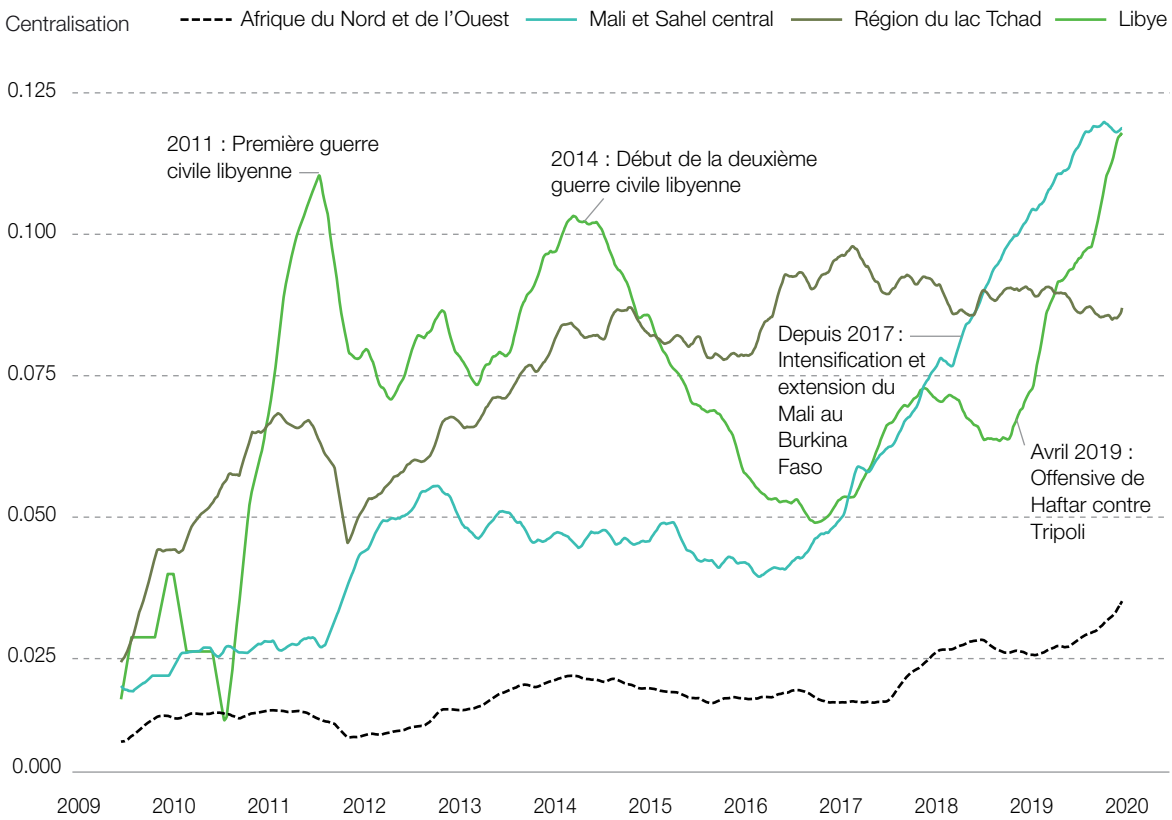
Un réseau d'opposition de plus en plus dense et centralisé

La densité du réseau d'opposition de la région est demeurée faible au fil du temps (Graphique 4.13). En dépit de cette faible densité globale, il y a une hausse progressive et notable des scores de densité depuis 2009, en grande partie due à l'impact des zones de conflit du Mali et Sahel central, de la région du lac Tchad et de la Libye. Cette densité croissante est un signe inquiétant pour la région, car elle traduit l'augmentation du nombre de relations conflictuelles entre organisations depuis la fin des années 2000. Elle est en outre d'autant plus préoccupante qu'elle s'observe alors même que le nombre d'organisations est aussi en hausse, ce qui devrait théoriquement réduire la densité du réseau. Chacune des trois zones de conflit présente systématiquement une densité plus forte que le réseau régional, mais une forte instabilité prévaut.

Si la tendance globale est à l'augmentation de la densité, celle-ci enregistre néanmoins des épisodes de chute spectaculaire avant de retrouver, par la suite, des niveaux plus élevés. C'est en Libye que ce constat est le plus évident : le pays présente ainsi la plus forte densité entre 2009 et 2016, puis la plus faible entre 2017 et 2019, avant de retrouver le niveau le plus élevé au premier semestre 2020, marqué par l'échec de l'offensive des forces de Haftar contre Tripoli. Les zones de conflit du Sahel central et du lac Tchad présentent des résultats plus constants au fil du temps, tout en affichant une tendance progressive à la hausse qui caractérise la région dans son ensemble. L'évolution de la densité correspond en grande partie aux dynamiques d'escalade et de désescalade au sein de chacune des zones de conflit. L'intensification et l'extension du conflit sahélien du Mali au Burkina Faso depuis 2017 ont aussi entraîné une augmentation significative de la densité.

Graphique 4.14

Centralisation du réseau d'opposition, 2009-20



Note : Les courbes débutent en juillet 2009, et non en janvier, parce qu'il n'y a jamais de tendance à observer au premier point temporel, et que les données sont lissées à l'aide d'une moyenne mobile sur 90 jours.

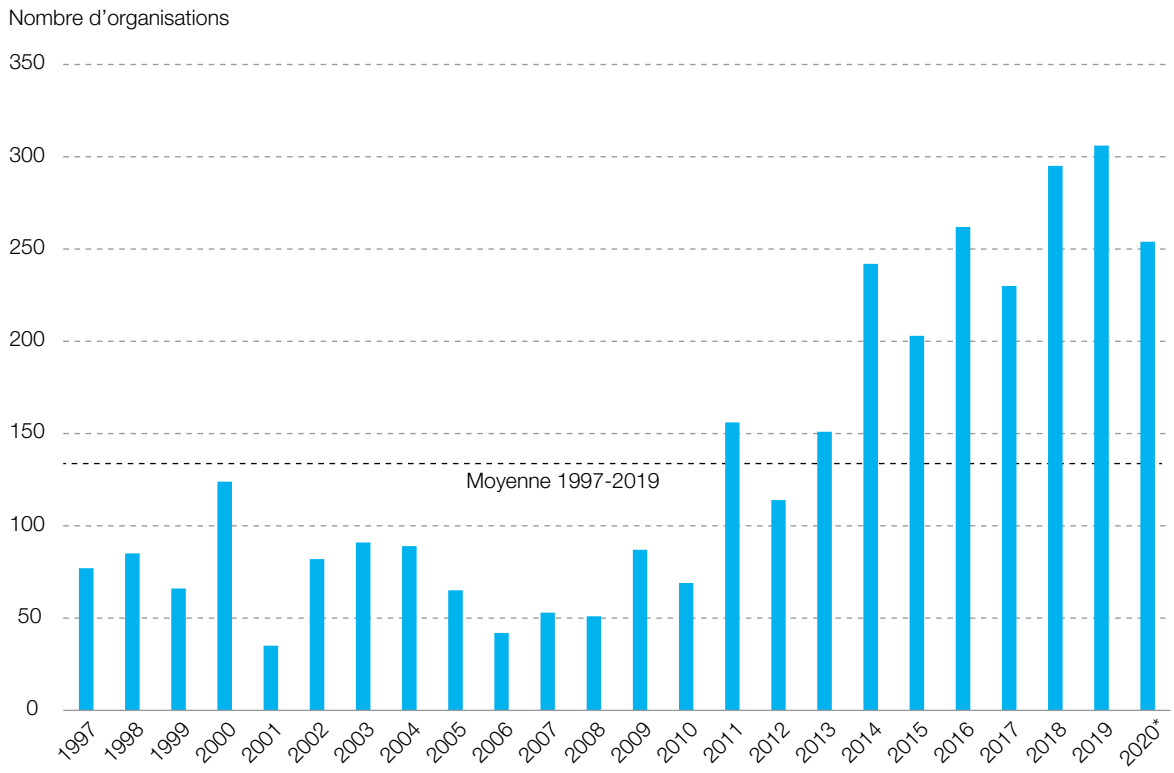
Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

Contrairement à la faiblesse de leurs scores de densité, les réseaux d'opposition sont devenus relativement plus centralisés au fil du temps (Graphique 4.14). En d'autres termes, les relations régionales évoluent selon une structure en étoile, caractérisée par de nombreux conflits et un petit nombre d'organisations clés (Graphique 4.12). Cela souligne l'importance des États comme acteurs clés de ces conflits, les forces étatiques attirant et réprimant en général les violences des organisations non étatiques concurrentes au sein de leur territoire. À cela s'ajoute la pression territoire de quelques groupes non étatiques violents, comme le JNIM, l'EIGS, Boko Haram et ISWAP, qui font pression sur les conflits sur chaque théâtre d'opérations. À l'instar des États, ces types d'organisations sont également impliqués dans un nombre bien plus élevé de relations d'opposition qu'un groupe ordinaire du réseau.

Alors que la tendance régionale est à une centralisation plus forte des réseaux d'opposition, la Libye est plus instable que les zones de conflit du Sahel central et du lac Tchad, avec de fortes fluctuations de son niveau de centralisation. Ces variations reflètent la tendance du réseau libyen à se décentraliser durant les cessez-le-feu et les pourparlers de paix, et à se recentraliser autour des deux principaux opposants, le GNA et la LNA, lorsque ces processus échouent. La centralisation de la zone de conflit du lac Tchad est en revanche plus constante dans le temps, avec peu de périodes visibles de décentralisation depuis 2012. Le conflit a connu une intensification progressive et une multiplication du nombre d'acteurs ciblés à la fois par les forces gouvernementales et les militants jihadistes, sans période de cessez-le-feu ni de négociations. Le réseau d'opposition au Mali et dans le Sahel central est différent :

Graphique 4.15

Organisations entretenant des liens de coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020



* Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

sa centralisation s'est accélérée depuis 2017, après la fusion de plusieurs organisations jihadistes sous la bannière du JNIM et leur expansion à l'intérieur du Mali et au Burkina Faso voisin.

Ces dynamiques témoignent non seulement de la fluidité des conflits, mais aussi de la constance de la centralisation de l'architecture des réseaux d'opposition. Comme chaque zone de conflit se constitue d'un ensemble d'organisations non étatiques cherchant à défier les forces étatiques ou à s'y substituer (Sahel central et lac Tchad), ou encore à occuper le vide laissé par l'effondrement de l'État (Libye), il est probable que les réseaux d'opposition restent centralisés même s'ils continuent à s'étendre en termes de nombre de participants.

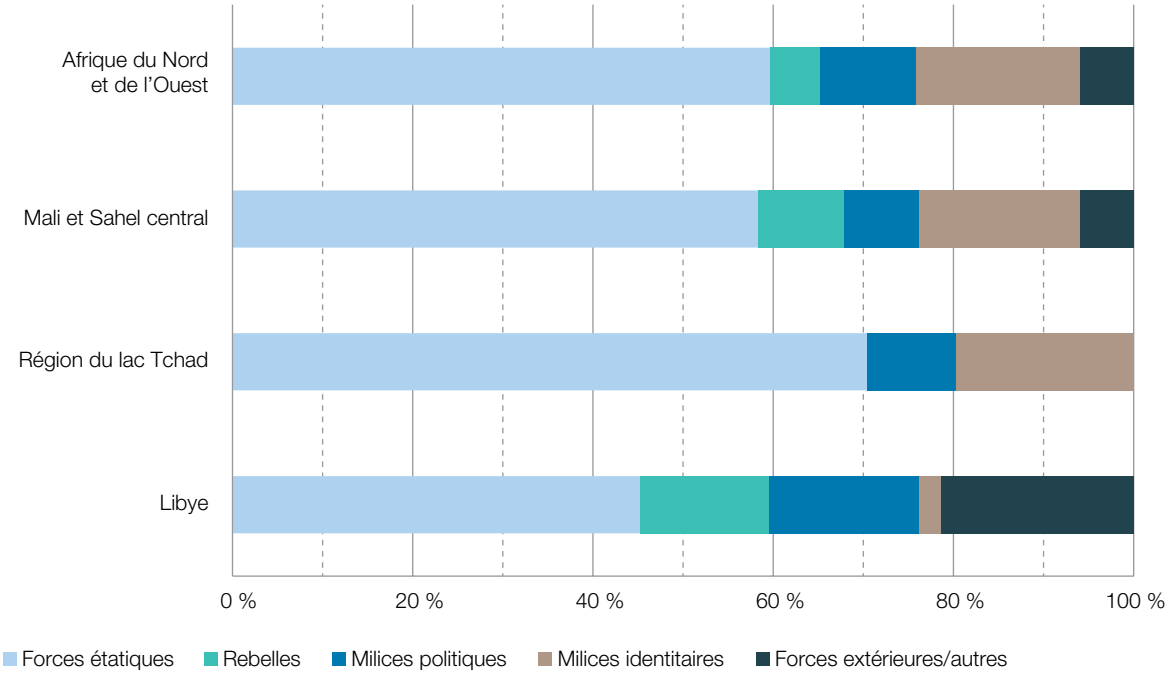
DES ALLIANCES SANS COALITION

Moins d'alliances que de conflits

Le nombre d'alliances est en hausse en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis le début des années 2010. En 2009, 87 organisations impliquées dans des relations de coopération sont recensées, contre 306 dix ans plus tard (Graphique 4.15). Cette évolution reflète en premier lieu l'augmentation globale du nombre d'acteurs violents dans la région : de moins de 200 organisations recensées au début des années 2000, elles sont passées à 704 en 2019. La région reste néanmoins le théâtre de bien moins d'alliances que de conflits. En 2019, seules 127 organisations mènent des coopérations, contre 562 impliquées dans des conflits. De même, les événements dans le cadre desquels deux organisations ou plus établissent un partenariat contre un ennemi commun représentent

Graphique 4.16

Organisations entretenant des liens de coopération, par type d'acteur et région, 2020



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

moins de 20 % de l'ensemble des événements recensés de 1997 à 2020.

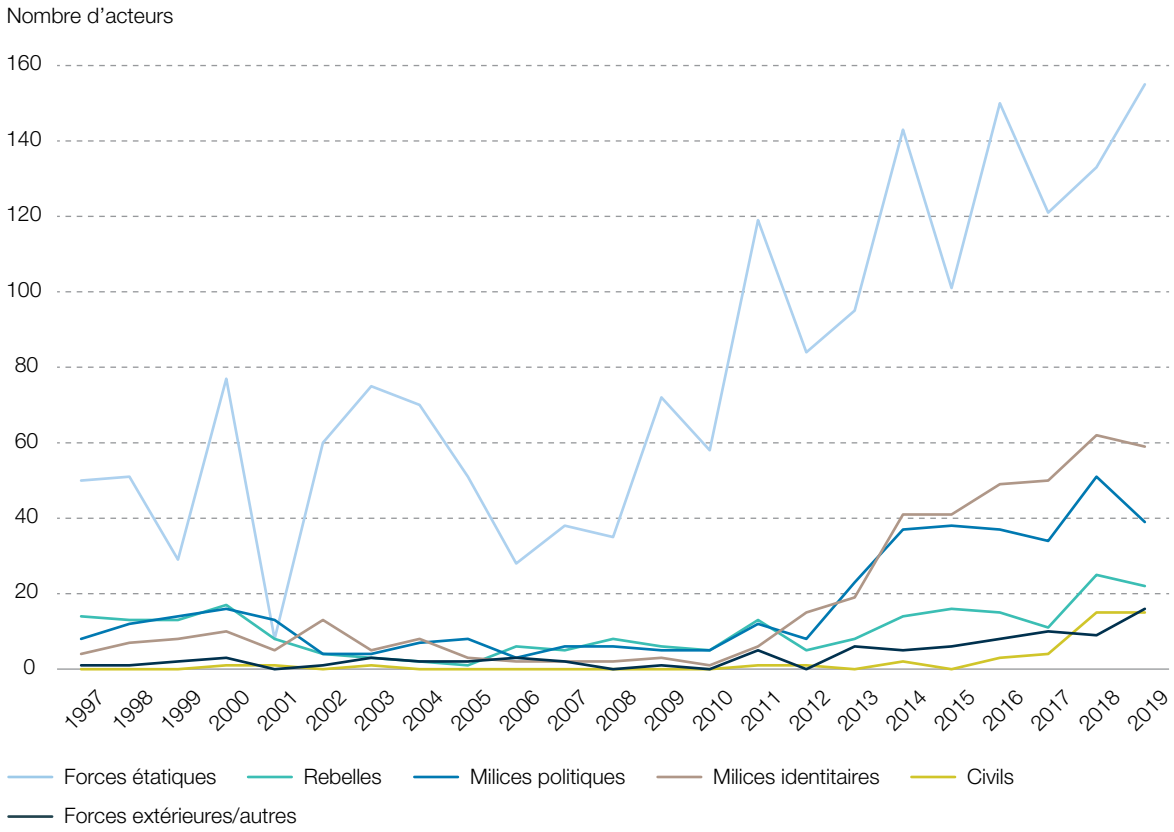
L'augmentation du nombre d'alliances peut être mise en relation avec l'établissement de nouveaux partenariats militaires parmi les forces étatiques, qui sont les plus susceptibles de nouer des relations de coopération avec d'autres organisations (Graphique 4.16). En 2020, les forces étatiques représentent 60 % des organisations entretenant des liens de coopération à l'échelon régional, proportion à peu près similaire à celle observée au Mali et dans le Sahel central. Dans la région du lac Tchad, où aucune alliance n'implique de groupes rebelles, les forces étatiques représentent 70 % des organisations entretenant des liens de coopération. Les forces extérieures et autres sont particulièrement bien représentées en Libye, où la LNA est soutenue par l'Égypte, la France, les EAU et des mercenaires russes, tandis que le GNA reçoit une aide militaire de la Turquie, de l'Italie et du Qatar.

Les alliances parmi les rebelles ou les organisations jihadistes restent fragiles et opportunistes. Au Mali, par exemple, l'alliance délicate entre les rebelles laïques du MNLA et les jihadistes d'Ansar Dine contre l'armée malienne en 2012 est de courte durée. Les alliances se nouent par ailleurs davantage au gré des circonstances que sur la base d'une idéologie ou d'objectifs communs. L'alliance Libya Dawn, formée par les islamistes de Tripoli et les milices de Misrata, et l'alliance Dignity organisée autour de la Faction de Haftar de la LNA, se sont révélées incapables d'empêcher la fragmentation croissante du paysage politique en 2014 (Lacher, 2020[22]). Dans la région du lac Tchad, Boko Haram et ISWAP n'ont que peu ou pas d'alliés, ce qui contribue également à expliquer la prédominance des alliances autour des acteurs étatiques.

Ces derniers sont en outre ceux dont le nombre d'alliances augmente le plus rapidement : en 2007, les forces étatiques sont moins de 40 à entretenir des liens de coopération, contre près de 150 dix ans plus tard (Graphique 4.17). Ce besoin d'alliances peut s'interpréter comme une réponse face à la multiplication et à la propagation des conflits dans la région. Celles-ci prennent diverses formes : réactivation de forces conjointes

Graphique 4.17

Acteurs entretenant des liens de coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, par type, 1997-2019



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

comme la MNJTF autour du lac Tchad ; coopération avec des troupes étrangères au Mali ; ou recours accru aux milices ethniques, comme Dan Na Ambassagou ou le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) au Mali, ainsi qu'aux groupes d'autodéfense, comme la CJTF dans le nord du Nigéria ou les Koglweogo au Burkina Faso. La forte augmentation du nombre d'alliances parmi les États se reflète, avec un léger temps de décalage, dans l'essor des milices politiques et identitaires depuis le début des années 2010. Si ces milices ont parfois prouvé leur efficacité dans la lutte contre les rebelles ou les militants religieux en cas de déficience du pouvoir étatique, ces organisations sont toutefois de plus en plus utilisées au service d'intérêts politiques ou privés. Dans un cadre conflictuel de violence généralisée, elles contribuent aux graves violations des droits humains et davantage encore à l'intensification des violences dans la région, en particulier contre les civils.

Un réseau d'alliés clairsemé et décentralisé

Dans la région, les organisations violentes coopèrent bien moins qu'elles ne s'affrontent. En 2020, le réseau reliant les organisations impliquées dans des événements de coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, ne compte ainsi que 129 nœuds contre 562 dans le réseau d'opposition. Des disparités similaires s'observent dans chacune des zones de conflit : en 2020, 55 alliances au Mali et dans le Sahel central, 34 autour du lac Tchad et 28 en Libye sont ainsi recensées (Tableau 4.4).

La rareté des alliances reflète la difficulté de former des coalitions durables entre des organisations aux programmes politiques souvent divergents. Ce constat ne signifie pas pour autant que la densité du réseau de coopération soit faible. Malgré le petit nombre d'organisations impliquées, les réseaux de coopération sont au

Tableau 4.4

Composition et densité des réseaux de coopération par région, 2020

Mesure	Nombre de nœuds	Nombre de liens	Densité (%)
Afrique du Nord et de l'Ouest	129	147	1.8
Lac Tchad	28	34	9.0
Mali et Sahel central	44	55	5.8
Libye	24	28	10.1

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

Tableau 4.5

Les réseaux de coopération sont-ils plutôt provinciaux ou cosmopolites ?

Mesure	Afrique du Nord et de l'Ouest	Lac Tchad	Mali et Sahel central	Libye
Densité (%)	1.8	9.0	5.8	10.1
Nombre moyen d'alliés	2.3	2.4	2.4	2.3
Coefficient d'agglomération	0.5	0.7	0.6	0.6
Longueur moyenne du plus court chemin	4.3	1.9	2.7	2.5
Type de réseau	Cosmopolite	Ni cosmopolite ni provincial	Plutôt cosmopolite	Plutôt cosmopolite

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

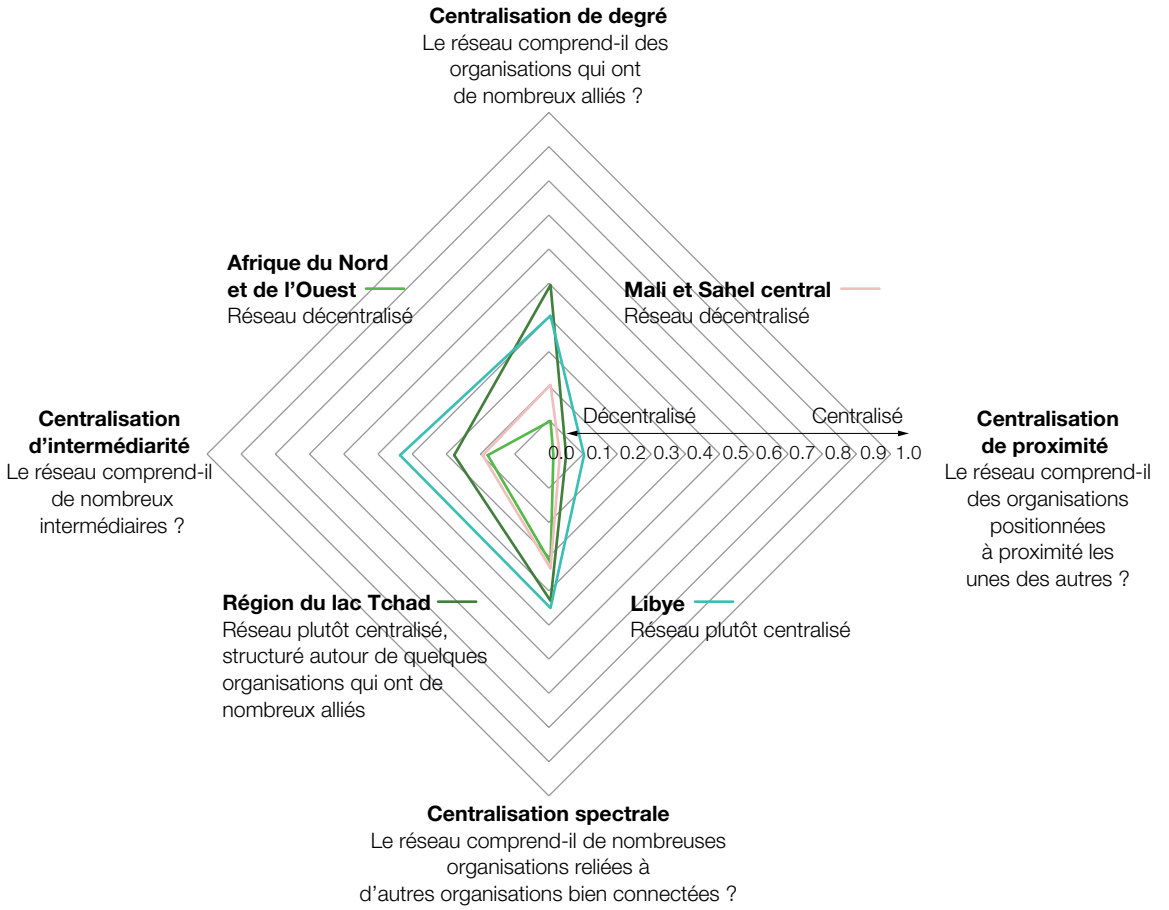
contraire plus denses que ceux d'opposition, ce qui semble indiquer que les quelques organisations violentes qui coopèrent ont en moyenne plus d'alliés que d'ennemis. C'est à l'échelon régional que la densité des liens est la plus faible (moins de 2 %), en raison de la distance considérable entre les acteurs, et en Libye et autour du lac Tchad qu'elle est la plus élevée, avec environ 10 % des liens possibles qui s'avèrent effectivement présents au sein du réseau.

La caractéristique la plus frappante des réseaux de coopération n'est toutefois pas leur densité bien plus forte que celle des réseaux d'opposition, qui est somme toute assez logique, puisque les belligérants tendent à avoir le plus d'alliés et le moins d'ennemis possible. La véritable singularité des réseaux de coopération réside plutôt dans la quasi-similitude de leur architecture globale avec celle des réseaux d'opposition. Malgré leur nature très différente, ces deux types de réseaux affichent ainsi en général une structure cosmopolite, caractérisée par la présence d'une multitude d'intermédiaires aux liens peu structurés. Ce type de configuration diffère d'une structure provinciale, dans laquelle les organisations sont regroupées autour de quelques acteurs centraux. Dans les cas à l'étude ici, les deux types de réseaux sont à l'inverse plutôt clairsemés et décentralisés. Ce constat vaut particulièrement pour le réseau à l'échelon régional, au sein duquel la densité, le nombre moyen de liens (degré) et le coefficient d'agglomération sont faibles, et les organisations sont séparées par un nombre moyen d'étapes assez élevé (Tableau 4.5). La structure des réseaux maliens et libyens correspond aussi en grande partie à ce modèle. La région du lac Tchad est le seul cas où la configuration structurelle des acteurs présente des caractéristiques relevant à la fois des réseaux provinciaux et cosmopolites.

Les réseaux de coopération comprennent peu d'organisations particulièrement bien connectées, comme en attestent les faibles niveaux de centralisation (Graphique 4.18). Chacune des mesures de centralisation va de 0, lorsque le réseau est complètement décentralisé, à 1, lorsqu'il est parfaitement centralisé autour

Graphique 4.18

Les réseaux de coopération sont-ils plutôt centralisés ou décentralisés ?



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

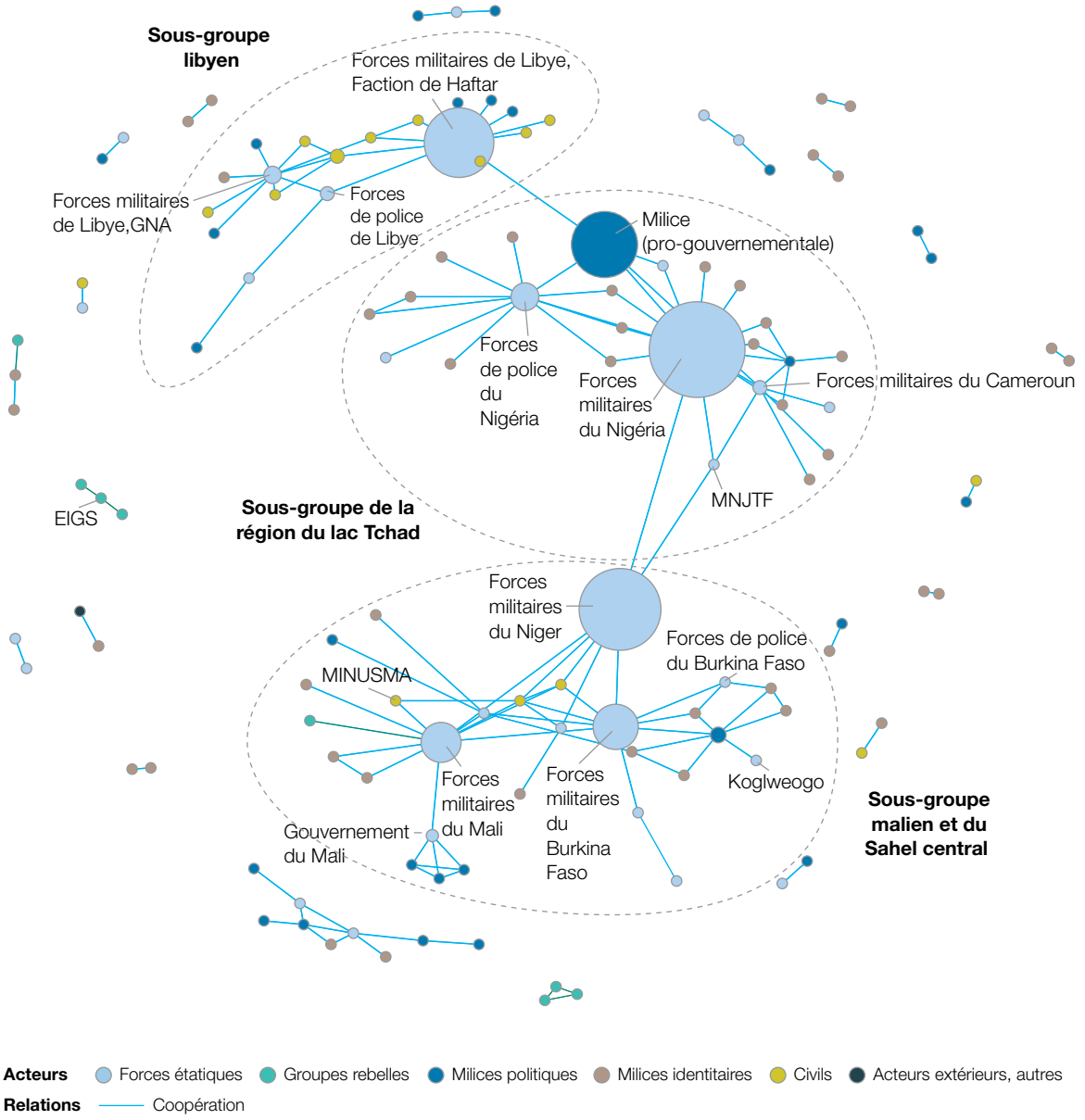
Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

d'un seul acteur. À l'échelle régionale, le réseau présente clairement une structure décentralisée, au sein de laquelle très peu d'acteurs sont bien connectés (degré) ou capables de jouer un rôle d'intermédiaire (intermédiarité). Une structure similaire s'observe au Mali et dans le Sahel central : aucune des quatre mesures de centralisation considérées ici n'y dépasse 0.3, signe que la plupart des organisations tendent à y former des groupes aux liens peu structurés. Les réseaux de coopération sont en revanche plus centralisés dans les autres zones de conflit. Dans la région du lac Tchad comme en Libye, ils comprennent ainsi des organisations ayant noué de nombreuses alliances et/ou reliées à des alliés bien connectés, comme en témoignent les scores relativement élevés sur le plan de la centralisation de degré et spectrale. Le réseau libyen comprend aussi un nombre important d'intermédiaires clés qui établissent des alliances entre les milices locales.

La structure décentralisée du réseau de coopération régional apparaît clairement lorsque chaque organisation est représentée sous forme de nœud, ainsi que les liens avec ses alliés (Graphique 4.19). Pour mettre en évidence le rôle des acteurs clés, la taille du nœud est proportionnelle à sa centralité d'intermédiarité, c'est-à-dire le nombre de fois où le nœud se situe entre deux alliés. Dans ce type de représentation, les organisations jouant un rôle d'intermédiaire sont donc de plus grande taille que les autres. Trois sous-groupes dans la région se distinguent structurés autour d'une organisation militaire : les forces militaires du Maréchal Haftar en Libye ; les forces militaires du Nigéria autour du lac Tchad ; et les forces militaires du Niger dans

Graphique 4.19

Réseau de coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2020



Note : La taille des nœuds est proportionnelle à leur importance en tant qu'intermédiaire (centralité d'intermédiarité). Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

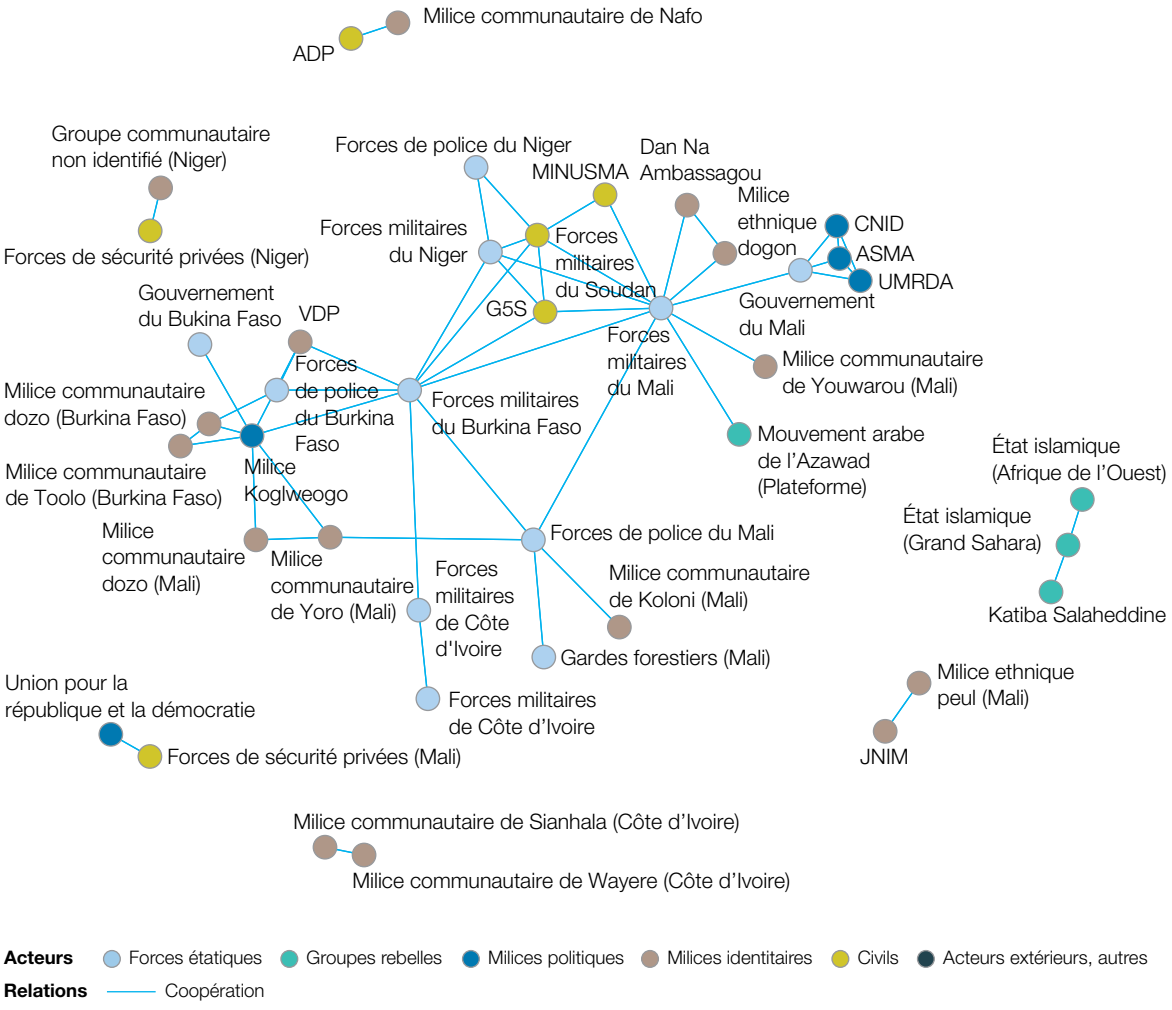
le Sahel central. Les acteurs gouvernementaux dominent clairement chaque zone de conflit et sont densément connectés aux organisations civiles, milices politiques et milices identitaires. À l'inverse, les organisations extrémistes violentes, comme l'EIGS, occupent la périphérie du réseau régional, du fait de leur capacité limitée à établir des alliances à grande échelle.

Qui est allié à qui au Mali et dans le Sahel central ?

Au Mali et dans le Sahel central, la composante principale du réseau se structure autour des forces militaires du Mali, du Niger et du Burkina Faso, et des forces de police de chaque pays (Graphique 4.20). Les forces maliennes sont alliées à de nombreuses milices communautaires

Graphique 4.20

Réseau de coopération au Mali et dans le Sahel central, 2020



Note : ADP signifie Alliance pour la défense de la patrie ; VDP signifie Volontaires pour la défense de la patrie ; CNID signifie Congrès national d'initiative démocratique ; ASMA signifie Alliance pour la solidarité au Mali ; et UMRDA signifie Union malienne du rassemblement démocratique africain. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

et ethniques, comme Dan Na Ambassagou, groupe fondé en 2016 pour défendre les communautés dogon contre les attaques de jihadistes et de groupes dominés par les Peul. En mars 2019, Dan Na Ambassagou massacre 160 Peul près de Bankass, à plus de 1 000 km de Bamako. Condamné par la communauté internationale, cet incident conduit le Président malien à limoger deux généraux et à dissoudre le groupe soupçonné d'être à l'origine de cette attaque. Dans un contexte de pression croissante sur l'insécurité dans le pays, cet événement contribue en outre à la démission du gouvernement malien le 18 avril. Malgré la dissolution officielle de Dan Na Ambassagou en 2019, 48 événements attribués à ce groupe, et ayant entraîné la mort de 300 personnes, sont recensés par ACLED au cours du premier semestre 2020. Le plus meurtrier d'entre eux survient le 18 mars 2020, lors de l'affrontement de militants décrits comme des combattants du JNIM ou des miliciens d'autodéfense peul avec Dan Na Ambassagou au nord du plateau de Bandiagara, qui fait 109 victimes.

Ces événements contribuent à intensifier les conflits dans le pays dogon et la plaine du Séno-Gondo qui s'étend vers le Burkina Faso. Si le développement de l'extrémisme religieux dans

Encadré 4.2

Rivalités entre Dogon et Peul dans le centre du Mali

Arrivés dans la région de Bandiagara au XVe siècle, les Dogon se dispersent en communautés relativement autonomes, colonisant non seulement la falaise et le plateau de Bandiagara, mais aussi la vaste plaine du Séno-Gondo, zone sableuse à l'est de la falaise. En 1818, le chef de guerre peul, Sékou Amadou, fonde l'empire du Macina, qui s'étend progressivement de Ségou, au sud, à Tombouctou, au nord. Les Peul utilisent leur cavalerie pour mener des raids sur le plateau dogon et dans la plaine du Séno-Gondo, détruisant les cultures des paysans et asservissant les populations locales. En réponse, les Dogon bâtissent de spectaculaires villages fortifiés sur la falaise de Bandiagara et dans les monts Hombori. Ceux restés dans la plaine du Séno-Gondo deviennent les serfs des Peul.

Ne pouvant guère compter sur leur force militaire pour vaincre les Peul, les Dogon choisissent de s'allier à El Hadj Oumar Tall, chef de guerre toucouleur du Fouta-Toro qui conquiert la capitale du Macina en 1862. Son neveu, Tidiani Tall, s'installe à Bandiagara, où il assure la fidélité des Dogon. Arrivés dans la région en 1893, les Français soutiennent les Toucouleur dans leur lutte contre les Peul du Macina. La chute de l'empire du Macina permet aux Dogon de reprendre leur expansion dans la plaine du Séno-Gondo, aux dépens des Peul. L'administration coloniale craint que les chefs politiques locaux perdent le contrôle de la population et ne soient alors plus en mesure de lever l'impôt. La France n'aura cependant jamais les moyens de s'opposer aux migrations dogon. Lors de cette deuxième colonisation de la plaine du Séno-Gondo, les Dogon reprennent les terres que leurs clans possédaient avant la conquête peul du XIXe siècle. De nombreuses familles s'installent dans ce « nouveau pays », à l'est de la falaise de Bandiagara. Chacun des anciens villages dogon met alors en place un couloir de colonisation, à peu près perpendiculaire à la falaise (Gallais, 1975[23]).

L'indépendance du Mali, en 1960, ne remet pas en cause la colonisation de la plaine du Séno-Gondo par les Dogon. La plaine se transforme en front agricole où la concurrence pour l'accès aux terres et à l'eau entre agriculteurs et éleveurs devient de plus en plus féroce. Les Peul perdent progressivement la plupart de leur bétail et se tournent vers l'agriculture ou le petit élevage. Sur le plan politique, les Peul ne peuvent pas non plus rivaliser avec le soutien politique que les Dogon trouvent au sein de l'État malien. Ces dernières décennies, les migrations dogon de la falaise vers la plaine du Séno-Gondo s'intensifient en raison de la croissance démographique. De nouvelles cultures remplacent les pâturages des Peul, dont le mode de vie est désormais menacé par un manque d'investissement dans le secteur pastoral et les sécheresses récurrentes. L'État malien réduit en outre sa présence dans la région, devant faire face à l'insécurité croissante dans le centre du pays. Ce contexte explosif encourage les milices ethniques à exploiter la peur de l'extrémisme religieux pour promouvoir leurs objectifs locaux.

Source : Texte original fourni par Olivier Walther.

le centre du Mali alimente certes ces attaques, les rivalités entre communautés locales ont néanmoins des racines bien plus profondes, prêtes à refaire surface lorsqu'elles ne sont pas prises en compte par les autorités. Dans la plaine du Séno-Gondo, l'expansion des Peul au XIXe siècle contraint les paysans dogon à quitter leurs villages de la plaine pour se retrancher sur la falaise de Bandiagara. Au XXe siècle, les descendants de ces paysans migrent vers l'est pour occuper un front agricole sur les terres quittées par les Peul, qu'ils considèrent comme leur fief d'origine (Encadré 4.2).

Les forces étatiques occupent le centre du réseau de coopération au Mali et dans le Sahel central. Les forces militaires et de police ont, sans conteste, plus d'alliés que tout autre type d'organisations : 6 d'entre elles figurent ainsi parmi les 10 organisations comptant le plus grand nombre d'alliés (centralité de degré). Les forces étatiques du Mali, du Niger et du Burkina Faso jouent, en outre, un rôle important d'intermédiaire entre

Encadré 4.3
Ansarul Islam

Groupe jihadiste du Burkina Faso, Ansarul Islam (les « Défenseurs de l'islam ») se forme dans la province du Soum au nord du pays en 2016 et lance sa première attaque officielle contre la base militaire de Nassoumbou au mois de décembre de cette même année. Le fondateur du groupe, Boureima Dicko (dit Ibrahim Malam Dicko), est un prédicateur en lien avec les jihadistes maliens Amadou Kouffa et Iyad ag Ghali, figures clés de la création du JNIM – coalition jihadiste – en mars 2017 (International Crisis Group, 2017[26]).

Dicko, à qui l'on attribue souvent le titre de « Malam » (« enseignant », de l'arabe mu'allim) prêche dans la province du Soum dans les années 2000. Il fonde un réseau religieux initialement non violent, du nom d'Al-Irchad (« conseil »), et entretient des liens avec les élites religieuses locales, en épousant notamment la fille de l'émir de Djibo, capitale de la province du Soum. Au début des années 2010, il commence à exploiter les frustrations de certains habitants du Soum et en particulier des membres marginalisés de son propre groupe ethnique peul. Face aux tensions socio-économiques locales et à l'impact de l'escalade de la crise au Mali voisin, où Dicko semble avoir reçu une formation avant 2016, son discours devient bien plus militant vers 2015-16. L'émir le désavoue et Al-Irchad se divise, les partisans de Dicko prenant alors pour cible la branche non violente du groupe. Dicko serait mort, de blessures ou d'une maladie, dans le nord du Burkina Faso début 2017. Son frère Jafar, sur qui il existe relativement peu d'informations, lui succède (Abba, 2017[27]).

Les relations précises d'Ansarul Islam avec le JNIM et le rival de ce dernier, l'EIGS, semblent fluctuantes et opaques. Ansarul Islam joue un rôle clé dans la crise dans le nord du Burkina Faso et son escalade. À l'instar des dynamiques observées dans le centre du Mali, les violences jihadistes contribuent au profilage collectif des Peul par les forces de sécurité de l'État, ainsi qu'à des conflits interethniques entre Peul et autres groupes ethniques (Le Roux, 2019[28]). Fin 2020, la situation est dramatique dans l'est et le nord du Burkina Faso, avec plus d'un million de déplacés et Djibo soumise de facto à un blocus jihadiste.

Source : Texte original fourni par Alexander Thurston.

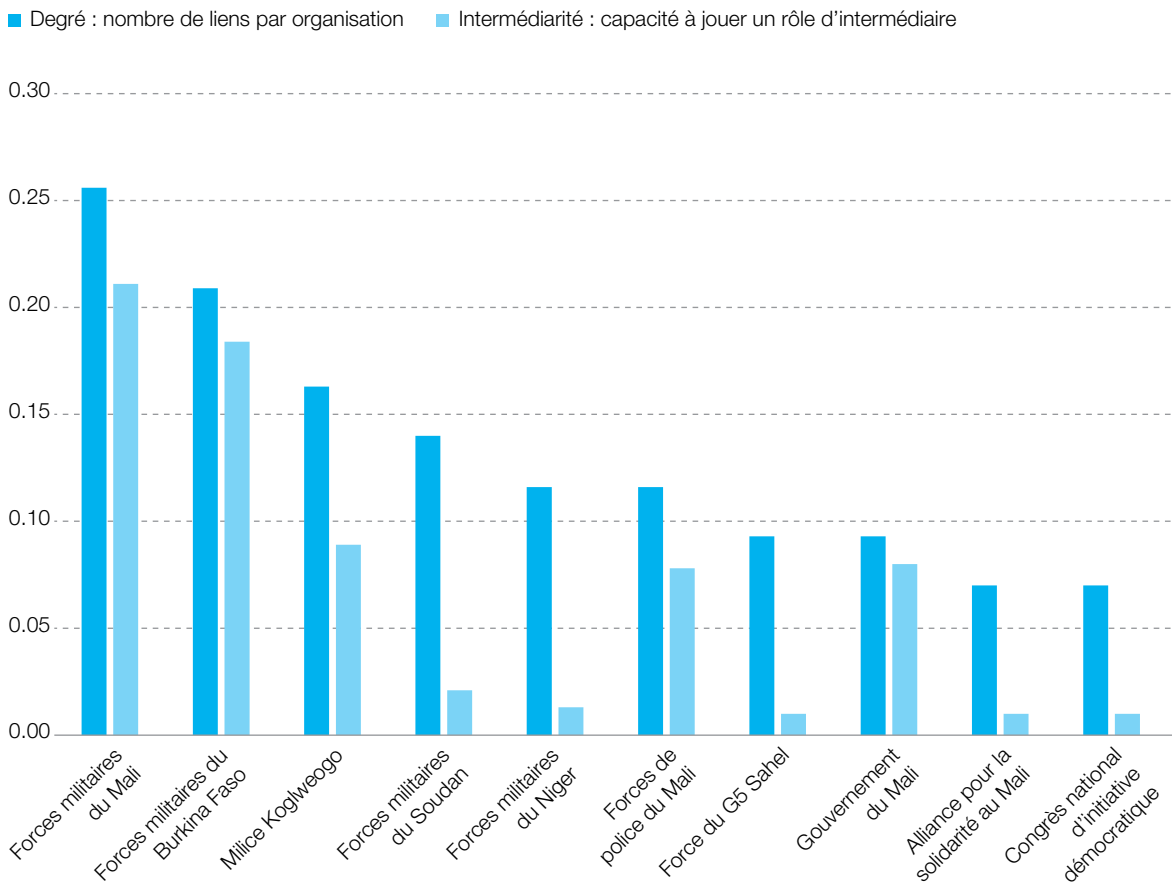
d'un côté, les milices et groupes d'autodéfense communautaires qui, par définition, ont un champ d'action restreint et local, et de l'autre, des coalitions militaires de plus grande envergure, comme le G5 Sahel, au mandat régional. Les Koglweogo sont l'un des groupes d'autodéfense les plus centraux du réseau de coopération. Ceux que l'on appelle les « gardiens de la brousse » en langue mooré prolifèrent ainsi dans les zones rurales du Burkina Faso depuis la chute de Blaise Compaoré (Hagberg, 2018[24]). Bien qu'initialement soutenus par le gouvernement burkinabé face aux attaques du JNIM et d'Ansarul Islam (Encadré 4.3) dans le nord et l'est du pays, ils sont critiqués pour avoir sapé le monopole étatique de la violence légitime et pris part à des violations des droits humains (Leclercq et Matagne, 2020[25]).

Qui est allié à qui dans la région du lac Tchad ?

Le réseau de coopération dans la région du lac Tchad se structure autour des forces militaires du Nigéria (Graphique 4.22), organisation présentant le plus grand nombre d'alliés et la plus grande capacité à relier des acteurs déconnectés. En 2020, les forces militaires du Nigéria sont alliées à 15 autres organisations, dont 4 forces militaires étrangères et 7 milices communautaires. La prédominance incontestable de l'armée nigériane au sein du réseau d'alliance local contraste avec la quasi-absence d'organisations jihadistes. Ni Boko Haram, ni ISWAP ne sont connus pour collaborer de manière particulièrement étroite avec des alliés. Les spéculations qui voudraient que Boko Haram

Graphique 4.21

Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés au Mali et dans le Sahel central, 2020



Note : La centralité de degré représente le nombre de liens qu'entretient une organisation ; celle d'intermédiarité, sa capacité à relier différentes parties du réseau. Ces mesures sont standardisées afin de pouvoir comparer des réseaux de différentes tailles, en divisant le nombre de liens effectifs par le nombre maximum de liens possibles. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

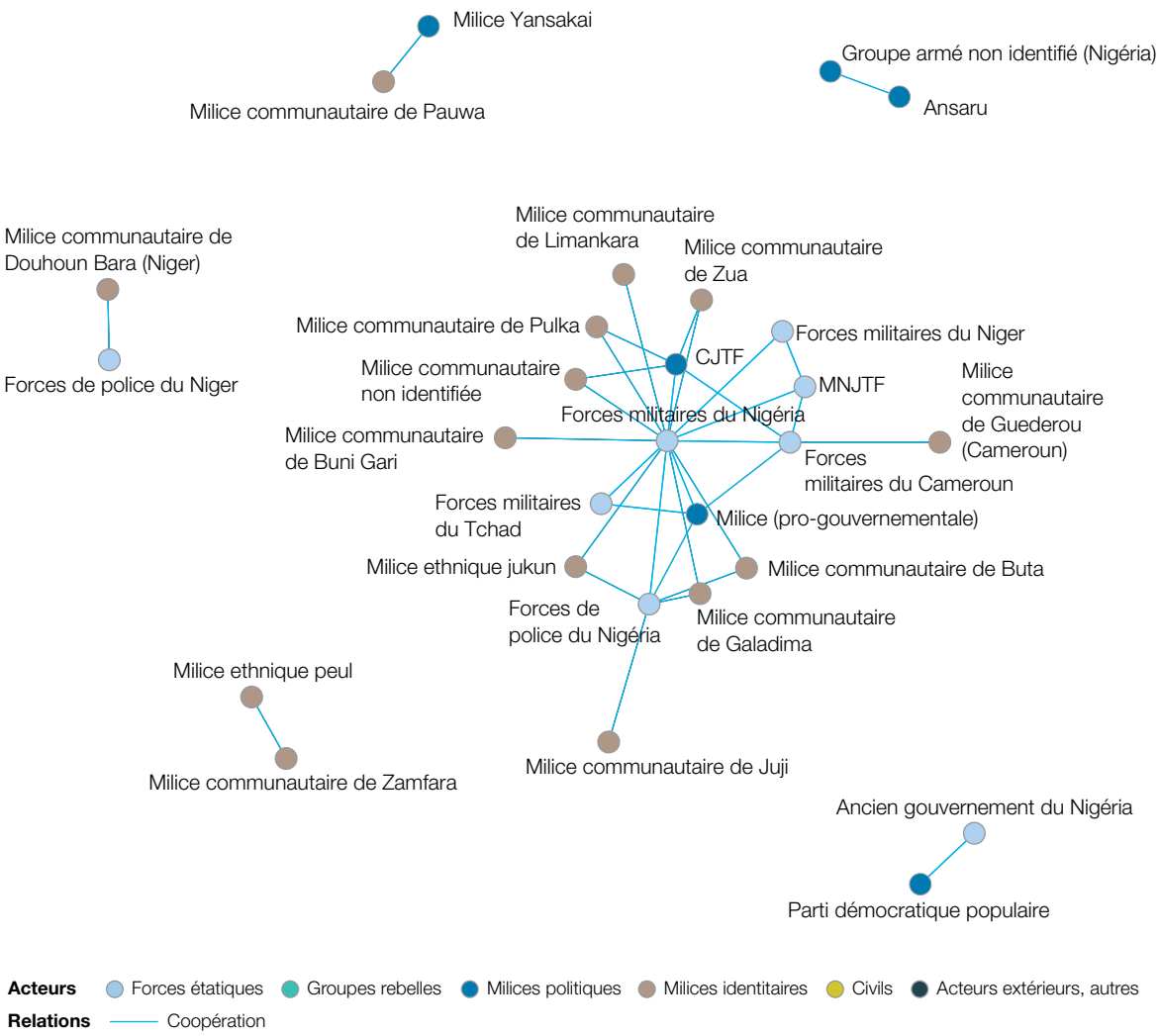
Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

et ses ramifications bénéficient de soutiens clandestins parmi les élites locales ou nationales semblent infondées. Depuis 2009, seuls 17 événements de coopération sont ainsi recensés entre une faction de Boko Haram et une autre organisation de la région, dont un enlèvement avec Ansaru en 2013, des attaques sporadiques avec des groupes armés non identifiés et des milices peul, et des revendications officielles au nom de l'EIGS. À l'exception de l'enlèvement commis par Ansaru, aucun de ces événements ne dénote une réelle coopération. Ces alliances ne représentent que 0.3 % des événements qui ont impliqué l'une des factions de Boko Haram au cours des 11 dernières années.

L'armée nigériane est responsable au premier chef de la lutte contre Boko Haram et ISWAP au sein du pays, tandis que des droits de poursuite sont négociés bilatéralement avec le Cameroun, le Niger et le Tchad (Albert, 2017[29]). En conséquence, la centralité de l'armée nigériane au sein du réseau d'alliés est très importante (Graphique 4.23). Elle est l'organisation qui compte le plus grand nombre d'alliés (degré) et joue le plus grand rôle d'intermédiaire dans la région (intermédiarité). Les troupes nigérianes constituent le noyau de la MNJTF, formation militaire mise en place par le Nigéria en 1994 pour lutter contre les problèmes de sécurité transfrontaliers dans la région du lac Tchad,

Graphique 4.22

Réseau de coopération dans la région du lac Tchad, 2020



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

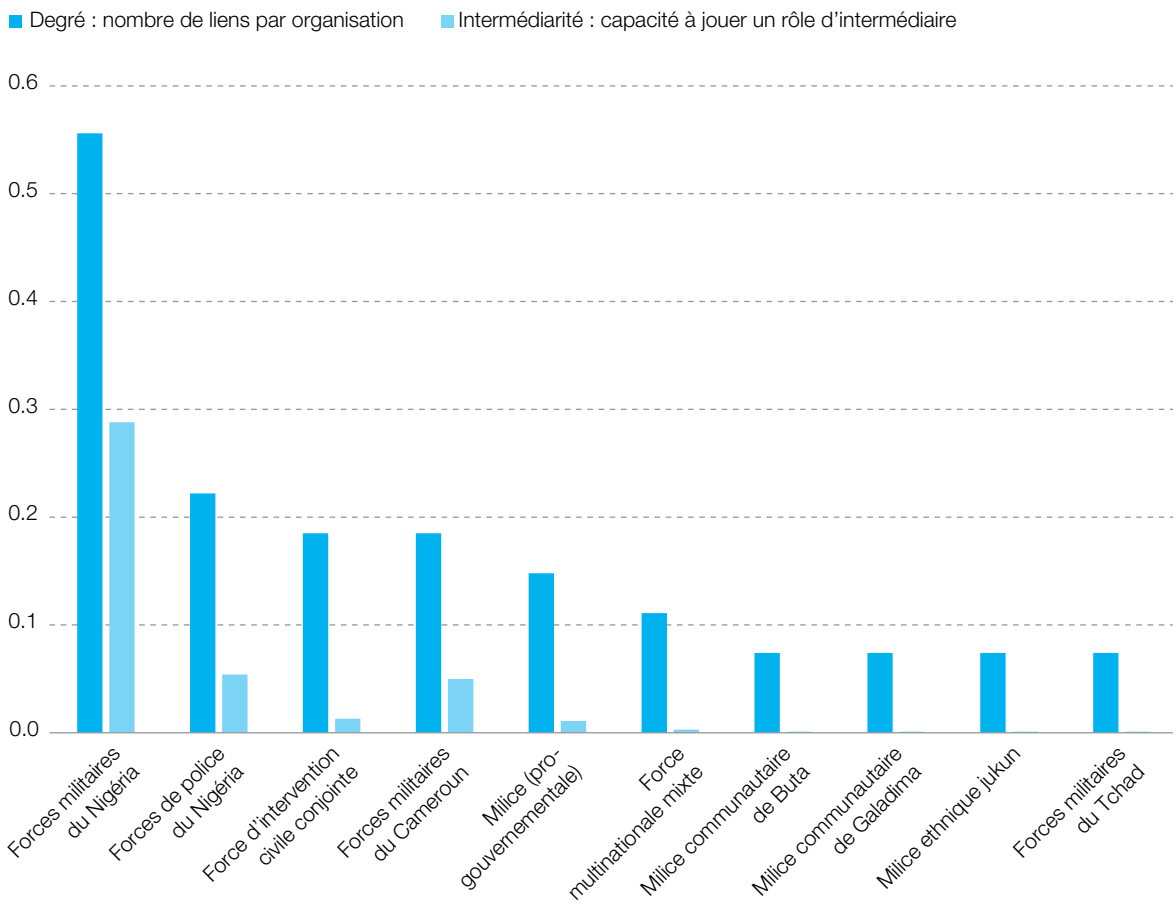
sous l'égide d'une structure de commandement conjointe. Réactivée en 2012 par l'Union africaine pour faire face à l'insurrection de Boko Haram, cette force multinationale comprend désormais le Bénin, le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad (Institute for Security Studies, 2016[30]). Le Nigéria et ses voisins ont mené de nombreuses opérations d'envergure contre Boko Haram et ISWAP depuis 2015 (OCDE/CSAO, 2020[8]). La moitié des décès et près des trois quarts des événements liés à ces opérations multinationales se sont produits dans l'État de Borno, ce qui laisse à penser que le Nigéria conçoit la MNJTF comme un instrument militaire destiné à sécuriser ses frontières du nord-est.

Qui est allié à qui en Libye ?

En 2020, le réseau de coopération libyen est dominé par deux organisations bien connectées, le GNA et la LNA du Maréchal Haftar, chacune entourée de nombreux alliés qui ne collaborent pas nécessairement entre eux (Graphique 4.24). Les forces de sécurité privées russes peuvent par exemple soutenir la LNA sans avoir à collaborer avec d'autres milices affiliées aux forces de Haftar. Cette particularité offre des opportunités

Graphique 4.23

Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés dans la région du lac Tchad, 2020



Note : La centralité de degré représente le nombre de liens qu'entretient une organisation ; celle d'intermédiarité, sa capacité à relier différentes parties du réseau. Ces mesures sont standardisées afin de pouvoir comparer des réseaux de différentes tailles, en divisant le nombre de liens effectifs par le nombre maximum de liens possibles. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

structurelles aux acteurs dominants du réseau d'alliance, qui peuvent théoriquement coordonner des actions militaires de façon relativement indépendante, sans avoir à craindre que leurs alliés ne s'unissent contre eux.

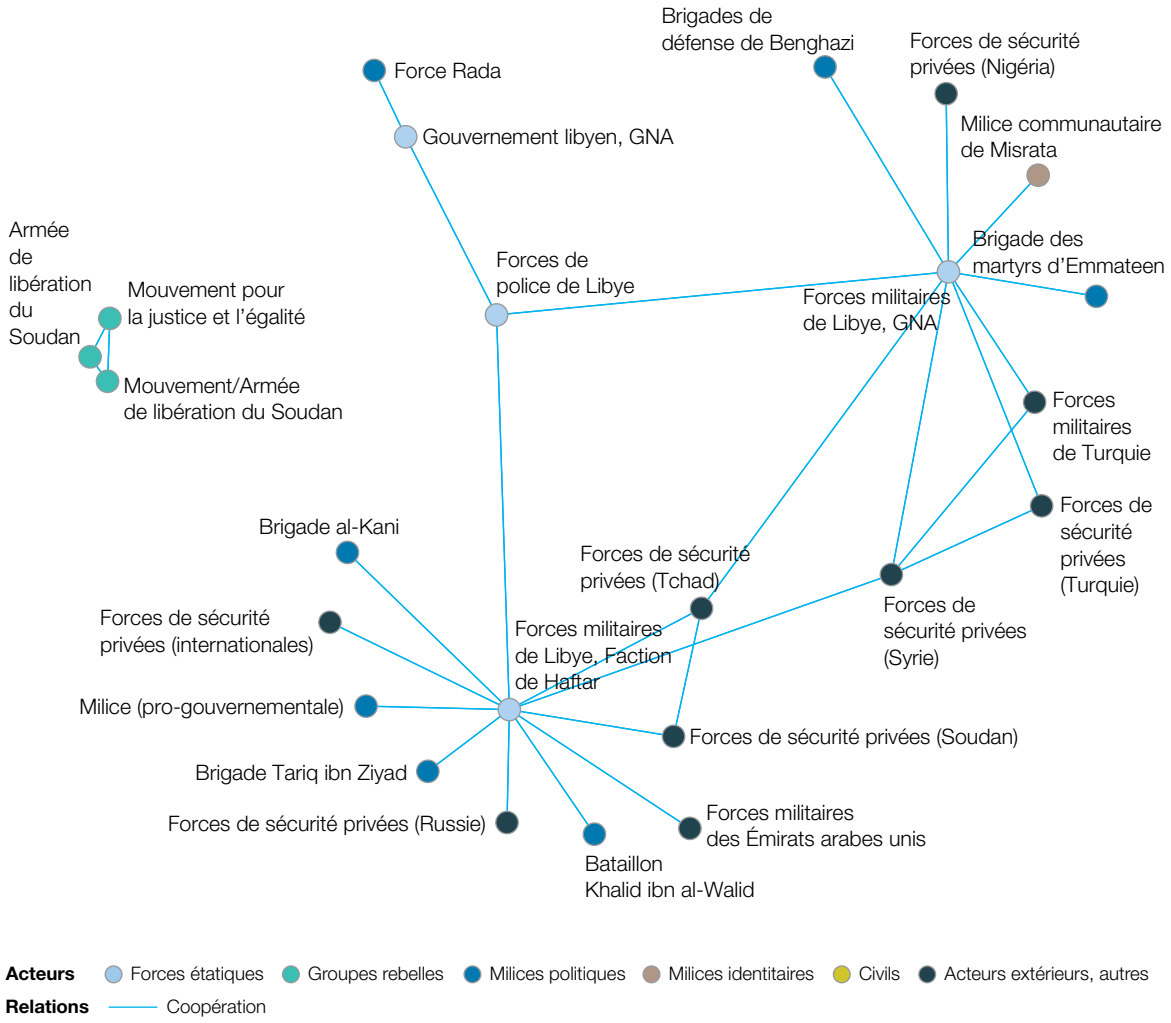
Par conséquent, la centralité globale du GNA et de la LNA est, en 2020, nettement supérieure à celle de toute autre organisation (Graphique 4.25). La réalité sur le terrain est toutefois plus complexe, le GNA comme la LNA luttant pour maintenir des alliances fondées sur des partenaires instables et opportunistes. L'alliance formée par Haftar avec la milice Kaniyat de Tarhounah, la Brigade Tariq ibn Ziyad et d'autres communautés loyalistes ou marginalisées de l'ouest et du sud du pays, reposait par exemple sur l'hypothèse d'une prise rapide de Tripoli en 2019. Comme le démontre Lacher (2020[22]), la centralisation du commandement de forces irrégulières s'avère impossible en Libye depuis la chute de Kadhafi. Du fait de la fluctuation constante des alliances, les responsables politiques et les chefs militaires sont dans l'incapacité d'exploiter de façon durable les avantages d'une collaboration.

Évolution de la structure des alliances

Les dynamiques de coopération entre les organisations mettent en évidence une légère tendance générale à la hausse depuis 2009, même si les alliances demeurent plus l'exception que la règle. Chacune des zones de conflit présente toutefois davantage de relations de coopération que la région considérée dans son

Graphique 4.24

Réseau de coopération en Libye, 2020



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

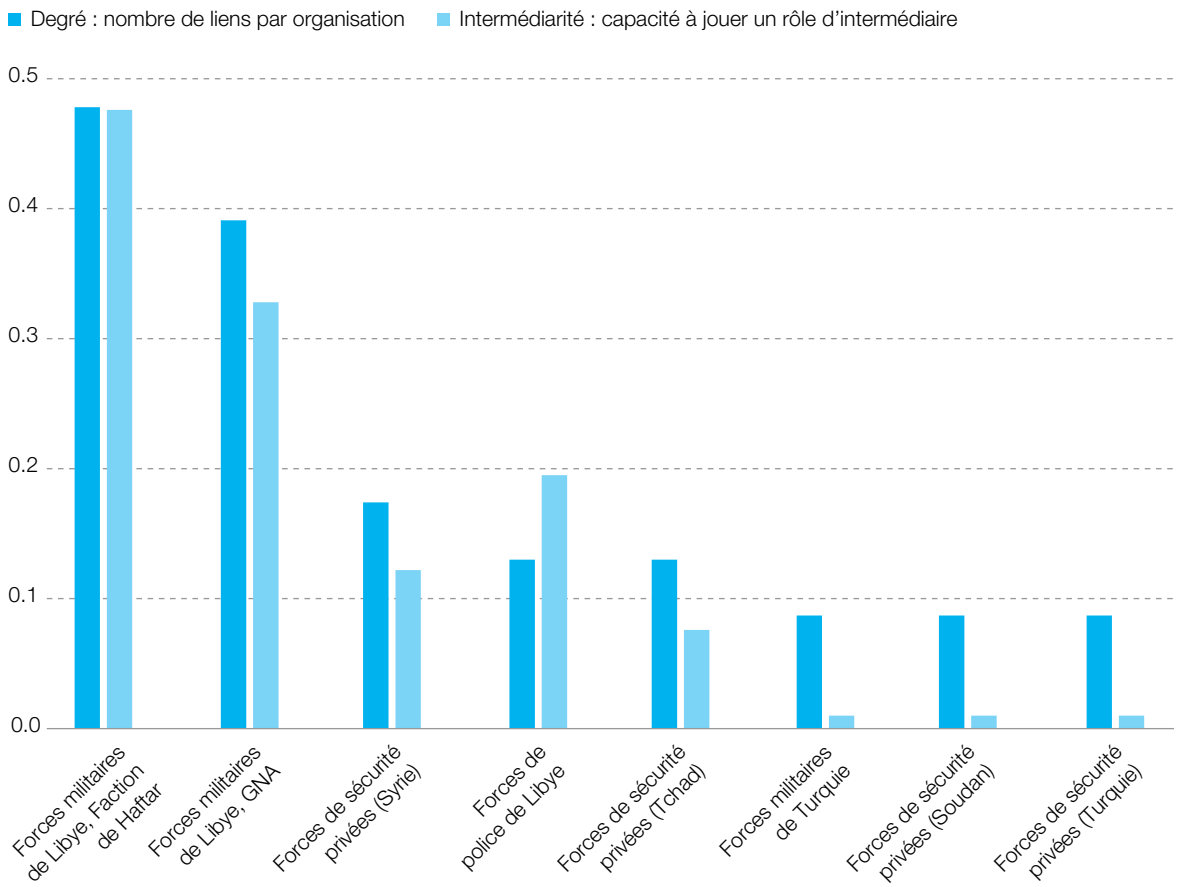
Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

ensemble. Ces alliances sont par ailleurs extrêmement instables dans le temps, en particulier en Libye et au Mali, deux pays qui connaissent des périodes où les niveaux de coopération sont faibles, ponctuées d'intervalles où ils sont bien plus élevés.

L'étude présente l'évolution de la coopération entre organisations de 2009 à 2020 à l'échelle régionale et dans chacune des trois zones de conflit infrarégionales. Deux mesures sont présentées : la densité et la centralisation de degré des réseaux. Elles sont observées quotidiennement de 1997 à 2020. La densité mesure la proportion globale de relations effectivement présentes au sein du réseau par rapport au nombre maximum de relations possibles ; ses scores vont de 0, au minimum, à 1, au maximum. Les scores de centralisation vont, quant à eux, de 0 (forte décentralisation) à 1 (forte centralisation). Ces mesures quotidiennes de densité et de centralisation sont ensuite analysées comme une série chronologique classique, composée des éléments suivants : tendance globale, composante saisonnière et fluctuation aléatoire. Pour simplifier la présentation d'une série chronologique aussi complexe et dynamique, l'analyse qui suit ne présente que la tendance globale de chaque mesure.

Graphique 4.25

Centralité des organisations présentant les scores les plus élevés en Libye, 2020



Note : La centralité de degré représente le nombre de liens qu'entretient une organisation ; celle d'intermédiarité, sa capacité à relier différentes parties du réseau. Ces mesures sont standardisées afin de pouvoir comparer des réseaux de différentes tailles, en divisant le nombre de liens effectifs par le nombre maximum de liens possibles. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

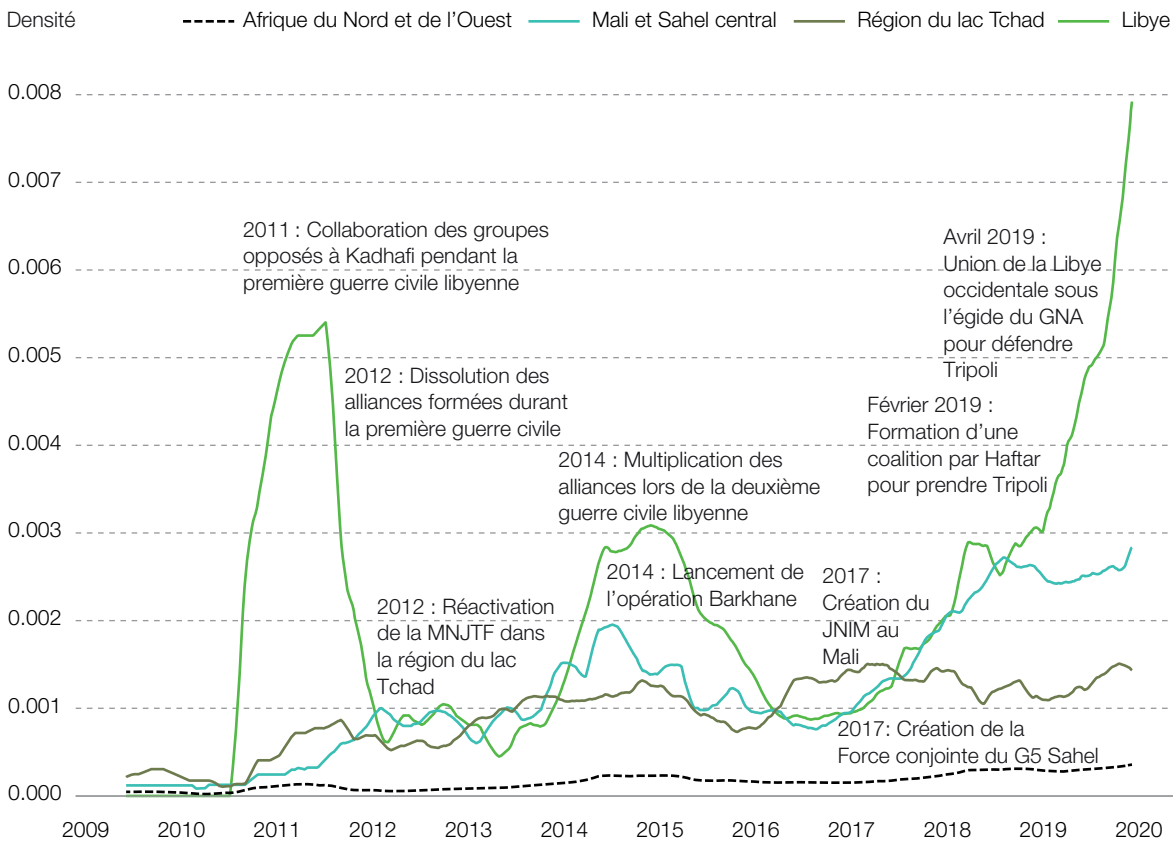
Légère augmentation de la coopération

La coopération à l'échelon global de la région affiche une légère tendance à la hausse depuis 2014, clairement visible dans le Graphique 4.26, qui présente l'évolution quotidienne globale de la densité du réseau d'alliance. Malgré cela, le niveau de référence de ce type de coopération dans la région était, et reste, assez faible. Par conséquent, lorsque des organisations choisissent d'y mener des opérations, elles le font en grande partie seules. Ce constat vaut particulièrement pour les acteurs non étatiques, car les États peuvent être plus enclins à coopérer, entre eux ou avec des groupes agissant pour leur compte.

La légère tendance globale à la hausse de la coopération est en grande partie due à l'augmentation du niveau d'alliances au sein de chacune des trois zones de conflit. La Libye, le Mali et le Sahel central, ainsi que la région du lac Tchad, affichent ainsi chacun des niveaux de coopération systématiquement plus élevés que l'ensemble de l'Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 2010. En outre, les niveaux de coopération sont de nouveau en hausse en Libye et au Mali depuis 2017. Dans ces pays, les alliances y connaissent des épisodes de fluctuation, ce qui montre bien que la plupart des coopérations y sont opportunistes, de courte durée et peu susceptibles d'aboutir à des partenariats pérennes dans le temps. La nature éphémère de ce type de relation laisse par ailleurs la possibilité de les mettre à mal par l'action d'autres groupes, gouvernements régionaux ou acteurs internationaux (Chapitre 5).

Graphique 4.26

Densité du réseau d'alliance, 2009-20



Note : Les courbes débutent en juillet 2009, et non en janvier, parce qu'il n'y a jamais de tendance à observer au premier point temporel, et que les données sont lissées à l'aide d'une moyenne mobile sur 90 jours.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

La hausse et la baisse périodiques du niveau d'alliances en Libye et au Mali peuvent être représentées comme autant de vagues de coopération. Un premier pic est visible en Libye entre la fin de l'année 2010 et 2012, lorsque les groupes opposés au régime de Kadhafi collaborent pendant la phase initiale de la guerre civile et l'intervention de l'OTAN. Avec le début de la deuxième phase de la guerre civile, à la mi-2014, une nouvelle vague de coopération s'amorce, les organisations du même bord s'unissant à nouveau contre leurs ennemis communs. À partir de 2017, le niveau de coopération entre organisations repart à la hausse et, à la mi-2020, il dépasse en Libye son précédent pic de 2011. Cette évolution récente s'explique par l'offensive militaire lancée par le Maréchal Haftar en avril 2019 contre le GNA à Tripoli, qui amène les milices à s'allier pour défendre la capitale. Une tendance similaire, bien que moins marquée, s'observe au Mali entre 2014 et 2016. Comme en Libye, le niveau de coopération s'y intensifie aussi à partir de 2018, période marquée par une coordination croissante entre les organisations jihadistes, comme l'illustre le cas du JNIM, dirigé par Iyad ag Ghali (Encadré 4.4).

En revanche, la zone de conflit du lac Tchad apparaît moins instable que les autres. Depuis le début de l'insurrection de Boko Haram, à la mi-2009, le niveau de coopération y est systématiquement supérieur à celui observé à l'échelon régional, sans toutefois présenter les fortes hausses ou baisses qui caractérisent les autres zones de conflit. Boko Haram et ISWAP font peut-être preuve de résistance, mais s'avèrent largement incapables d'établir des alliances politiques.

La faible densité du réseau d'alliance régional semble indiquer que la plupart des organisations

Encadré 4.4
Iyad ag Ghali

Iyad ag Ghali (né en 1958) est un chef jihadiste et politicien malien. Touareg, il appartient à la confédération des Kel Adagh de la région de Kidal au Mali, où les Kel Adagh occupent une place prépondérante sur le plan politique. Son père meurt durant la rébellion de 1963-64 à Kidal, qui oppose des Kel Adagh à l'État malien. Ag Ghali est le plus célèbre des ishoumar (du français « chômeur »), génération de Touareg qui ont quitté le Mali et le Niger pour la Libye ou d'autres destinations dans les années 70 et 80. Il séjourne ainsi très longtemps en Libye et combat sous la bannière du Colonel Mouammar Kadhafi.

De 1990 à 2006, ag Ghali est le principal chef rebelle du nord du Mali. En 1990, il lance une rébellion contre l'État malien. Il conclut des accords de paix avec le Mali en 1991 et 1992, mais la rébellion se divise autour de clivages ethniques, claniques et idéologiques (Lecocq, 2010[31]). En 2006, ag Ghali prend la tête d'une autre brève rébellion. Une fois de plus, il voit son autorité contestée : l'un de ses sous-commandants poursuit les combats malgré la paix conclue par ag Ghali. En 2011, il est écarté de la direction du MNLA, qui lance un soulèvement en 2012. Tout au long de cette période, il exerce également d'autres fonctions, dont celle de diplomate malien à Djeddah, en Arabie saoudite, vers 2010.

Durant les années 2000, ag Ghali noue des liens financiers, familiaux et politiques avec le futur AQMI. Fin 2011, il forme son propre groupe jihadiste, Ansar Dine (les « Défenseurs de la foi »), qui combat dans la rébellion aux côtés du MNLA début 2012, avant de le supplanter et de prendre le contrôle du nord du Mali en collaboration avec AQMI et ses ramifications. En janvier 2013, il aide à lancer une offensive dans le centre du Mali, déclenchant une intervention militaire menée par la France qui chasse les jihadistes des villes du nord du pays.

En 2017, ag Ghali devient le chef officiel du JNIM, coalition jihadiste officiellement subordonnée à la direction centrale d'AQMI, elle-même officiellement subordonnée au commandement central d'Al-Qaïda. Le JNIM est devenu la plus importante force jihadiste au Mali et dans le Sahel, prenant pour cible des militaires étrangers et sahéliens, mais courtisant et intimidant aussi les communautés et politiciens locaux. Ag Ghali est la figure de proue du groupe, notamment en arrêtant les négociations avec l'État malien, toujours en cours à l'heure actuelle (Thurston, 2020[6]).

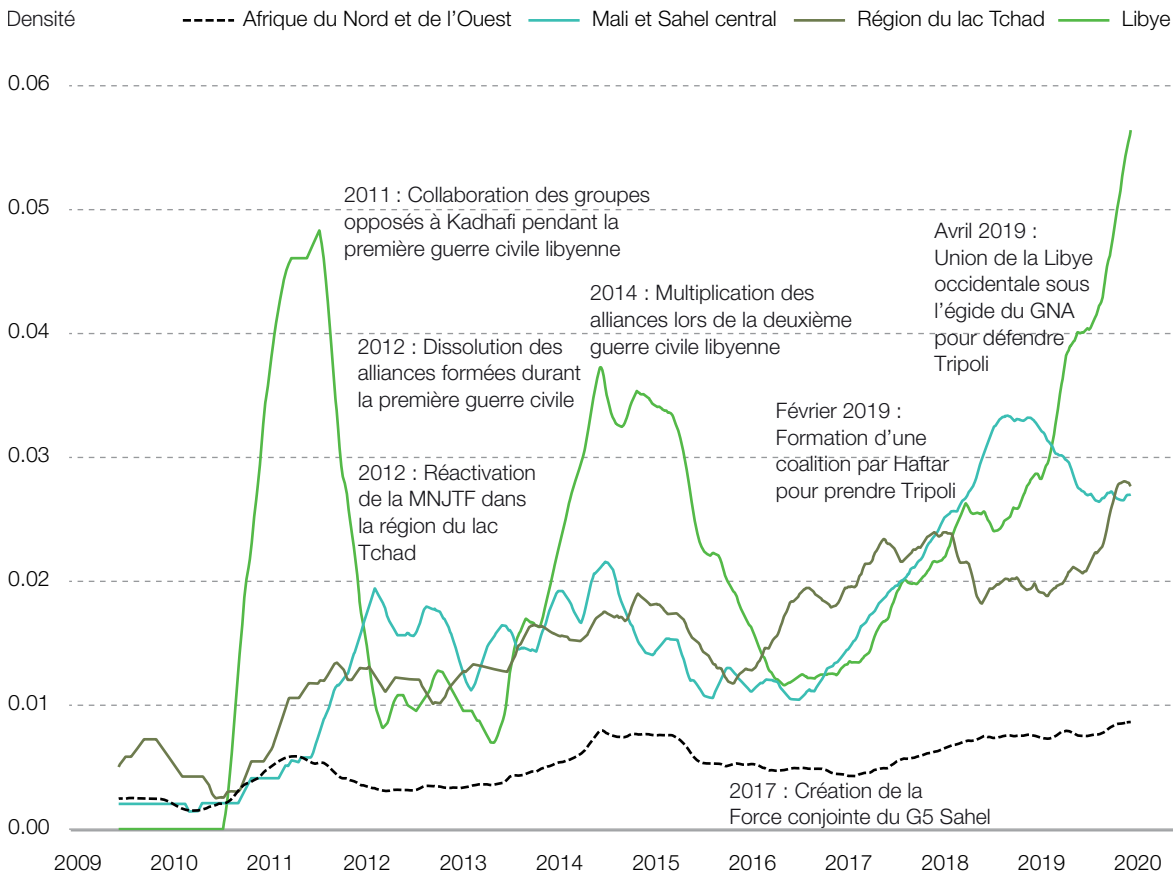
Source : Texte original fourni par Alexander Thurston.

agissent en général seules en Afrique du Nord et de l'Ouest. Ce constat laisse présager d'une structure de réseau fortement décentralisée, au sein de laquelle les alliances sont moins susceptibles d'être centrées autour de quelques acteurs clés. Cependant, certaines périodes voient une relative intensification du niveau de coopération au sein de chacune des zones de conflit. Durant ces épisodes, la structure du réseau se modifie, devenant moins fragmentée et davantage centrée sur quelques groupes importants. De ce fait, plus la densité des alliances augmente (Graphique 4.26), plus leur centralisation augmente aussi (Graphique 4.27).

Pour les alliances, cela signifie que le réseau régional connaît, au fil du temps, une légère évolution vers une structure en étoile, au sein de laquelle quelques acteurs centraux présentent un nombre bien plus élevé de liens de coopération avec d'autres organisations. Cette tendance est toutefois, là encore, principalement imputable aux dynamiques observées dans chacune des trois zones de conflit, notamment en Libye. C'est en effet dans ce pays que s'observent les niveaux les plus élevés de centralisation, durant les épisodes de bipolarisation nette du conflit. Entre 2011 et 2012, les groupes s'organisent par exemple d'un côté autour de la défense du régime de Kadhafi, et de l'autre, de ses opposants, principalement le CNT soutenu par l'OTAN. Depuis 2014, cette centralisation prend la forme d'un alignement autour des principaux acteurs en concurrence pour le contrôle de l'État, la LNA, la coalition Libya Dawn et les différentes branches

Graphique 4.27

Centralisation du réseau d'alliance, 2009-20



Note : Les courbes débutent en juillet 2009, et non en janvier, parce qu'il n'y a jamais de tendance à observer au premier point temporel, et que les données sont lissées à l'aide d'une moyenne mobile sur 90 jours.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[1]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

de l'État islamique. La Libye présente donc les réseaux d'alliances les plus centralisés au fil du temps, mais aussi la plus grande instabilité entre les périodes de hausse et de baisse du niveau de centralisation. Les trois zones de conflit tendent vers plus de centralisation depuis 2016.

DES CONFLITS SANS FIN ?

Ce chapitre illustre la structure des réseaux d'opposition et de coopération en Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que dans trois régions particulièrement touchées par l'instabilité politique depuis la fin des années 2000. S'appuyant sur le cadre conceptuel de l'analyse des réseaux sociaux, l'étude met en évidence des similitudes surprenantes entre réseaux de coopération et d'opposition : tous deux sont ainsi plutôt décentralisés et structurés autour de quelques organisations clés. Cette structure, qualifiée de « cosmopolite », souligne l'absence de communautés très cohésives et indique que les organisations violentes tendent à reproduire les mêmes dynamiques, indépendamment de la nature des relations qui les lient. Il s'agit là d'un constat déroutant. Nouer des alliances ou combattre un ennemi étant, en termes conceptuels, tout à fait différent, il était attendu que la structure des réseaux d'opposition et de

coopération soit très distincte. Le fait qu'il n'en soit rien laisse à penser qu'il faudrait concevoir l'opposition et la coopération comme deux alternatives possibles, plutôt qu'exclusives, pour les belligérants. Ces résultats mettent ainsi en évidence la nature fondamentalement adaptable et opportuniste des relations liant les organisations violentes dans la région. Loin des oppositions viscérales ou des accords formels, rivalités et alliances sont à envisager ici comme deux possibilités mobilisables en fonction de ce que dictent les circonstances.

Ce chapitre montre également que les réseaux d'opposition et de coopération ont tendance à se densifier et à se centraliser au fil du temps. Cette évolution préoccupante indique que les organisations ont un nombre croissant d'ennemis, signe indéniable que les conflits s'intensifient dans la région et que chacune des zones de conflit est de plus en plus centralisée autour d'un nombre limité de belligérants clés. Cette polarisation de l'environnement conflictuel a des conséquences dramatiques pour les populations civiles qui sont souvent prises pour cible à la fois par les organisations extrémistes violentes et les forces gouvernementales. La densité et la centralisation croissantes des réseaux d'alliances parmi les forces militaires sont une conséquence de l'augmentation des conflits dans la région. Alors que les conditions de sécurité continuent de se dégrader, les forces gouvernementales multiplient leurs collaborations, en quête d'un cadre de sécurité plus adapté.

Le fait que ces tendances se combinent avec l'augmentation constante du nombre de belligérants depuis 2009 est particulièrement alarmant. Le nombre croissant de belligérants, la densification des relations conflictuelles et la polarisation autour d'organisations puissantes, capables de mener des opérations militaires de grande envergure, compliquent et menacent une résolution pacifique des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest. Ces conditions prévalent en outre à des degrés variables dans les trois principales zones de conflit de la région. Plus de dix ans après le début de l'insurrection de Boko Haram dans le nord du Nigéria, les violences politiques se sont muées en une multitude de foyers de conflit infranationaux qui ont résisté à toutes les tentatives de résolution à ce jour. Au vu des tendances mises au jour, il est difficile d'imaginer que ce processus puisse trouver une issue dans un avenir proche, et plus réaliste de s'attendre à ce que les conflits s'étendent, s'intensifient et se centralisent.

Références

Abba, S. (2017), « Jafar Dicko, le nouveau visage du djihadisme au Burkina Faso », *Le Monde*. [27]

ACLED (2020), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/. [1]

Albert, I. (2017), « Rethinking the functionality of the Multinational Joint Task Force in managing the Boko Haram crisis in the Lake Chad Basin », *Africa Development*, vol. 42/3, pp. 119–135. [29]

Baldwin-Edwards, M. et D. Lutterbeck (2019), « Coping with the Libyan migration crisis », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 45/12, pp. 2241–2257. [21]

Blanchard, C. (2020), *Libya : Conflict, Transition and U.S. Policy*, Congressional Research Service RL33142, Washington, DC. [19]

Center for Strategic and International Studies (2018), *Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM)*, CSIS, Washington, DC. [9]

Conseil de sécurité des Nations Unies (2018), *2374 Sanctions Committee amends list entries of seven individuals*, CSNU, New York, 14 janvier. [10]

Dorff, C., M. Gallop et S. Minhas (2020), « Networks of violence : Predicting conflict in Nigeria », *The Journal of Politics*, vol. 82/2, pp. 476-493. [17]

Everton, S. (2012), *Disrupting Dark Networks*, Cambridge University Press, Cambridge. [3]

Gallais, J. (1975), *Pasteurs et paysans du Gourma : La condition sahélienne*, CNRS, Paris. [23]

Hagberg, S. (2018), « Beyond regional radars : Security from below and the rule of law in the Sahel », *South African Journal of International Affairs*, vol. 25/1, pp. 21–37. [24]

Institute for Security Studies (2016), « Assessing the Multinational Joint Task Force against Boko Haram », *West Africa Report* 19. [30]

International Crisis Group (2017), *The social roots of Jihadist violence in Burkina Faso's North*, ICG, Bruxelles. [26]

Lacher, W. (2020), *Libya's Fragmentation. Structure and Process in Violent Conflict*, Bloomsbury, Londres. [22]

Lacher, W. (2019), « Who is fighting whom in Tripoli? How the 2019 Civil War is transforming Libya's military landscape », *Small Arms Survey Briefing Paper*, août. [18]

Le Roux, P. (2019), *Ansaroul Islam : The rise and decline of a militant Islamist group in the Sahel*, Africa Center for Strategic Studies, 29 juillet. [28]

Le Roux, P. (2019), *Exploiting borders in the Sahel : The Islamic State in the Greater Sahara*, Africa Center for Strategic Studies, Washington, DC, juin. [11]

Leclercq, S. et G. Matagne (2020), « 'With or without you' : The governance of (local) security and the Koglweogo movement in Burkina Faso », *Stability : International Journal of Security and Development*, vol. 9/1. [25]

Lecocq, B. (2010), *Disputed Desert : Decolonisation, Competing Nationalisms and Tuareg Rebellions in Northern Mali*, Brill, Leiden. [31]

Melcangi, A. et G. Dentice (2020), *Libya's crisis is a tough puzzle to solve for Egypt*, Atlantic Council, 18 juin. [20]

Nsaibia, H. et C. Weiss (2020), « The end of the Sahelian anomaly : How the global conflict between the Islamic State and al-Qa'ida finally came to West Africa », *CTC Sentinel*, vol. 13/7, pp. 1–14. [12]

OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr. [8]

OCDE/CSAO (2019), *Femmes et réseaux marchands en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/2466d2f7-fr. [2]

OCDE/CSAO (2017), *Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/9789264265974-fr. [5]

Prieto Curiel, R., O. Walther et N. O'Clery (2020), « Uncovering the internal structure of Boko Haram through its mobility patterns », *Applied Network Science*, vol. 5/1, pp. 1–23. [16]

Spiro, E., R. Acton et C. Butts (2013), « Extended structures of mediation : Re-examining brokerage in dynamic networks », *Social Networks*, vol. 35/1, pp. 130–143. [4]

Thurston, A. (2020), *Jihadists of North Africa and the Sahel : Political Islam and Rebel Groups*, Cambridge University Press, Cambridge. [6]

Thurston, A. (2018), *Boko Haram : The History of an African Jihadist Movement*, Princeton University Press, Princeton. [13]

Valente, T. (2010), *Social Networks and Health : Models, Methods, and Applications*, Oxford University Press, New York. [7]

Van Den Hoek, J. (2017), « Agricultural market activity and Boko Haram attacks in northeastern Nigeria », *Notes ouest-africaines*, n° 9, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/13ba9f2e-en. [15]

Zenn, J. (2020), *Unmasking Boko Haram : Exploring Global Jihad in Nigeria*, Lynne Rienner, Boulder. [14]

Chapitre 5

Réseaux de conflit et interventions militaires en Afrique du Nord et de l'Ouest

Ce chapitre examine l'impact des interventions militaires sur les réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest. Il illustre que l'intervention française dans le Sahel, l'opération Unified Protector de l'OTAN en Libye et l'offensive conjointe contre Boko Haram autour du lac Tchad visaient à faire basculer l'équilibre des forces en faveur d'un camp. Aucune de ces interventions n'est toutefois parvenue à une solution durable sur des violences qui continuent de déchirer l'Afrique du Nord et de l'Ouest. Leur impact sur les réseaux de conflit s'est avéré limité dans le temps et les organisations jihadistes et rebelles se sont renforcées après un choc initial. Enfin, le tribut payé par les civils dans la région depuis 2010 est toujours plus lourd, rappelant l'impératif pour les interventions futures d'agir davantage en faveur de leur protection.

MESSAGES CLÉS

- **Les interventions militaires en Libye, au Mali et autour du lac Tchad ont redessiné l'environnement conflictuel dans lequel opèrent les organisations violentes à travers l'Afrique du Nord et de l'Ouest.**
- **Les interventions militaires ont temporairement affaibli leurs adversaires, sans toutefois apporter une stabilité durable. Les organisations jihadistes et rebelles se sont renforcées après le choc de l'intervention.**
- **Les groupes jihadistes affaiblis par les interventions militaires prêtent alors allégeance à des organisations violentes mondiales, se divisent autour de clivages ethniques et géographiques, ou fusionnent avec d'autres groupes.**
- **Face aux interventions militaires, les groupes jihadistes se sont également déplacés vers des zones plus reculées ou moins surveillées, participant ainsi à la propagation régionale de la violence observée en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin des années 2000.**

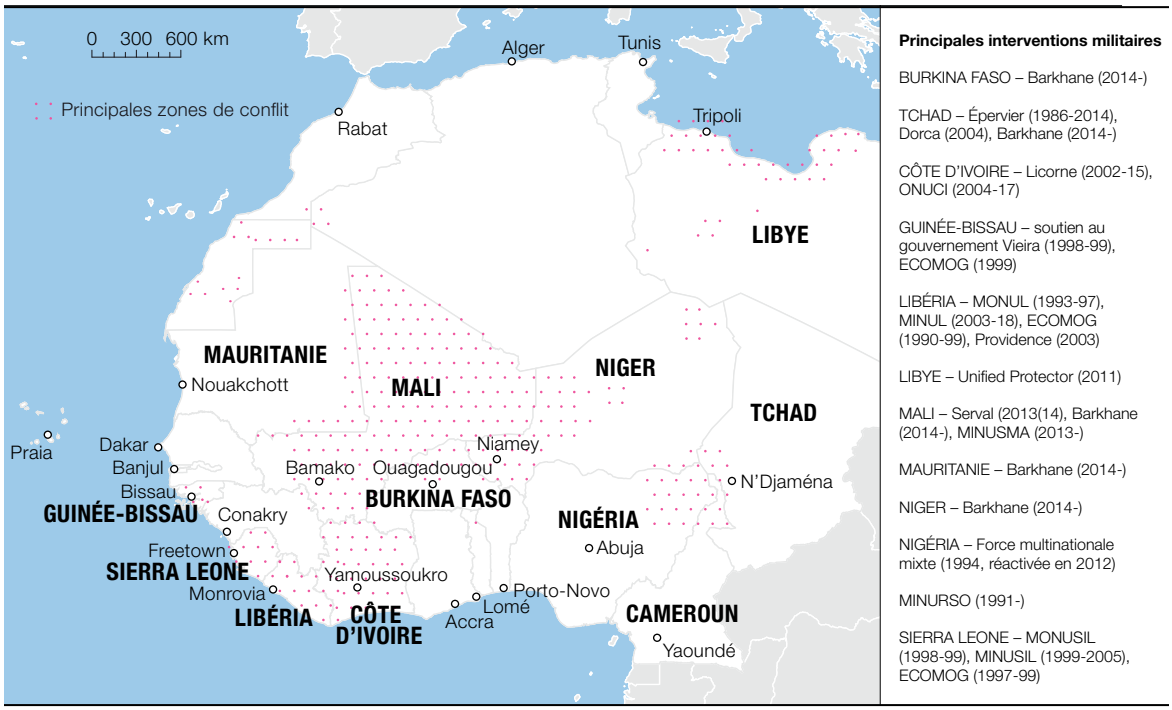
INTERVENTIONS MILITAIRES EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST

Les interventions militaires ponctuent l'histoire récente des pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest avec une régularité frappante (Schmidt, 2018[1]). Depuis la fin de la Guerre froide, pas moins de 20 interventions militaires majeures sont ainsi menées pour prévenir les crimes de guerre, rétablir la stabilité politique ou lutter contre les organisations extrémistes dans 12 pays, de la Guinée-Bissau au Tchad (Carte 5.1). Dans une région où les conflits interétatiques sont rares, la grande majorité de ces interventions sont à l'initiative d'organisations multinationales, d'alliances militaires et de communautés économiques régionales (OCDE/CSAO, 2020[2]).

L'Organisation des Nations Unies (ONU) est intervenue à six reprises dans la région depuis 1997. La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), mise en place par la résolution 2100 du Conseil de sécurité du 25 avril 2013, est la dernière mission en date de l'Organisation dans la région. Il s'agit aussi de la plus chère menée actuellement, avec un coût annuel de 1.22 milliard de dollars US (USD) de juillet 2019 à juin 2020. C'est également la troisième mission de l'ONU la plus dangereuse en cours, avec 225 personnes tuées en date de novembre 2020, après la Mission conjointe des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD, 284 morts) et la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), créée en 1978 (320 morts). Si l'on considère le nombre de victimes des suites d'« actes de malveillance », la MINUSMA est alors la mission la plus

Carte 5.1

Principales interventions militaires en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2020



Source : Adaptation des auteurs à partir de OCDE/CSAO (2020[2]), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr.

dangereuse jamais mise en place par l'ONU, après son opération au Congo (ONUC), dans les années 60 (Organisation des Nations Unies, 2020[3]). Les 133 agents de l'ONU tués en conséquence directe de l'insurrection malienne représentent 13 % de toutes les victimes que déplore l'Organisation en 77 missions depuis 1948.

En Afrique du Nord, l'intervention militaire la plus importante de la dernière décennie est l'opération Unified Protector (2011) de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), qui a initialement pris la forme d'une zone d'exclusion aérienne et d'un blocus maritime contre le régime du Colonel Kadhafi en Libye. Si l'OTAN ne suit pas les coûts opérationnels pour chacun de ses pays membres, le coût de l'opération pour les seuls États-Unis s'élève à plus de 1 milliard USD (Gertler, 2011[4]). En Afrique de l'Ouest, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est intervenue à trois reprises pour mettre un terme aux guerres civiles au Libéria, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau dans les années 90, en s'aidant de sa Brigade de surveillance du cessez-le-feu ECOMOG. Les interventions de la CEDEAO se sont largement appuyées sur les forces armées nigérianes, tandis que d'autres forces africaines ont participé à différents moments. Le coût global de ces interventions est inconnu.

La France a également lancé plusieurs opérations majeures en Afrique du Nord et de l'Ouest, où elle est intervenue militairement dans six de ses anciennes colonies (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Mauritanie et Tchad) depuis la fin des années 80. Elle a également participé brièvement au Libéria (opération Providence) et plus activement à l'intervention de l'OTAN en Libye. De 1997 à 2019, les forces françaises ont toujours été impliquées directement dans un conflit armé en Afrique de l'Ouest, ce qui en fait le pays au plus long historique d'interventions dans la région. Au début des années 2010, la fin des opérations Épervier et Licorne au Tchad et en Côte d'Ivoire coïncide avec le lancement des opérations Serval et Barkhane au Sahel, respectivement en 2013 et 2014. Le coût de l'opération Serval et du soutien français à la MINUSMA est évalué

à 642 millions EUR pour 2013 (Sénat, 2015[5]). En 2017, le budget opérationnel de la France au Sahel s'élevait à 690 millions EUR, soit environ la moitié des 1 330 millions EUR alloués aux opérations extérieures (Sénat, 2018[6]). Si les dépenses demeurent inchangées cette année, l'armée française aura dépensé quelque 5 milliards EUR dans le Sahel de 2013 à 2020, dont sa contribution à la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (EUTM Mali).

INCIDENCE DES INTERVENTIONS MILITAIRES SUR LES RÉSEAUX DE CONFLIT

Si l'intervention de puissances extérieures peut avoir de multiples motivations, deux grandes catégories d'interventions se dégagent néanmoins, selon leur cible finale. D'un côté figurent les interventions de médiation, dans lesquelles l'implication neutre des tierces parties a pour objectif de parvenir à une résolution pacifique du conflit. C'est le type d'intervention privilégié par les organisations multinationales et internationales, comme avec l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), mise en place au milieu des années 2000, qui vise à « observer et surveiller l'application de l'accord de cessez-le-feu global du 3 mai 2003, et à enquêter sur ses violations » (Organisation des Nations Unies, 2004, p. 29[7]). De l'autre figurent les interventions partisanes, dans lesquelles les tierces parties soutiennent l'un des belligérants dans le but d'influencer l'issue du conflit en sa faveur (Corbetta et Grant, 2012[8]). C'est par exemple le cas de l'opération Épervier, lancée par la France au Tchad en 1986, qui fournit un soutien militaire aux forces tchadiennes en lutte contre l'invasion du nord du pays par les troupes libyennes.

Sur le plan théorique, l'impact d'une intervention militaire se représente comme la création d'un nouveau lien entre deux acteurs (dyade). L'introduction d'une tierce partie peut donner lieu à six scénarios différents, selon que ces deux acteurs coopèrent ou s'opposent (Graphique 5.1).

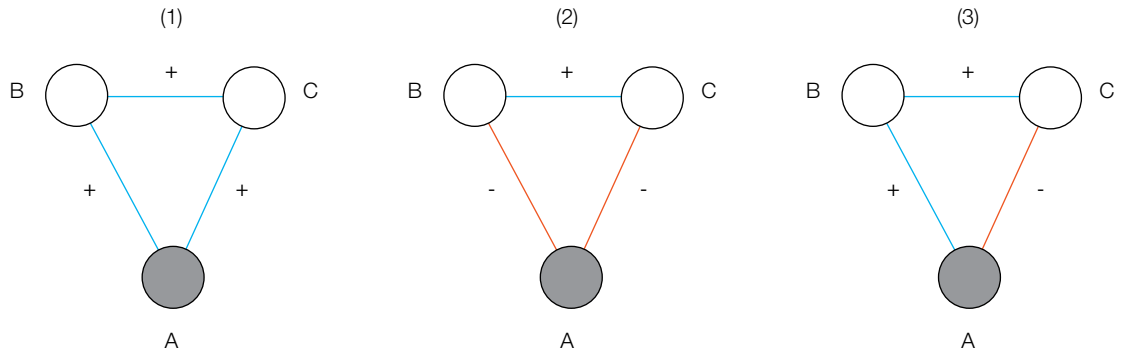
1. Dans le premier scénario, la puissance intervenante (A) adopte une approche de médiation et soutient deux acteurs entretenant déjà des relations de coopération (B et C). Se crée ainsi un groupe stable de trois acteurs, appelé triade, au sein duquel « les amis de mes amis sont mes amis ». Ces dernières années, l'opération Barkhane, menée par la France, a par exemple soutenu à la fois l'armée malienne et certaines de ses milices alliées dans l'est du pays. L'issue probable de ce type d'intervention est le renforcement de la coopération et la formation de coalitions de plus grande envergure.
2. Dans le deuxième scénario, au lieu de soutenir deux acteurs qui coopèrent, la puissance intervenante choisit de combattre chacun d'entre eux. Cette stratégie de médiation crée aussi une situation stable dans laquelle « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». C'est par exemple le cas lorsqu'une armée étrangère attaque deux organisations terroristes. Au Mali, les forces françaises ont ainsi pris pour cible à la fois l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM). Le niveau global de violence s'en trouve alors augmenté, la puissance intervenante multipliant le nombre d'attaques dans la région.
3. Dans le troisième scénario, la puissance intervenante opte pour une stratégie partisane : elle soutient l'un des acteurs tout en attaquant l'autre. Cette configuration est susceptible de créer une situation instable dans laquelle « les amis de mes amis sont mes ennemis ». La tension ainsi créée entre B et C peut entraîner un changement d'allégeances entre eux : au lieu de coopérer, l'un d'eux pourra ainsi décider de collaborer avec la puissance intervenante contre son ancien allié.
4. Dans le quatrième scénario, la puissance intervenante soutient deux belligérants en conflit. Cette stratégie de médiation crée une situation instable similaire au troisième scénario décrit ci-dessus, où « les amis de mes amis sont mes ennemis ». Les relations au sein de cette triade instable sont susceptibles d'inciter les belligérants à changer d'allégeances et

Graphique 5.1

Que se passe-t-il lorsqu'une puissance extérieure intervient dans un conflit ?

Intervention au sein d'une dyade coopérative

Soit A la puissance intervenante, et B et C deux alliés



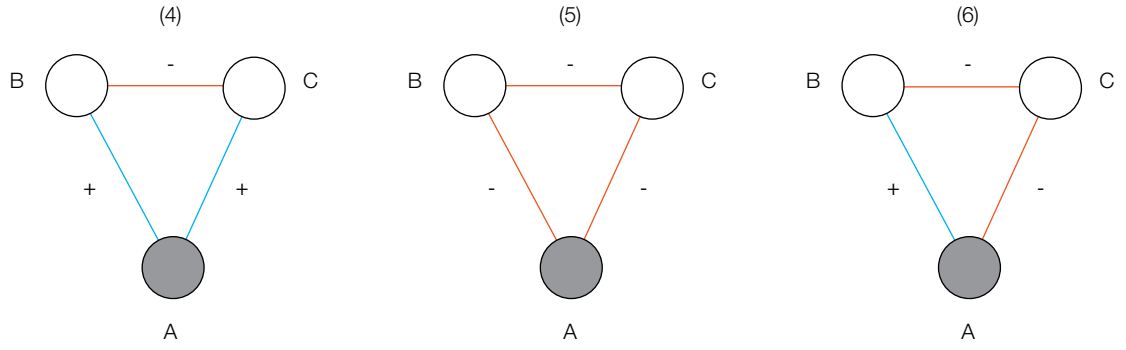
A soutient à la fois B et C. Cette stratégie non partisane crée une situation stable (les amis de mes amis sont mes amis) propice à une **diminution de la violence**, dans la mesure où A introduit davantage de coopération dans la région.

A attaque à la fois B et C. Cette stratégie non partisane crée une situation stable (les ennemis de mes ennemis sont mes amis) propice à une **augmentation de la violence**, dans la mesure où A introduit davantage de conflit dans la région.

A soutient B, mais attaque C. Cette stratégie partisane crée une situation instable (les amis de mes amis sont mes ennemis) propice à une **augmentation de la violence**, dans la mesure où B et C changent d'allégeances et s'affrontent (voir n° 6).

Intervention au sein d'une dyade conflictuelle

Soit A la puissance intervenante, et B et C deux rivaux



A soutient à la fois B et C. Cette stratégie non partisane crée une situation instable (les amis de mes amis sont mes ennemis) propice à une **diminution de la violence**, dans la mesure où B et C changent d'allégeances et coopèrent entre eux (voir n° 1).

A attaque à la fois B et C. Cette stratégie non partisane crée une situation instable (les ennemis de mes ennemis sont mes ennemis) propice à une **diminution de la violence**, dans la mesure où B et C changent d'allégeances et coopèrent entre eux (voir n° 2).

A soutient B, mais attaque C. Cette stratégie partisane crée une situation stable (les ennemis de mes ennemis sont mes amis) propice à une **augmentation de la violence**, dans la mesure où C affronte un ennemi supplémentaire.

Source : Auteurs.

Tableau 5.1
Interventions extérieures et impact sur les réseaux de conflit et la violence

Scénario	Type d'intervention extérieure	Impact sur le réseau de conflit	Résultat
1	Médiation	Crée une situation stable propice à la coopération entre les acteurs	Diminution de la violence
2	Médiation	Crée une situation stable propice à l'opposition entre les acteurs	Augmentation de la violence
3	Partisane	Crée une situation instable qui amène les acteurs à changer d'allégeances et à s'affronter	Augmentation de la violence
4	Médiation	Crée une situation instable qui amène les acteurs à changer d'allégeances et à coopérer entre eux	Diminution de la violence
5	Médiation	Crée une situation instable qui amène les acteurs à changer d'allégeances et à coopérer entre eux	Diminution de la violence
6	Partisane	Crée une situation stable propice à l'opposition entre les acteurs	Augmentation de la violence

Source : Auteurs.

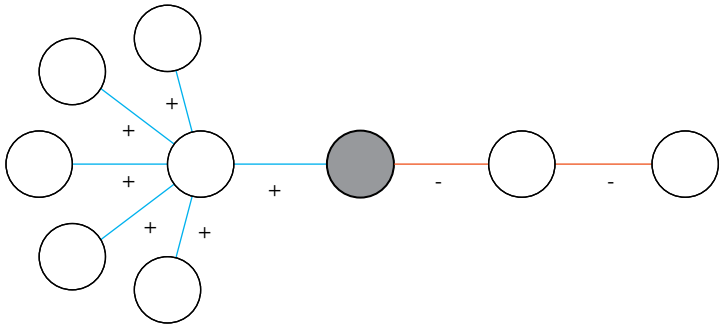
à former une triade dans laquelle tous les acteurs coopèrent les uns avec les autres, comme dans le premier scénario.

5. Dans le cinquième scénario, la puissance intervenante décide d'adopter une stratégie de médiation et d'attaquer les deux belligérants, créant là encore une situation instable où « les ennemis de mes ennemis sont mes ennemis ». Pour résoudre les tensions entre eux, les deux belligérants décideront probablement de coopérer, ce qui est susceptible de conduire à une situation similaire au scénario 2, dans laquelle la violence augmente.
6. Enfin, dans le sixième scénario, la puissance intervenante adopte une stratégie partisane et attaque l'un des acteurs tout en soutenant l'autre. La triade ainsi formée est théoriquement stable, car « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». Ce type d'intervention est susceptible d'entraîner une augmentation de la violence, l'un des deux belligérants se voyant contraint de combattre un ennemi supplémentaire.

Ces six scénarios théoriques semblent indiquer que les interventions militaires peuvent influer sur l'augmentation ou la diminution de la violence selon les relations préexistantes entre les acteurs impliqués dans le conflit (Tableau 5.1). Chacune peut conduire à une progression ou un recul de la violence. Si, comme supposé ci-dessus, les relations entre la puissance intervenante et les belligérants ne peuvent changer dans le temps, l'issue d'une intervention extérieure dépend alors entièrement des belligérants, dont les changements d'allégeances peuvent entraîner une augmentation ou au contraire une diminution de la violence. Le fait de soutenir ou d'attaquer indifféremment les belligérants peut les amener à coopérer entre eux. Le nombre d'acteurs impliqués dans les conflits réels étant généralement plus élevé que dans ces scénarios théoriques, il apparaît donc d'autant plus important pour les puissances intervenantes de comprendre les relations préexistantes de coopération ou d'opposition entre les belligérants.

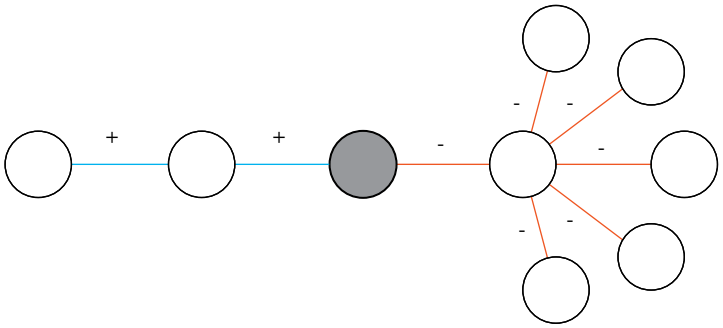
Graphique 5.2
Lien entre les scores de centralité positive-négative et le pouvoir politique

A - Score PN faible



L'acteur central (en gris) a un score PN faible. Il est allié à un groupe qui a de nombreux autres alliés, et ennemi d'un groupe qui a lui-même peu d'ennemis.

B - Score PN élevé



L'acteur central (en gris) a un score PN élevé. Il est allié à un groupe qui a lui-même peu d'alliés, et ennemi d'un groupe qui a de nombreux autres ennemis.

Source : Auteurs.

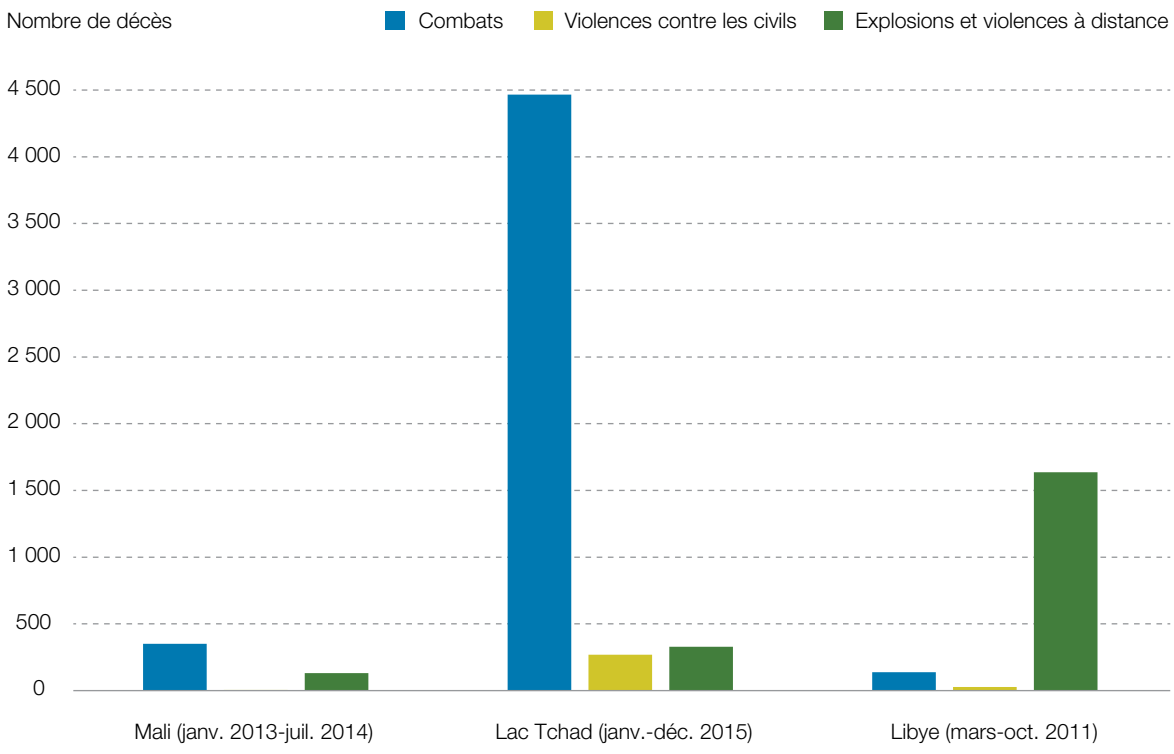
ANALYSE DU POUVOIR POLITIQUE SOUS L'ANGLE DES RÉSEAUX

L'impact des interventions militaires sur les conflits est étudié à l'aide de l'indice de centralité positive-négative (PN), créé pour évaluer le pouvoir politique d'une organisation (Chapitre 3). L'indice PN part du principe que le pouvoir d'une organisation dépend des contraintes et opportunités offertes par le réseau global d'ennemis et d'alliés au sein duquel elle s'inscrit. Il repose sur l'hypothèse suivante : « Le fait pour un nœud d'avoir des liens positifs avec d'autres nœuds bien connectés contribue positivement à sa centralité » (Everett et Borgatti, 2014, p. 117[9]). Les organisations dont la centralité PN est faible sont alliées à des acteurs ayant de nombreux autres alliés, et en conflit avec des acteurs ayant peu d'autres ennemis. Autrement dit, elles sont amies avec des acteurs ayant beaucoup d'amis, et ennemies d'acteurs ayant peu d'autres ennemis. C'est l'inverse qui s'observe pour les organisations dont la centralité PN est forte : elles sont alliées à des acteurs ayant peu d'autres alliés, et en conflit avec des acteurs ayant de nombreux autres ennemis. En d'autres termes, elles sont amies avec des acteurs ayant peu d'amis, et ennemies d'acteurs ayant de nombreux autres ennemis (Graphique 5.2).[1]

Les organisations les plus importantes d'un réseau, caractérisées par des niveaux élevés de conflit et de violence, sont en général celles dont les scores PN sont les plus élevés. Une organisation dont les alliés ont eux-mêmes moins d'autres alliés se trouvera, par exemple, dans une position favorable : elle sera en effet plus influente au sein de ce réseau, puisque ses alliés auront peu d'autres possibilités de coopération. Il en va de même pour les réseaux d'opposition. Une organisation dont les opposants ont eux-mêmes de

Graphique 5.3

Décès liés aux opérations militaires au Mali, autour du lac Tchad et en Libye



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

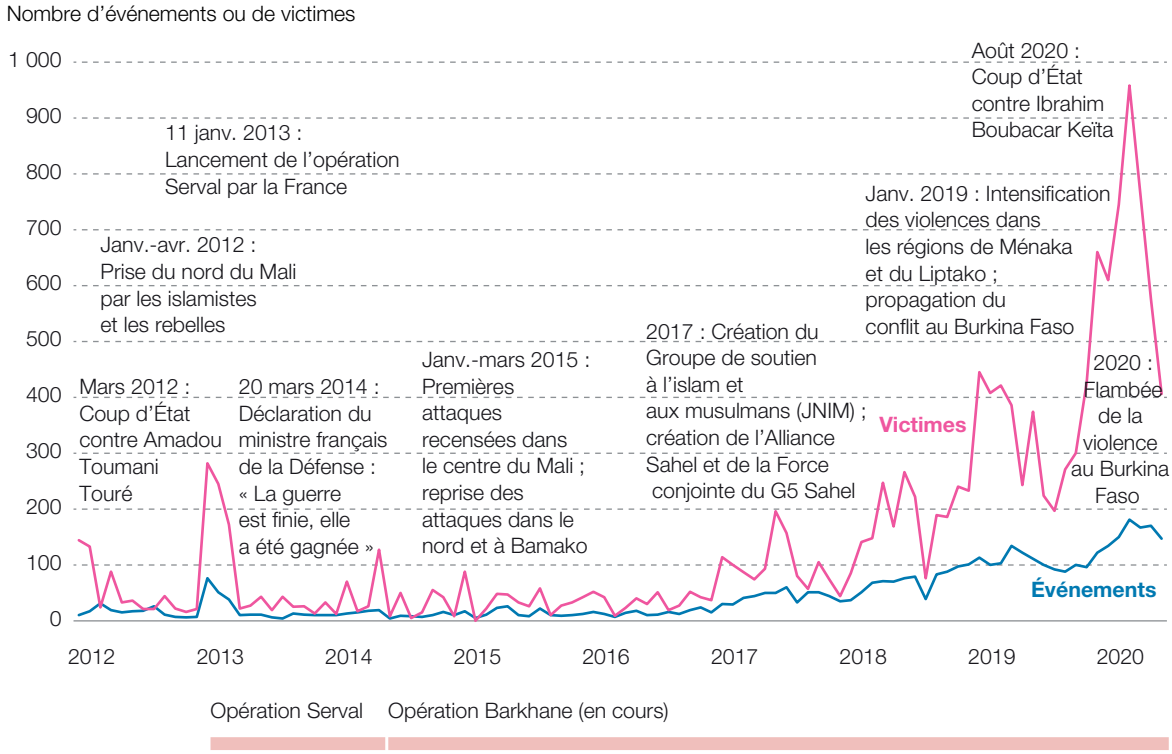
nombreux ennemis verra ses opposants davantage contraints dans leurs actions.

L'indice PN permet en outre d'identifier les changements au sein d'un réseau de conflit en comparant le pouvoir politique des organisations violentes avant, pendant et après une intervention militaire. Cette étude se concentre plus particulièrement sur trois de ces interventions qui ont eu un impact sur les conflits de la région :

- La première est l'opération Serval, menée par la France au Mali du 11 janvier 2013 au 15 juillet 2014. Environ 500 décès de militaires et de civils, directement imputables aux affrontements entre les forces françaises et les insurgés, sont recensés au cours de cette opération dans la base de données du projet Armed Conflict Location & Event Data (Graphique 5.3). Les trois quarts sont dus à des combats entre les forces gouvernementales, l'armée française, les rebelles et les organisations jihadistes. L'opération Serval bénéficie du soutien logistique de l'Allemagne, de la Belgique, du Canada, du Danemark, des Émirats arabes unis (EAU), de l'Espagne, des États-Unis, des Pays-Bas et du Royaume-Uni. Le Tchad engage des forces de combat sous commandement français. L'opération Barkhane remplace ensuite l'opération Serval en juillet 2014 (Shurkin, 2020[10]). Elle reçoit le soutien logistique de l'Allemagne et du Royaume-Uni, tandis que l'Estonie engage des forces de combat sous commandement français.
- La deuxième est l'offensive lancée par le Nigéria, le Cameroun, le Tchad et le Niger sous l'égide de la Force multinationale mixte (MNJTF) contre Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP). Cette étude se concentre plus particulièrement sur la période du 23 janvier au 24 décembre 2015, durant laquelle certaines des opérations les plus décisives sont menées dans la région du lac Tchad. Toujours en cours, cette intervention est de loin la plus meurtrière de la région, avec plus de 5 000 décès en lien direct avec elle recensés par ACLED en 2015. Comme au Mali, les combats représentent la grande majorité des événements violents et des décès (88 %)

Graphique 5.4

Événements violents et victimes au Mali et dans le Sahel central, 2012-20



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

impliquant les forces nigérianes et celles de la MNJTF contre Boko Haram et ISWAP.

- La troisième est l'opération Unified Protector menée par l'OTAN en Libye contre le régime du Colonel Kadhafi, du 23 mars au 31 octobre 2011. Elle s'organise en quatre opérations nationales distinctes, respectivement menées par le Canada, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. La Belgique, le Danemark, les EAU, l'Espagne, la Grèce, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas et le Qatar engagent des forces sous le commandement des États-Unis, tandis que la Bulgarie, la Jordanie, la Roumanie, la Suède et la Turquie participent indépendamment du commandement américain. Plus de 1 800 décès sont liés à l'opération Unified Protector dans la base de données ACLED, dont 9 sur 10 dus à des explosions ou à des violences à distance causées par des bombardements, des drones et des engins explosifs improvisés (EEI). Cette étude analyse en outre l'offensive (aussi appelée bataille de Tripoli) lancée le 4 avril 2019 par l'Armée nationale libyenne (LNA) et ses soutiens étrangers contre le Gouvernement d'accord national (GNA) à Tripoli, et s'achevant le 5 juin 2020 par le retrait des forces de la LNA.

L'analyse couvre toute la région pour laquelle des événements violents liés à l'une des trois interventions militaires susmentionnées sont répertoriés dans la base de données ACLED. Au Mali et dans le Sahel central, la zone de conflit comprend l'ensemble du Burkina Faso et du Mali, ainsi que l'est de la Mauritanie, l'ouest du Niger et le sud de l'Algérie. Autour du lac Tchad, l'étude couvre les régions où ont lieu la plupart des attaques de Boko Haram et de ISWAP depuis 2009, soit une grande partie du nord et de l'est du Nigéria, la partie sud de la région de Diffa au Niger, le nord du Cameroun, le lac Tchad et la région de N'Djaména. En Libye, l'étude couvre la totalité du territoire (Carte 4.1).

OPÉRATIONS SERVAL ET BARKHANE DANS LE SAHEL

Le 11 janvier 2013, l'armée française lance l'opération Serval pour stopper l'avancée vers le centre du Mali d'organisations jihadistes affiliées à Al-Qaïda. Les forces françaises interviennent à la demande du gouvernement intérimaire du Mali, qui a succédé à Amadou Toumani Touré après le renversement de son régime par une junte militaire les 21 et 22 mars 2012. Très mobile et mécanisée, et soutenue par les troupes maliennes et tchadiennes, l'opération Serval parvient à reprendre le contrôle du nord du pays et à tuer des centaines d'extrémistes violents en quelques semaines (Chivvis, 2015[12]).

Dans l'ensemble, l'opération Serval a une forte incidence sur la géographie de la violence. Elle permet de faire baisser le nombre d'événements violents et de victimes par rapport aux niveaux d'avant l'intervention, de réduire les localisations des actes de violence au Mali, et d'en diminuer la concentration spatiale. Cependant, l'opération Serval et celle qui lui succède, Barkhane, ne parviennent pas à empêcher une reprise de la violence et un retour aux niveaux de conflit d'avant l'intervention dans les années qui suivent. En conséquence, la violence connaît depuis début 2017 une forte recrudescence au Mali et dans ses pays voisins, et dépasse désormais les niveaux qui avaient déclenché l'intervention en 2013 (Graphique 5.4). Elle prend par ailleurs d'autres formes : dans de nombreuses régions du Mali et du Sahel central, des zones caractérisées par des événements concentrés de forte intensité sont désormais entourées de zones de violence plus diffuse, signe évocateur d'une propagation de l'insurrection (OCDE/CSAO, 2020[2]).

Interventions de la France et groupes militants

En plus de créer une géographie bien plus complexe que celle qui prévalait en 2013, les opérations Serval et Barkhane contribuent à redessiner les relations au sein des organisations violentes opérant dans la région, et entre elles. Comme le note Thurston (2020, p. 138[13]), « l'intervention chamboule non seulement l'ensemble du projet jihadiste, mais fait aussi éclater la coalition d'Ansar Dine, revenue à ses composantes d'avant-guerre ». L'organisation jihadiste Ansar Dine est créée en décembre 2011 par Iyad ag Ghali, un Touareg influent à la tête de rébellions laïques contre l'État malien en 1990 et 2006. Il fonde Ansar Dine pour réaffirmer son pouvoir et sa pertinence après le rejet de sa candidature à la direction du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) (Encadré 4.4). Ansar Dine attire d'autres dirigeants et politiciens touareg de la région de Kidal au Mali. Sa création reflète en outre les liens idéologiques, politiques et économiques de plus en plus étroits d'ag Ghali avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) (Encadré 5.1).

L'intervention française provoque une scission au sein d'Ansar Dine. Les politiciens ifogha de la région de Kidal, qui voyaient au départ en Ansar Dine un moyen « de protéger leur pertinence politique et de contenir le radicalisme d'ag Ghali », considèrent désormais leur association avec le mouvement jihadiste comme un handicap (Thurston, 2020, p. 139[13]). Faisant sécession d'Ansar Dine, plusieurs dirigeants touareg de premier plan créent un groupe initialement appelé Mouvement islamique de l'Azawad (MIA), puis rapidement renommé Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA), sous la direction d'Alghabass ag Intalla, ancien maire et député de Kidal, et fils du chef (*amenokal*) des Touareg Kel Adagh. Le HCUA reçoit également le soutien politique de la classe dirigeante touareg de la région de Kidal. Ag Ghali reste quant à lui dans le camp jihadiste. Durant les années suivant l'intervention française, son organisation poursuit ses attaques dans le nord du Mali, tout en progressant vers le sud. Le groupe Ansar Dine d'ag Ghali, la Katibat Macina de Kouffa, les unités sahariennes d'AQMI et Al-Mourabitoune (« les Sentinelles ») forment en 2017 une coalition : le JNIM (Roetman, Migeon et Dudouet, 2019[16]).

Dans l'est du Mali, l'opération Serval chasse le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) de la ville de Gao et contribue à la fragmentation de ce mouvement jihadiste autour de clivages idéologiques et géographiques (Thurston, 2020[13]). Des militants à visées régionales, liés à Mokhtar Belmokhtar, mènent diverses attaques dans la région. En août 2013,

Encadré 5.1

Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI)

Fondé en Algérie, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) est un groupe jihadiste dont les unités et les ramifications mènent des opérations de l'Algérie et la Libye, au nord, jusqu'à la Côte d'Ivoire, au sud. Il apparaît à la fin des années 90 sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), lui-même coalition dissidente de commandants de terrain ayant fait sécession du Groupe islamique armé (GIA). Le GIA, un temps faction radicale la plus puissante dans la guerre civile algérienne de 1991-2002, suscite l'hostilité de nombre de ses propres membres ainsi que de larges pans de la société algérienne au milieu des années 90 en raison de l'inconstance, de la folie meurtrière et du fondamentalisme idéologique de ses dirigeants, à l'origine de violences intestines ainsi que de massacres dans les villages algériens et de bien d'autres atrocités. Le GSPC réaffirme dans sa charte fondatrice son engagement contre l'État, mais rejette les violences et excommunications (*takfir*) aveugles contre les civils. Le groupe entretient des liens avec Al-Qaïda pratiquement dès sa création : il lui prête allégeance en 2003, en devient officiellement membre en 2006, et prend le nom d'AQMI en 2007 (Bencherif, 2020[14]).

La formation du GSPC coïncide toutefois avec le déclin de la guerre civile. Les initiatives d'amnistie du gouvernement algérien, l'assassinat du dernier grand émir du GIA en 2002, et la lassitude de la population algérienne face à la guerre empêchent le GSPC de trouver un soutien massif renouvelé à la violence jihadiste en Algérie. Devenu AQMI, le groupe lance des attaques dévastatrices en Algérie en 2007 et 2011, mais seulement de manière sporadique. Le centre de gravité d'AQMI se déplace globalement vers le Sahara et le Sahel, où des commandants de terrain déterminés comme Mokhtar Belmokhtar (Encadré 2.5) et Abdelhamid Abou Zeïd opèrent des enlèvements lucratifs et développent diverses relations économiques et politiques au Mali, en Mauritanie et au Niger (Thurston, 2020[13]).

Ces liens facilitent l'entrée d'AQMI dans la rébellion du nord du Mali de 2012, dans laquelle le groupe joue rapidement un rôle majeur, en particulier dans l'occupation jihadiste de Tombouctou (Bøås, 2014[15]). En 2013, AQMI subit des pertes lors d'une intervention militaire menée par la France afin d'expulser les jihadistes des villes du nord du Mali ; Abou Zeïd est tué en février 2013 au nord du Mali. Depuis 2013, les forces françaises traquent les principaux dirigeants d'AQMI et ont tué, entre autres hauts responsables, l'émir de longue date du groupe, Abdelmalek Droukdel, en 2020 (Encadré 2.4). Dans le même temps, AQMI connaît des scissions et des tensions internes récurrentes, notamment des défections vers l'État islamique en Algérie et dans le Sahel. Néanmoins, opérant principalement par le biais du JNIM, sa filiale malienne, AQMI demeure une force de premier plan dans la région du Sahara-Sahel, même si la mort de Droukdel pourrait marquer le point culminant d'une tendance du JNIM à éclipser AQMI, tant en termes d'importance que de capacités.

Source : Texte original fourni par Alexander Thurston.

le Bataillon des hommes voilés (al-Mulathamun, également connu sous le nom des Signataires par le sang) de Mokhtar Belmokhtar fusionne avec le MUJAO pour former Al-Mourabitoune. Certains militants arabes rejoignent le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), nouvellement créé. D'autres militants à visées locales commencent à recruter localement, notamment au sein de la communauté peul de la région de Gao et Ménaka.

L'un de ces militants engagés est Adnane Abou Walid al-Sahraoui, ancien porte-parole et chef du Conseil de la Choura du MUJAO, et chef adjoint d'Al-Mourabitoune. En mai 2015, il crée l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) suite à des conflits internes au sein d'Al-Mourabitoune. En 2015, il prête allégeance à l'État islamique et à Abou Bakr al-Baghdadi, allégeance reconnue l'année suivante par l'État islamique (Warner, 2017[17]). En mars 2019, l'EIGS devient officiellement une unité régionale de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (aussi appelé Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique) plutôt

Encadré 5.2
Amadou Kouffa

Amadou Kouffa est un prédicateur peul né dans le cercle de Niafunké, au Mali, probablement dans les années 50. Si ses premières années sont peu documentées, il est connu qu'il se forme à l'islam en voyageant, devient prédicateur de renommée locale et se joint à de nombreux autres religieux maliens pour s'opposer à une tentative de réforme du Code de la famille au Mali en 2009. Il est aussi membre du mouvement de prédication Da'wa (mondialement connu sous le nom de Jama'at al-Tabligh). Il pourrait avoir voyagé dans ce cadre en Afghanistan et au Pakistan. C'est également par ce biais qu'il rencontre Iyad ag Ghali, politicien et chef rebelle du nord du Mali, futur leader d'Ansar Dine et par la suite du JNIM (Le Roux, 2019[19]). De juillet à décembre 2012, il suit une formation militaire d'Ansar Dine dans la région de Tombouctou, et participe à l'offensive d'AQMI, du MUJAO et d'Ansar Dine contre les forces maliennes dans le centre du Mali en janvier 2013.

Source : Texte original fourni par Alexander Thurston.

qu'une nouvelle province à part entière (Nsaibia et Weiss, 2020[18]). Belmokhtar s'oppose à cette allégeance et sa mouvance d'Al-Mourabitoune rejoint AQMI fin 2015, devenant finalement l'un des éléments fondateurs de sa filiale, le JNIM.

L'attaque la plus tristement célèbre de l'EIGS est l'embuscade d'octobre 2017 contre une patrouille conjointe nigérienne et américaine aux abords du village nigérien de Tongo Tongo. Le groupe mène également des attaques meurtrières contre des avant-postes militaires nigériens à Inates, en décembre 2019, et à Chinégodar en janvier 2020. Malgré son allégeance officielle à l'État islamique, jusqu'à la seconde moitié de 2019 environ, des arrangements subsistent entre l'EIGS et le JNIM, voire parfois des liens de coordination (Le Roux, 2019[19]). Ces dernières années, l'EIGS et le JNIM s'affrontent toutefois de plus en plus dans la région frontalière entre le Mali et le Burkina Faso autour de désaccords territoriaux et stratégiques, notamment la volonté du JNIM de négocier avec le gouvernement malien (Carte 4.2). Il se pourrait aussi que le commandement central de l'État islamique fasse pression sur l'EIGS pour qu'il affronte le JNIM dans le cadre du conflit plus global opposant l'État islamique et Al-Qaïda (Nsaibia et Weiss, 2020[18]).

Un autre groupe d'anciens jihadistes du MUJAO regagne la région de Mopti dans le centre du Mali et intègre la Katibat Macina d'Amadou Kouffa, créée début 2015 (Encadré 5.2). Le terme « Macina » fait à la fois référence à une zone géographique de l'actuel Mali et à l'empire fondé par le jihadiste peul Sékou Amadou au début du XIXe siècle (Miles, 2018[20]). Tour à tour, la Katibat Macina invoque le nom de l'État théocratique d'Amadou et attaque ses vestiges, notamment le mausolée de son fondateur. Elle recrute principalement, mais pas exclusivement, parmi les Peul, ethnie de Kouffa, et ses opposants et victimes diabolisent parfois, en réponse à ses violences, tous les Peul quels qu'ils soient. Les violences interethniques, en particulier entre Peul et Dogon, mais aussi entre Peul et Bambara, déchirent la région de Mopti. Kouffa trouve un équilibre fragile entre une Katibat Macina défenseuse de la cause peul et une force multiethnique visant à créer une utopie théocratique (Thurston, 2020[13]). Il met non seulement à profit les tensions interethniques, mais aussi celles entre Peul, recrutant parmi les jeunes éleveurs et villageois peul marginalisés, qui s'attaquent ensuite aux administrateurs, imams et oligarques de leur ethnie (Thiam, 2017[21]).

Sous l'impulsion d'Amadou Kouffa, allié d'ag Ghali, la Katibat Macina, affiliée à Ansar Dine, lance une campagne de violence dans les régions de Mopti et de Ségou, au centre du Mali, puis progresse principalement vers l'est. La première attaque a lieu en janvier 2015, dans la partie occidentale du delta intérieur du Niger. Les combattants de la Katibat Macina pourraient avoir participé à certains des attentats terroristes les plus importants au Sahel, notamment ceux

de Bamako en 2015 et Ouagadougou en 2016. La Katibat Macina est en outre l'un des éléments fondateurs du JNIM, coalition jihadiste formée en 2017. Kouffa n'a pas officiellement le statut de numéro deux, mais étant donné son influence dans le centre du Mali et le nord du Burkina Faso, et les frappes françaises contre les personnalités d'AQMI au sein du JNIM, il devient la deuxième figure la plus importante du JNIM après ag Ghali. En 2018, il est déclaré mort lors d'un raid français (Lebovich, 2018[22]), mais apparaît vivant dans une vidéo de février 2019. Pendant ce temps, alors que les affrontements se multiplient en 2019-20 entre le JNIM et l'EIGS, il joue un rôle central dans les conflits, dont certains concernent des luttes de territoire dans sa zone d'opérations. Au-delà du Mali, la Katibat Macina est un intermédiaire clé pour Ansar Dine, puis le JNIM, pour établir des liens avec les militants du Burkina Faso. Kouffa entretiendrait en effet des liens étroits avec Ibrahim Dicko, le fondateur du groupe jihadiste burkinabé Ansarul Islam (Encadré 4.3).

L'opération Serval entraîne également une restructuration majeure au sein du MNLA, mouvement touareg prônant la création d'un État séparatiste dans le nord du Mali (Thomas et Falola, 2020[23]). Formé fin 2011, ce mouvement regroupe des activistes touareg de la diaspora, des Touareg de retour de Libye, des transfuges de l'armée malienne, et des membres restants de la faction rebelle dirigée par Ibrahim ag Bahanga, mort dans un accident de voiture en août 2011 au Mali. Début 2012, le MNLA lance une insurrection pour prendre le contrôle du nord du Mali, avec le soutien d'Ansar Dine, d'AQMI et du MUJAO (Walther et Christopoulos, 2015[24]). Sur fond de lutte de pouvoir suite à la déclaration d'indépendance du nord du Mali par le MNLA en avril 2012, Ansar Dine, AQMI et le MUJAO chassent le MNLA de Tombouctou, Gao et Kidal (Baldaro et Raineri, 2020[25]). Après l'intervention française en janvier 2013, le MNLA regagne rapidement Kidal et y devient un acteur militaire et politique clé. Les Français voient dans ce mouvement un « contrepoids aux jihadistes » (Thurston, 2020, p. 139[13]) qui « contribue à guider les forces françaises et continue à collaborer avec elles à différents titres pendant la transition de l'opération Serval à l'opération Barkhane en août 2014 » (Lebovich, 2019[26]).

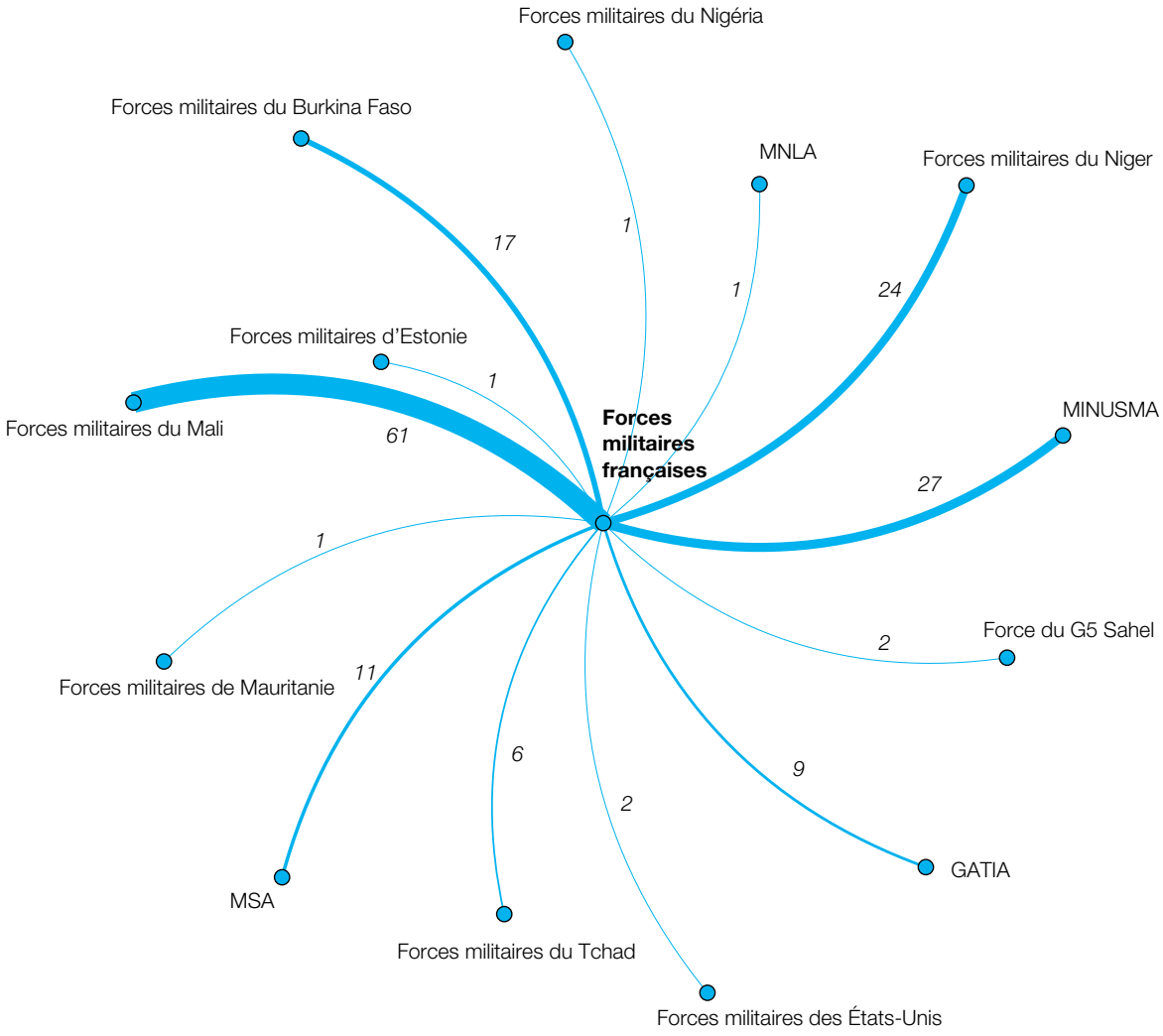
En 2014, le MNLA, le HCUA et une partie du MIA forment la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), bloc visant à représenter les anciens mouvements rebelles et les dirigeants de Kidal dans les pourparlers de paix et autres instances. La CMA devient ainsi l'un des trois signataires de l'accord de paix d'Alger de 2015, aux côtés du gouvernement malien et de la Plateforme, une coalition de milices anti-rebelles. Elle renforce en outre progressivement son contrôle politique et militaire sur Kidal, déjouant les milices rivales et signifiant à l'État malien les limites concrètes de son autorité à Kidal (Lebovich, 2017[27]). Si le MNLA conserve un rôle majeur au sein de la CMA et dans la gestion politique de ce qui apparaît *de facto* comme l'autonomie de Kidal, celui du HCUA semble toutefois bien plus important. Ag Ghali paraît maintenir un certain degré de communication avec d'anciens membres d'Ansar Dine ayant désormais rejoint la CMA, ce qui laisse à penser que les limites entre organisations rebelles et jihadistes restent poreuses.

Alliés et ennemis des forces françaises

L'intervention de la France au Mali en janvier 2013 place les forces françaises au centre du réseau de conflit de la région. Les Français s'allient d'un côté avec les forces étatiques maliennes, diverses milices soutenant le gouvernement malien et d'autres forces étatiques opérant à travers la région, et s'opposent de l'autre à l'ensemble des milices identitaires et groupes rebelles cherchant à renverser le gouvernement malien. Depuis 2013, les forces françaises ont collaboré avec des organisations étatiques et non étatiques à 163 reprises, selon la base de données ACLED (Graphique 5.5). Les forces militaires maliennes sont de loin le plus grand allié de la France dans le pays, avec 61 collaborations ; viennent ensuite, loin derrière, la MINUSMA et les forces militaires du Niger et du Burkina Faso. Ces collaborations reflètent les opérations menées par les Français et leurs alliés dans la zone frontalière du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Afin d'augmenter le nombre et l'efficacité des missions conjointes avec les unités maliennes, les Français lancent par ailleurs l'opération Takuba en 2019, force opérationnelle comprenant d'autres forces spéciales européennes

Graphique 5.5

Forces militaires françaises et leurs alliés au Mali et dans le Sahel central, 2013-20



Note : L'épaisseur des lignes représentant les liens entre organisations est proportionnelle au nombre de collaborations recensées sur l'ensemble de la période étudiée. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

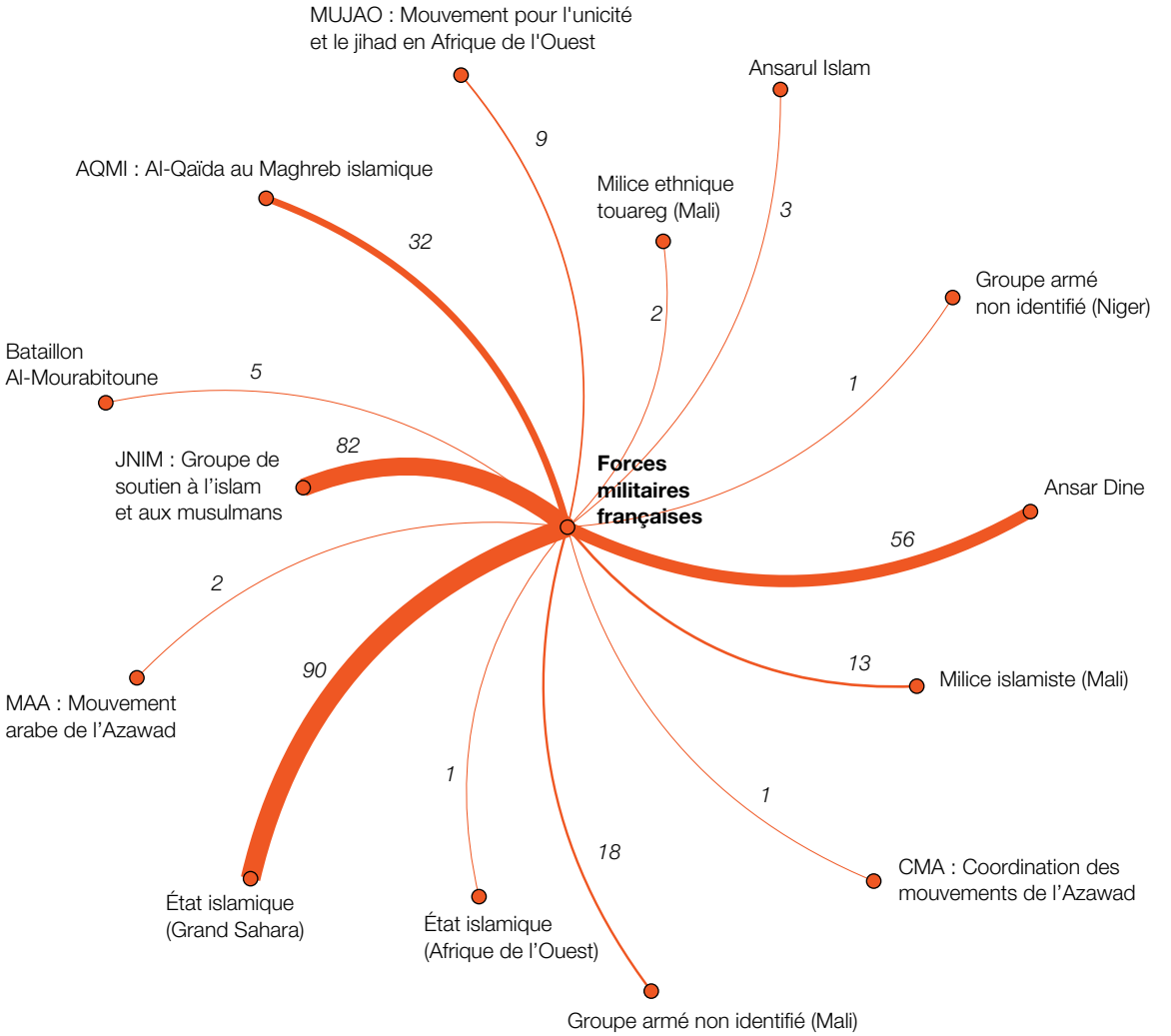
Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

en coordination avec les membres du G5 et les Nations Unies (Shurkin, 2020[10]).

Début 2018, suite à l'attaque de Tongo Tongo, l'opération Barkhane, menée par la France, décide de collaborer avec deux milices maliennes pour combattre l'EIGS dans l'est du Mali : le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), dirigé par El Hadj ag Gamou, et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA), fondé par Moussa ag Acharatoumane. Le GATIA est un membre de premier plan de la Plateforme, coalition de milices pro-gouvernementales signataires de l'accord de paix de 2015. Opérant initialement dans le nord du Mali, le groupe se relocalise dans la région de Ménaka après la prise de contrôle militaire de la région de Kidal par la CMA au milieu des années 2010 (Thurston, 2020[13]). Comme son nom l'indique, il devient l'instrument des intérêts des Touareg imghad, dont les objectifs politiques se heurtent souvent à ceux des « nobles » ifogha (OCDE/CSAO, 2020[2]). Allié au GATIA, le MSA se présente comme une milice de défense des intérêts des communautés touareg daoussahak (ou idaksahak), dont les terres pastorales se trouvent à la frontière entre le Niger et le Mali, dans la région de Ménaka. La mission

Graphique 5.6

Forces militaires françaises et leurs ennemis au Mali et dans le Sahel central, 2013-20



Note : L'épaisseur des lignes représentant les liens entre organisations est proportionnelle au nombre d'événements conflictuels recensés sur l'ensemble de la période étudiée. Les organisations figurent sous leur nom à l'époque de chacun des événements violents recensés, ce qui explique pourquoi des sous-composantes d'organisations jihadistes actuelles, comme AQMI et Al-Mourabitoune, sont représentées par des nœuds individuels. Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

de lutte contre l'EIGS contribue à alimenter et accélérer des processus complexes d'alignement et de réalignement des communautés ethniques pour ou contre les différentes parties, alors que Peul, Touareg, Daoussahak et autres communautés font face aux atrocités commises par le GATIA, le MSA et l'EIGS (Organisation des Nations Unies, 2018[28]).

Le recours limité de la France aux milices ethniques et communautaires au Mali et dans le Sahel marque un changement indéniable par rapport aux approches coloniales, qui s'appuyaient largement sur les troupes et milices auxiliaires (Shurkin, 2020[10]). Les opérations conjointes entre la France, le GATIA et le MSA ne représentent ainsi que 12 % des collaborations et se concentrent dans les cercles de Gao, d'Ansongo et de Ménaka, dans l'est du Mali. Fin février 2018, les forces françaises et leurs alliés mènent par exemple une opération conjointe contre l'EIGS dans la région d'Indelimane, à l'est de Gao, en vue de capturer ou de tuer son chef, al-Sahraoui. Cette offensive conjointe de Barkhane, du GATIA et du MSA repousse

l'EIGS vers de nouveaux territoires, notamment l'est du Burkina Faso, où il prend le contrôle de zones reculées en s'emparant de mines d'or, en chassant les autorités et en rétablissant l'accès des populations locales aux forêts (Maclean, 2019[29]). En avril de cette même année, une attaque de combattants de l'EIGS contre des miliciens du MSA et du GATIA est repoussée avec le soutien des forces de Barkhane dans la zone d'Akabar, près de la frontière nigérienne.

Les conflits impliquant les forces françaises ont tué plus de 2 000 personnes au Mali, ainsi qu'au Niger et au Burkina Faso voisins, depuis le lancement de l'opération Serval en janvier 2013. L'EIGS et le JNIM demeurent, de loin, les principaux opposants des forces militaires françaises dans la région (Graphique 5.6). Plus de la moitié (54 %) des 315 événements violents impliquant les forces militaires françaises sont en lien avec ces deux organisations. Avant leur fusion avec le JNIM, Ansar Dine et AQMI ont été impliqués dans 28 % des événements violents recensés dans la région. Les affrontements avec les groupes rebelles et les milices ne représentent qu'une part minime des autres événements violents dans lesquels la France est impliquée. La létalité de ces affrontements reflète l'évolution du conflit malien : après un pic de 422 décès en 2013 en raison de l'opération Serval, le nombre de personnes tuées dans des affrontements impliquant les forces françaises atteint en 2016 son niveau le plus bas jamais enregistré, avec 12 décès, avant d'augmenter à nouveau ces dernières années. L'année 2020 est la plus meurtrière à ce jour, avec 804 décès jusqu'en juin.

Opération Serval et pouvoir politique au Mali

L'opération Serval étant menée pour le compte du gouvernement malien, l'intervention des forces françaises renforce les dynamiques d'alliance d'avant l'intervention et contribue à durcir celles d'opposition. Cette évolution encourage initialement la coopération entre groupes rebelles et jihadistes mais les conduit ensuite à se fragmenter (Encadré 5.3).

L'intervention a également un effet notable sur le pouvoir relatif des différents groupes clés du conflit, comme l'illustre le Graphique 5.8, qui synthétise l'évolution de l'indice PN de ces groupes au Mali avant, pendant et après l'opération Serval. L'élément le plus saillant est l'impulsion donnée aux forces maliennes par l'intervention après 2014. Le score PN de l'armée malienne connaît ainsi une hausse significative après l'intervention, signe d'un renforcement de sa position globale par rapport à ses différents opposants. Cette évolution reflète l'amélioration du nombre et de la position relative des alliés de l'État malien grâce à l'intervention, et le recul du nombre et de la position relative de ses opposants. De ce point de vue, l'opération Serval est un succès partiel : l'État malien survit non seulement à ses adversaires de l'époque, mais sort aussi relativement renforcé par rapport à ses ennemis après l'intervention.

Cette amélioration de la position de l'armée malienne au sein du réseau est aussi fonction de l'affaiblissement de ses principaux opposants pendant et après l'intervention. AQMI, le MUJAO et Ansar Dine affichent par exemple tous des scores PN nettement plus faibles après l'intervention, signe d'une dégradation de leur position globale au sein du réseau du fait de l'intervention. Chacun de ces groupes a ainsi moins d'alliés après l'intervention, ou du moins des alliés moins dépendants d'eux qu'auparavant. Ces groupes ont en outre désormais plus d'ennemis, ou des ennemis eux-mêmes moins contraints qu'auparavant, comme l'armée malienne. Ce constat montre également comment l'évolution des scores PN induite par l'intervention française tend aussi à refléter la structure globale dominante du réseau de conflit. En termes de position au sein du réseau, les gains réalisés par les forces d'un camp sont ainsi inévitablement liés aux pertes subies par leurs opposants.

Enfin, il est important de noter le rôle des civils dans ce conflit, comme en atteste leur score PN. Les civils sont les principales victimes de nombre de conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest, l'intervention française au Mali ne faisant, à cet égard, pas exception. Leur position relative est affaiblie pendant l'opération Serval et ne s'améliore que très peu par la suite. Ils figurent en outre systématiquement parmi les entités à la position globale la plus faible au sein du réseau de conflit durant l'ensemble

Encadré 5.3

Application de la théorie de l'équilibre au conflit malien

Quatre grands types d'acteurs sont impliqués dans le conflit malien : les forces gouvernementales et leurs alliés internationaux, les milices communautaires et ethniques, les rebelles séparatistes et les organisations jihadistes (Desgrais, Guichaoua et Lebovich, 2018[30]). Les liens entre ces acteurs sont positifs lorsqu'ils collaborent, et négatifs dans le cas contraire. L'environnement conflictuel global peut se décomposer en quatre groupes de trois acteurs (ou triades), comme l'illustre la partie droite du Graphique 5.7. Ces configurations de liens sont-elles plus susceptibles de favoriser une résolution pacifique du conflit ou, au contraire, d'encourager les violences entre belligérants ?

Pour y répondre, on peut faire appel à la théorie de l'équilibre, qui permet de prédire quels acteurs tendent à former des triades théoriquement stables dans le temps. Selon cette théorie, les relations au sein d'un groupe de trois acteurs sont ainsi stables si toutes les relations possibles sont positives ou si deux des acteurs entretiennent des relations négatives avec une tierce partie (Doreian et Krackhardt, 2001[31]) (Chapitre 3). Dans le premier cas, « les amis de mes amis sont mes amis », tandis que dans le second, « les ennemis de mes ennemis sont mes amis ». En revanche, les triades constituées de deux liens positifs et d'un lien négatif, ou de trois liens négatifs, sont théoriquement instables, car « les amis de mes amis tendent à devenir mes amis », et « les ennemis de mes ennemis tendent aussi à devenir mes amis ».

Les triades stables au sein desquelles les acteurs s'affrontent, renforcent le statu quo et sont peu susceptibles de mener à une résolution rapide du conflit. Elles rendent un accord de paix plus difficile et peuvent encourager l'augmentation de la violence entre les acteurs en conflit. Les triades instables peuvent, quant à elles, entraîner des changements de l'équilibre des forces entre les acteurs, susceptibles de faciliter la victoire d'un camp sur l'autre. En d'autres termes, les conflits dans lesquels les triades stables dominent sont théoriquement plus difficiles à résoudre que ceux où l'instabilité des triades peut entraîner des changements de l'équilibre des forces.

Toutes les triades observées entre les forces gouvernementales, les milices, les rebelles et les jihadistes au Mali sont théoriquement stables, car constituées de deux liens négatifs et d'un lien positif. Autrement dit, « les ennemis de mes ennemis sont mes amis » dans la plupart des situations. Les rebelles et les jihadistes s'opposent aux États, tandis que les milices coopèrent en général avec les États contre les jihadistes et les rebelles. La relation entre rebelles et jihadistes est la seule susceptible de changer parfois au fil du temps. Si les rebelles ont habituellement un programme bien plus laïque que les organisations jihadistes, ils peuvent néanmoins occasionnellement s'allier à elles. Lorsque rebelles et jihadistes s'affrontent, deux triades instables constituées de trois liens négatifs se forment, la première entre le gouvernement, les rebelles et les jihadistes (n° 3 dans le Graphique 5.7), et la seconde entre les rebelles, les milices et les jihadistes (n° 4). Dans ce cas, « les ennemis des ennemis sont ennemis » plutôt que des alliés.

La concurrence entre rebelles et jihadistes est un élément clé pour comprendre l'évolution du conflit, car elle introduit une tension structurelle au sein de l'environnement conflictuel qui ne peut se résoudre que par un changement d'alliance. Ce changement peut, en théorie, prendre deux formes. Dans la première configuration, rebelles et jihadistes s'allient contre le gouvernement. Dans ce cas, le conflit s'achèvera probablement par l'effondrement de l'État. On observe une alliance de ce type lors de la première phase du conflit malien, début 2012, mais elle s'avère de courte durée : les jihadistes d'Ansar Dine prennent ainsi rapidement le dessus sur les rebelles du MNLA après la conquête de la majeure partie du nord du Mali par les deux groupes (Bencherif et Campana, 2017[32]). Dans la seconde configuration, le gouvernement parvient à convaincre les rebelles de former une coalition pour combattre les jihadistes. Cette option n'est pas aussi irréaliste qu'il n'y paraît. De nombreux rebelles se battent en effet davantage pour un meilleur accès au gouvernement ou à l'armée que pour une indépendance réelle, et pourraient mettre de côté leurs griefs en contrepartie d'une plus grande part du budget national, d'investissements régionaux ou de postes d'influence au sein de leur région.

Source : Texte original fourni par Olivier Walther.

(suite)

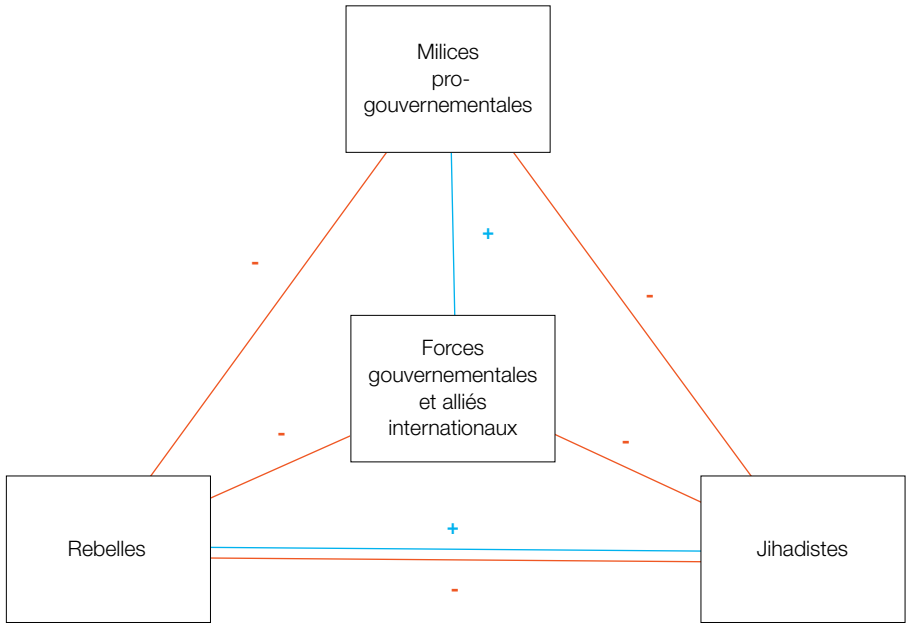
(suite)

Graphique 5.7

Représentation schématique des alliances et conflits au Mali

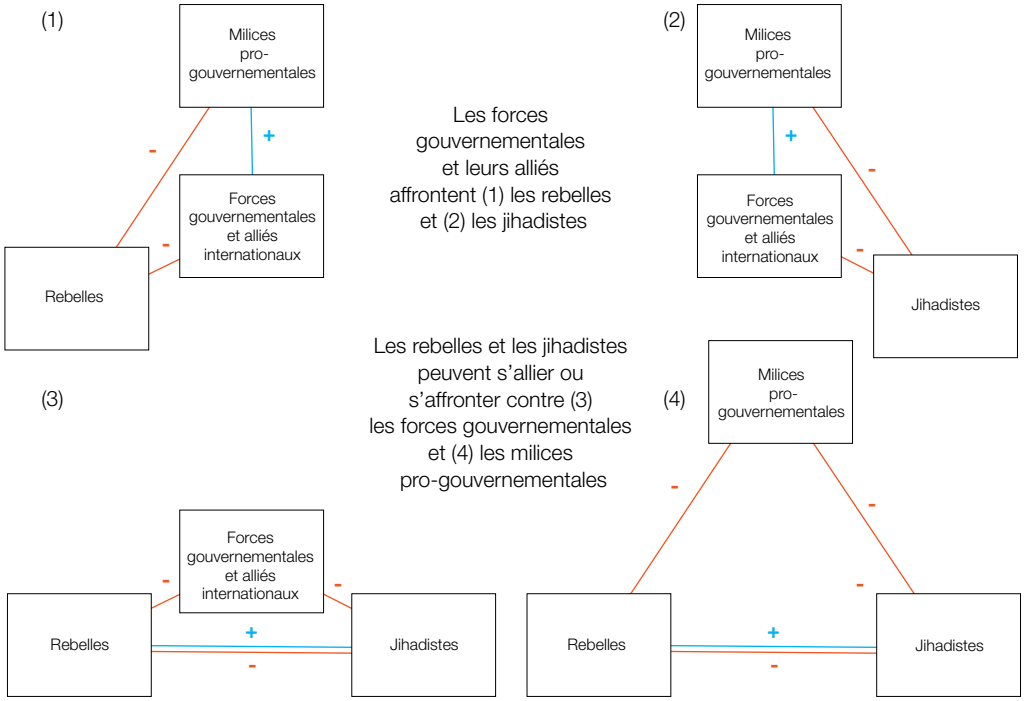
Représentation simplifiée du réseau malien

Les liens indiquent des relations de coopération ou d'opposition entre acteurs



Quatre groupes de trois acteurs (triades)

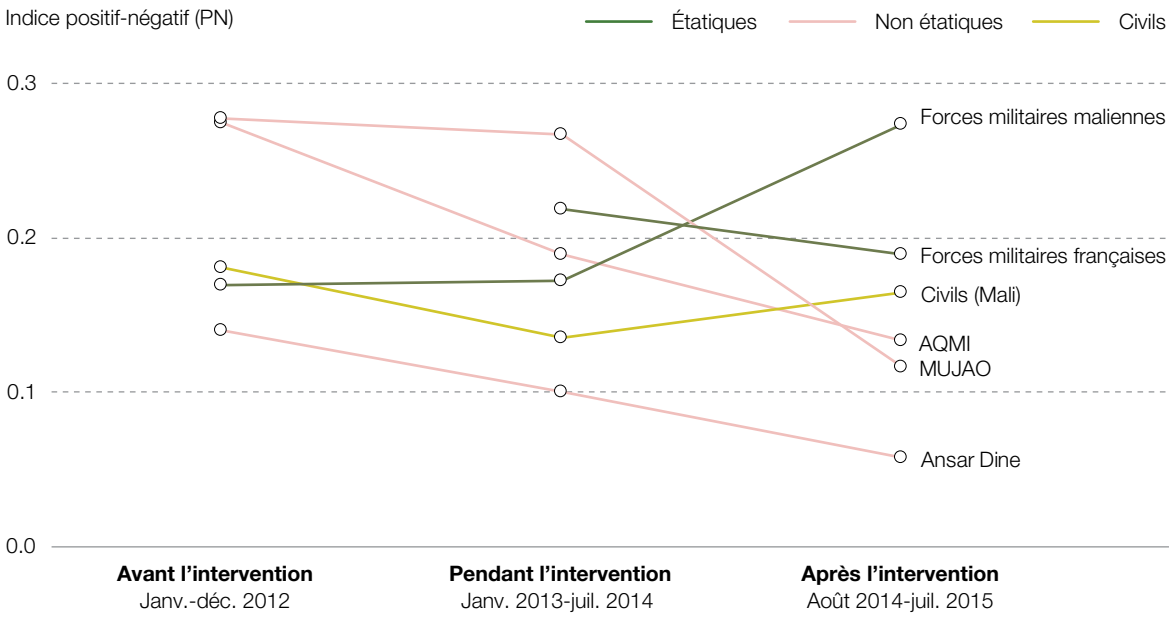
Les liens indiquent des relations de coopération ou d'opposition entre acteurs



Source : Auteurs.

Graphique 5.8

Incidence de l'opération Serval, menée par la France, sur le pouvoir politique au Mali, 2012-15



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

des phases de l'opération Serval. Ce constat témoigne non seulement du fait que les civils sont de plus en plus pris pour cible par des groupes comme AQMI pendant l'intervention, mais aussi de leur vulnérabilité persistante, et ce même après une intervention « réussie » comme Serval. Si l'intervention permet bien la survie de l'État malien, elle ne contribue en revanche guère à l'amélioration du sort des civils pendant ou après le conflit.

L'OFFENSIVE MULTINATIONALE AUTOUR DU LAC TCHAD

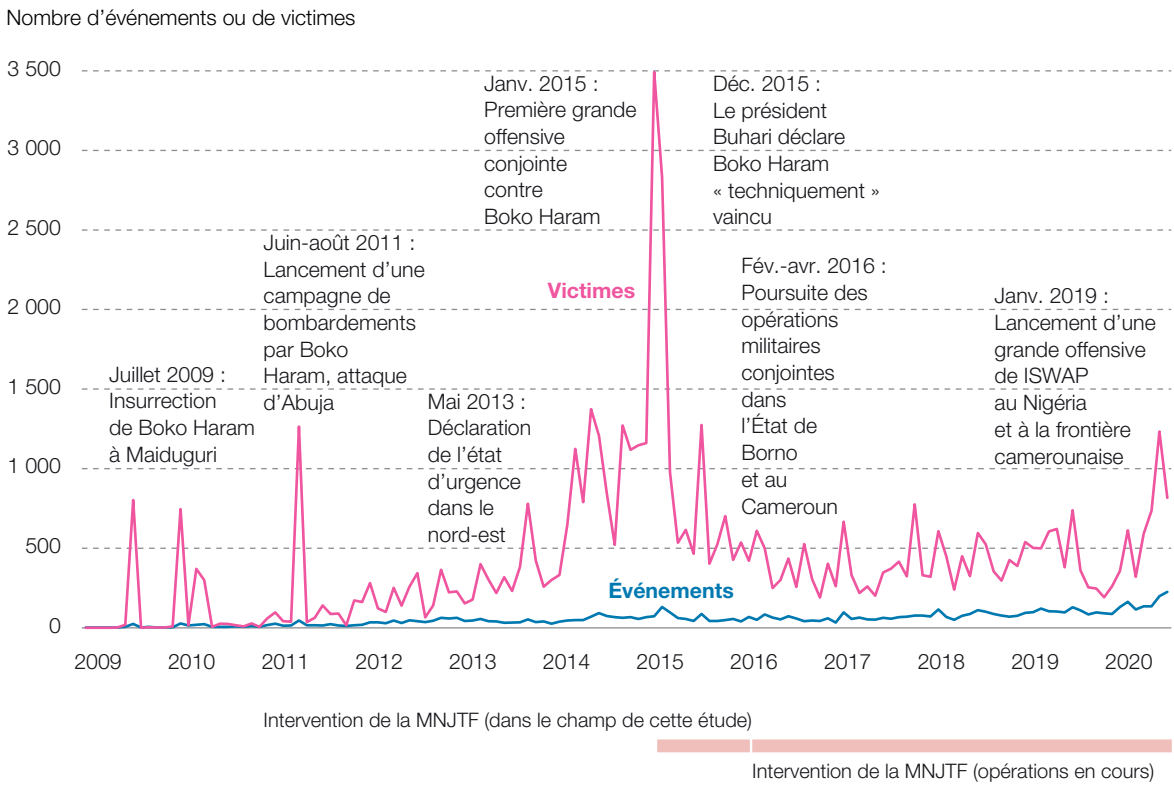
La région du lac Tchad est la zone de conflit la plus meurtrière d'Afrique du Nord et de l'Ouest, avec près de 59 000 personnes tuées depuis janvier 2009, contre 21 500 en Libye depuis 2011, et 14 650 au Mali et dans le Sahel central depuis 2012. Elle est l'épicentre d'une insurrection majeure menée par l'organisation jihadiste Boko Haram et son groupe dissident, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), contre le gouvernement nigérian (Chapitre 4).

Offensive de 2015 contre Boko Haram

En 2015, la dégradation de la situation sécuritaire dans le nord du Nigéria atteint des niveaux critiques qui conduisent le gouvernement du pays à lancer une vaste contre-offensive militaire sous l'égide de la Force multinationale mixte (MNJTF) (OCDE/CSAO, 2020[2]). Mise en place par le Nigéria en 1994, cette formation militaire a pour mission de lutter contre les problèmes de sécurité transfrontaliers dans la région du lac Tchad, dans le cadre d'une structure de commandement commune. Réactivée en 2012 par l'Union africaine pour contrer l'insurrection de Boko Haram, elle comprend désormais le Bénin, le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad. Cette offensive est la plus meurtrière menée par des forces militaires en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin des années 90. En 2015, ce sont ainsi 1 065 personnes qui sont tuées chaque mois dans la région durant la contre-offensive de la MNJTF, soit près du double du nombre moyen de décès recensés au Mali et dans le Sahel central

Graphique 5.9

Événements violents et victimes dans la région du lac Tchad, 2009-20



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

durant l'opération Serval en 2013-14 (540 victimes par mois), et en Libye durant l'opération Unified Protector en 2011 (562 victimes par mois).

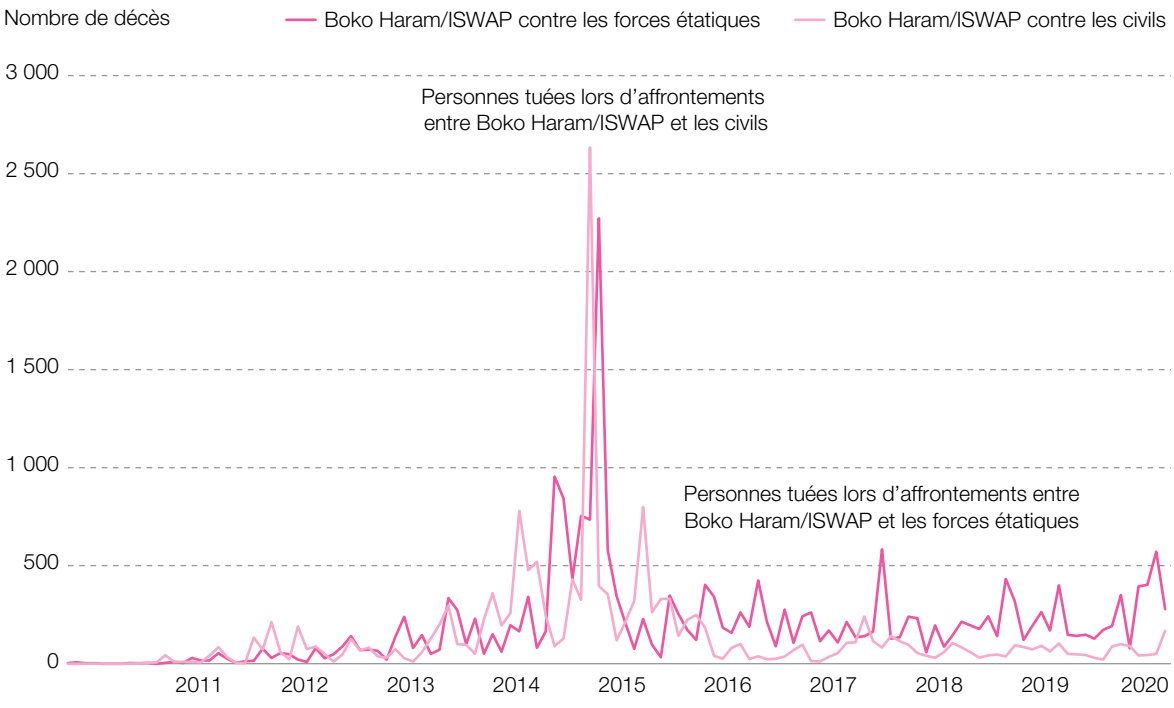
Baptisée opération Lafiya Dolé (« La paix par tous les moyens »), l'intervention militaire débute fin janvier 2015 par le bombardement aérien de Malam Fatori, sous contrôle de Boko Haram, dans l'État de Borno. Les forces nigérianes et tchadiennes lancent plusieurs offensives à l'extrême est de l'État de Borno et dans la forêt de Sambisa, zone offrant aux jihadistes une possibilité de repli à distance raisonnable à la fois de Maiduguri, au nord, et de la frontière camerounaise, à l'ouest. Des frappes aériennes et des opérations terrestres permettent aux forces gouvernementales de reprendre le contrôle de plusieurs villes le long des frontières nigériane et camerounaise, dont Gwoza, quartier général de Boko Haram, et de libérer des centaines de femmes et d'enfants otages, que le groupe utilise comme esclaves domestiques ou sexuels.

Fin 2015, Boko Haram a perdu une grande partie de ses anciennes positions dans l'État de Borno et les régions voisines. Des centaines de combattants sont tuées par les forces gouvernementales et ceux qui en réchappent ne peuvent plus taxer les marchés, prélever des denrées chez les agriculteurs ou voler du bétail à la même échelle qu'auparavant. Boko Haram a en outre perdu une importante partie de son arsenal et de ses pick-up. Comme le rappelle un texte publié par ISWAP en 2018, « les moudjahidines sont restés éparpillés et dispersés dans la quasi-totalité des combats, sauf en de rares exceptions, et sont désormais en proie à la faim et la pauvreté, au point de manger les feuilles des arbres ; les Tawagheet [idolâtres] ont capturé nombre de leurs femmes et enfants, les choses vont au plus mal, les gens ont sombré dans le désespoir » (Al-Tamimi, 2018[33]).

L'intervention militaire du Nigéria et de la MNJTF a de profondes répercussions sur la

Graphique 5.10

Décès des suites d'affrontements impliquant Boko Haram, ISWAP, forces étatiques et civils, 2010-20



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

géographie de la violence autour du lac Tchad. Les violences s'y intensifient au cours des deux premiers mois, puis se stabilisent fin 2015 aux niveaux d'avant l'intervention, tendance similaire à celle observée au Mali pendant l'opération Serval. Comme au Mali, l'intervention militaire menée sous l'égide de la MNJTF se révèle incapable de mettre fin aux violences, qui restent depuis lors persistantes dans certaines zones, en particulier dans les régions qui sont le théâtre d'affrontements prolongés depuis le début des années 2010, comme les États de Borno et de Yobe (Graphique 5.9).

Malgré l'expansion régionale de Boko Haram et de ISWAP, le Nigéria reste le principal terrain d'opération contre l'insurrection. Plus des trois quarts (76 %) des décès dus à ces affrontements y sont ainsi recensés. La région la plus touchée du pays demeure, de loin, l'État de Borno, avec plus de 60 % des décès recensés depuis la fin des années 2000. Une victime sur dix des violences entre Boko Haram, ISWAP et les forces gouvernementales est recensée à Maiduguri, capitale de cet État, ce qui en fait l'endroit le plus dangereux de toute l'Afrique du Nord et de l'Ouest (OCDE/CSAO, 2020[2]). De nombreuses opérations militaires sont menées au sud de la ville depuis 2015 pour tenter de déloger Boko Haram de ses retranchements dans la forêt de Sambisa, autour de Damaturu, et dans la région montagneuse qui borde le Cameroun. Des opérations militaires sont aussi lancées pour attaquer les bastions de ISWAP le long de la frontière du Niger et dans la région du lac.

Les offensives militaires menées contre Boko Haram et ISWAP ont coûté la vie à 26 000 soldats et combattants jihadistes à l'échelon de la région transfrontalière. Depuis la reprise de contrôle par l'armée nigériane d'une grande partie de l'État de Borno en 2015, le nombre de soldats et de militants tués des suites des affrontements entre les forces étatiques et Boko Haram ou ISWAP est presque toujours resté supérieur à celui des civils tués par les organisations jihadistes (Graphique 5.10).

Intervention de la MNJTF contre Boko Haram et ISWAP

L'intervention militaire menée sous l'égide de la MNJTF joue également un rôle déterminant dans la décision d'Abubakar Shekau, chef de Boko Haram, de prêter allégeance à l'État islamique (EI) et de renommer son organisation « État islamique en Afrique de l'Ouest » en 2015. Des entretiens avec des transfuges de Boko Haram et de ISWAP tendent à confirmer que son serment d'allégeance au chef de l'EI, Abou Bakr al-Baghdadi, le 7 mars, est un appel à l'aide lancé au pire moment qu'aient connu les organisations. Comme le note Foucher (2020, p. 3[34]), « Shekau a besoin de toute l'aide que l'EI peut lui apporter, non seulement pour combattre l'armée nigériane et ses alliés, mais aussi pour endiguer la nouvelle vague de critiques internes visant ses performances en tant que dirigeant. Il finit par considérer que prêter allégeance est un risque nécessaire. »

L'intervention militaire de 2015 exacerbe aussi les tensions internes au sein de Boko Haram. En août 2016, l'État islamique annonce la destitution de Shekau de ses fonctions de chef (*wali*) de ISWAP et son remplacement par Abou Mosab al-Barnaoui. La majorité des combattants font alors sécession de Boko Haram, emportant avec eux le soutien de l'EI. Depuis 2016, les deux factions se sont affrontées à 9 reprises dans la région de Diffa au Niger et dans l'État de Borno au Nigéria, faisant 42 morts, selon la base de données ACLED. En septembre 2016, des luttes de pouvoir entre les factions de Shekau et d'al-Barnaoui concernant l'État de Borno entraînent ainsi la mort d'environ 13 personnes. Boko Haram et ISWAP prennent en outre tous deux pour cible des civils soupçonnés de prêter main-forte à la faction adverse, comme dans le village de Gogone, près de Bosso, en février 2020. Ces incidents entre Boko Haram et ISWAP ne représentent toutefois qu'une goutte d'eau dans l'océan des 4 895 événements violents et 42 877 décès liés à ces deux groupes depuis juin 2009.

Intervention de la MNJTF et pouvoir politique autour du lac Tchad

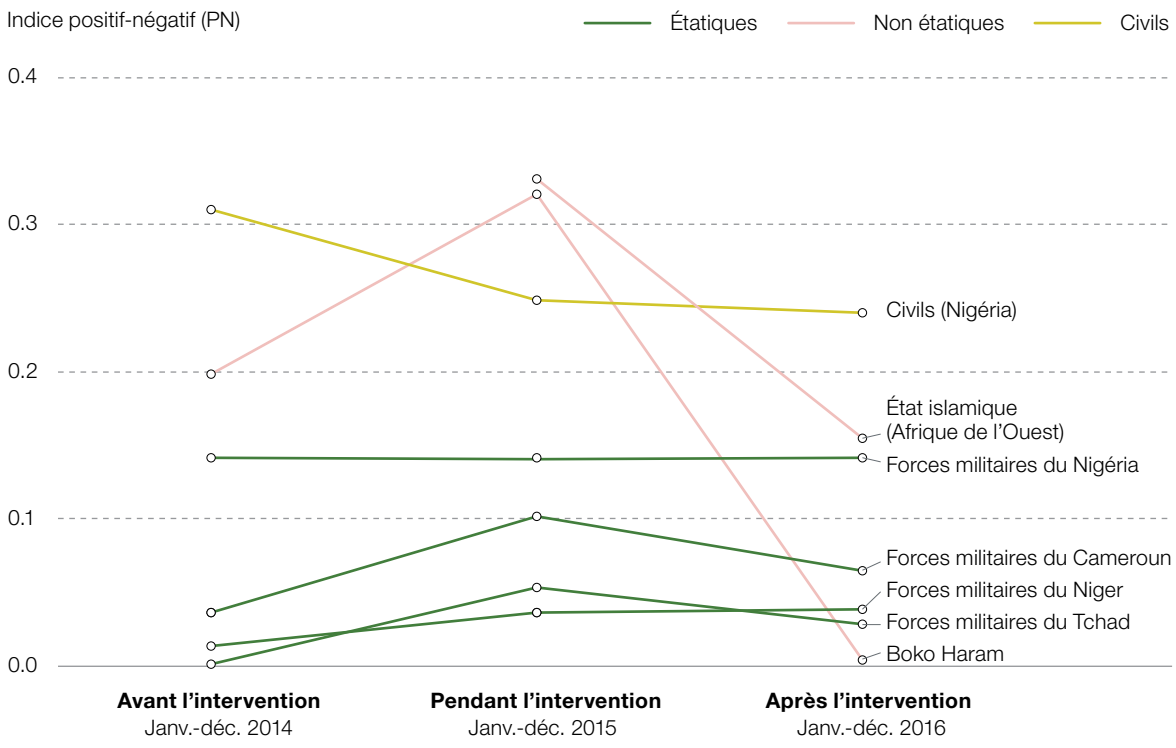
Comme l'opération Serval, la campagne de 2015 de la MNJTF est une intervention partisane destinée à mettre fin à l'insurrection de Boko Haram dans la région du lac Tchad. La force opérationnelle est constituée d'unités militaires du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad opérant pour le compte de leurs différents gouvernements, mais dans le cadre d'une structure de commandement unifiée, menée par le Nigéria. À l'instar de l'opération Serval, cette intervention reflète également les dynamiques préexistantes d'opposition entre organisations non étatiques et forces étatiques. Cependant, la campagne affaiblit considérablement la position globale de Boko Haram et de ISWAP au sein du réseau de conflit.

L'indice de centralité PN rend compte du pouvoir relatif de la position de Boko Haram et de ISWAP au sein du réseau de conflit avant et pendant la campagne de la MNJTF. Comme l'illustre le Graphique 5.11, le score PN de Boko Haram est, en 2014 et 2015, le plus élevé des principales organisations de la région, avec des valeurs largement supérieures à celles des différentes forces étatiques qui lui sont opposées. Boko Haram est donc positionné favorablement par rapport à ses alliés et à ses ennemis, pouvoir relatif dont témoigne le succès de ses attaques début 2015, comme la destruction du quartier général de la MNTJF à Baga, au Nigéria, en janvier de cette même année. Après l'intervention, la position de Boko Haram se trouve toutefois considérablement affaiblie, avec en 2016 un score PN désormais inférieur à celui de tous ses opposants. Une évolution similaire s'observe pour ISWAP, groupe dissident de Boko Haram, après l'intervention. Pour ces raisons, et à l'instar de l'opération Serval, la campagne de 2015 de la MNTJF s'avère tout de même à certains égards un succès, dans la mesure où elle contribue bien à affaiblir Boko Haram et ISWAP.

Cependant, à la différence de l'opération Serval, la campagne de 2015 de la MNTJF ne modifie pas fondamentalement la position des différentes forces étatiques. Le score PN de l'armée nigériane reste par exemple inchangé tout au long de la campagne, tandis que celui

Graphique 5.11

Incidence de l'intervention multinationale sur le pouvoir politique autour du lac Tchad, 2014-16



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

des autres forces étatiques n'affiche qu'une légère amélioration durant l'intervention, suivie d'une baisse modérée. De ce point de vue, l'intervention ne renforce pas le pouvoir des forces étatiques aux dépens de celui de leurs opposants. Cette situation s'explique probablement par deux changements interdépendants survenus au sein du réseau de conflit. Tout d'abord, un conflit de leadership provoque la scission de Boko Haram début 2016. Les deux organisations qui en résultent, Boko Haram et ISWAP, s'opposent ouvertement au lieu de s'allier contre les forces étatiques – leur ennemi commun. Ensuite, le réseau de conflit connaît, suite à la campagne d'intervention, une expansion de 25 % en termes de nouvelles organisations. Cette évolution reflète en partie la scission de Boko Haram, mais résulte principalement de l'activation de différentes milices de défense locales, dont nombre se structurent autour de revendications ethniques et communautaires. L'effet combiné de ces deux changements est double. Les groupes non étatiques qui avaient vu leur position renforcée, comme Boko Haram, se trouvent à présent affaiblis, tandis que les forces étatiques ne sont pas nécessairement en meilleure position qu'avant l'intervention, puisqu'elles font désormais face à un nombre plus important d'opposants potentiels.

L'expansion du réseau de conflit souligne une fois encore la centralité des civils dans l'intervention. Leur score PN diminue pendant la campagne, signe qu'ils sont alors de plus en plus la cible de violences. Ce constat met en évidence leur relative vulnérabilité dans la région, et l'incapacité de la campagne à limiter le nombre de victimes parmi eux. Comme l'illustre le Graphique 5.10, le nombre de pertes civiles connaît un pic durant la campagne, décès presque aussi souvent imputables aux forces étatiques qu'à Boko Haram et/ou ISWAP. Cela explique en partie l'expansion du réseau de conflit après l'intervention, car de nombreuses milices locales s'opposent souvent à la fois aux organisations non étatiques, comme Boko Haram ou ISWAP, et aux forces étatiques.

INTERVENTION DE L'OTAN ET BATAILLE DE TRIPOLI EN LIBYE

Opération Unified Protector de l'OTAN

Lancée en mars 2011, l'opération Unified Protector de l'OTAN se veut à l'origine une intervention militaire de médiation, théoriquement sans parti pris contre le gouvernement libyen ou les rebelles. L'opération vise ainsi à « faire respecter un embargo sur les armes, à imposer une zone d'exclusion aérienne, ainsi qu'à assurer la protection des populations et des zones civiles confrontées à des attaques ou à des menaces d'attaques » (OTAN, 2012[35]). Cette mission initiale de protection des civils se transforme toutefois en attaques aériennes répétées contre les forces libyennes, même lorsqu'elles ne poursuivent pas activement les rebelles. Elle aboutit au renversement du régime et s'achève officiellement peu après l'assassinat de Mouammar Kadhafi, fin octobre 2011.

L'intervention de l'OTAN ne met pas un terme au conflit libyen. Des affrontements entre différentes factions de la rébellion éclatent peu après la fin de l'opération. Après plusieurs années de tentative de formation d'un nouveau gouvernement national, les rivalités politiques entre les deux factions principales – la Chambre des représentants et le Congrès général national – marquent le début de la deuxième guerre civile libyenne en mai 2014, conflit qui, à ce jour, continue de dévaster le pays (Chapitre 4).

Depuis 2014, la guerre se caractérise par l'opposition entre d'un côté, le GNA, basé à Tripoli, soutenu par les Nations Unies et mis en place en 2015 dans le cadre de l'Accord politique libyen négocié sous l'égide de l'ONU, et de l'autre, l'Armée nationale libyenne (LNA) à Benghazi, affiliée à la Chambre des représentants de Tobrouk. Les forces armées du GNA comprennent ce qu'il reste de l'armée officielle libyenne, tandis que celles de la LNA sont menées par le Maréchal Khalifa Haftar, officier ayant pris part au coup d'État de 1969 qui porte Kadhafi au pouvoir, avant de rejoindre l'opposition et de quitter la Libye pour les États-Unis dans les années 90. De nombreux autres groupes armés et milices ethniques ou locaux sont impliqués dans ce conflit, que ce soit dans un camp ou dans l'autre, ainsi que des groupes terroristes comme l'État islamique et Al-Qaïda.

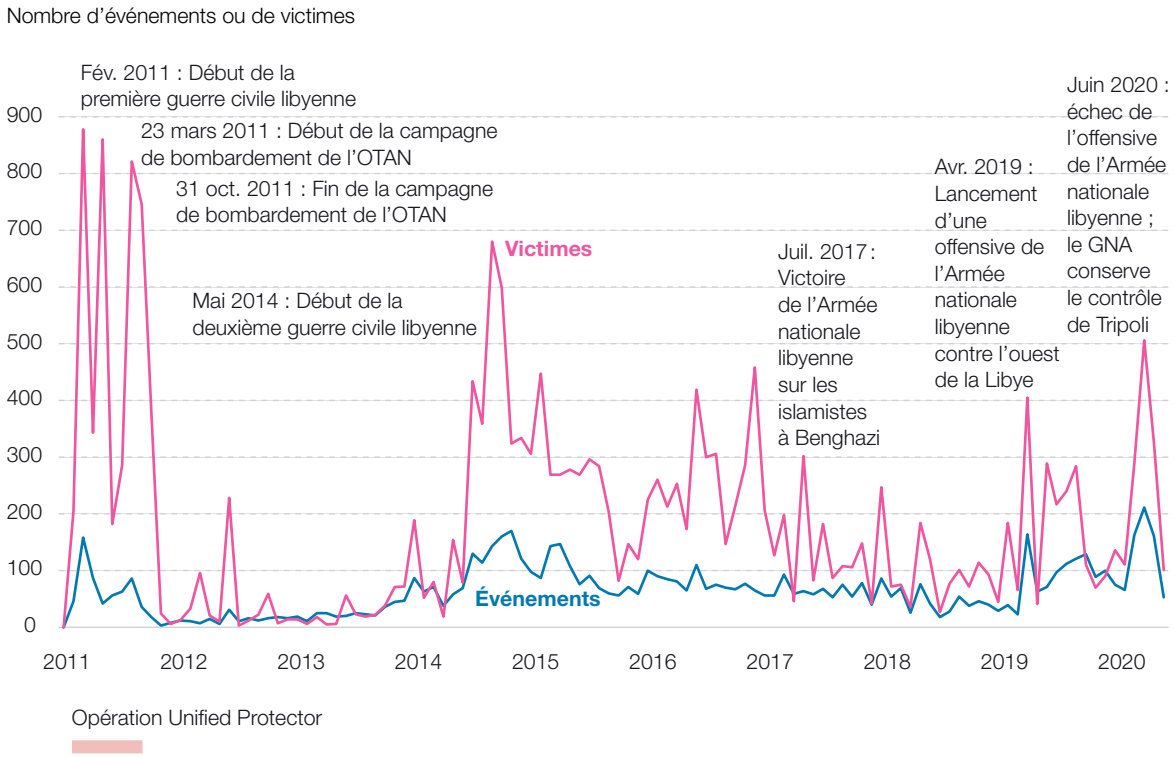
Bataille de Tripoli

Alors que la LNA lance une offensive contre l'ouest de la Libye en avril 2019, de nombreuses milices basées dans cette région prennent les armes, sous l'égide du GNA, contre les forces de Haftar. Nombre de ces groupes, rivaux avant l'offensive de la LNA, se sont récemment affrontés dans l'ouest du pays. Cependant, désormais alliés au GNA, ils s'opposent massivement à la figure dictatoriale qu'ils voient en Haftar (Lacher, 2019[36]). Leur antagonisme antérieur limite toutefois leur capacité à combattre en tant que réelle force unifiée du GNA, et non comme simples groupes distincts luttant pour un objectif commun.

Principalement originaires de l'est et du sud de la Libye, les forces de la LNA ont néanmoins aussi d'importants soutiens dans l'ouest du pays. Nombre des milices pro-LNA comptent dans leurs rangs des salafistes madkhalistes, farouches opposants de l'islam politique, mouvance que le GNA est accusé d'abriter. Les milices pro-LNA ont aussi pour la plupart été fidèles au régime de Kadhafi en 2011, et la stigmatisation des loyalistes par les partisans de la révolution libyenne pousse certaines milices à soutenir la LNA (Lacher, 2019[36]). Les difficultés que rencontre la LNA à mobiliser certaines de ses milices l'amène à engager des mercenaires soudanais et tchadiens, bien que ceux-ci soient en grande partie tenus à l'écart des lignes de front. L'alliance de milices de la LNA est considérée plus fragile que celle du GNA, car si le GNA dépend de la menace commune de la LNA pour maintenir la cohésion de ses alliés, la LNA est, quant à elle, tributaire de la réussite de ses objectifs pour conserver la loyauté des siens.

Le GNA et la LNA bénéficient tous deux de l'aide de soutiens internationaux et de milices libyennes. La Turquie, l'un des principaux soutiens du GNA, envoie ainsi armes, missiles, véhicules et drones en riposte au soutien étranger à la LNA, notamment l'envoi d'armes et de drones

Graphique 5.12
Événements violents et victimes en Lybie, 2011-20



Note : Données disponibles jusqu'au 30 juin 2020.

Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

par les Émirats arabes unis, ainsi qu'une aide politique et financière de la part de l'Égypte (International Crisis Group, 2020[37] ; Lacher, 2020[38]). La LNA reçoit aussi le soutien de mercenaires russes (Reynolds, 2019[39]). Les livraisons d'armes en Libye en provenance de soutiens étrangers constituent une violation de l'embargo sur les armes mis en place par le Conseil de sécurité des Nations Unies depuis 2011. Leur arrêt est au cœur du cessez-le-feu de janvier 2020 négocié par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL).

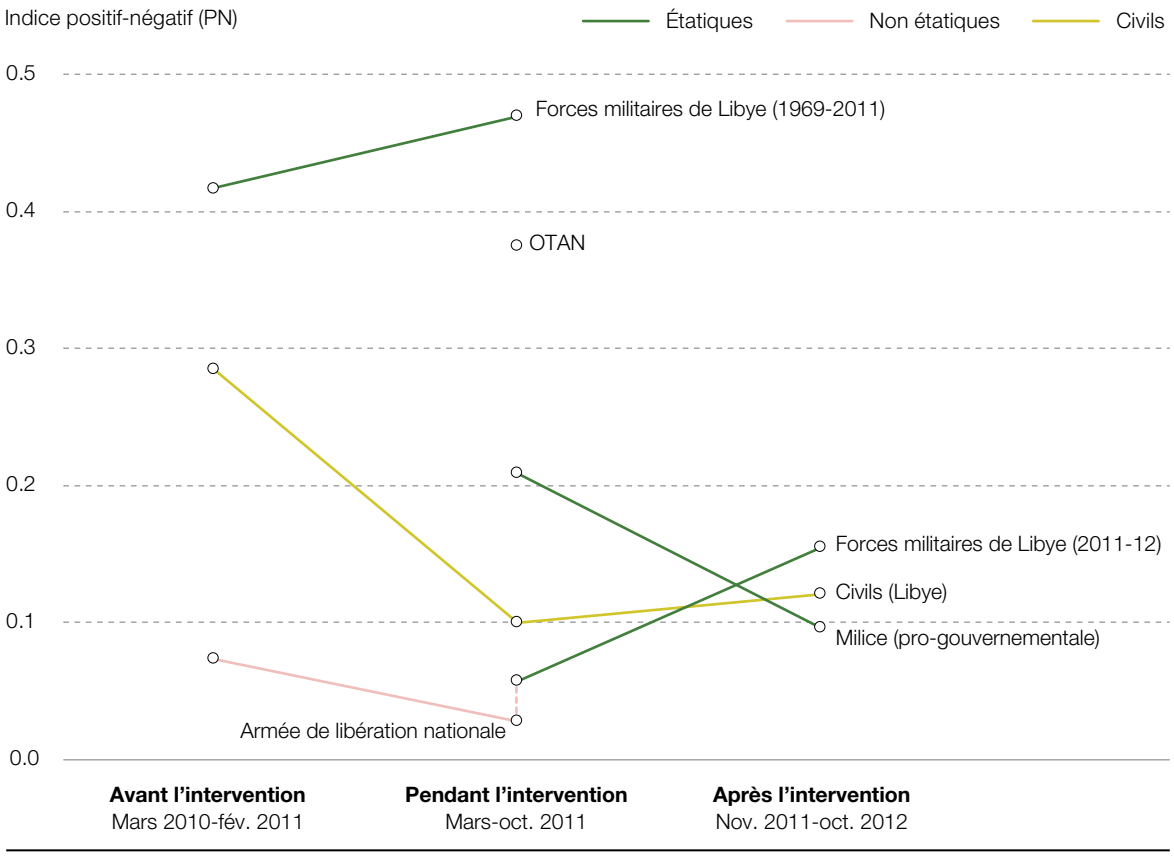
L'offensive de la LNA en avril 2019 connaît ses premiers succès avec l'encerclement de Tripoli. Après plusieurs cessez-le-feu début 2020, les forces du GNA parviennent, en avril et mai de cette même année, à repousser les combattants pro-LNA hors de Tripoli vers l'est et la ville de Syrte, environ à mi-chemin entre Tripoli et Benghazi (Graphique 5.12). En juillet 2020, les lignes de front restent proches de Syrte (Organisation des Nations Unies, 2020[40]), signe de l'échec des tentatives de Haftar de paralyser le GNA. Il n'est pas possible de savoir pour l'heure si les différentes coalitions formées en soutien à l'un ou l'autre camp demeureront inchangées, et si les livraisons étrangères d'armes se poursuivront.

Intervention de l'OTAN et pouvoir politique en Libye

L'intervention de l'OTAN modifie profondément le pouvoir politique des principaux belligérants du conflit libyen. L'armée libyenne voit sa position au sein du réseau de conflit nettement améliorée par rapport à celle des forces rebelles jusqu'au milieu de l'intervention en 2011, comme l'illustre le Graphique 5.13. La comparaison des scores PN de l'armée libyenne et de l'Armée de libération nationale (NLA), rebelle, avant et pendant l'intervention, met en évidence le peu de chances de succès de la rébellion sans cette intervention. Alors que la NLA est quelque peu affaiblie, en termes de score PN, à l'issue de l'intervention,

Graphique 5.13

Incidence de l'opération Unified Protector de l'OTAN sur le pouvoir politique en Libye, 2010-12



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

elle est néanmoins mieux positionnée que les différentes milices constituées d'anciennes forces militaires libyennes après l'effondrement de l'armée en octobre 2011. À l'instar des interventions au Mali et autour du lac Tchad, l'opération de l'OTAN peut être considérée comme un succès. Elle entraîne la chute du régime libyen et de son armée, et crée les conditions permettant à la NLA d'être en meilleure position que les groupes pro-régime qui lui résistent encore après la fin de l'intervention.

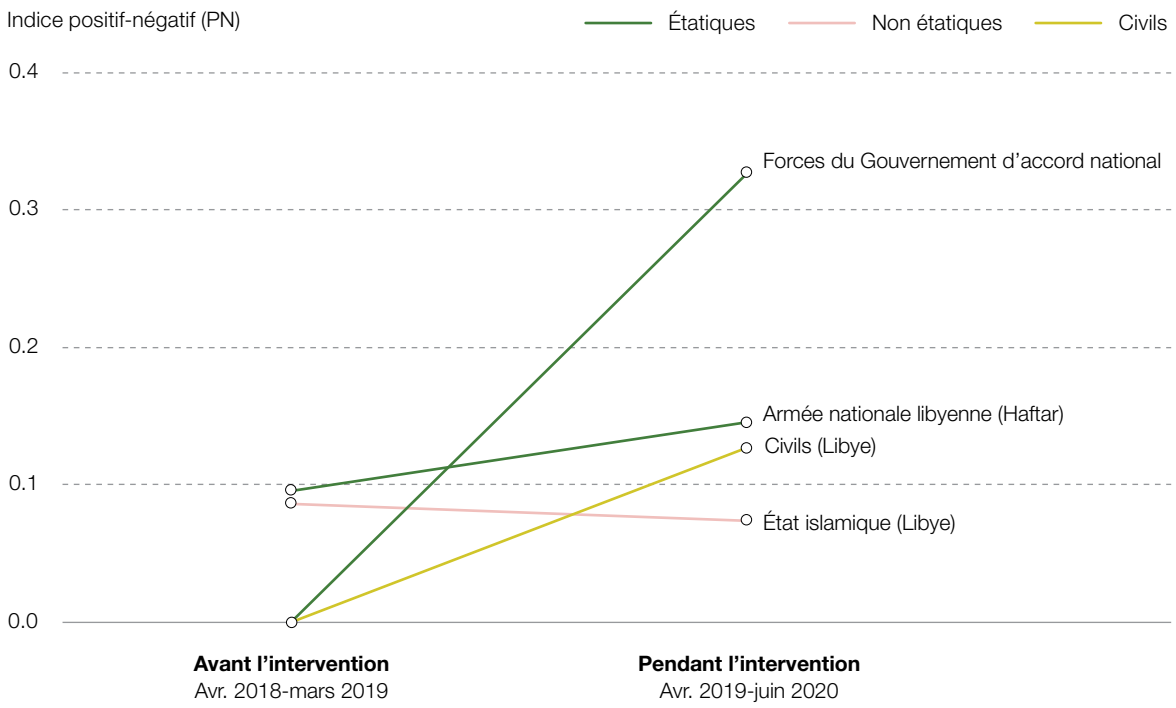
Tout comme l'opération Serval et l'intervention de la MNJTF, l'opération de l'OTAN a un impact négatif sur les civils, comme en attestent les scores PN. Bien que cette opération ait été lancée au nom de la protection des civils, leur position au sein du réseau de conflit se trouve nettement affaiblie durant l'intervention. Ce constat reflète une tendance globale dans l'ensemble des trois interventions étudiées : le score PN des populations civiles diminue pendant les interventions, sans grand changement une fois celles-ci terminées. Cette situation témoigne de l'incapacité globale de ces types d'interventions à créer les conditions politiques permettant l'arrêt total des violences, mais aussi de la place centrale que les civils continuent d'occuper dans les conflits actuels.

Bataille de Tripoli et pouvoir politique en Libye

L'offensive manquée des forces de la LNA du Général Khalifa Haftar contre le GNA soutenu par les Nations Unies représente une forme d'intervention différente de celles évoquées précédemment. Tout d'abord, bien que soutenant l'un ou l'autre camp, les livraisons d'armes et autres types d'aide matérielle constituent une intervention plus indirecte que directe. Cela signifie que cette aide devrait avoir un impact sur les réseaux de conflit même si les différents

Graphique 5.14

Incidence de l'offensive de Haftar sur le pouvoir politique en Libye, 2018-20



Source : Auteurs, d'après les données ACLED (2020[11]), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/.

soutiens étrangers ne sont directement impliqués dans aucun événement violent spécifique dans la région. Ensuite, comme des interventions partisanes concurrentes se déroulent simultanément, le conflit libyen actuel pourrait s'apparenter davantage à d'autres exemples de guerres civiles internationalisées, où les puissances étrangères soutiennent les parties adverses lors d'épisodes d'effondrement de l'État, comme le conflit en cours en Syrie (Walther et Pedersen, 2020[41]) ou les guerres du Congo entre 1996 et 2003 (Radil, 2018[42]), qu'aux conflits du Mali et de la région du lac Tchad.

Le Graphique 5.14 présente les scores PN pour l'offensive (aussi appelée bataille de Tripoli) menée par la LNA en 2019-20. Les données utilisées dans cette analyse vont jusqu'au retrait des forces de la LNA de l'ouest de la Libye en juin 2020. L'inversion de la position relative de la LNA et du GNA au cours de l'offensive est frappante. Si cette offensive n'a guère d'effet sur la position d'autres groupes en Libye, comme l'État islamique, le GNA voit quant à lui sa position largement renforcée par rapport à la LNA. Ce constat s'explique probablement par la création d'une coalition, menée par le GNA, de groupes armés auparavant non alliés qui choisissent de coopérer contre la LNA, ainsi que par l'incidence indirecte du renforcement du soutien militaire étranger au GNA. Comme la coalition de milices et d'autres groupes armés sous la houlette de la LNA pourrait voir sa viabilité compromise sans succès militaires futurs, il est probable que la position de la LNA se trouve, à l'avenir, affaiblie. La poursuite des soutiens étrangers à la LNA pourrait toutefois retarder, voire compenser, cet effet. Il est difficile de prévoir si les effets post-offensive sur la position des civils ou d'autres groupes seront du même ordre que ceux observés ailleurs dans la région.

QUELS ENSEIGNEMENTS TIRER DES RÉSEAUX DE CONFLIT ?

L'analyse de réseau menée dans ce chapitre semble indiquer que chaque intervention partisane modifie les réseaux de conflit en créant de nouvelles triades – ou groupes de trois acteurs – constituées de deux liens négatifs et d'un lien positif. Au cœur de chaque réseau de conflit, ces nouvelles triades se caractérisent par l'alliance de la puissance intervenante avec les forces gouvernementales contre les groupes jihadistes (Mali, lac Tchad), ou avec les rebelles contre les forces gouvernementales (Libye). Dans chaque cas, la puissance intervenante noue des liens positifs avec au moins un des acteurs centraux du conflit, et des liens négatifs avec l'opposant de cet acteur. Au Mali et autour du lac Tchad, la France et la MNJTF s'allient par exemple aux États contre leurs adversaires non étatiques, tandis qu'en Libye, l'OTAN s'allie aux rebelles anti-Kadhafi.

La bataille de Tripoli, menée plus récemment en Libye, constitue un cas encore plus complexe, où différentes puissances étrangères (certains membres de l'OTAN) soutiennent la LNA et d'autres le GNA. La dynamique globale reste toutefois la même, les forces intervenantes nouant des liens de coopération avec un partenaire de leur choix, et adoptant une position d'opposition envers les autres. En termes de réseau, cette dynamique de coopération de deux organisations contre une même tierce partie est l'issue logique de toute intervention partisane.

Chaque intervention militaire d'une puissance étrangère ou d'une coalition multinationale entraîne le renforcement du pouvoir politique de ses alliés et l'affaiblissement de celui de ses opposants, en particulier des organisations jihadistes au Mali et dans le nord du Nigéria, et de l'ancien régime de Kadhafi en Libye. L'analyse de l'indice de centralité PN vient clairement confirmer ce constat : il évalue la position structurelle de chaque organisation au sein de la nouvelle architecture de réseau à l'issue d'une intervention. Dans chaque cas, les organisations clés ciblées par l'intervention se retrouvent dans une position désavantageuse au sein des triades formées par les interventions partisanes. En réaction, ces organisations doivent souvent nouer de nouveaux partenariats au-delà de ces triades, afin de compenser leur nouveau désavantage par rapport aux autres acteurs clés. Cela les rend plus dépendants des autres pour réussir, et réduit leur pouvoir et leur capacité à agir de manière indépendante. En termes d'indice PN, cette diminution d'indépendance se traduit par une baisse du score PN. Dans chaque intervention, c'est précisément la situation dans laquelle se retrouve le membre ciblé de la triade d'acteurs.

L'impact des interventions militaires sur ces réseaux de conflit est malheureusement assez limité dans le temps. L'opération Serval, la campagne de la MNJTF et l'opération Unified Protector ont ainsi chacune affaibli temporairement leur adversaire, sans toutefois apporter la stabilité. Pire encore, chaque intervention a encouragé les organisations jihadistes et rebelles à répondre au choc initial d'une manière susceptible de les renforcer. Chaque insurrection étant portée par des griefs locaux, des programmes particuliers, des individus uniques et des réseaux spécifiques d'acteurs, les réponses aux interventions militaires varient à travers la région. Les groupes jihadistes affaiblis ont ainsi pu prêter allégeance à des organisations mondiales telles que l'État islamique, se diviser autour de clivages ethniques et géographiques, fusionner avec d'autres groupes, ou encore se déplacer vers des zones plus reculées ou moins surveillées, participant ainsi à la propagation régionale de la violence observée en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis la fin des années 2000 (OCDE/CSAO, 2020[2]).

Notes

1 Pour simplifier l'interprétation des résultats, les scores présentés dans ce chapitre équivalent à 1-PN, de sorte que des valeurs élevées/faibles indiquent respectivement un pouvoir politique important/limité.

Références

ACLED (2020), *The Armed Conflict Location & Event Data Project*, https://acleddata.com/data-export-tool/. [11]

Al-Tamimi, A. (2018), *The Islamic State West Africa Province vs. Abu Bakr Shekau : Full text, translation and analysis*, www.aymennjawad.org/21467/the-islamic-state-west-africa-province-vs-abu. [33]

Baldaro, E. et L. Raineri (2020), « Azawad : A parastate between nomads and Mujahidins? », *Nationalities Papers*, vol. 48/1, pp. 100–115. [25]

Bencherif, A. (2020), « From resilience to fragmentation : Al Qaeda in the Islamic Maghreb and Jihadist group modularity », *Terrorism and Political Violence*, vol. 32/1, pp. 100–118. [14]

Bencherif, A. et A. Campana (2017), « Alliances of convenience : Assessing the dynamics of the Malian insurgency », *Mediterranean Politics*, vol. 22/1, pp. 115–134. [32]

Bøås, M. (2014), « Guns, money, and prayers : AQIM's blueprint for securing control of Northern Mali », *CTC Sentinel*, vol. 7/4, pp. 1–10. [15]

Chivvis, C. (2015), *The French War on Al-Qa'ida in Africa*, Cambridge University Press, Cambridge. [12]

Corbetta, R. et K. Grant (2012), « Intervention in conflicts from a network perspective », *Conflict Management and Peace Science*, vol. 29/3, pp. 314–340. [8]

Desgrais, N., Y. Guichaoua et A. Lebovich (2018), « Unity is the exception. Alliance formation and de-formation among armed actors in Northern Mali », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 29/4, pp. 654–679. [30]

Doreian, P. et D. Krackhardt (2001), « Pre-transitive balance mechanisms for signed networks », *Journal of Mathematical Sociology*, vol. 25, p. 43–67. [31]

Everett, M. et S. Borgatti (2014), « Networks containing negative ties », *Social Networks*, vol. 38, pp. 111–120. [9]

Foucher, V. (2020), « The Islamic State franchises in Africa : Lessons from Lake Chad », *International Crisis Group Commentary*, 29 octobre. [34]

Gertler, J. (2011), « Operation Odyssey Dawn (Libya) : Background and issues for Congress », *Congressional Research Service* 7-5700. [4]

International Crisis Group (2020), « Turkey wades into Libya's troubled waters », *ICG Report* 257. [37]

Lacher, W. (2020), *Libya's Fragmentation : Structure and Process in Violent Conflict*, Bloomsbury, Londres. [38]

Lacher, W. (2019), « Who is fighting whom in Tripoli? How the 2019 Civil War is transforming Libya's military landscape », *Small Arms Survey Briefing Paper*, août. [36]

Le Roux, P. (2019), *Exploiting borders in the Sahel : The Islamic State in the Greater Sahara*, Africa Center for Strategic Studies, Washington, DC, juin. [19]

Lebovich, A. (2019), *Mapping armed groups in Mali and the Sahel*, European Council on Foreign Relations, Londres. [26]

Lebovich, A. (2018), *The death of a Jihadist : A chance to curb Mali's conflict*, European Council on Foreign Relations, Londres, 13 décembre. [22]

Lebovich, A. (2017), *Reconstructing local orders in Mali : Historical perspectives and future challenges*, Brookings Institution, Washington, DC. [27]

Maclean, R. (2019), « Kalashnikovs and no-go zones : East Burkina Faso falls to militants », *The Guardian*. [29]

Nsaibia, H. et C. Weiss (2020), « The end of the Sahelian anomaly : How the global conflict between the Islamic State and al-Qa'ida finally came to West Africa », *CTC Sentinel*, vol. 13/7, pp. 1–14. [18]

OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr. [2]

Organisation des Nations Unies (2020), *As Foreign Interference in Libya Reaches Unprecedented Levels, Secretary-General Warns Security Council 'Time Is Not on Our Side', Urges End to Stalemate*, Conseil de sécurité des Nations Unies, New York. [40]

Organisation des Nations Unies (2020), *Peacekeeping Fatalities Open Data*, UN Peacekeeping, New York. [3]

Organisation des Nations Unies (2018), *Letter dated 8 August 2018 from the Panel of Experts established pursuant to resolution 2374 (2017) on Mali*, Conseil de sécurité des Nations Unies, New York. [28]

Organisation des Nations Unies (2004), *Résolution 1528 du Conseil de sécurité des Nations Unies*, SC/8012, Nations Unies, New York, 27 février. [7]

OTAN (2012), *Providing peace and security. NATO delivers : Yesterday, today and tomorrow*, Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, 18 mai. [35]

Reynolds, N. (2019), *Putin's not-so-secret mercenaries : Patronage, geopolitics, and the Wagner Group*, Carnegie Endowment for International Peace, Washington, DC, juillet. [39]

Roetman, T., M. Migeon et V. Dudouet (2019), *Salafi jihadi armed groups and conflict (de-)escalation : The case of Ansar Dine in Mali*, Berghof Foundation, Berlin. [16]

Schmidt, E. (2018), *Foreign Intervention in Africa After the Cold War : Sovereignty, Responsibility and the War on Terror*, Ohio University Press, Athènes. [1]

Sénat (2018), *Projet de loi de finances pour 2019*, www.senat.fr/rap/a18-149-6/a18-149-62.html. [6]

Sénat (2015), *Projet de loi des finances pour 2015*, www.senat.fr/commission/fin/pjlf2015/np/np08/np087.html. [5]

Shurkin, M. (2020), « France's war in the Sahel and the evolution of counter-insurgency doctrine », *Texas National Security Review*, vol. 4/1, pp. 1–15. [10]

Thiam, A. (2017), *Centre du Mali : Enjeux et dangers d'une crise négligée*, Centre pour le dialogue humanitaire, Bamako, mars. [21]

Thomas, C. et T. Falola (2020), *Secession and Separatist Conflicts in Postcolonial Africa*, University of Calgary Press, Calgary. [23]

Thurston, A. (2020), *Jihadists of North Africa and the Sahel : Political Islam and Rebel Groups*, Cambridge University Press, Cambridge. [13]

Walther, O. et D. Christopoulos (2015), « Islamic terrorism and the Malian rebellion », *Terrorism and Political Violence*, vol. 27/3, pp. 497–519. [24]

Walther, O. et W. Miles (dir. pub.) (2018), *Jihads and borders : Social networks and spatial patterns in Africa, present, past and future*, Routledge, Londres. [20]

Walther, O. et W. Miles (dir. pub.) (2018), *Spatializing the social networks of the First Congo War*, Routledge, Londres. [42]

Walther, O. et P. Pedersen (2020), « Rebel fragmentation in Syria's civil war », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 31/3, pp. 445–474. [41]

Warner, J. (2017), « Sub-Saharan Africa's three "new" Islamic State affiliates », *CTC Sentinel*, vol. 10/1, pp. 28–32. [17]

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest

Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest

Les conflits qui affectent l'Afrique du Nord et de l'Ouest sont plus violents et diffus que par le passé. Ils sont également plus difficiles à résoudre en raison de la complexité des relations qui relient les belligérants, de plus en plus nombreux et aux objectifs divergents. S'appuyant sur plus de 36 000 événements violents recensés sur 23 ans et sur trois études de cas (Lac Tchad, Sahel central et Libye), ce rapport cartographie les réseaux de conflit et l'évolution des rivalités et alliances dans 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest. Il propose une approche novatrice – l'*analyse dynamique des réseaux sociaux* – pour décrypter la nature et l'évolution des relations entre les acteurs en conflit. Enfin, il analyse l'incidence des interventions militaires sur la recomposition des groupes et le déplacement des insécurités. Ces nouveaux outils de lecture basés sur une approche temporelle et spatiale nourrissent la réflexion sur les stratégies de stabilisation et leur durabilité, rappelant le besoin de coordonner approche régionale et politiques contextualisées.

IMPRIMÉ ISBN 978-92-64-51432-4
PDF ISBN 978-92-64-88497-7

9 789264 514324